



*rapport*

DE LA

COMMISSION ROYALE D'ENQUÊTE  
SUR LES PROBLÈMES CONSTITUTIONNELS

*Rapport*

de la

**COMMISSION ROYALE D'ENQUETE**

sur les

**PROBLEMES CONSTITUTIONNELS**



**Volume IV**

**DOCUMENTATION**

**PROVINCE DE QUEBEC  
1956**

## *Avant-Propos*

. Le volume de documentation se divise en trois grandes parties : la partie statistique, quatre appendices et une troisième partie formée de la bibliographie, de la liste alphabétique des mémoires soumis à la Commission et enfin de la liste des témoins qui ont comparu. Les appendices se subdivisent en deux groupes distincts. Le premier groupe comprend d'abord une analyse statistique détaillée des finances des corporations municipales et scolaires de la Province, et ensuite une étude sur l'urbanisation de la population de la province de Québec; le second groupe se compose de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique et du Statut de Westminster.

# *Table des matières*

## Première partie

Section	Page
INTRODUCTION .....	3
1 FINANCES PUBLIQUES .....	7
a—Gouvernement de la province de Québec.....	17
b—Municipalités et commissions scolaires .....	46
c—Gouvernement du Canada .....	96
d—Gouvernements au Canada: fédéral, provinciaux et municipaux.....	108
e—Etats explicatifs des propositions financières et des ententes fiscales	138
2 ENSEIGNEMENT .....	158
3 SANTE ET HOSPITALISATION .....	210
4 ECONOMIE ET DEMOGRAPHIE .....	232
5 BESOINS FINANCIERS .....	263

## Deuxième partie

### Appendice

I Tableaux analytiques des finances des municipalités et commissions scolaires de la province de Québec .....	269
II L'urbanisation de la population de la province de Québec .....	313
III Acte de l'Amérique du Nord britannique et ses modifications .....	337
IV Statut de Westminster .....	375

## Troisième partie

BIBLIOGRAPHIE .....	381
LISTE ALPHABETIQUE DES MEMOIRES .....	411
LISTE DES TEMOINS .....	421

## **Première partie**

# *Statistiques*

## INTRODUCTION

La statistique, qui est aujourd'hui d'un usage constant et général, forme le complément sinon le fondement indispensable de tout travail de recherche tant dans le domaine économique que social. La *Commission royale d'Enquête sur les Problèmes constitutionnels* n'a pas négligé de tirer profit de cet instrument. Elle présente dans les pages qui suivent une série de tableaux qu'elle a utilisés comme base des différentes analyses de son rapport <sup>1</sup>.

La multiplicité et l'ampleur des sujets soumis à l'attention des membres de la Commission, la nécessité de grouper, de coordonner et de vérifier les données qui lui étaient soumises, ainsi que l'obligation dans laquelle elle se trouvait d'introduire une certaine uniformité dans la présentation de ces tableaux, méritaient qu'on leur consacrat une étude statistique spéciale, la plus complète et la plus expressive possible. Car il est évident que pour bien se pénétrer de la situation démographique, sociale, économique et financière de la province de Québec il faut la considérer à la fois au double point de vue synthétique et analytique.

Pour répondre au mandat qui lui était confié et au plan qu'elle s'était tracé, la Commission a fait préparer des états périodiques, des statistiques comparées, donnant une vue d'ensemble et, dans de plus rares cas, l'analyse des détails des situations plus particulières dont elle se proposait d'observer l'évolution. Elle a dû parfois recourir à des sources de renseignements forcément disséminés et condenser en quelques tableaux, sous une forme expressive et facile à consulter, certaines données qui jusque là n'avaient jamais fait l'objet d'une étude coordonnée.

---

(1) Voir rapport de la Commission, Volume I, Deuxième partie.

Notre étude se divise en cinq sections, comme suit:

Section 1—*Finances publiques*

Section 2—*Enseignement*

Section 3—*Santé et hospitalisation*

Section 4—*Economie et démographie*

Section 5—*Besoins financiers du gouvernement de la province de Québec, des Municipalités, des Corporations scolaires et de certains autres secteurs particuliers*

Ces statistiques ont été préparées d'après la méthode indiquée dans les pages suivantes. Toutefois, nous tenons immédiatement à préciser que cette méthode a varié fréquemment, en raison de la multiplicité des sujets traités, du grand nombre des sources et du caractère particulier des problèmes analysés. Notre étude allant au delà des finances publiques, notre méthode de travail ne pouvait être uniforme.

Chaque fois que se posait le problème des finances publiques, nous nous sommes efforcés de l'étudier sous l'angle des revenus et des dépenses, nous avons indiqué les pourcentages et les rapports, nous avons noté les facteurs de comparaison. Dans le domaine de l'enseignement et celui de la santé, du bien-être et de la sécurité sociale, nous avons eu recours au même plan, en insistant davantage toutefois sur le facteur démographique, le coût unitaire et le passif social que pouvait et peut encore représenter la carence de revenus suffisants aux différents niveaux de l'administration provinciale ou pour certaines catégories d'institutions.

Dans plusieurs domaines et plus particulièrement dans ceux de l'enseignement à tous ses degrés et de la sécurité sociale, la Commission s'est abstenue le plus possible de faire des comparaisons avec les autres provinces ou avec les systèmes en vigueur à l'étranger. Elle a voulu ainsi éviter les risques d'erreur pouvant provenir dans le domaine de l'enseignement à tous ses niveaux, des différences de structure, des méthodes et des programmes, et dans le domaine de la sécurité sociale, de la nature des bénéficiaires et de leurs besoins. Les efforts de comparaison que la Commission et ses conseillers ont déployés dans cette direction se sont vite révélés futiles et quasi improductifs. Pour le chercheur avisé, ce domaine offre un vaste champ d'études que, malheureusement, les limites du terme de son mandat ne permettaient pas à la Commission d'aborder.

A la fin de cette étude statistique, la Commission présente un tableau des demandes diverses formulées dans les différents mémoires qui lui ont été remis au cours de l'enquête publique qu'elle a tenue. Ce tableau toute-

fois ne peut avoir qu'un but indicatif par rapport aux conclusions d'une analyse des finances publiques. Il ne donne pas une idée très nette sur la nature de ces demandes, lesquelles, étant fondées sur des estimations souvent superficielles, manquent souvent d'homogénéité et prêtent à l'arbitraire.

C'est pourquoi, dans le but d'esquisser dans leur perspective réelle les demandes adressées à la Commission, quand ce ne serait que pour évoquer le contexte extérieur qui peut les limiter ou les amplifier, la Commission a préparé avec la collaboration de ses experts un tableau de ce qu'elle croit être les besoins financiers réels de la Province dans les divers domaines relevant de sa juridiction. Afin d'éviter les risques d'erreur, et aussi en partant du principe que la Province ne pouvait immédiatement répondre à toutes les demandes qui lui ont été formulées, ce tableau est présenté comme une analyse des besoins des dix prochaines années. Le gouvernement de la Province reste libre, bien entendu, d'élaborer sa politique fiscale et de satisfaire à ces besoins conformément aux règles de la prudence.

Les statistiques que nous avons utilisées, sous réserve des remarques complémentaires qui suivent, proviennent dans une très large mesure des Comptes publics de la province de Québec, du Bureau des Statistiques de la province de Québec, des Comptes publics du Canada, du Bureau fédéral de la Statistique, du Bureau des Recherches de la Banque du Canada, du Ministère des Affaires municipales, de certains ministères provinciaux et de leurs services statistiques, etc... Dans les domaines sans statistiques précises connues, comme dans certaines sections de l'enseignement, nos experts ont procédé par voie de questionnaire auprès des institutions, ce qui nous a permis de recueillir des renseignements fort intéressants, et de confirmer certaines tendances récentes dont l'étude justifierait de plus amples recherches. C'est pourquoi la Commission souhaite vivement que certains de ces tableaux soient continués et insérés dans l'Annuaire statistique de la Province en vue de faciliter les nombreuses études qui commencent présentement dans les domaines de l'enseignement, de la santé, de la sécurité sociale, etc. La même remarque s'applique à plusieurs autres tableaux publiés par la Commission.

Enfin, pour ce qui regarde le choix des années de cette enquête statistique, tout en voulant marquer les différentes étapes qui ont caractérisé l'évolution de l'économie et des finances publiques de la Province au cours des dernières vingt-cinq années, nous avons autant que possible évité les extrêmes et nous nous sommes arrêtés aux années qui pouvaient le mieux donner une idée suffisamment exacte des proportions relatives et des tendances comparées au cours de la période sous observation. Nous avons

voulu surtout étudier les tendances plutôt que les données elles-mêmes et, faute de statistiques définitives plus récentes au moment de leur préparation, nous nous sommes arrêtés à l'année 1952 dans la plupart de ces tableaux, les tendances n'ayant d'ailleurs guère varié depuis. Bien que dans ces séries statistiques il puisse exister encore maintes lacunes, provenant surtout du manque d'uniformité ou du mode de présentation, nous les croyons suffisamment justes et fondées pour permettre à qui que ce soit de juger avec certitude l'allure actuelle des événements.

Cette première partie du volume de documentation a été préparée par un Comité travaillant sous la direction de la Commission et comprenant M. Roger-H. Stanton, C.A., assistant-contrôleur du Revenu de la Province et conseiller spécial de la Commission, M. J.-C. McGee, LL. L., directeur du Bureau des Statistiques de la province de Québec, de M. J.-René de Cotret, C.A., et M. Edmond Caron, C.A., experts de la Commission, M. Yves Dubé, statisticien et professeur à l'Université Laval. La Commission apprécie hautement leur collaboration efficace et éclairée. Elle doit aussi remercier bien sincèrement de leur généreux concours les statisticiens, secrétaires, comptables et fonctionnaires du gouvernement du Canada, du gouvernement de la province de Québec, de certaines villes et commissions scolaires, de certaines associations, ainsi que tous ceux sans la collaboration desquels ce travail n'aurait certes pu être aussi élaboré.

## SECTION I

# Finances Publiques

## A—GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE DE QUEBEC

Tableaux	Page
No	
1 Revenus et dépenses de la Province, période 1929-1952.....	17
2 Recettes par catégories principales, 1913-1945.....	18
3...Recettes par catégories principales, 1948-1952.....	20
4 Dépenses nettes par catégories principales, 1913-1945.....	24
5 Dépenses nettes par catégories principales, 1948-1952.....	26
6 Comparaison entre le revenu de la Province et le revenu personnel par tête, période 1929-1952.....	28
7 Variation des dépenses globales et par tête, période 1929-1952, dollars courants et dollars constants.....	30
8 Analyse de la participation provinciale aux dépenses de chômage, particulièrement au cours des années 1930-1939.....	32
9 Variation des dépenses globales et par tête, pour certaines périodes, dollars courants et dollars constants.....	33
10 Estimation des taxes perçues dans la Province par les trois catégories de gouvernements .....	34
11 Dette de la Province, période 1929-1952.....	36
12 Dette nette, emprunts garantis et engagements: 1931, 1937, 1942, 1947 et 1952 .....	38
13 Réconciliation de la variation de la dette, période 1931-1952.....	40
14 Indicateurs montrant la variation dans le fardeau de la dette pour la population de la Province et le gouvernement: 1931,1937,1942, 1947 et 1952 .....	42
15 Classification par taux d'intérêt et échéances de la dette consolidée	44

### Notes explicatives

Ces tableaux ont pour but l'analyse de l'évolution des finances du gouvernement de la Province, plus particulièrement celle qui s'est produite au cours des vingt-cinq années se terminant avec l'exercice financier du 31 mars 1952.

Les revenus et dépenses sont présentés non seulement dans un but historique, mais aussi de manière à faire ressortir le fardeau des prélè-

vements opérés par le fisc ainsi que la variation réelle des dépenses, en tenant compte de l'inflation, c'est-à-dire de la dépréciation progressive du dollar.

Ces revenus et dépenses sont aussi présentés sur une base uniforme pour fins de comparaison. Cette présentation simplifiée des données extraites des Comptes publics de la Province a été établie avec autant d'exactitude que possible et en utilisant les meilleures méthodes statistiques. A cause de la période plutôt étendue de ces tableaux statistiques, les chiffres sont parfois susceptibles d'une légère marge d'approximation.

Les fluctuations de la dette provinciale ont fait l'objet d'une analyse spéciale qui permet d'en évaluer le fardeau tant pour le gouvernement que pour le public. Au tableau 13, on trouvera l'explication des modifications qui se sont produites entre 1931 et 1952.

Voici la définition des termes employés pour désigner la dette publique :

*la dette consolidée brute* signifie la somme totale des emprunts effectués par l'émission d'obligations du gouvernement;

*la dette consolidée nette* signifie la "dette consolidée brute", déduction faite des fonds d'amortissement du gouvernement;

*la dette directe* signifie : (a) la dette consolidée nette; (b) la dette flottante qui constitue le passif exigible, *moins* l'encaisse; et (c) les revenus différés lesquels, ayant été encaissés par anticipation, auraient par ailleurs entraîné l'accroissement de la dette flottante ou de la dette consolidée s'ils n'avaient été perçus qu'au moment de leur exigibilité;

*la dette nette* signifie la "dette directe" moins certains actifs que le Ministère des finances considère comme déductibles en vue d'établir cette "dette nette", notamment: comptes à recevoir; avances et prêts consentis, escompte non amorti sur obligations émises, etc... Pour plus de précisions sur ce sujet, le lecteur peut consulter les Comptes publics de la Province;

*les obligations et emprunts garantis* comprennent tous les emprunts pour lesquels la Province s'est portée garante. A la fin de 1952, ce passif indirect comprenait, entre autre, un montant de \$234,600,000. d'obligations de l'Hydro-Québec, au sujet duquel on trouvera certaines observations au bas des tableaux 11 et 12;

*les engagements* signifient certains engagements budgétaires assumés par la Province à la fin de 1952, spécialement en vertu de la Loi de l'Assistance publique et de la Loi pour améliorer les conditions de l'habitation;

*la dette globale* comprend la "dette directe", en sus des obligations, des emprunts garantis et des engagements du gouvernement.

Les statistiques de cette section sont présentées strictement sur le plan provincial, aucune comparaison n'ayant été faite avec d'autres gouvernements ou juridictions, sauf pour le tableau 10 qui présente la répartition des taxes perçues dans la province de Québec par les trois catégories de gouvernement.

## B—MUNICIPALITES ET COMMISSIONS SCOLAIRES

Tableaux		Page
No		
16	Répartition proportionnelle de l'assiette de l'impôt municipal dans la province de Québec.....	46
17	Revenus des corporations municipales et scolaires de la province de Québec par catégories principales, 1933-1947.....	50
18	Revenus des corporations municipales et scolaires de la province de Québec par catégories principales, 1949-1952.....	54
19	Dépenses des corporations municipales et scolaires de la province de Québec par catégories principales, 1933-1947.....	58
20	Dépenses des corporations municipales et scolaires de la province de Québec par catégories principales, 1949-1952.....	62
21	Pourcentage des revenus des corporations municipales et scolaires en regard du revenu personnel pour la province de Québec.....	66
22	Variation de la valeur des biens-fonds imposés et du revenu de la taxe foncière des municipalités de la province de Québec en regard de la population et de certains indices particuliers.....	67
23	Revenu estimatif de l'imposition foncière pour fins municipales et scolaires des propriétés gouvernementales.....	68
24	Revenus des corporations municipales et scolaires de la Province, dollars courants, dollars constants et par tête, 1933-1952.....	70
25	Dépenses des corporations municipales et scolaires de la Province, dollars courants, dollars constants et par tête, 1933-1952.....	70
26	Dette des corporations municipales et scolaires de la Province, 1933-1947.....	72
27	Dette des corporations municipales et scolaires de la Province, 1949-1952.....	76
28	Echéancier pour les prochains trente ans des émissions en cours le 31 décembre 1953, des corporations municipales.....	80
29	Echéancier pour les prochains trente ans des émissions en cours au 31 décembre 1953, des corporations scolaires.....	82
30	Dette, revenus et dépenses des corporations municipales et scolaires, Canada, Québec, Ontario, 1933-1947.....	84
31	Dette, revenus et dépenses des corporations municipales et scolaires, Canada, Québec, Ontario, 1949-1952.....	86
32	Revenus, dépenses, surplus ou déficits des corporations municipales et scolaires, Canada, Québec, Ontario, 1933-1952.....	88
33	Dette, revenus et dépenses des corporations municipales et scolaires, Montréal et Toronto, 1933-1947.....	90
34	Dette, revenus et dépenses des corporations municipales et scolaires, Montréal et Toronto, 1949-1952.....	92
35	Dépenses en immobilisations des corporations municipales et scolaires, Canada, Québec, Ontario, 1933-1953.....	94

### Notes explicatives

Ces tableaux exposent la situation financière des municipalités et des corporations scolaires de la Province, pendant les quelque vingt dernières années (1933-1952). On trouvera à l'Appendice I, Partie 2, de ce volume une étude analytique de ces tableaux.

Comme on pourra le constater en examinant les tableaux des revenus et des dépenses, les séries statistiques portent sur certaines années types. Plusieurs tableaux sont aussi présentés de manière à permettre un examen de la situation des finances municipales et scolaires en regard de certains autres domaines de l'économie, sans négliger naturellement les effets de la dépréciation du dollar. Au tableau 35, on notera, pour la période 1933-1953, la somme des dépenses en immobilisations qui n'a pas été soldée à même les revenus ordinaires. Ce dernier tableau révèle l'ampleur de ces déboursés qui s'accroissent encore au cours des dernières années.

Certains tableaux portent sur l'impôt foncier, son assiette, son évolution en regard d'autres indices économiques et établissent une estimation de ce que pourrait rapporter l'imposition des propriétés gouvernementales.

Quelques statistiques particulières permettent aussi d'examiner le fardeau de la dette, d'apprécier les fins pour lesquelles elle a été constituée et d'évaluer les remboursements annuels prévus pour les prochains trente ans.

Une comparaison entre l'évolution des finances municipales et scolaires de la province de Québec, celles du Canada et de la province d'Ontario, et celles des deux régions métropolitaines de Montréal et Toronto, s'est révélée intéressante et utile.

Voici quelques précisions sur l'origine de ces statistiques et sur la signification de certains termes:

- a) Le terme "Municipalités" inclut les corporations municipales et scolaires.
- b) Toutes les statistiques municipales et scolaires ont été principalement tirées de documents non publiés du gouvernement fédéral. Dans certains cas, nous avons utilisé les données du Bureau provincial de la Statistique, mais nous avons constaté avec regret que, pour établir des comparaisons sur une base identique couvrant une période de vingt ans ou davantage, il a été impossible d'avoir uniquement recours à cette source d'information.

- c) La répartition entre “municipalités urbaines” et “municipalités rurales” est quelque peu arbitraire; les municipalités de village, quoique régies par le Code municipal, sont considérées municipalités urbaines. Ces différences ne sont cependant pas suffisamment importantes pour infirmer les tendances d’une manière appréciable.
- d) Les régions métropolitaines de Montréal et de Toronto comprennent:

Pour Montréal		Pour Toronto	
Lachine	Montréal-Est	Toronto	Swansea
Longueuil	Montréal-Nord	New Toronto	York
Montréal	Montréal-Ouest	Mimico	East York
Outremont	Montréal-Sud	Weston	Scarborough
St-Lambert	Mont-Royal	Leaside	North York
Verdun	Pointe-aux-Trembles	Forest Hill	Etobicoke
Westmount	St-Laurent	Long Branch	
Hampstead	St-Michel		
La Salle	St-Pierre		

- e) Les statistiques de la taxation pour fins scolaires (écoles) sont l’objet d’une certaine mesure d’approximation. Pour la province d’Ontario, les années antérieures à 1950 ne sont pas établies sur une base strictement comparable. Dans l’ensemble toutefois, ces données semblent suffisamment exactes pour permettre de juger les tendances.

### C—GOUVERNEMENT DU CANADA

Tableaux		Page
No		
36	Recettes par catégories principales, 1914-1945 .....	96
37	Recettes par catégories principales, 1948-1952 .....	98
38	Dépenses par catégories principales, 1914-1945 .....	100
39	Dépenses par catégories principales, 1948-1952 .....	102
40	Variation des recettes et des dépenses globales et par tête, 1914, 1922, 1933, 1939, 1945, 1948 à 1952 .....	106
41	Comparaison entre les recettes du gouvernement fédéral et le produit national brut au Canada 1914, 1922, 1933, 1939, 1945, 1948 à 1952 .....	107

## Notes explicatives

La Commission n'ayant pas mandat d'enquêter directement sur les finances fédérales, cette partie se limite à quelques tableaux sur les revenus et les dépenses par catégories principales, préparés sur une base uniforme.

Dans cette répartition par catégories principales, nous avons eu recours aux sources suivantes : Comptes publics; statistiques de la Banque du Canada; discours sur le budget et documents budgétaires, et, pour les années 1914 et 1923, statistiques présentées par la *Commission royale des Relations entre le Dominion et les provinces*. Cette répartition n'est peut-être pas précise à tous les points de vue. Certaines dépenses auraient pu tout aussi bien être inscrites sous des rubriques différentes. Nous nous sommes efforcés toutefois de classer ces revenus et ces dépenses dans un ordre qui permettrait de mieux les analyser et de mieux juger de l'importance relative de chaque groupe.

Les tableaux 40 et 41 font ressortir l'effet de l'inflation sur le budget fédéral, ainsi que la relation entre les revenus de l'Etat fédéral et le produit national brut pour les années 1933, 1939, 1945 et 1948 à 1952. Si cette dernière comparaison ne forme pas un indicateur parfait, elle donne néanmoins une idée de l'ampleur des prélèvements opérés par le fisc fédéral.

Le produit national brut (P.N.B.) constitue une mesure de la valeur des marchandises et des services produits par les habitants du pays, au cours d'une période déterminée (une année), en réunissant tous les frais découlant de la production, plus certains éléments de prix du marché qui ne représentent pas toutefois un revenu des facteurs de production tels que la dépréciation, les impôts indirects, etc.

## D—GOUVERNEMENTS AU CANADA

Tableaux		Page
No		
42	Revenus de tous les gouvernements au Canada présentés sous des rubriques uniformes, 1926-1936.....	108
43	Revenus de tous les gouvernements au Canada présentés sous des rubriques uniformes, 1939-1952.....	110
44	Dépenses de tous les gouvernements au Canada présentées sous des rubriques uniformes, 1926-1936.....	112
45	Dépenses de tous les gouvernements au Canada présentées sous des rubriques uniformes, 1939-1952.....	114

46	Total des revenus et des dépenses de tous les gouvernements au Canada y compris les transferts entre gouvernements, 1926-1952.....	116
47	Revenus et dépenses de tous les gouvernements au Canada, dollars courants et dollars constants, 1926-1952.....	118
48	Pourcentage des revenus de chaque catégorie de gouvernements au Canada par rapport au produit national brut, 1926-1952.....	120
49	Pourcentage des dépenses en biens et services de chaque catégorie de gouvernements au Canada par rapport au produit national brut	120
50	Revenu total, par tête et en pourcentage du produit national brut, 1934, 1940, 1946, 1952.....	122
51	Dépenses au compte courant et en immobilisation, en total, par tête et en pourcentage du produit national brut, 1934, 1940, 1946, 1952	126
52	Revenu provenant des taxes perçues dans les provinces de Québec et d'Ontario, par les trois catégories de gouvernements au cours de 1951 .....	130
52A	Dettes de tous les gouvernements au Canada, 1926, 1934, 1940, 1946, 1952 et 1954.....	132

### Notes explicatives

La majorité de ces tableaux présente des données tirées des Comptes nationaux du Canada et de *Government Transactions related to National Accounts*. Certains ajustements ont été opérés en vue de présenter séparément les statistiques provinciales et municipales.

Considérant ces ajustements auxquels on procède en vue de présenter ces chiffres sur la base des Comptes nationaux, les revenus et les dépenses ne sont pas strictement comparables à ceux qu'indiquent les gouvernements intéressés, fédéral, provinciaux et municipaux, et les surplus comme les déficits ne concordent pas mathématiquement avec ceux publiés par ces gouvernements. Cette présentation semble toutefois entièrement justifiée pour mesurer l'influence des finances publiques sur l'activité économique et la relation qui existe dans l'effort fiscal de chaque catégorie de gouvernement.

Les Comptes nationaux classifient certains impôts provinciaux et municipaux comme "indirects". Tenant compte de la Constitution et de l'interprétation juridique fondée sur la jurisprudence, ces impôts apparaissent dans ces tableaux sous la rubrique "autres impôts directs".

Les tableaux présentés dans cette partie permettent de constater l'évolution des finances des trois catégories de gouvernements. Le tableau 47 souligne cette évolution des revenus et dépenses, non seulement en dollars courants mais aussi en dollars constants.

Les tableaux 50 et 51 sont présentés ici en vue d'établir une certaine base de comparaison entre les revenus et dépenses (a) du gouvernement de la province de Québec et de ses municipalités, (b) du gouvernement de la province d'Ontario et de ses municipalités, (c) de l'ensemble des autres gouvernements provinciaux et de leurs municipalités, en regard

des prélèvements du gouvernement fédéral. Ces données furent préparées sur la même base que celles utilisées dans "Statistiques Comparées des Finances publiques" de la Conférence du Rétablissement, 1945.

Le tableau 52 donne une idée raisonnablement exacte du revenu provenant des "taxes" prélevées dans la province de Québec et la province d'Ontario par chacune des trois catégories de gouvernements et du fardeau que représentent ces prélèvements par rapport à la population, à la population active et à la partie du produit national brut qui peut théoriquement être attribuée à chacune des deux provinces.

### E—ENTENTES FISCALES

Tableaux	Page
No	
53 Tableau résumant pour le gouvernement de la Province l'aspect financier de l'entente proposée pour les cinq années de 1947 à 1952	138
54 Tableau résumant pour le gouvernement de la Province et pour les trois dernières années, l'aspect financier de l'entente proposée pour les cinq années de 1952 à 1957	140
55 Tableau résumant pour la Province le résultat net des ententes proposées par le gouvernement du Canada 1947-1952 et 1952-1957	141
56 Estimation des paiements qui auraient été versés aux provinces, en 1952-53, si l'on t ent compte des différentes propositions fédérales: 1945, 1946, 1947 et 1950	142
57 Montant minimum garanti aux provinces en vertu des différentes propositions fédérales: 1945, 1946, 1947 et 1950	144
58 Montant minimum garanti et estimation des versements aux provinces pour 1952-53, en regard des sommes perçues par le gouvernement fédéral pour 1951-52	146
59 Aspect financier des recommandations contenues dans le rapport de la Commission royale des Relations entre le Dominion et les provinces (Plan 1) — d'après une évaluation basée sur les années 1937 et 1939	148
60 Conséquences financières, pour la province de Québec, en 1952-53, de l'acceptation des propositions de la Commission royale des Relations entre le Dominion et les provinces — d'après une évaluation basée sur les années 1937 et 1939	150

#### Notes explicatives

Ces tableaux exposent le mécanisme des ententes offertes aux provinces et permettent de juger certains de leurs aspects financiers, plus particulièrement pour la province de Québec.

En plus de présenter les propositions définitives acceptées par toutes les provinces, à l'exception de Québec et de l'Ontario en 1947, et par

toutes les provinces, à l'exception de Québec depuis 1952, on trouvera aussi certains autres projets qui servirent de base aux discussions préliminaires aux ententes. Le tableau 56 démontre la relation qui existe entre l'offre minimum d'avril 1946 et celle qui devait servir de base au dernier renouvellement des ententes en 1952.

Le tableau 58 permet de constater comment se présentaient les versements estimés payables aux provinces pour 1952-53 par rapport aux impôts perçus par le gouvernement fédéral dans les différentes provinces canadiennes au cours de l'année 1952.

Comme l'indique son titre, le tableau 60 démontre quelles auraient été pour la province de Québec, en 1952-53, les conséquences financières de l'acceptation des propositions de la *Commission royale des Relations entre le Dominion et les provinces*, si l'on tient compte des deux bases alors étudiées — celle de 1937 et celle de 1939.

Toutes les données utilisées dans ces tableaux sont tirées de sources officielles, certaines estimations ayant cependant dû être faites par les experts de la Commission. C'est pourquoi le lecteur trouvera profitable de lire les notes au bas de chaque tableau.



**GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE DE QUÉBEC**

**17**

**Revenus et dépenses de la Province: période 1929-1952**  
(en milliers de dollars)

**Tableau 1**

Années	Revenus (1)	Dépenses ordinaires (1)	Surplus ou déficit au compte ordinaire (2)	Dépenses en immobilisa- tions ou capitalisées	Dépenses de chômage nettes (3)	
					Ordinaires	Capitalisées
1929	39,976	35,964	4,012	2,334	.....	.....
30	42,585	41,119	1,466	3,750	.....	.....
31	41,631	40,854	777	5,726	.....	1,024
32	36,941	37,526	(585)	21,021	.....	7,632
33	31,024	37,865	(6,841)	15,019	.....	6,174
1934	28,283	33,877	(5,594)	14,687	.....	8,483
35	31,985	36,924	(4,939)	18,606	.....	10,185
36	38,666	40,589	(1,923)	25,931	.....	9,499
37	46,280	42,312	3,968	27,477	.....	14,346
38	53,344	50,336	3,008	38,115	.....	13,818
1939	60,836	55,948	4,888	54,161	.....	29,105
40	55,650	62,937	(7,287)	45,258	.....	17,816
41 (4)	55,969	52,456	3,513	19,458	3,189	251
42	91,999	72,153	19,846	17,857	614	514
43	92,770	80,068	12,702	11,831	64	482
1944	93,037	82,560	10,477	9,192	44	5
45	96,456	91,990	4,466	12,443	54	23
46	110,321	95,553	14,768	12,978	9	1
47 (5)	133,406	106,934	26,472	24,287	8	1
48 (5)	167,793	123,425	44,368	40,927	.....	22
1949	194,469	160,704	33,765	64,755	.....	.....
50	207,249	175,496	31,753	22,700	.....	.....
51	238,713	200,707	38,006	33,825	.....	.....
52	275,673	213,598	62,075	60,263	.....	.....
					<b>3,982</b>	<b>119,381</b>

(1) Pour la première fois en 1934, les comptes de la Province étaient présentés à partir des "Revenus et Dépenses", alors qu'antérieurement ils l'étaient à partir des "Recettes et Déboursés."

(2) Les montants entre parenthèses indiquent un "déficit".

(3) Ces dépenses déjà comprises dans celles de l'année sont plus amplement décrites au tableau 8.

(4) Ne couvre qu'une période de neuf mois, car l'année fiscale qui se terminait le 30 juin fut alors établie du 1er avril au 31 mars.

(5) A l'exclusion du Fonds d'éducation.

## Recettes par catégories principales (1)

(en milliers de dollars et en pourcentage)

Tableau 2

No		1913	
		\$	%
	<b>PROVENANT D'IMPÔTS ET DROITS</b>		
1	Corporations — capital.....	941	12.2
2	Corporations — profits.....	.....	.....
3	TOTAL (1 et 2).....	941	12.2
4	Revenu des particuliers.....	.....	.....
5	Successions.....	1,064	13.8
6	Gazoline.....	.....	.....
7	Ventes au détail.....	.....	.....
8	Tabac.....	.....	.....
	Assistance publique:		
9	Divertissements.....	.....	.....
10	Taxe d'hôpital (repas).....	.....	.....
11	TOTAL (9 et 10).....	.....	.....
12	Divers.....	71	0.9
13	TOTAL PROVENANT D'IMPÔTS ET DROITS.....	2,076	26.9
	<b>PROVENANT DE LICENCES, PERMIS ET REDEVANCES</b>		
14	Véhicules-automobiles.....	71	0.9
15	Assistance publique (courses, etc.).....	.....	.....
16	Ressources naturelles.....	1,905	24.7
17	Divers.....	(2) 984	12.8 <sub>2</sub>
18	TOTAL (14 à 17).....	2,960	38.4
	<b>PROVENANT DE LA COMMISSION DES LIQUEURS DE QUÉBEC</b>		
19	Impôt spécial sur les spiritueux.....	.....	.....
20	Permis et droits.....	.....	.....
21	Compte de commerce (incluant à compter de 1933, \$1,000,000. versé à l'Assistance publique).....	.....	.....
22	TOTAL (19 à 21).....	.....	.....
	<b>PROVENANT D'AUTRES SOURCES</b>		
23	Subside en vertu de la Constitution.....	1,968	25.5
24	Honoraires et services divers.....	412	5.3
25	Intérêts et amendes.....	139	1.8
26	Divers.....	158	2.1
27	TOTAL (23 à 26).....	2,677	34.7
28	TOTAL DES RECETTES.....	7,713	100.0

(1) Ces statistiques tirées des Comptes Publics ont été, autant que possible, normalisées pour fins de comparaison<sup>(4)</sup>(2) Comprend permis de vente de bière et spiritueux, subséquemment compris sous "Commission des Liqueurs"<sup>(4)</sup>

**GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE DE QUÉBEC**

19

**Recettes par catégories principales (1)**

(en milliers de dollars et en pourcentage)

**Tableau 2**

1923		1933		1939		1945		No
\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	
2,213	10.5	3,287	10.0	9,733	15.3	7,153	7.2	1
.....	.....	674	2.0	2,430	3.8	8,493	8.6	2
2,213	10.5	3,961	12.0	12,163	19.1	(3)15,646	15.8	3
.....	.....	.....	.....	.....	.....	(3) 2,461	2.5	4
2,620	12.4	3,070	9.3	12,277	19.3	5,382	5.4	5
.....	.....	4,920	14.9	7,883	12.4	(4)11,801	11.9	6
.....	.....	.....	.....	.....	.....	12,961	13.1	7
.....	.....	.....	.....	.....	.....	4,441	4.5	8
1,203	5.7	789	2.4	1,001	1.6	1,429	1.4	9
.....	.....	545	1.7	719	1.1	1,485	1.5	10
1,203	5.7	1,334	4.1	1,720	2.7	2,914	2.9	11
252	1.2	647	2.0	761	1.2	392	0.4	12
6,288	29.8	13,932	42.3	34,804	54.6	55,998	56.4	13
2,218	10.5	5,027	15.3	6,879	10.8	7,846	7.9	14
.....	.....	146	0.4	63	0.1	179	0.2	15
4,088	19.4	2,916	8.9	9,517	14.9	10,452	10.5	16
2) 1,667	7.9	422	1.3	562	0.9	568	0.6	17
7,973	37.8	8,511	25.8	17,021	26.7	19,045	19.2	18
.....	.....	322	1.0	749	1.2	1,213	1.2	19
.....	.....	1,300	4.0	1,976	3.1	3,500	3.5	20
3,000	14.2	4,700	14.3	4,687	7.4	13,621	13.7	21
3,000	14.2	6,322	19.2	7,412	11.6	18,334	18.5	22
2,256	10.7	2,465	7.5	2,465	3.9	2,739	2.8	23
657	3.1	779	2.4	844	1.3	1,124	1.1	24
822	3.9	703	2.1	924	1.5	683	0.7	25
95	0.5	223	0.7	294	0.5	1,286	1.3	26
3,830	18.2	4,170	12.7	4,527	7.1	5,832	5.9	27
21,091	100.0	32,935	100.0	63,764	100.0	99,209	100.0	28

i) La quasi-totalité reçue en vertu de l'Entente Fédérale-Provinciale du temps de guerre.

j) Comprend compensation reçue en vertu de l'Entente Fédérale-Provinciale du temps de guerre.

## GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

**Recettes par catégories principales (1)**  
(en milliers de dollars et en pourcentage)

Tableau 3

No		1 9 4 8	
		\$	%
	<b>PROVENANT D'IMPÔTS ET DROITS</b>		
1	Corporations — capital.....	6,237	3.3
2	Corporations — profits.....	24,758	12.9
3	Total (1 et 2).....	30,995	16.2
4	Successions.....	9,085	4.7
5	Gazoline (incluant pour 1951 et 1952 un droit spécial).....	25,569	13.3
6	Ventes au détail (voir aussi Fonds d'éducation).....	12,312	6.4
7	Tabac.....	6,465	3.4
	<b>Fonds d'éducation: (2)</b>		
8	Ventes au détail.....	12,022	6.3
9	Raffineries de pétrole et réseaux téléphoniques.....	391	0.2
10	Revenus sur kilowatts — heure d'électricité générée.....	1,842	1.0
11	Droits de coupe.....	773	0.4
12	Hydro-Québec.....	2,800	1.5
13	Total (8 à 12).....	17,828	9.3
	<b>Assistance publique:</b>		
14	Divertissements.....	1,998	1.0
15	Taxe d'hôpital (repas).....	2,554	1.3
16	Total (14 et 15).....	4,552	2.3
17	Autres.....	647	0.3
18	<b>TOTAL PROVENANT D'IMPÔTS ET DROITS.....</b>	<b>107,453</b>	<b>56.4</b>

**Recettes par catégories principales (1)**

(en milliers de dollars et en pourcentage)

**Tableau 3**

1949		1950		1951		1952		No
\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	
9,548	4.8	10,211	5.0	11,676	4.9	12,312	4.5	1
34,999	17.4	34,705	16.9	44,016	18.6	56,392	20.7	2
44,547	22.2	44,916	21.9	55,692	23.5	68,704	25.2	3
11,835	5.9	13,325	6.5	13,007	5.5	12,429	4.6	4
29,591	14.8	30,908	15.1	37,130	15.7	47,647	17.5	5
13,759	6.9	15,682	7.7	16,911	7.2	18,058	6.6	6
7 958	4.0	8,598	4.2	9,031	3.8	8,828	3.2	7
13,437	6.7	13,995	6.8	15,899	6.7	17,849	6.5	8
490	0.2	646	0.3	738	0.3	861	0.3	9
1,582	0.8	1,675	0.8	1,826	0.8	2,111	0.8	10
806	0.4	672	0.3	475	0.2	760	0.3	11
2,800	1.4	2,800	1.4	2,800	1.2	2,800	1.0	12
19,115	9.5	19,788	9.7	21,738	9.2	24,381	8.9	13
2,360	1.2	2,667	1.3	2,863	1.2	3,252	1.2	14
2,941	1.5	3,212	1.6	3,233	1.4	4,049	1.5	15
5,301	2.7	5,879	2.9	6,096	2.6	7,301	2.7	16
581	0.3	682	0.3	1,240	0.5	1,155	0.4	17
32,687	66.2	139,778	68.3	160,845	68.1	188,503	69.1	18

## GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Recettes par catégories principales (1) (suite)  
(en milliers de dollars et en pourcentage)

Tableau 3

No		1948	
		\$	%
	<b>PROVENANT DE LICENCES, PERMIS ET REDEVANCES</b>		
19	Véhicules-automobiles.....	11,491	6.0
20	Assistance publique (cours, etc.).....	267	0.1
21	Ressources naturelles.....	14,234	7.4
22	Divers.....	713	0.4
23	<b>TOTAL (19 à 22).....</b>	<b>26,705</b>	<b>13.9</b>
	<b>PROVENANT DE LA COMMISSION DES LIQUEURS DE QUÉBEC</b>		
24	Impôt spécial sur les spiritueux.....	1,376	0.7
25	Permis et droits.....	8,299	4.3
26	Compte de commerce (incluant \$1,000,000. versé à l'Assistance publique).....	19,774	10.3
27	<b>TOTAL (24 à 26).....</b>	<b>29,449</b>	<b>15.4</b>
	<b>PROVENANT D'AUTRES SOURCES</b>		
28	Subside en vertu de la Constitution.....	2,739	1.4
29	Honoraires et services divers.....	1,771	0.9
30	Intérêts et amendes.....	1,626	0.9
31	Entente Fédérale-Provinciale du temps de guerre — arrérages....	20,586	10.7
32	Divers.....	1,559	0.8
33	<b>TOTAL (28 à 32).....</b>	<b>28,281</b>	<b>14.7</b>
34	<b>TOTAL DES RECETTES.....</b>	<b>191,888</b>	<b>100.0</b>

(1) Ces statistiques tirées des Comptes Publics ont été, autant que possible, normalisées pour fins de comparaison.

**Recettes par catégories principales (1) (suite)**  
(en milliers de dollars et en pourcentage)

Tableau 3

1949		1950		1951		1952		No
\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	
13,279	6.6	14,736	7.2	16,542	7.0	18,688	6.8	19
345	0.2	391	0.2	421	0.2	564	0.2	20
17,290	8.6	12,645	6.2	17,448	7.4	24,751	9.1	21
741	0.4	781	0.4	821	0.4	833	0.3	22
31,655	15.8	28,553	13.9	35,232	14.9	44,836	16.4	23
1,296	0.7	1,282	0.6	1,399	0.6	1,380	0.5	24
9,232	4.6	9,781	4.8	9,699	4.1	10,108	3.7	25
18,225	9.1	17,887	8.7	20,809	8.8	19,668	7.2	26
28,753	14.3	28,950	14.1	31,907	13.5	31,156	11.4	27
2,739	1.4	2,739	1.3	2,739	1.2	3,173	1.2	28
1,880	0.9	2,126	1.0	2,363	1.0	2,744	1.0	29
1,200	0.6	1,469	0.7	1,803	0.8	1,195	0.4	30
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	31
1,615	0.8	1,340	0.7	1,395	0.6	1,399	0.5	32
7,434	3.7	7,674	3.7	8,300	3.5	8,511	3.1	33
200,529	100.0	204,955	100.0	236,284	100.0	273,006	100.0	34

2) Le Fonds d'éducation est régi par la loi 10 Geo. VI, c. 21 et amendements.

## GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

**Dépenses nettes par catégories principales (1)**  
(en milliers de dollars et en pourcentage)

Tableau 4

No		1 9 1 3	
		\$	%
1	Législation.....	415	4.9
2	Administration.....	1,125	13.4
3	Protection — Personnes et propriété.....	1,324	15.8
4	Transports et communications.....	564	6.7
	Santé et bien-être social:		
5	Santé.....	496	5.9
6	Travail.....	.....	.....
7	Chômage.....	.....	.....
8	Allocations sociales.....	.....	.....
9	Divers.....	.....	.....
10	TOTAL (5 à 9).....	496	5.9
11	Services récréatifs et culturels.....	.....	.....
12	Instruction publique.....	1,550	18.4
13	Ressources naturelles et industries primaires.....	1,868	22.2
14	Service de la dette (2).....	1,071	12.7
15	Divers.....	.....	.....
16	TOTAL DES DÉPENSES (3).....	8,413	100.0

(1) Ces statistiques, tirées des Comptes publics de la Province, ont été, autant que possible, normalisées pour de comparaison.

(2) Incluant certains versements spéciaux excédant les exigences du fonds d'amortissement.

**Dépenses nettes par catégories principales (1)**  
(en milliers de dollars et en pourcentage)

**Tableau 4**

1923		1933		1939		1945		No
\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	
842	2.9	1,050	1.9	751	0.7	1,267	1.2	1
1,308	4.5	2,210	4.0	5,279	4.7	7,129	6.6	2
2,946	10.1	3,048	5.6	4,637	4.1	6,370	5.9	3
11,969	41.2	15,018	27.4	28,145	24.9	21,726	20.3	4
2,825	9.7	5,292	9.6	7,508	6.6	12,156	11.3	5
59	0.2	474	0.9	709	0.6	831	0.8	6
.....	.....	6,174	11.3	29,070	25.7	77	0.1	7
.....	.....	.....	.....	3,805	3.4	7,874	7.3	8
25	0.1	21	.....	8	.....	37	.....	9
2,909	10.0	11,961	21.8	41,100	36.3	20,975	19.5	10
13	0.1	116	0.2	100	0.1	68	0.1	11
2,814	9.7	5,261	9.6	6,569	5.8	16,249	15.2	12
2,782	9.6	9,920	18.1	14,287	12.6	16,609	15.5	13
3,445	11.9	6,212	11.4	12,167	10.8	16,794	15.7	14
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	15
29,028	100.0	54,796	100.0	113,035	100.0	107,187	100.0	16

3) Ces statistiques étant normalisées, les totaux ne correspondent pas avec ceux apparaissant sur d'autres tableaux, mais l'écart entre les revenus et dépenses reste le même.

**Dépenses nettes par catégories principales (1)**  
(en milliers de dollars et en pourcentage)

Tableau 5

No		1948	
		\$	%
1	Législation.....	1,251	0.
2	Administration.....	10,196	5.
3	Protection — Personnes et propriété.....	6,689	3.
4	Transports et communications.....	57,685	30.
	Santé et bien-être social:		
5	Santé.....	19,145	10.
6	Travail.....	1,234	0.
7	Chômage.....		
8	Pensions de vieillesse.....	10,667	5.
9	Divers.....	462	0.
10	TOTAL (5 à 9).....	31,508	16.
11	Services récréatifs et culturels.....	162	
12	Instruction publique.....	38,793	20.
13	Ressources naturelles et industries primaires.....	26,535	14.
14	Service de la dette (2).....	15,629	8.
15	Divers.....		
16	TOTAL DES DÉPENSES (3).....	188,448	100.

(1) Ces statistiques, tirées des Comptes publics de la Province, ont été, autant que possible, normalisées pour la comparaison.

(2) Incluant certains versements spéciaux excédant les exigences du fonds d'amortissement.

## Dépenses nettes par catégories principales (1)

(en milliers de dollars et en pourcentage)

Tableau 5

1949		1950		1951		1952		No
\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	
1,802	0.8	963	0.5	1,171	0.5	1,218	0.4	1
13,562	5.8	13,025	6.7	14,620	6.3	13,525	5.0	2
7,535	3.2	8,812	4.5	8,178	3.5	11,081	4.1	3
82,863	35.8	57,477	29.3	54,785	23.6	85,779	31.6	4
26,284	11.4	31,008	15.8	37,091	16.0	36,919	13.6	5
1,509	0.6	1,650	0.8	1,660	0.7	1,861	0.7	6
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	7
11,790	5.1	14,196	7.3	15,110	6.5	14,016	5.2	8
.....	.....	.....	.....	2,866	1.2	1,492	0.5	9
39,583	17.1	46,854	23.9	56,727	24.4	54,318	20.0	10
92	.....	55	.....	244	0.1	972	0.4	11
39,293	17.0	39,899	20.4	44,859	19.3	44,228	16.3	12
30,773	13.4	(4) 11,630	5.9	27,032	11.6	30,968	11.4	13
16,016	6.9	17,187	8.8	21,966	9.5	26,331	9.7	14
.....	.....	.....	.....	2,519	1.2	2,772	1.1	15
231,519	100.0	195,902	100.0	232,101	100.0	271,192	100.0	16

(3) Ces statistiques étant normalisées, les totaux ne correspondent pas à ceux apparaissant sur d'autres tableaux, mais l'écart entre les revenus et dépenses reste le même.

(4) Déduction faite d'un revenu spécial de \$19.6 millions provenant de la cession d'actifs à l'Hydro-Québec (14 Geo. VI, c. 41).

## Comparaison entre le revenu de la Province et le revenu personnel par tête, période 1929-1952

Tableau 6

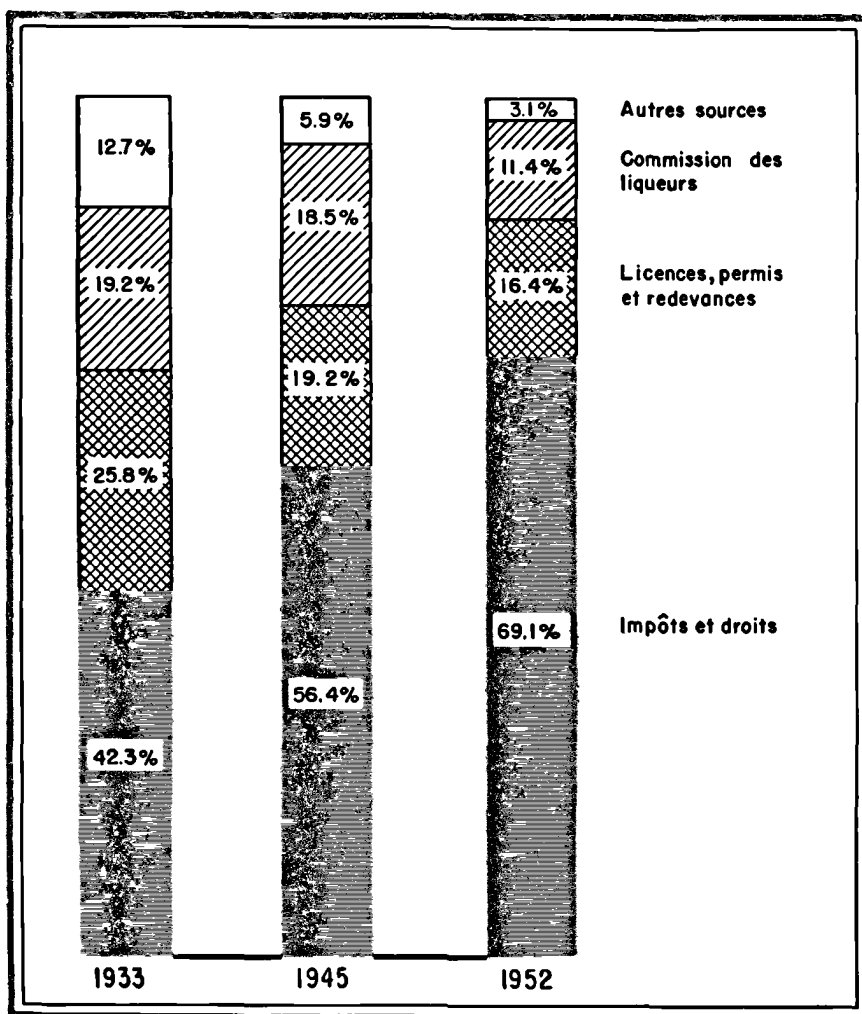
Années (1)	Population	Revenu de la Province		Revenu personnel (2)		Pourcentage de "A" par rapport à "B"
		Total	Par tête "A"	Total	Par tête "B"	
	'000	\$'000	\$	\$'000,000	\$	%
1929	2,715	39,976	14.72	1,101	405.52	3.6
30	2,772	42,585	15.36	1,174	423.52	3.6
31	2,825	41,631	14.74	1,117	395.40	3.7
32	2,874	36,941	12.85	973	338.55	3.8
33	2,925	31,024	10.61	799	273.16	3.9
1934	2,972	28,283	9.52	739	248.65	3.8
35	3,016	31,985	10.61	816	270.56	3.9
36	3,057	38,666	12.65	860	281.32	4.5
37	3,099	46,280	14.93	933	301.06	5.0
38	3,141	53,344	16.98	1,034	329.19	5.2
1939	3,183	60,836	19.11	1,038	326.11	5.9
40	3,230	55,650	17.23	1,083	335.29	5.1
41 (3)	3,278	55,969	17.07	1,222	372.79	4.6
42	3,332	91,999	27.61	1,475	442.68	6.2
43	3,390	92,770	27.37	1,766	520.94	5.3
1944	3,457	93,037	26.91	2,015	582.87	4.6
45	3,500	96,456	27.56	2,114	604.00	4.6
46	3,560	110,321	30.99	2,200	617.98	5.0
47	3,629	133,406	36.76	2,388	658.03	5.6
48	3,710	167,793	45.23	2,608	702.96	6.4
1949	3,788	194,469	51.34	2,930	773.50	6.6
50	3,882	207,249	53.39	3,106	800.10	6.7
51	3,969	238,713	60.14	3,267	823.13	7.3
52	4,056	275,673	67.97	3,745	923.33	7.4

(1) L'année financière de la Province s'étendant sur deux années civiles, les statistiques de la population de même que celles du revenu personnel représentent les données pour l'année antérieure à celle qui est indiquée.

(2) Les statistiques concernant le revenu personnel proviennent des "Comptes Nationaux du Canada — Revenus et Dépenses — 1926-50 et 1949-52."

(3) Ne couvre qu'une période de neuf mois, car l'année fiscale qui se terminait le 30 juin fut alors établie du 1<sup>er</sup> avril au 31 mars.

**RECETTES DE LA PROVINCE DE QUEBEC**  
**1933, 1945, 1952**  
 (Répartition proportionnelle par catégories principales)



Voir: Tableaux 2 & 3

## GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Variation des dépenses globales et par tête, période 1929-1952  
dollars courants et dollars constants

Tableau 7

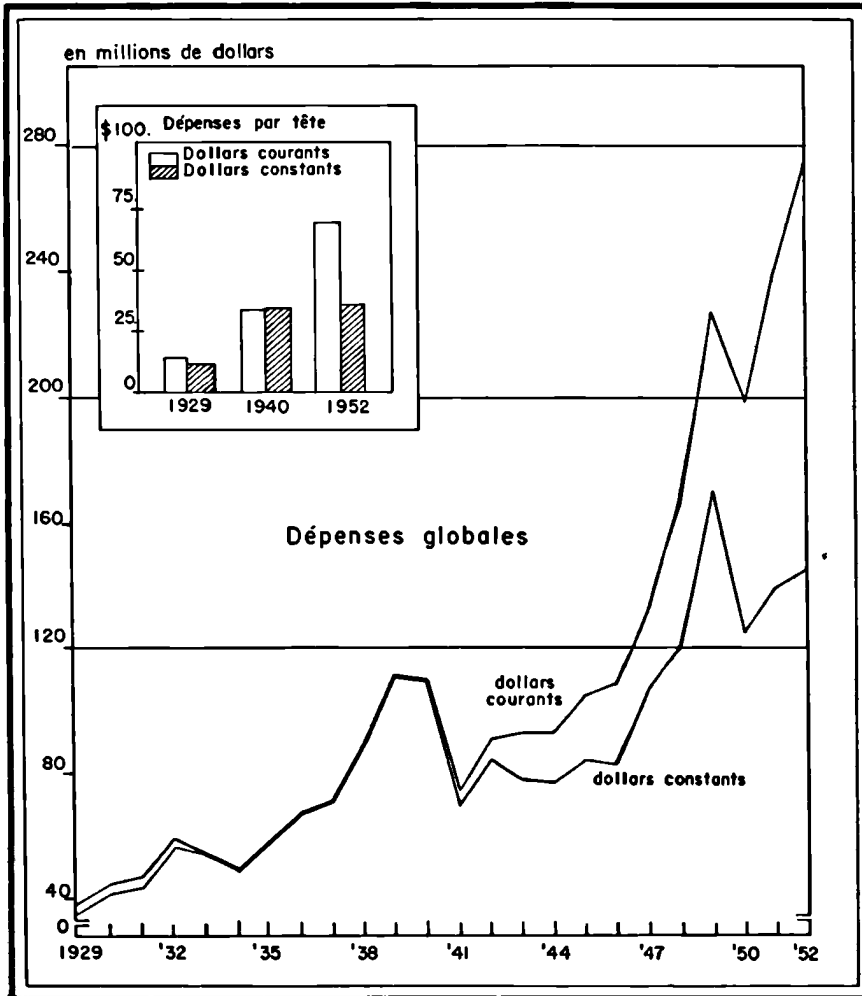
Années (1)	Population	Dépenses globales (dollars courants)		Facteur de conversion (2)	Dépenses globales (dollars constants)	
		Total	Par tête		Total	Par tête
	'000	\$'000	\$		\$'000	\$
1929	2,715	38,298	14.11	107.4	35,659	13.13
30	2,772	44,869	16.19	108.4	41,392	14.93
31	2,825	46,580	16.49	107.6	43,290	15.32
32	2,874	58,547	20.37	104.7	55,919	19.45
33	2,925	52,884	18.08	99.8	52,990	18.11
1934	2,972	48,564	16.34	99.4	48,857	16.44
35	3,016	55,530	18.41	99.0	56,091	18.60
36	3,057	66,520	21.76	99.8	66,653	21.80
37	3,099	69,789	22.52	99.5	70,140	22.63
38	3,141	88,451	28.16	100.8	87,749	27.93
1939	3,183	110,109	34.59	100.3	109,780	34.49
40	3,230	108,195	33.50	99.1	109,178	33.80
41 (3)	3,278	71,914	21.94	103.8	69,281	21.13
42	3,332	90,010	27.01	107.8	83,497	25.06
43	3,390	91,899	27.11	118.7	77,421	22.84
1944	3,457	91,752	26.54	120.2	76,333	22.08
45	3,500	104,433	29.84	125.5	83,213	23.77
46	3,560	108,531	30.49	131.6	82,470	23.16
47	3,629	131,221	36.16	123.5	106,252	29.28
48	3,710	164,352	44.30	136.6	120,316	32.43
1949	3,788	225,459	59.52	151.2	149,113	39.36
50	3,882	198,196	51.06	161.1	123,027	31.69
51	3,969	234,532	59.09	169.2	138,612	34.92
52	4,056	273,861	67.52	189.8	144,289	35.57

(1) L'année financière de la Province s'étendant sur deux années civiles, les statistiques de la population de même que l'indice choisi comme facteur de conversion se rapportent à l'année antérieure à celle qui est indiquée.

(2) Extrait des Comptes Nationaux du Canada (implicit price deflator).

(3) Ne couvre qu'une période de neuf mois, car l'année fiscale qui se terminait le 30 juin fut alors établie du 1er avril au 31 mars.

**DEPENSES DE LA PROVINCE DE QUEBEC**  
**DOLLARS COURANTS ET DOLLARS CONSTANTS, 1929-1952**



Voir: Tableau 7

Analyse de la participation provinciale aux dépenses de chômage,  
particulièrement au cours des années 1930-1939

(en milliers de dollars)

Tableau 8

<b>DÉPENSES GLOBALES (NETTES) — voir Chômage, tableau 1</b>	
Ordinaires.....	3,982
Capitalisées.....	119,381
	123,363
<b>À déduire:</b>	
Encaissements et autres crédits intéressant les années fiscales antérieures et portés directement au crédit des comptes de dépenses en immobilisations et de dépenses extraordinaires, au cours de l'année fiscale 1940-41.....	3,016
	120,347
<b>À ajouter:</b>	
Comptes de chômage à recevoir, rayés des livres au cours de l'année fiscale 1939-40.....	4,120
<b>DÉPENSES GLOBALES.....</b>	<b>124,467</b>
<b>S O M M A I R E</b>	
Montant apparaissant comme "dépenses extraordinaires" dans les Comptes Publics de la Province (incluant une somme de l'ordre de \$63 millions pour secours directs).....	98,370
Dépenses en immobilisations ou capitalisées: édifices publics, palais de justice et prisons, ponts et routes, barrages, etc.....	11,614
Actifs transportés à la Cité de Montréal en vertu de la loi 6 Geo. VI, c. 8 (re: Jardin Botanique et Ile Ste-Hélène).....	10,501
Dépenses ordinaires (incluant frais d'administration).....	3,982
	124,467

**Variation des dépenses globales et par tête, pour certaines périodes,  
dollars courants et dollars constants (1)**

Tableau 9

Années	Dépenses globales (dollars courants)		Dépenses globales (dollars constants)	
	Total	Par tête	Total	Par tête
	\$'000	\$	\$'000	\$
<b>1929 - 1940 (11 ans)</b>				
1940	108,195	33.50	109,178	33.80
1929	38,298	14.11	35,659	13.13
Augmentation...	<b>69,897</b>	<b>19.39</b>	<b>73,519</b>	<b>20.67</b>
<b>1940 - 1952 (12 ans)</b>				
1952	273,861	67.52	144,289	35.57
1940	108,195	33.50	109,178	33.80
Augmentation...	<b>165,666</b>	<b>34.02</b>	<b>35,111</b>	<b>1.77</b>
<b>1929 - 1952 (23 ans)</b>				
1952	273,861	67.52	144,289	35.57
1929	38,298	14.11	35,659	13.13
Augmentation...	<b>235,563</b>	<b>53.41</b>	<b>108,630</b>	<b>22.44</b>

(1) Les moyennes ont été calculées à partir des données du tableau 7.

## Estimation des "taxes" perçues dans la Province par les trois catégories de gouvernements (1)

Tableau 10

No		1933	
		\$'000,000	%
1	Gouvernement fédéral (2) .....	66.7	47.7
2	Gouvernement de la province de Québec (3) .....	13.9	10.0
3	Municipalités (4) .....	59.0	42.3
4	TOTAL .....	139.6	100.0

(1) Les estimations du gouvernement fédéral et de la province de Québec se rapportent à l'année financière terminée au cours de l'année civile; dans le cas des municipalités, aux années financières se rapprochant le plus des années civiles 1933, 1939, 1944 et 1951.

(2) Ces données sont nécessairement estimatives, car il est très difficile de déterminer la contribution exacte de la province de Québec aux revenus du gouvernement fédéral provenant des taxes. La quote-part des taxes directes, telles que impôts sur le revenu des corporations et des individus, ainsi que des droits sur les successions, est tirée des publications fédérales "Taxation Statistics". Quant aux impôts indirects tels que les taxes sur les ventes et accise, etc., les estimations sont tirées de publications fédérales et, pour les fins du présent tableau, le pourcentage des ventes au détail dans Québec par rapport au grand total pour le Canada a servi de base de répartition.

Estimation des "taxes" perçues dans la Province par les trois catégories de gouvernements (1)

Tableau 10

1 9 3 9		1 9 4 5		1 9 5 2		No
\$'000,000	%	\$'000,000	%	\$'000,000	%	
107.5	51.0	636.7	82.8	959.2	74.1	1
34.8	16.5	56.0	7.3	188.5	14.6	2
68.5	32.5	76.5	9.9	146.0	11.3	3
210.8	100.0	769.2	100.0	1,293.7	100.0	4

Ceci comprend strictement tous les impôts et droits sans exception, mais ne comprend pas les revenus provenant de licences, permis, redevances, Commission des Liqueurs, honoraires et amendes. Pour 1945, il y a lieu de tenir compte du fait que certaines sources de revenus étaient "plafonnées" en vertu des ententes du temps de guerre.

Ces estimations proviennent de documents non publiés du gouvernement fédéral. Municipalités comprend aussi corporations scolaires.

## GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

**Dette de la Province, période 1929-1952**  
(en milliers de dollars)

Tableau 11

Années (1)	Dette consolidée (2)		
	Brute	Fonds d'amortissement	Nette
1929	80,335	7,331	73,004
30	76,735	8,570	68,165
31	84,235	9,844	74,391
32	91,988	11,332	80,656
33	110,238	13,046	97,192
1934	126,518	15,085	111,433
35	149,748	17,605	132,143
36	164,748	21,112	143,636
37	195,171	21,528	173,643
38	257,576	25,351	232,225
1939	294,673	29,676	264,997
40	383,846	32,026	351,820
41	397,446	36,403	361,043
42	388,816	42,258	346,558
43	399,301	50,627	348,674
1944	386,781	58,489	328,292
45	406,781	(6) 78,419	328,362
46	412,811	72,099	340,712
47	408,311	(7) 84,678	323,633
48	390,275	79,103	311,172
1949	437,900	86,456	351,444
50	419,450	91,555	327,895
51	420,500	91,235	329,265
52	436,300	105,881	330,419

(1) Antérieurement à 1941, l'année financière de la Province se terminait le 30 juin; depuis, elle s'étend du 1er au 31 mars.

(2) La dette consolidée et le fonds d'amortissement tiennent compte de l'émission de \$15,000,000. d'obligations émises à la Banque Canadienne Nationale en vertu de la loi 14 Geo. V, c. 3, qui est exclue de certaines statistiques n'ayant pas été mise en vente.

(3) Pour explications au sujet de ces catégories de dette, voir le tableau 12 et les notes au début du volume.

## Dettes de la Province, période 1929-1952

(en milliers de dollars)

Tableau 11

Dettes directes (3)	Dettes nettes (3)	Obligations et emprunts garantis (3) (4)	Engagements (3)	Années (1)
(5)	(5)	(5)	(5)	1929
Y (5)	(5)	(5)	(5)	30
94,990	60,540	4,455	15,694	31
(5)	(5)	(5)	(5)	32
(5)	(5)	(5)	(5)	33
143,873	114,331	13,096	16,733	1934
163,934	135,429	10,937	16,147	35
186,583	160,065	10,229	15,893	36
212,331	179,670	8,932	15,582	37
255,681	212,020	17,154	15,786	38
307,477	257,128	39,198	16,984	1939
376,914	309,310	14,916	16,926	40
387,548	318,069	22,731	16,172	41
388,075	313,154	18,861	15,183	42
390,449	311,912	11,872	14,073	43
381,579	305,078	10,818	19,405	1944
380,792	308,243	10,636	26,307	45
370,138	299,412	10,664	27,633	46
361,083	284,916	61,480	31,910	47
354,888	274,912	243,446	31,763	48
387,591	299,365	293,193	41,042	1949
377,571	284,132	259,512	39,672	50
371,649	267,428	255,673	54,350	51
360,523	248,777	299,014	64,405	52

(4) Les obligations et emprunts garantis comprennent depuis 1947 les obligations de la Commission Hydroélectrique de Québec, dont le montant est passé de \$51,000,000. en 1947 à \$234,639,000. en 1952. Les revenus de l'Hydro-Québec dépassent largement la somme requise pour assurer entièrement le service de ces emprunts.

(5) Aucun bilan officiel n'a été publié dans les Comptes Publics avant 1934, sauf pour l'année 1931.

(6) Y compris un dépôt spécial de \$15,000,000.

(7) Y compris un dépôt spécial de \$2,540,625.

**Dette nette, emprunts garantis et engagements: 1931, 1937, 1942, 1947 et 1952**  
(en milliers de dollars)

Tableau 12

No	
	<b>DETTE NETTE</b>
	Dette directe:
1	Dette consolidée nette (1).....
2	Dette flottante — moins encaisse.....
3	Revenus différés.....
4	
	À déduire:
5	Actifs autres que ceux qui sont classés sous la rubrique "immobilisations" et "dépenses extraordinaires" et sont considérés comme déductibles en vue d'établir la dette nette (pour explications, voir Comptes Publics).....
6	<b>TOTAL.....</b>
	<b>EMPRUNTS GARANTIS ET ENGAGEMENTS</b>
	Obligations et emprunts garantis:
7	Commission Hydroélectrique de Québec (3).....
8	Commission Municipale — Corporations scolaires.....
9	Autres emprunts garantis.....
10	<b>TOTAL.....</b>
	Engagements divers:
11	Loi de l'Assistance publique, etc.....
12	Fonds d'éducation.....
13	Loi pour améliorer les conditions de l'habitation.....
14	<b>TOTAL.....</b>

(1) La dette consolidée nette comprend la partie non amortie des \$15,000,000. d'obligations émises à la Banque Canadienne Nationale en vertu de la loi 14 Geo. V, c. 3.

(2) On trouvera au tableau 13 l'explication des variations d'une période à l'autre.

**Dette nette, emprunts garantis et engagements: 1931, 1937, 1942, 1947 et 1952**  
(en milliers de dollars)

Tableau 12

1931	1937	1942	1947	1952	No
74,391	173,643	346,558	323,633	330,419	1
18,710	35,210	37,050	34,207	22,262	2
1,889	3,478	4,467	3,243	7,842	3
(2) 94,990	212,331	388,075	361,083	360,523	4
34,450	32,661	74,921	76,167	111,746	5
(2) 60,540	179,670	313,154	284,916	248,777	6
.....	.....	.....	51,000	234,639	7
.....	.....	.....	.....	47,879	8
4,455	8,932	18,861	10,480	16,496	9
4,455	8,932	18,861	61,480	299,014	10
15,694	15,582	15,183	31,910	38,844	11
.....	.....	.....	.....	503	12
.....	.....	.....	.....	25,058	13
15,694	15,582	15,183	31,910	64,405	14

(3) Les revenus de l'Hydro-Québec dépassent largement la somme requise pour assurer entièrement le service de ses emprunts.

**GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE DE QUÉBEC**  
**Réconciliation de la variation de la dette, période 1931-1952**  
(en milliers de dollars)

Tableau 13

No	
1	DETTE NETTE .....
2	Augmentation ou diminution (-) .....
3	DETTE DIRECTE .....
4	Augmentation ou diminution (-) .....
RÉCONCILIATION (1)	
	Dépenses capitalisées (nettes):
5	Chômage .....
6	Immobilisations et autres .....
7	
8	Surplus ou déficit (-) au compte ordinaire .....
9	RÉSULTAT DE LA PÉRIODE — BASE GLOBALE .....
10	Variation de la réserve pour amortissement .....
11	Biens Commerciaux de St-Sulpice, 1 Geo. V, c. 2 — dette assumée par la Province ....
12	Corp. du Pont du Lac St-Louis, 6 Geo. VI, c. 44 — dette assumée par la Province ....
13	Variation d'autres item affectant la dette nette .....
14	AUGMENTATION OU DIMINUTION (-) DE LA DETTE NETTE .....
15	Variation des comptes à recevoir et autres actifs affectant la dette directe — augmentat ou diminution (-) .....
16	AUGMENTATION OU DIMINUTION (-) DE LA DETTE DIRECTE .....

(1) Tous les (-) indiquent des variations qui diminuent d'autant la dette nette et la dette directe.

**GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE DE QUÉBEC**

**41**

**Réconciliation de la variation de la dette, période 1931-1952**

(en milliers de dollars)

**Tableau 13**

Période 1931 — 1937	Période 1937 — 1942	Période 1942 — 1947	Période 1947 — 1952	Période 1931 — 1952	No
60,540 179,670	179,670 313,154	313,154 284,916	284,916 248,777	60,540 248,777	1
<b>119,130</b>	<b>133,484</b>	(-) <b>28,238</b>	(-) <b>36,139</b>	<b>188,237</b>	2
94,990 212,331	212,331 388,075	388,075 361,083	361,083 360,523	94,990 360,523	3
<b>117,341</b>	<b>175,744</b>	(-) <b>26,992</b>	(-) <b>560</b>	<b>265,533</b>	4
<b>RÉCONCILIATION (1)</b>					
56,319	61,504	512	22	118,357	5
66,422	113,345	70,219	222,448	472,434	6
122,741	174,849	70,731	222,470	590,791	7
15,914	(-) 23,968	(-) 68,885	(-) 209,967	(-) 286,906	8
138,655	150,881	1,846	12,503	303,885	9
(-) 18,844	(-) 21,700	(-) 35,388	(-) 49,603	(-) 125,535	10
.....	.....	3,400	.....	3,400	11
.....	.....	2,885	.....	2,885	12
(-) 681	4,303	(-) 981	961	3,602	13
<b>119,130</b>	<b>133,484</b>	(-) <b>28,238</b>	(-) <b>36,139</b>	<b>188,237</b>	14
(-) 1,789	42,260	1,246	35,579	77,296	15
<b>117,341</b>	<b>175,744</b>	(-) <b>26,992</b>	(-) <b>560</b>	<b>265,533</b>	16

Indicateurs montrant la variation dans le fardeau de la dette pour la population de la  
Province et le Gouvernement: 1931, 1937, 1942, 1947 et 1952

Tableau 14

No	
<b>LA DETTE ET LE PUBLIC</b>	
<b>DETTE NETTE</b>	
1	Dette nette.....\$'0
2	Population.....'0
3	Dette nette par tête.....
<b>DETTE NETTE ET REVENU PERSONNEL</b>	
4	Revenu personnel (1).....\$'0
5	Dette en pourcentage du revenu personnel.....
<b>LA DETTE ET LE GOUVERNEMENT</b>	
<b>SERVICE DE LA DETTE ET REVENUS DE LA PROVINCE</b>	
6	Revenus (2).....\$'0
7	Service de la dette (incluant versements au fonds d'amortissement) (3).....\$'0
8	Pourcentage du service de la dette par rapport aux revenus.....
<b>DETTE NETTE ET REVENUS DE LA PROVINCE</b>	
9	Dette nette.....\$'0
10	Revenus.....\$'0
11	Pourcentage des revenus par rapport à la dette nette.....

(1) Les statistiques concernant le revenu personnel proviennent de publications du Bureau Fédéral de la Statistique intitulées "Comptes Nationaux — Revenus et Dépenses — 1926-50 et 1949-52".

(2) Excluant les intérêts sur placements du fonds d'amortissement.

## Indicateurs montrant la variation dans le fardeau de la dette pour la population de la Province et le Gouvernement: 1931, 1937, 1942, 1947 et 1952

Tableau 14

1931	1937	1942	1947	1952	No
60,540 2,875 21.06	179,670 3,141 57.20	313,154 3,390 92.37	284,916 3,712 76.75	248,777 4,174 59.60	1 2 3
973,000 6.2	1,034,000 17.4	1,766,000 17.7	2,608,000 10.9	4,056,000 6.2	4 5
41,298 4,066 9.8	45,548 9,849 21.6	90,787 17,019 18.7	131,526 (4) 17,508 13.3	273,056 (4) 22,554 8.3	6 7 8
60,540 41,631 68.8	179,670 46,280 25.8	313,154 91,999 29.4	284,916 133,406 46.8	248,777 275,672 110.8	9 10 11

Après avoir déduit l'intérêt sur les placements au fonds d'amortissement, les intérêts reçus des emprunteurs de l'Office du Crédit Agricole, les revenus provenant de placements temporaires, et sans tenir compte de certaines déductions telles que: taxe de chômage et imputations diverses.

) Abstraction faite de certains versements spéciaux excédant les exigences annuelles du fonds d'amortissement.

## GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

## Classification par taux d'intérêt et échéances de la dette consolidée

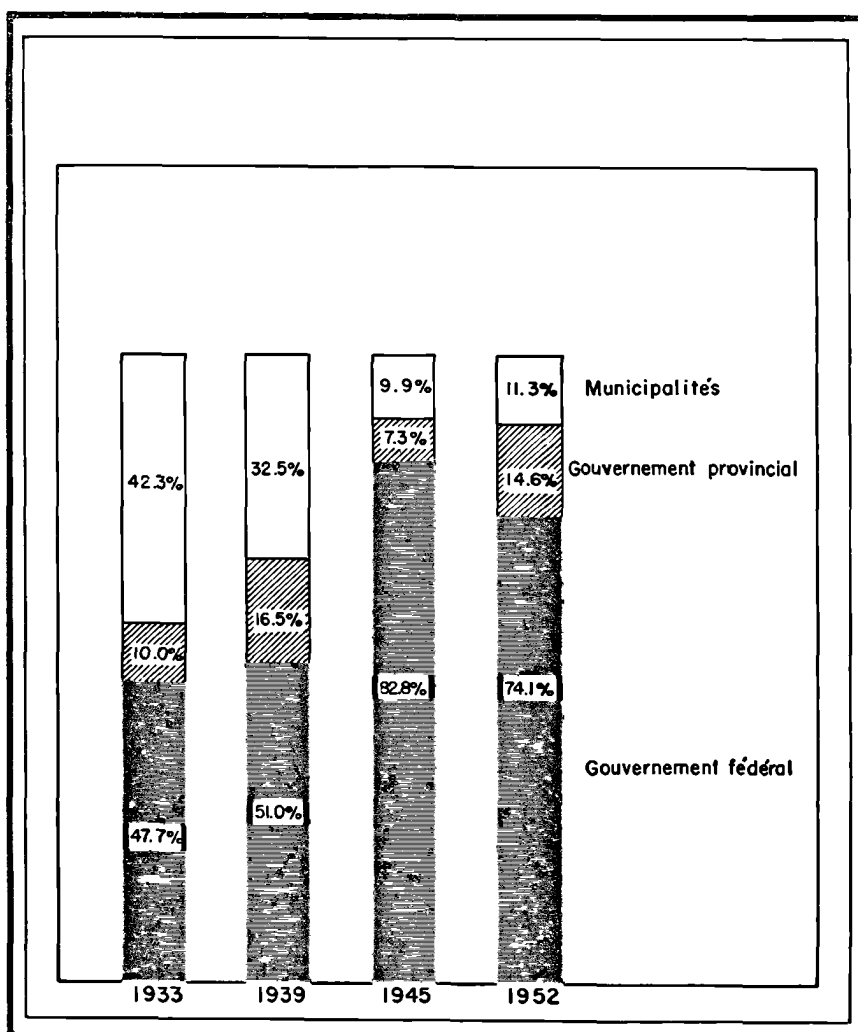
Tableau 15

Classification par taux d'intérêt				Échéances au 31 mars 1952	
Taux	1931	1942	1952	Années (1)	Montant
%	\$'000	\$'000	\$'000	Nombre	\$'000
2	.....	10,000	.....	½	16,000
2½	.....	.....	15,000	1	700
2½	.....	28,970	.....	1½	15,725
2¾	.....	43,970	.....	2	6,792
2¾	.....	.....	50,000	2½	1,000
3	15,314	59,706	187,375	3	61,500
3¼	.....	60,370	15,000	3½	1,000
3½	.....	35,153	64,178	4	23,630
3¾	.....	32,550	31,500	4½	1,144
4	7,823	40,961	21,111	5	13,850
4¼	7,500	17,850	17,850	5½	10,725
4½	34,871	43,871	18,871	6	5,000
(2) 5	18,728	15,415	15,415	6½	11,350
				7	10,761
				7½	23,970
				8	37,500
				9	7,928
				10	15,000
				11	9,000
				11½	23,725
				12	15,000
				12½	15,000
				13	35,000
				18½	25,000
				19	50,000
	84,236	388,816	436,300		(2) 436,300
Taux nominal moyen (Average coupon rate).....	4.27%	3.47%	3.33%	Échéance moyenne au 31 mars 1952..	9.05
				Échéance moyenne au 30 juin 1931..	21.7

(1) Tient compte d'ajustements pour fractions d'années.

(2) Comprend \$15,000,000. d'obligations émises en faveur de la Banque Canadienne Nationale en vertu de la 14 Geo. V, c. 3.

**POURCENTAGE DES TAXES PERÇUES DANS LA PROVINCE DE QUEBEC  
PAR LES TROIS CATEGORIES DE GOUVERNEMENTS  
1933, 1939, 1945, 1952**



Voir : Tableau 10

**MUNICIPALITÉS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC**  
**Répartition proportionnelle de l'assiette de l'impôt municipal**  
**dans la province de Québec**

Tableau 16

Années	Évaluation totale		Biens-fonds imposés	
	\$'000,000	%	\$'000,000	%
<b>TOUTES LES MUNICIPALITÉS</b>				
1933	2,920	100.0	2,192	75.1
1939	2,923	100.0	2,158	73.9
1944	3,186	100.0	2,343	73.5
1948	3,780	100.0	2,871	75.9
1950	4,282	100.0	3,251	75.9
1951	4,679	100.0	3,579	76.5
1952	5,071	100.0	3,868	76.3
<b>CITÉ DE MONTRÉAL</b>				
1933	1,273	100.0	956	75.1
1939	1,237	100.0	922	74.6
1944	1,278	100.0	932	72.9
1948	1,459	100.0	1,082	74.2
1950	1,591	100.0	1,194	75.0
1951	1,799	100.0	1,370	76.2
1952	1,882	100.0	1,459	77.5
<b>CITÉ DE QUÉBEC</b>				
1933	180	100.0	122	67.8
1939	175	100.0	110	62.8
1944	203	100.0	123	60.6
1948	219	100.0	134	61.2
1950	230	100.0	146	63.5
1951	235	100.0	149	63.4
1952	285	100.0	182	63.8

## MUNICIPALITÉS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

47

Répartition proportionnelle de l'assiette de l'impôt municipal  
dans la province de Québec

Tableau 16

Biens-fonds non imposables		Exemptions temporaires		Années
\$'000,000	%	\$'000,000	%	
TOUTES LES MUNICIPALITÉS				
622	21.3	105	3.6	1933
664	22.7	100	3.4	1939
780	24.5	63	2.0	1944
845	22.4	65	1.7	1948
956	22.4	75	1.7	1950
1,020	21.8	79	1.7	1951
1,110	21.9	92	1.8	1952
CITÉ DE MONTRÉAL				
302	23.7	15	1.2	1933
306	24.7	9	0.7	1939
340	26.6	6	0.5	1944
361	24.7	16	1.1	1948
363	22.8	34	2.2	1950
394	21.9	35	1.9	1951
381	20.3	42	2.2	1952
CITÉ DE QUÉBEC				
52	28.9	6	3.3	1933
57	32.6	8	4.6	1939
74	36.4	6	3.0	1944
70	32.0	15	6.8	1948
75	32.6	9	3.9	1950
73	31.1	13	5.5	1951
88	30.9	15	5.3	1952

**MUNICIPALITÉS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC**  
**Répartition proportionnelle de l'assiette de l'impôt municipal**  
**dans la province de Québec (suite)**

**Tableau 16**

Années	Évaluation totale		Biens-fonds imposés	
	\$'000,000	%	\$'000,000	%
<b>AUTRES CITÉS ET VILLES</b>				
1933	847	100.0	601	71.0
1939	882	100.0	609	69.0
1944	1,014	100.0	727	71.7
1948	1,286	100.0	987	76.8
1950	1,579	100.0	1,194	75.6
1951	1,695	100.0	1,290	76.1
1952	1,908	100.0	1,428	74.9
<b>MUNICIPALITÉS RURALES (1)</b>				
1933	620	100.0	513	82.8
1939	629	100.0	517	82.2
1944	691	100.0	562	81.3
1948	815	100.0	667	81.8
1950	883	100.0	718	81.3
1951	950	100.0	771	81.2
1952	997	100.0	800	80.2

(1) Comprend les villages.

**MUNICIPALITÉS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC**

49

**Répartition proportionnelle de l'assiette de l'impôt municipal  
dans la province de Québec (suite)**

**Tableau 16**

Biens-fonds non imposables		Exemptions temporaires		Années
\$'000,000	%	\$'000,000	%	
AUTRES CITÉS ET VILLES				
173	20.4	73	8.6	1933
198	22.4	75	8.6	1939
245	24.2	42	4.1	1944
270	21.0	29	2.2	1948
355	22.5	30	1.9	1950
374	22.1	31	1.8	1951
445	23.3	35	1.8	1952
MUNICIPALITÉS RURALES (1)				
95	15.3	12	1.9	1933
104	16.5	8	1.3	1939
121	17.5	8	1.2	1944
144	17.7	4	0.5	1948
164	18.6	1	0.1	1950
178	18.7	1	0.1	1951
196	19.7	1	0.1	1952

Revenus des corporations municipales et scolaires de la province de Québec  
par catégories principales (1)

Tableau 17

No		1933	
		\$'000,000	%
	<b>REVENUS PROVENANT DE TAXES</b>		
1	Taxe foncière.....	54.7	67.8
2	Montréal et satellites.....	36.3	45.0
3	Municipalités urbaines.....	13.1	16.2
4	Municipalités rurales.....	5.3	6.6
5	Taxe de vente.....	....	....
6	Montréal et satellites.....	....	....
7	Municipalités urbaines.....	....	....
8	Municipalités rurales.....	....	....
9	Autres taxes.....	4.3	5.3
10	Montréal et satellites.....	2.6	3.2
11	Municipalités urbaines.....	1.5	1.9
12	Municipalités rurales.....	.2	0.2
13	<b>TOTAL PROVENANT DE TAXES.....</b>	<b>59.0</b>	<b>73.2</b>
14	Montréal et satellites.....	38.9	48.2
15	Municipalités urbaines.....	14.6	18.2
16	Municipalités rurales.....	5.4	6.8
	<b>REVENUS PROVENANT D'AUTRES SOURCES</b>		
17	Licences, permis et droits.....	2.1	2.6
18	Montréal et satellites.....	1.1	1.5
19	Municipalités urbaines.....	.8	1.0
20	Municipalités rurales.....	.1	0.1

**MUNICIPALITÉS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC**

51

**Revenus des corporations municipales et scolaires de la province de Québec  
par catégories principales (1)**

**Tableau 17**

1939		1944		1947		No
\$'000,000	%	\$'000,000	%	\$'000,000	%	
56.5	57.4	62.0	57.7	67.6	54.7	1
35.1	35.6	35.6	33.1	38.7	31.3	2
15.9	16.1	18.8	17.6	20.0	16.2	3
5.5	5.7	7.5	7.0	8.9	7.2	4
4.7	4.8	8.0	7.4	13.5	10.9	5
4.7	4.8	6.3	5.8	11.2	9.0	6
....	....	1.6	1.5	2.1	1.7	7
....	....	.1	0.1	.2	0.2	8
7.3	7.4	6.6	6.1	9.5	7.7	9
5.3	5.4	4.5	4.2	5.7	4.6	10
1.8	1.8	1.9	1.7	3.7	3.0	11
.2	0.2	.2	0.2	.1	0.1	12
68.5	69.6	76.5	71.3	90.6	73.4	13
45.1	45.9	46.4	43.2	55.6	45.0	14
17.7	17.9	22.3	20.8	25.8	20.9	15
5.7	5.8	7.9	7.3	9.2	7.5	16
2.6	2.6	2.6	2.4	3.3	2.7	17
1.4	1.4	1.5	1.4	2.2	1.8	18
.9	1.0	1.0	0.9	.9	0.8	19
.2	0.2	.1	0.1	.1	0.1	20

**Revenus des corporations municipales et scolaires de la province de Québec  
par catégories principales (1) (suite)**

Tableau 17

No		1 9 3 3	
		\$'000,000	%
21	Services publics.....	2.1	2.6
22	Montréal et satellites.....	1.6	2.0
23	Municipalités urbaines.....	.5	0.6
24	Municipalités rurales.....	....	....
25	Divers (2).....	10.0	12.4
26	Montréal et satellites.....	7.0	8.7
27	Municipalités urbaines.....	2.4	3.0
28	Municipalités rurales.....	.6	0.7
29	TOTAL PROVENANT D'AUTRES SOURCES.....	14.2	17.6
30	Montréal et satellites.....	9.7	12.2
31	Municipalités urbaines.....	3.7	4.6
32	Municipalités rurales.....	.7	0.8
33	REVENUS PROVENANT DU PUBLIC.....	73.1	90.7
34	Montréal et satellites.....	48.6	60.3
35	Municipalités urbaines.....	18.3	22.7
36	Municipalités rurales.....	6.2	7.7
37	REVENUS PROVENANT DES GOUVERNEMENTS.....	7.5	9.3
38	TOTAL DES REVENUS.....	80.6	100.0

(1) Ces statistiques se rapportent à l'année civile ou celle s'y rapprochant le plus; dans le cas des corporations laires, elles sont établies au 30 juin de l'année indiquée.

**MUNICIPALITÉS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC**

**53**

**Revenus des corporations municipales et scolaires de la province de Québec  
par catégories principales (1) (suite)**

**Tableau 17**

1939		1944		1947		No
\$'000,000	%	\$'000,000	%	\$'000,000	%	
4.0	4.0	7.3	6.8	7.3	5.9	21
3.0	3.0	5.8	5.4	6.1	4.9	22
1.0	1.0	1.5	1.4	1.2	1.0	23
....	....	....	....	....	....	24
8.6	8.7	9.6	8.9	10.1	8.2	25
5.9	6.0	6.9	6.4	5.1	4.1	26
2.0	2.0	2.0	1.9	4.5	3.6	27
.7	0.7	.7	0.6	.5	0.5	28
15.2	15.3	19.5	18.1	20.7	16.8	29
10.3	10.4	14.2	13.2	13.4	10.8	30
3.9	4.0	4.5	4.2	6.6	5.4	31
.9	0.9	.8	0.7	.6	0.6	32
83.7	85.1	96.0	89.4	111.2	90.0	33
55.5	56.4	60.5	56.3	69.0	55.9	34
21.6	22.0	26.8	24.9	32.3	26.1	35
6.6	6.7	8.7	8.2	9.9	8.0	36
14.7	14.9	11.4	10.6	12.3	10.0	37
98.4	100.0	107.4	100.0	123.5	100.0	38

Comprend les montants reçus en vertu des ententes du temps de guerre, mais ne tient pas compte de surplus d'années précédentes.

**Revenus des corporations municipales et scolaires de la province de Québec  
par catégories principales (1)**

Tableau 18

No		1 9 4 9	
		\$'000,000	%
	<b>REVENUS PROVENANT DE TAXES</b>		
1	Taxe foncière.....	77.8	50.8
2	Montréal et satellites.....	44.4	29.0
3	Municipalités urbaines.....	23.2	15.1
4	Municipalités rurales.....	10.2	6.7
5	Taxe de vente.....	16.0	10.4
6	Montréal et satellites.....	12.8	8.4
7	Municipalités urbaines.....	2.8	1.8
8	Municipalités rurales.....	.4	0.2
9	Autres taxes.....	12.2	7.9
10	Montréal et satellites.....	7.4	4.8
11	Municipalités urbaines.....	4.6	3.0
12	Municipalités rurales.....	.2	0.1
13	<b>TOTAL PROVENANT DE TAXES.....</b>	<b>106.0</b>	<b>69.3</b>
14	Montréal et satellites.....	64.7	42.3
15	Municipalités urbaines.....	30.5	19.9
16	Municipalités rurales.....	10.8	7.1
	<b>REVENUS PROVENANT D'AUTRES SOURCES</b>		
17	Licences, permis et droits.....	3.8	2.5
18	Montréal et satellites.....	2.6	1.7
19	Municipalités urbaines.....	1.1	0.7
20	Municipalités rurales.....	.1	0.1

**MUNICIPALITÉS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC**

55

**Revenus des corporations municipales et scolaires de la province de Québec  
par catégories principales (1)**

**Tableau 18**

1950		1951		1952		No
\$'000,000	%	\$'000,000	%	\$'000,000	%	
90.4	50.9	102.6	50.8	114.4	50.2	1
46.7	26.3	54.4	27.0	60.4	26.5	2
30.1	16.9	33.5	16.6	37.8	16.6	3
13.6	7.7	14.7	7.2	16.2	7.1	4
24.1	13.6	27.8	13.8	30.2	13.2	5
20.5	11.5	21.5	10.6	22.4	9.8	6
3.4	2.0	6.1	3.1	7.6	3.3	7
.2	0.1	.2	0.1	.2	0.1	8
12.9	7.3	15.6	7.7	16.4	7.2	9
7.8	4.4	9.6	4.7	10.3	4.5	10
5.0	2.8	5.9	2.9	5.9	2.6	11
.1	0.1	.1	0.1	.3	0.1	12
127.4	71.7	146.0	72.3	161.0	70.6	13
74.9	42.2	85.4	42.3	93.1	40.8	14
38.6	21.7	45.6	22.6	51.3	22.5	15
13.9	7.8	15.0	7.4	16.7	7.3	16
5.4	3.0	5.6	2.7	5.9	2.6	17
2.8	1.6	2.9	1.4	3.0	1.3	18
2.2	1.2	2.3	1.1	2.5	1.1	19
.3	0.2	.4	0.2	.4	0.2	20

## MUNICIPALITÉS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Revenus des corporations municipales et scolaires de la province de Québec  
par catégories principales (1) (suite)

Tableau 18

No		1 9 4 9	
		\$'000,000	%
21	Services publics.....	10.7	6.9
22	Montréal et satellites.....	8.5	5.5
23	Municipalités urbaines.....	2.1	1.3
24	Municipalités rurales.....	.1	0.1
25	Divers (2).....	12.7	8.3
26	Montréal et satellites.....	6.8	4.4
27	Municipalités urbaines.....	5.3	3.5
28	Municipalités rurales.....	.6	0.4
29	TOTAL PROVENANT D'AUTRES SOURCES.....	27.2	17.7
30	Montréal et satellites.....	17.9	11.6
31	Municipalités urbaines.....	8.5	5.5
32	Municipalités rurales.....	.8	0.6
33	REVENUS PROVENANT DU PUBLIC.....	133.3	87.1
34	Montréal et satellites.....	82.6	54.0
35	Municipalités urbaines.....	39.0	25.5
36	Municipalités rurales.....	11.6	7.6
37	REVENUS PROVENANT DES GOUVERNEMENTS.....	19.7	12.9
38	TOTAL DES REVENUS.....	153.0	100.0

(1) Ces statistiques se rapportent à l'année civile ou celle s'y rapprochant le plus; dans le cas des corporations scolaires, elles sont établies au 30 juin de l'année indiquée.

(2) Comprend les montants reçus en vertu des ententes du temps de guerre, mais ne tient pas compte de sur d'années précédentes.

**MUNICIPALITÉS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC**

**57**

**Revenus des corporations municipales et scolaires de la province de Québec  
par catégories principales (1) (suite)**

**Tableau 18**

1950		1951		1952		No
\$'000,000	%	\$'000,000	%	\$'000,000	%	
12.0	6.7	14.8	7.3	16.5	7.2	21
9.1	5.1	11.7	5.8	13.2	5.8	22
2.9	1.6	3.0	1.5	3.3	1.4	23
....	....	....	....	.....	.....	24
12.0	6.7	12.0	6.0	12.9	5.6	25
8.3	4.7	8.0	4.0	8.0	3.5	26
2.9	1.6	3.1	1.5	3.9	1.7	27
.8	0.4	.8	0.5	1.0	0.4	28
29.4	16.4	32.4	16.0	35.3	15.5	29
20.2	11.4	22.6	11.2	24.2	10.6	30
8.0	4.4	8.4	4.1	9.7	4.3	31
1.1	0.6	1.2	0.7	1.4	0.6	32
156.8	88.3	178.4	88.4	196.3	86.1	33
95.2	53.6	108.0	53.5	117.3	51.4	34
46.6	26.2	54.1	26.8	61.0	26.8	35
15.1	8.5	16.3	8.1	18.1	7.9	36
20.8	11.7	23.5	11.6	31.7	13.9	37
177.6	100.0	201.8	100.0	228.0	100.0	38

NOTE: On estime que les revenus des municipalités de la Province, à l'exclusion de ceux qui proviennent des gouvernements, s'élèvent à \$213.3 millions en 1953 et à \$220.3 millions en 1954.

**Dépenses des corporations municipales et scolaires de la province de Québec  
par catégories principales (1)**

Tableau 19

No		1933	
		\$'000,000	%
1	Instruction publique (scolaire).....	16.0	17.0
2	Montréal et satellites.....	8.7	9.3
3	Municipalités urbaines.....	3.6	3.8
4	Municipalités rurales.....	2.5	2.6
5	Octrois spécifiques.....	1.2	1.3
6	Bien-être social.....	20.9	22.2
7	Montréal et satellites.....	11.3	12.0
8	Municipalités urbaines.....	3.0	3.2
9	Municipalités rurales.....	.8	0.8
10	Octrois spécifiques.....	5.8	6.2
11	Voirie.....	5.2	5.5
12	Montréal et satellites.....	3.0	3.2
13	Municipalités urbaines.....	1.7	1.7
14	Municipalités rurales.....	.5	0.5
15	Octrois spécifiques.....	.1	0.1
16	Protection, administration et divers.....	23.3	24.8
17	Montréal et satellites.....	17.4	18.5
18	Municipalités urbaines.....	4.5	4.7
19	Municipalités rurales.....	1.0	1.1
20	Octrois spécifiques.....	.4	0.4

**MUNICIPALITÉS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC**

59

**Dépenses des corporations municipales et scolaires de la province de Québec  
par catégories principales (1)**

**Tableau 19**

1939		1944		1947		No
\$'000,000	%	\$'000,000	%	\$'000,000	%	
19.9	18.1	26.5	24.6	36.2	28.3	1
9.8	9.0	9.8	9.1	15.4	12.1	2
4.6	4.2	4.8	4.5	7.3	5.7	3
3.4	3.0	4.4	4.1	5.1	4.0	4
2.1	1.9	7.4	6.9	8.4	6.5	5
23.4	21.3	9.8	9.1	11.3	8.8	6
10.8	9.8	7.2	6.7	8.6	6.7	7
2.5	2.2	2.1	1.9	2.2	1.7	8
.6	0.5	.5	0.5	.5	0.4	9
9.6	8.8	....	....	....	....	10
9.1	8.3	12.2	11.3	19.4	15.1	11
2.8	2.5	5.7	5.3	6.6	5.1	12
2.3	2.1	3.7	3.4	7.8	6.1	13
1.0	0.9	1.5	1.4	1.6	1.2	14
3.0	2.8	1.3	1.2	3.5	2.7	15
26.7	24.3	29.7	27.6	34.7	27.0	16
19.4	17.6	19.8	18.4	24.4	19.0	17
6.3	5.7	8.0	7.4	8.2	6.4	18
1.0	0.9	1.6	1.5	1.7	1.3	19
....	....	.3	0.3	.4	0.3	20

## MUNICIPALITÉS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Dépenses des corporations municipales et scolaires de la province de Québec  
par catégories principales (1) (suite)

Tableau 19

No		1 9 3 3	
		\$'000,000	%
21	Service de la dette (excluant amortissement).....	22.6	24.0
22	Montréal et satellites.....	17.6	18.7
23	Municipalités urbaines.....	4.5	4.7
24	Municipalités rurales.....	.5	0.6
25	TOTAL DES DÉPENSES (avant l'amortissement de la dette)	88.0	93.6
26	Montréal et satellites.....	58.0	61.7
27	Municipalités urbaines.....	17.3	18.4
28	Municipalités rurales.....	5.3	5.6
29	Octrois spécifiques.....	(*) 7.5	7.9
30	Provision pour rachat de la dette.....	6.0	6.3
31	Montréal et satellites.....	3.8	4.0
32	Municipalités urbaines.....	1.8	2.0
33	Municipalités rurales.....	.3	0.3
34	DÉPENSES À MÊME REVENUS PROVENANT DU PUBLIC.....	86.6	92.1
35	Montréal et satellites.....	61.8	65.7
36	Municipalités urbaines.....	19.1	20.3
37	Municipalités rurales.....	5.7	6.1
38	DÉPENSES À MÊME REVENUS PROVENANT DES GOUVERNEMENTS	(*) 7.5	7.9
39	TOTAL DES DÉPENSES (2).....	94.1	100.0

(1) Ces statistiques se rapportent à l'année civile ou celle s'y rapprochant le plus; dans le cas des corporations laïques, elles sont établies au 30 juin de l'année indiquée.

**MUNICIPALITÉS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC**
**61**
**Dépenses des corporations municipales et scolaires de la province de Québec  
par catégories principales (1) (suite)**
**Tableau 19**

1939		1944		1947		No
\$'000,000	%	\$'000,000	%	\$'000,000	%	
22.2	20.2	16.0	14.9	13.3	10.4	21
17.5	15.9	11.8	10.9	9.3	7.3	22
4.3	3.9	3.9	3.6	3.6	2.8	23
.4	0.4	.4	0.4	.4	0.3	24
101.4	92.2	94.1	87.3	114.9	89.6	25
60.3	54.9	54.2	50.3	64.3	50.2	26
20.0	18.2	22.5	20.9	29.0	22.6	27
6.4	5.8	8.4	7.8	9.2	7.2	28
14.7	13.3	9.0	8.3	12.3	9.6	29
8.6	7.9	13.6	12.6	13.2	10.3	30
5.9	5.3	9.2	8.5	8.2	6.4	31
2.4	2.2	3.9	3.6	4.5	3.5	32
.4	0.4	.5	0.5	.5	0.4	33
95.2	86.7	98.8	91.7	115.8	90.4	34
66.1	60.2	63.4	58.9	72.5	56.6	35
22.3	20.3	26.4	24.5	33.6	26.2	36
6.8	6.2	8.9	8.3	9.7	7.6	37
14.7	13.3	9.0	8.3	12.3	9.6	38
109.9	100.0	107.8	100.0	128.1	100.0	39

Ne tient pas spécifiquement compte des dépenses en immobilisations à même les emprunts, mais simplement de la dépréciation représentée par l'amortissement ou le rachat de la dette.

## MUNICIPALITÉS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Dépenses des corporations municipales et scolaires de la province de Québec  
par catégories principales (1)

Tableau 20

No		1 9 4 9	
		\$'000,000	%
1	Instruction publique (scolaire).....	52.7	34.5
2	Montréal et satellites.....	19.9	13.0
3	Municipalités urbaines.....	8.7	5.7
4	Municipalités rurales.....	5.8	3.8
5	Octrois spécifiques.....	18.4	12.0
6	Bien-être social.....	15.4	10.0
7	Montréal et satellites.....	12.2	7.9
8	Municipalités urbaines.....	2.6	1.7
9	Municipalités rurales.....	.6	0.4
10	Octrois spécifiques.....	....	....
11	Voirie.....	18.4	12.0
12	Montréal et satellites.....	7.2	4.8
13	Municipalités urbaines.....	8.9	5.8
14	Municipalités rurales.....	1.7	1.1
15	Octrois spécifiques.....	.5	0.3
16	Protection, administration et divers.....	38.5	25.1
17	Montréal et satellites.....	26.2	17.1
18	Municipalités urbaines.....	9.6	6.3
19	Municipalités rurales.....	1.8	1.2
20	Octrois spécifiques.....	.8	0.5

**Dépenses des corporations municipales et scolaires de la province de Québec  
par catégories principales (1)**

Tableau 20

1950		1951		1952		No
000,000	%	\$'000,000	%	\$'000,000	%	
63.2	35.7	68.4	34.0	79.9	35.3	1
23.6	13.3	25.4	12.6	28.9	12.8	2
12.5	7.1	14.1	7.0	15.7	6.9	3
7.5	4.2	7.5	3.7	8.3	3.7	4
19.6	11.1	21.4	10.7	27.1	12.0	5
15.0	8.5	17.8	8.8	22.5	9.9	6
11.0	6.2	13.1	6.5	15.9	7.0	7
3.5	2.0	4.1	2.0	6.2	2.7	8
.5	0.3	.6	0.3	.5	0.2	9
....	....	....	....	.....	.....	10
19.7	11.1	24.1	11.9	28.1	12.4	11
7.7	4.4	9.4	4.7	10.9	4.8	12
8.6	4.9	10.3	5.2	10.3	4.5	13
2.8	1.5	3.2	1.5	3.6	1.6	14
.6	0.3	1.1	0.5	3.3	1.5	15
50.2	28.4	55.3	27.5	60.6	26.8	16
34.5	19.5	37.5	18.6	41.1	18.2	17
12.8	7.2	14.5	7.2	15.7	6.9	18
2.2	1.3	2.4	1.2	2.7	1.2	19
.6	0.3	.9	0.5	1.0	0.4	20

## MUNICIPALITÉS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

**Dépenses des corporations municipales et scolaires de la province de Québec  
par catégories principales (1) (suite)**

Tableau 20

No		1 9 4 9	
		\$'000,000	%
21	Service de la dette (excluant amortissement).....	11.5	7.5
22	Montréal et satellites.....	7.1	4.7
23	Municipalités urbaines.....	3.8	2.5
24	Municipalités rurales.....	.5	0.3
25	TOTAL DES DÉPENSES (avant l'amortissement de la dette)	136.4	89.0
26	Montréal et satellites.....	72.7	47.4
27	Municipalités urbaines.....	33.6	21.9
28	Municipalités rurales.....	10.4	6.8
29	Octrois spécifiques.....	19.7	12.9
30	Provision pour rachat de la dette.....	16.7	10.9
31	Montréal et satellites.....	10.9	7.1
32	Municipalités urbaines.....	5.2	3.4
33	Municipalités rurales.....	.6	0.4
34	DÉPENSES À MÊME REVENUS PROVENANT DU PUBLIC.....	133.5	87.1
35	Montréal et satellites.....	83.6	54.5
36	Municipalités urbaines.....	38.9	25.4
37	Municipalités rurales.....	11.0	7.2
38	DÉPENSES À MÊME REVENUS PROVENANT DES GOUVERNEMENTS.	19.7	12.9
39	TOTAL DES DÉPENSES (2).....	153.2	100.0

(1) Ces statistiques se rapportent à l'année civile ou celle s'y rapprochant le plus; dans le cas des corporations scolaires, elles sont établies au 30 juin de l'année indiquée.

(2) Ne tient pas spécifiquement compte des dépenses en immobilisations à même les emprunts, mais simplement de la dépréciation représentée par l'amortissement ou le rachat de la dette.

**MUNICIPALITÉS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC**

65

**Dépenses des corporations municipales et scolaires de la province de Québec  
par catégories principales (1) (suite)**

**Tableau 20**

1950		1951		1952		No
\$'000,000	%	\$'000,000	%	\$'000,000	%	
10.6	6.0	11.1	5.4	13.3	5.9	21
5.7	3.2	5.5	2.7	6.6	2.9	22
4.3	2.5	4.9	2.4	5.9	2.6	23
.6	0.3	.7	0.3	.8	0.4	24
158.8	89.8	176.6	87.8	204.4	90.3	25
82.6	46.7	91.0	45.3	103.5	45.7	26
41.7	23.5	47.9	23.8	53.7	23.7	27
13.7	7.8	14.4	7.1	15.9	7.0	28
20.8	11.8	23.4	11.6	31.4	13.9	29
17.9	10.1	24.4	12.1	21.9	9.7	30
10.8	6.1	16.1	8.0	11.1	4.9	31
5.9	3.4	6.7	3.3	8.1	3.6	32
1.2	0.6	1.6	0.8	2.6	1.1	33
156.0	88.2	177.6	88.4	194.9	86.1	34
93.4	52.8	107.1	53.3	114.6	50.6	35
47.6	26.9	54.6	27.1	61.8	27.3	36
14.9	8.5	16.0	8.0	18.5	8.2	37
20.8	11.8	23.4	11.6	31.4	13.9	38
176.8	100.0	201.0	100.0	226.3	100.0	39

TE: On estime que les dépenses des municipalités de la Province, à l'exclusion de celles faites à même les revenus provenant des gouvernements, s'élèvent à \$214.6 millions en 1953 et à \$230.0 millions en 1954.

## MUNICIPALITÉS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Pourcentage des revenus des corporations municipales et scolaires  
en regard du revenu personnel pour la province de Québec

Tableau 21

Années	Population	Revenus municipaux		Revenu personnel		Pourcentage de (a) sur (b)
		Total	Par tête (a)	Total	Par tête (b)	
	'000	\$'000,000	\$	\$'000,000	\$	%
1933	2,972	80.6	27.12	739	248.65	10.9
1939	3,230	98.4	30.49	1,083	335.29	9.1
1944	3,500	107.4	30.68	2,114	604.00	5.1
1947	3,710	123.5	33.28	2,608	702.96	4.7
1948	3,788	138.6	36.58	2,930	773.49	4.7
1949	3,882	153.0	39.41	3,106	800.10	4.9
1950	3,969	177.6	44.74	3,290	828.92	5.4
1951	4,056	201.8	49.75	3,745	923.32	5.4
1952	4,174	228.0	54.62	4,153	994.72	5.5

Variation de la valeur des biens-fonds imposés et du revenu de la taxe foncière des municipalités (1)  
de la province de Québec en regard de la population et de certains indices particuliers

Tableau 22

Années	Population	Biens-fonds imposés			Revenus de la taxe foncière		
		Valeur totale	Indice	Valeur par tête	Valeur totale	Indice	Valeur par tête
	'000	\$'000,000		\$	\$'000,000		\$
1933	2,972	2,192.4	100.0	737.7	54.7	100.0	18.4
1939	3,230	2,158.2	98.4	668.2	56.5	103.2	17.5
1944	3,500	2,342.9	106.9	669.4	62.0	113.3	17.7
1947	3,710	2,726.0	124.3	734.8	67.6	123.6	18.2
1948	3,788	2,870.9	130.9	757.9	73.2	133.8	19.3
1949	3,882	3,061.0	139.6	788.5	77.8	142.2	20.0
1950	3,969	3,250.9	148.3	819.1	90.4	165.2	22.8
1951	4,056	3,579.4	163.3	882.5	102.6	187.6	25.3
1952	4,174	3,868.5	176.5	926.8	114.4	209.1	27.4

Années	Biens-fonds imposés en 1933 plus la nouvelle construction imposable (2)		Indice des prix de gros des matériaux de construction au Canada	Indice des taux de salaires horaires dans les métiers de construction au Canada	Revenu personnel		
	Valeur	Indice			Revenu total	Indice	Revenu par tête
	\$'000,000				\$'000,000		\$
1933	2,192.4	100.0	100.0	100.0	739	100.0	248.6
1939	2,421.8	110.5	114.5	108.0	1,083	146.5	335.2
1944	2,972.0	135.5	162.5	140.1	2,114	286.0	604.0
1947	3,461.1	157.9	212.4	167.6	2,608	352.9	703.0
1948	3,739.9	170.6	249.8	190.6	2,930	396.4	773.4
1949	4,095.5	186.8	257.2	199.1	3,106	420.2	800.1
1950	4,494.4	205.5	280.5	209.7	3,295	445.8	830.2
1951	5,084.0	231.9	325.2	229.6	3,772	510.4	930.0
1952	5,718.4	260.8	321.2	256.0	4,153	561.9	996.0

(1) Le terme "municipalités" comprend ici les corporations scolaires.

(2) Comprend quelques édifices gouvernementaux: palais de justice, bureaux de poste, etc., mais ne comprend pas les arsenaux, les salles d'exercices militaires et les baraques. Les renseignements touchant les travaux de construction ont été tirés de l'Annuaire Statistique de la province de Québec et du Recensement de la Construction effectué annuellement par le Bureau Fédéral de la Statistique depuis 1934.

## MUNICIPALITÉS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

**Revenu estimatif de l'imposition foncière pour fins municipales et scolaires  
des propriétés gouvernementales**

Tableau 23

	Évaluation municipale	Taux de la taxe par \$100.		Taxe foncière sur les propriétés des gouvernements	
		Municipale	Scolaire	Provincial	Fédéral
	\$'000	\$	\$	\$'000	\$'000
<b>CITÉ DE MONTRÉAL (1)</b>					
Gouvernement fédéral.....	32,672	1.96	1.65	.....	1,179.5
Conseil des Ports Nationaux.....	42,564	1.96	1.65	.....	1,536.6
Gouvernement de Québec.....	15,595	1.96	1.65	563.0	.....
	<b>90,831</b>	....	....	<b>563.0</b>	<b>2,716.1</b>
<b>CITÉ DE QUÉBEC (2)</b>					
Gouvernement fédéral.....	8,088	1.50	1.10	.....	210.3
Conseil des Ports Nationaux.....	11,750	1.50	1.10	.....	305.5
Commission des Champs de Bataille....	4,576	1.50	1.10	.....	119.0
Chemins de Fer Nationaux.....	2,109	1.50	1.10	.....	54.8
Compagnies de la Couronne.....	1,183	1.50	1.10	.....	30.8
Gouvernement de Québec.....	8,368	1.50	1.10	217.6	.....
Commission des Liqueurs.....	1,025	1.50	1.10	26.6	.....
Commission des Accidents du Travail...	1,000	1.50	1.10	26.0	.....
Corporation de l'École Technique.....	1,116	1.50	1.10	29.0	.....
	<b>39,215</b>	....	....	<b>299.2</b>	<b>720.4</b>
<b>CITÉ DE TROIS-RIVIÈRES (3)</b>					
Gouvernement fédéral.....	825	2.04	1.30	.....	27.6
Conseil des Ports Nationaux.....	4,431	2.04	1.30	.....	148.0
Gouvernement de Québec.....	6,286	2.04	1.30	209.9	.....
	<b>11,542</b>	....	....	<b>209.9</b>	<b>175.6</b>
<b>CITÉ DE CHICOUTIMI (4)</b>					
Gouvernement fédéral.....	50	1.70	1.65	.....	1.7
Conseil des Ports Nationaux.....	3,000	1.70	1.65	.....	100.5
	<b>3,050</b>	....	....	.....	<b>102.2</b>
<b>AUTRES MUNICIPALITÉS (5)</b>					
Gouvernement fédéral.....	50,000	1.50	1.00	.....	1,250.0
Gouvernement de Québec.....	9,500	1.50	1.00	237.5	.....
	<b>59,500</b>	....	....	<b>237.5</b>	<b>1,250.0</b>
<b>TOTAL.....</b>	<b>204,138</b>	...	....	<b>1,309.6</b>	<b>4,964.3</b>

(1) État financier de la cité de Montréal 30 avril 1954.

(2) Lettre du Trésorier de la cité de Québec.

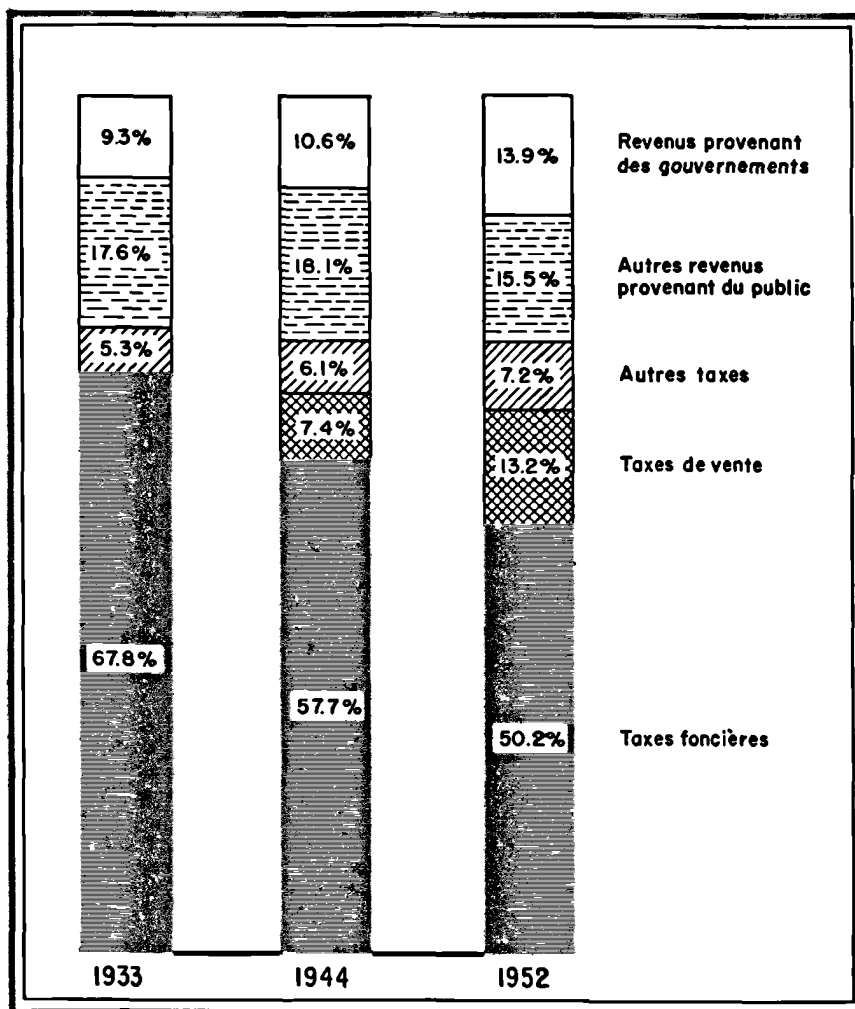
(3) État donné par le Trésorier de la cité de Trois-Rivières.

(4) Chicoutimi — Rapport Financier des Ports Nationaux 1953.

(5) Estimation des experts de la Commission.

NOTE: Pour l'année fiscale 1952-53, la cité de Québec a reçu comme taxe \$51,862.52 du gouvernement fédéral, et un subside de \$250,000 du gouvernement provincial. Pour l'année 1952, la Commission Hydro électrique de Québec a payé en taxes scolaires et municipales \$690,062, ainsi qu'une contribution de \$2,800,000, en vertu de la Loi pour assurer le progrès de l'éducation. Pour la même année, la Beauharnois Light, Heat & Power Co. a payé en taxes municipales et scolaires \$27,823.

**REVENUS DES CORPORATIONS MUNICIPALES ET SCOLAIRES  
DE LA PROVINCE DE QUEBEC, 1933, 1944, 1953**  
(Répartition proportionnelle par catégories principales)



Voir: Tableaux 17 & 18

## MUNICIPALITÉS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

**Revenus des corporations municipales et scolaires de la Province**  
dollars courants, dollars constants et par tête

Tableau 24

Années	Population	Revenus (dollars courants)		Facteur de correction (1)	Revenus (dollars constants)	
		Total	Par tête		Total	Par tête
	'000	\$'000,000	\$		\$'000,000	\$
1933	2,972	80.6	27.12	99.4	81.2	27.32
1939	3,230	98.4	30.49	99.1	99.3	30.14
1944	3,500	107.4	30.68	125.5	85.5	24.42
1947	3,710	123.5	33.28	136.6	90.4	24.36
1948	3,788	138.6	36.58	151.2	91.7	24.21
1949	3,882	153.0	39.41	161.1	95.0	24.47
1950	3,969	177.6	44.74	169.2	104.9	26.43
1951	4,056	201.8	49.75	189.8	106.3	26.21
1952	4,174	228.0	54.62	197.5	115.5	27.67

(1) La conversion en dollars constants est faite en utilisant le facteur de correction (implicit price deflator) que l'on trouve dans les Comptes Nationaux du Canada.

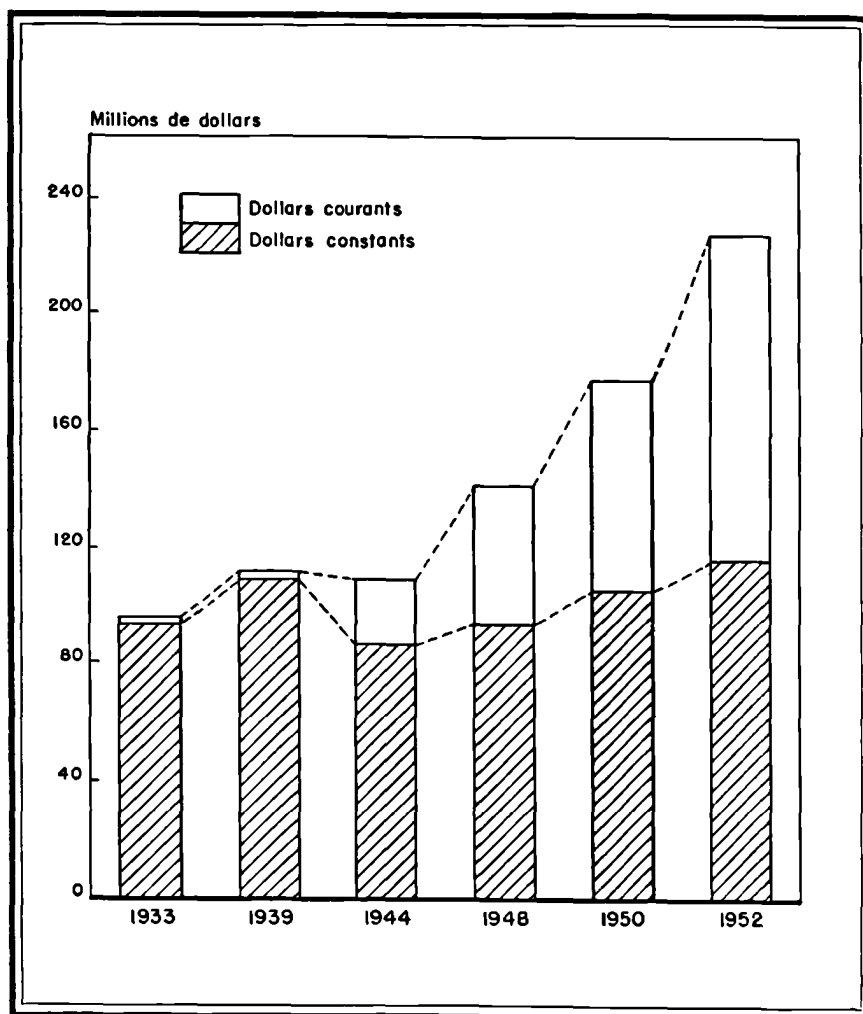
**Dépenses des corporations municipales et scolaires de la Province**  
dollars courants, dollars constants et par tête

Tableau 25

Années	Population	Dépenses (dollars courants)		Facteur de correction (1)	Dépenses (dollars constants)	
		Total	Par tête		Total	Par tête
	'000	\$'000,000	\$		\$'000,000	\$
1933	2,972	94.0	31.69	99.4	93.4	31.42
1939	3,230	109.9	34.02	99.1	108.9	34.30
1944	3,500	107.8	30.80	125.5	85.9	24.54
1947	3,710	128.1	34.52	136.6	93.8	25.28
1948	3,788	139.8	36.90	151.2	92.4	24.39
1949	3,882	153.2	39.46	161.1	95.1	24.49
1950	3,969	176.8	44.54	169.2	104.5	26.33
1951	4,056	201.0	49.55	189.8	105.9	26.11
1952	4,174	226.3	54.21	197.5	114.5	27.43

(1) La conversion en dollars constants est faite en utilisant le facteur de correction (implicit price deflator) que l'on trouve dans les Comptes Nationaux du Canada.

**DEPENSES DES CORPORATIONS MUNICIPALES ET SCOLAIRES  
DE LA PROVINCE DE QUEBEC  
DOLLARS COURANTS ET DOLLARS CONSTANTS**



Voir: Tableau 25

## Dette (1) des corporations municipales et scolaires de la Province

Tableau 26

No		1 9 3 3	
		\$'000,000	%
1	Fins scolaires.....	71.4	14.9
2	Montréal et satellites.....	49.2	10.3
3	Municipalités urbaines.....	20.4	4.3
4	Municipalités rurales.....	1.9	0.3
5	Fins de voirie.....	99.0	20.6
6	Montréal et satellites.....	67.9	14.1
7	Municipalités urbaines.....	31.2	6.5
8	Municipalités rurales.....	.....	.....
9	Services publics.....	87.6	18.3
10	Montréal et satellites.....	52.0	10.9
11	Municipalités urbaines.....	32.9	6.9
12	Municipalités rurales.....	2.6	0.5
13	Autres fins.....	221.9	46.2
14	Montréal et satellites.....	188.0	39.2
15	Municipalités urbaines.....	29.4	6.1
16	Municipalités rurales.....	4.5	0.9
17	DETTE OBLIGATAIRE BRUTE.....	479.9	100.0
18	Montréal et satellites.....	357.1	74.5
19	Municipalités urbaines.....	113.8	23.8
20	Municipalités rurales.....	9.0	1.7

## MUNICIPALITÉS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

73

## Dette (1) des corporations municipales et scolaires de la Province

Tableau 26

1939		1944		1947		No
\$'000,000	%	\$'000,000	%	\$'000,000	%	
79.1	15.4	85.3	18.9	83.0	18.8	1
55.4	10.8	62.9	14.0	56.5	12.8	2
21.4	4.2	20.8	4.6	24.1	5.5	3
2.3	0.4	1.6	0.3	2.3	0.5	4
108.5	21.1	75.0	16.6	70.5	15.9	5
70.0	13.6	40.0	8.8	34.5	7.8	6
38.5	7.5	35.0	7.8	35.7	8.1	7
.....	.....	.....	.....	.3	.....	8
92.9	18.1	84.6	18.7	80.2	18.2	9
51.4	10.0	44.7	10.0	44.8	10.1	10
39.3	7.7	38.1	8.4	33.8	7.7	11
2.1	0.4	1.8	0.3	1.6	0.4	12
232.9	45.4	206.2	45.8	207.9	47.1	13
202.4	39.4	177.0	39.3	160.8	36.4	14
26.4	5.1	25.3	5.6	42.8	9.7	15
4.1	0.9	3.9	0.9	4.3	1.0	16
513.4	100.0	451.1	100.0	441.6	100.0	17
379.2	73.8	324.6	72.1	296.6	67.1	18
125.6	24.5	119.2	26.4	136.4	31.0	19
8.5	1.7	7.3	1.5	8.5	1.9	20

## Dettes (1) des corporations municipales et scolaires de la Province (suite)

Tableau 26

No		1 9 3 3	
		\$'000,000	%
21	Fonds d'amortissement.....	52.0	100.0
22	Montréal et satellites.....	40.9	78.6
23	Municipalités urbaines.....	11.0	21.2
24	Municipalités rurales.....	.1	0.2
25	DETTE OBLIGATAIRE NETTE.....	427.9	100.0
26	Montréal et satellites.....	316.2	73.9
27	Municipalités urbaines.....	102.9	24.0
28	Municipalités rurales.....	8.9	2.1
29	Dettes garanties.....	3.9	100.0
30	Montréal et satellites.....	3.8	97.2
31	Municipalités urbaines.....	.1	2.8
32	Municipalités rurales.....	.....	.....
33	Emprunts bancaires.....	48.7	100.0
34	Montréal et satellites.....	28.7	58.9
35	Municipalités urbaines.....	14.0	28.8
36	Municipalités rurales.....	6.0	12.3
37	DETTE GLOBALE NETTE.....	480.5	100.0
38	Montréal et satellites.....	348.6	72.6
39	Municipalités urbaines.....	117.0	24.3
40	Municipalités rurales.....	14.8	3.1

(1) Ces statistiques se rapportent à l'année civile ou celle s'y rapprochant le plus; dans le cas des corporations laïques, le 30 juin de l'année indiquée. Celles qui concernent l'année 1947 ne sont que des estimations.

## MUNICIPALITÉS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

75

Dette (1) des corporations municipales et scolaires de la Province (suite)

Tableau 26

1939		1944		1947		No
\$'000,000	%	\$'000,000	%	\$'000,000	%	
86.5	100.0	31.7	100.0	23.9	100.0	21
71.2	82.3	14.5	45.7	4.4	18.4	22
15.2	17.6	17.2	54.2	19.4	81.2	23
.1	0.1	.1	0.1	.1	0.4	24
426.9	100.0	419.4	100.0	417.6	100.0	25
308.0	72.1	310.1	74.0	292.2	70.0	26
110.4	25.9	102.0	24.3	117.0	28.0	27
8.5	2.0	7.3	1.7	8.4	2.0	28
3.8	100.0	2.8	100.0	4.4	100.0	29
3.8	100.0	2.7	96.4	4.4	100.0	30
.....	.....	.1	3.6	.....	.....	31
.....	.....	.....	.....	.....	.....	32
56.8	100.0	6.9	100.0	15.8	100.0	33
44.4	78.2	.6	8.7	6.1	38.6	34
8.0	14.1	2.8	40.6	5.6	35.4	35
4.4	7.7	3.5	50.7	4.1	26.0	36
487.5	100.0	429.0	100.0	437.9	100.0	37
356.3	73.1	313.4	73.0	302.7	69.1	38
118.4	24.3	105.0	24.5	122.6	28.0	39
12.8	2.6	10.7	2.5	12.6	2.9	40

## Dette (1) des corporations municipales et scolaires de la Province

Tableau 27

No		1949	
		\$'000,000	%
1	Fins scolaires.....	25.4	6.4
2	Montréal et satellites.....	1.0	0.3
3	Municipalités urbaines.....	20.0	5.0
4	Municipalités rurales.....	4.4	1.1
5	Fins de voirie.....	78.6	19.7
6	Montréal et satellites.....	33.9	8.5
7	Municipalités urbaines.....	44.2	11.1
8	Municipalités rurales.....	.5	0.1
9	Services publics.....	86.7	21.8
10	Montréal et satellites.....	42.6	10.7
11	Municipalités urbaines.....	41.6	10.4
12	Municipalités rurales.....	2.5	0.7
13	Autres fins.....	207.3	52.1
14	Montréal et satellites.....	150.4	37.8
15	Municipalités urbaines.....	50.5	12.7
16	Municipalités rurales.....	6.4	1.6
17	DETTE OBLIGATAIRE BRUTE.....	398.0	100.0
18	Montréal et satellites.....	227.9	57.3
19	Municipalités urbaines.....	156.3	39.2
20	Municipalités rurales.....	13.8	3.5

## MUNICIPALITÉS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

77

## Dette (1) des corporations municipales et scolaires de la Province

Tableau 27

1950		1951		1952		No
\$'000,000	%	\$'000,000	%	\$'000,000	%	
41.2	10.0	53.4	12.0	83.9	16.5	1
4.6	1.1	8.4	1.9	14.0	2.7	2
29.3	7.1	34.8	7.8	54.1	10.7	3
7.3	1.8	10.2	2.3	15.8	3.1	4
79.2	19.1	85.7	19.2	91.9	18.1	5
32.9	7.9	34.9	7.8	40.6	8.0	6
45.5	11.0	50.0	11.2	50.1	10.0	7
.8	0.2	.9	0.2	1.2	0.1	8
105.0	25.4	112.2	25.0	120.8	23.8	9
41.3	10.0	41.3	9.2	43.8	8.6	10
58.7	14.2	65.3	14.6	71.6	14.1	11
5.0	1.2	5.6	1.2	5.4	1.1	12
188.5	45.5	195.9	43.8	211.0	41.6	13
145.1	35.0	145.2	32.5	151.1	29.8	14
39.7	9.6	46.2	10.3	54.3	10.7	15
3.7	0.9	4.5	1.0	5.6	1.1	16
413.9	100.0	447.2	100.0	507.6	100.0	17
223.9	54.0	229.8	51.4	249.5	49.2	18
173.2	41.9	196.3	43.9	230.1	45.3	19
16.8	4.1	21.2	4.7	28.0	5.5	20

## MUNICIPALITÉS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Dette (1) des corporations municipales et scolaires de la Province (suite)

Tableau 27

No		1 9 4 9	
		\$'000,000	%
21	Fonds d'amortissement.....	20.4	100.0
22	Montréal et satellites.....	4.6	22.5
23	Municipalités urbaines.....	15.7	77.0
24	Municipalités rurales.....	.1	0.5
25	DETTE OBLIGATAIRE NETTE.....	377.6	100.0
26	Montréal et satellites.....	223.3	59.1
27	Municipalités urbaines.....	140.6	37.2
28	Municipalités rurales.....	13.7	3.7
29	Dette garantie.....	3.8	100.0
30	Montréal et satellites.....	3.7	97.4
31	Municipalités urbaines.....	.1	2.6
32	Municipalités rurales.....	.....	.....
33	Emprunts bancaires.....	14.8	100.0
34	Montréal et satellites.....	5.8	39.2
35	Municipalités urbaines.....	4.9	33.1
36	Municipalités rurales.....	4.1	27.7
37	DETTE GLOBALE NETTE.....	396.2	100.0
38	Montréal et satellites.....	232.8	58.8
39	Municipalités urbaines.....	145.6	36.7
40	Municipalités rurales.....	17.9	4.5

(1) Ces statistiques se rapportent à l'année civile ou celle s'y rapprochant le plus; dans le cas des corporations scolaires, le 30 juin de l'année indiquée. Celles qui concernent l'année 1949 ne sont que des estimations.

NOTE: Voici quelle était l'estimation de la dette obligataire brute et de la dette globale nette des municipalités de la Province en 1953 et 1954 (en millions de dollars):

**MUNICIPALITÉS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC**

79

**Dette (1) des corporations municipales et scolaires de la Province (suite)**

**Tableau 27**

1950		1951		1952		No
\$'000,000	%	\$'000,000	%	\$'000,000	%	
21.0	100.0	20.9	100.0	19.0	100.0	21
4.6	21.9	5.1	24.4	5.0	26.3	22
16.4	78.1	15.8	75.6	14.0	73.7	23
.....	.....	.....	.....	.....	.....	24
393.0	100.0	426.3	100.0	488.6	100.0	25
219.4	55.8	224.6	52.7	244.5	50.0	26
156.8	39.9	180.5	42.3	216.1	44.2	27
16.8	4.3	21.2	5.0	28.0	5.8	28
6.0	100.0	7.3	100.0	25.1	100.0	29
6.0	100.0	7.3	100.0	25.0	99.6	30
.....	.....	.....	.....	.1	0.4	31
.....	.....	.....	.....	.....	.....	32
26.8	100.0	28.9	100.0	27.1	100.0	33
2.8	10.4	4.8	16.6	5.0	18.4	34
19.0	70.9	19.7	68.2	17.9	66.0	35
5.0	18.7	4.4	15.2	4.3	15.6	36
425.7	100.0	462.5	100.0	540.8	100.0	37
228.1	53.6	236.7	51.2	274.4	50.7	38
175.8	41.3	200.2	43.3	234.1	43.3	39
21.8	5.1	25.6	5.5	32.3	6.0	40

	Dette obligataire brute		Dette globale nette	
	1953	1954	1953	1954
Total.....	570.9	614.6	605.1	674.6
Montréal et satellites.....	265.3	261.0	294.7	316.6
Municipalités urbaines.....	271.5	312.7	272.7	312.9
Municipalités rurales.....	34.1	40.9	38.3	45.1

## MUNICIPALITÉS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Échéancier pour les prochains trente ans des émissions en cours le 31 décembre 1953  
(en milliers de dollars)

Tableau 28

Années	Ensemble des municipalités		
	Capital (1)	Intérêt	Total
1954	20,994	15,168	36,162
1955	21,347	14,375	35,722
1956	21,308	13,601	34,909
1957	20,893	12,892	33,785
1958	20,787	12,180	32,967
1959	22,062	11,256	33,318
1960	21,895	10,311	32,206
1961	21,748	9,417	31,165
1962	21,444	8,596	30,040
1963	19,850	7,790	27,640
1964	20,536	7,073	27,609
1965	20,556	6,361	26,917
1966	22,497	5,578	28,075
1967	18,596	4,725	23,321
1968	17,060	4,095	21,155
1969	15,982	3,517	19,499
1970	15,982	2,974	18,956
1971	14,884	2,450	17,334
1972	13,570	1,962	15,532
1973	10,019	1,534	11,553
1974	7,556	1,197	8,753
1975	2,830	1,035	3,865
1976	2,600	949	3,549
1977	2,427	868	3,295
1978	2,204	667	2,871
1979	1,948	598	2,546
1980	1,802	537	2,339
1981	1,548	449	1,997
1982	1,272	355	1,627
1983	1,120	312	1,432

(1) Y compris les versements au fonds d'amortissement.

## MUNICIPALITÉS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

81

Échéancier pour les prochains trente ans des émissions en cours le 31 décembre 1953  
(en milliers de dollars)

Tableau 28

Cités et villes				Municipalités rurales	Années
Total	Montréal	Québec	Autres		
33,717	14,036	3,709	15,972	2,446	1954
33,324	13,827	3,731	15,766	2,397	1955
32,488	13,212	3,727	15,549	2,421	1956
31,539	12,622	3,668	15,249	2,245	1957
30,746	12,134	3,633	14,979	2,220	1958
31,149	13,065	3,330	14,754	2,169	1959
30,083	12,653	3,031	14,399	2,123	1960
29,075	12,382	2,648	14,045	2,089	1961
28,031	11,794	2,467	13,770	2,008	1962
25,643	10,515	1,928	13,200	1,998	1963
25,745	11,092	1,880	12,773	1,864	1964
24,564	10,680	1,646	12,238	2,351	1965
26,366	10,867	1,596	13,903	1,709	1966
21,704	10,258	1,452	9,994	1,617	1967
19,640	9,237	1,373	9,030	1,515	1968
18,071	8,799	1,260	8,012	1,428	1969
17,617	9,254	1,037	7,326	1,339	1970
16,134	8,828	860	6,446	1,200	1971
14,466	8,381	632	5,453	1,065	1972
10,635	5,824	479	4,332	917	1973
7,985	4,880	308	2,797	769	1974
3,128	133	308	2,687	737	1975
2,831	128	309	2,394	718	1976
2,610	123	294	2,193	685	1977
2,229	.....	295	1,934	641	1978
1,956	.....	296	1,660	590	1979
1,783	.....	297	1,486	557	1980
1,496	.....	264	1,232	501	1981
1,167	.....	118	1,049	460	1982
1,014	.....	119	895	418	1983

SOURCE: Commission Municipale de Québec.

## CORPORATIONS SCOLAIRES DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Échéancier pour les prochains trente ans des émissions en cours au 31 décembre 1953  
(en milliers de dollars)

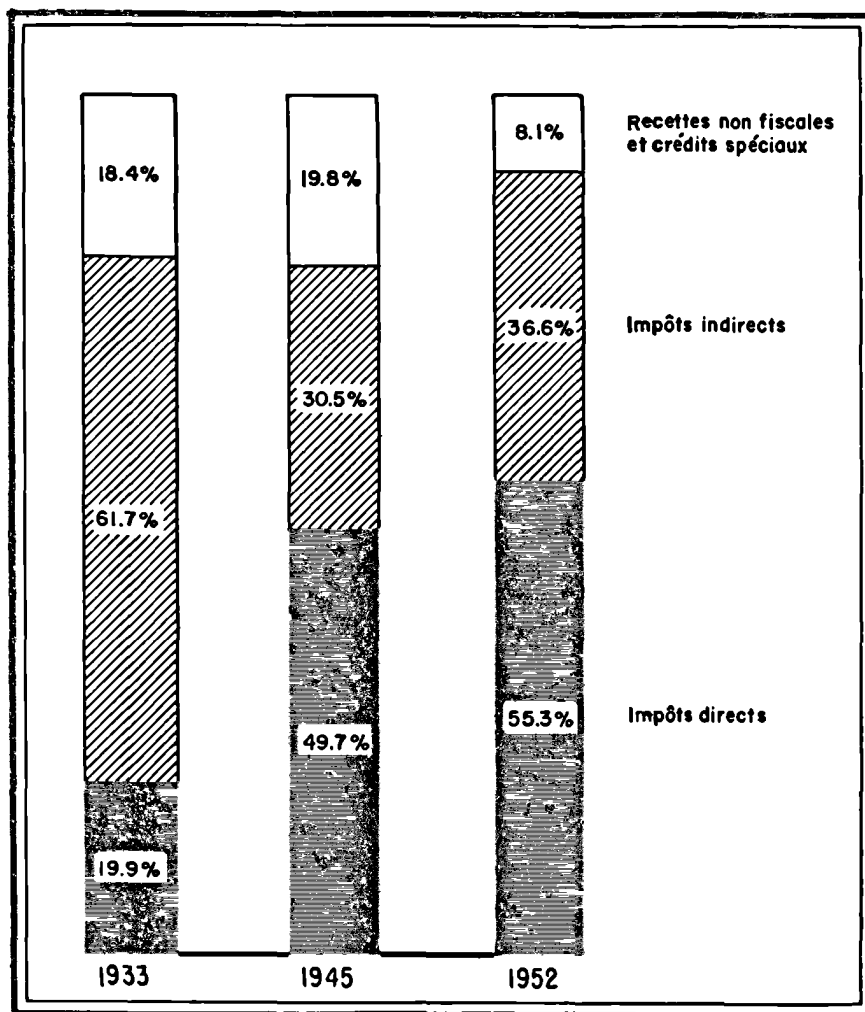
Tableau 29

Années	Ensemble des corporations scolaires					Montréal	Québec
	Capital (1)	Intérêt	Total brut	Octrois	Total net		
1954	11,224	4,807	16,031	9,673	6,358	870	109
1955	10,656	4,376	15,032	8,687	6,345	870	110
1956	9,446	3,967	13,413	7,090	6,323	870	110
1957	8,379	3,603	11,982	5,669	6,313	874	111
1958	7,692	3,272	10,964	4,653	6,311	874	111
1959	6,308	2,966	9,274	3,018	6,256	874	111
1960	5,940	2,708	8,648	2,426	6,222	875	110
1961	5,411	2,467	7,878	1,688	6,190	877	111
1962	4,937	2,327	7,264	1,041	6,223	877	111
1963	4,471	2,116	6,587	536	6,051	878	111
1964	4,201	1,879	6,080	216	5,864	877	111
1965	4,252	1,703	5,955	178	5,777	878	111
1966	4,278	1,515	5,793	143	5,650	880	112
1967	4,122	1,336	5,458	12	5,446	865	112
1968	4,016	1,150	5,166	12	5,154	853	112
1969	3,849	983	4,832	12	4,820	855	113
1970	3,715	822	4,537	12	4,525	857	112
1971	3,334	668	4,002	.....	4,002	859	112
1972	2,816	528	3,344	.....	3,344	860	112
1973	1,869	411	2,280	.....	2,280	863	112
1974	1,053	336	1,389	.....	1,389	866	...
1975	1,061	295	1,356	.....	1,356	868	...
1976	1,070	253	1,323	.....	1,323	870	...
1977	1,073	210	1,283	.....	1,283	874	...
1978	1,087	168	1,255	.....	1,255	877	...
1979	957	125	1,082	.....	1,082	880	...
1980	605	86	691	.....	691	561	...
1981	587	62	649	.....	649	564	...
1982	561	39	600	.....	600	568	...
1983	305	16	321	.....	321	296	...

(1) Y compris les versements au fonds d'amortissement.

SOURCE: Commission Municipale de Québec.

**RECETTES DU GOUVERNEMENT DU CANADA**  
**1933, 1945, 1952**  
(Répartition proportionnelle par catégories principales)



Voir: Tableaux 36 & 37

## MUNICIPALITÉS — CANADA, QUÉBEC, ONTARIO

**Dettes, revenus et dépenses des corporations municipales et scolaires**  
(année civile ou celle s'y rapprochant le plus)

Tableau 30

No		1 9 3 3		
		Canada	Québec	Ontario
1	Population.....'000	10,633	2,972	3,512
2	Biens-fonds imposés.....\$'000,000	8,010	2,192	2,817
3	DETTE GLOBALE (nette) (1).....\$'000,000	1,382.0	480.5	526.7
4	Par tête.....\$	130.0	161.7	150.0
5	Pourcentage des biens-fonds imposés.....%	17.2	22.0	18.6
6	DETTE SCOLAIRE OBLIGATAIRE (brute).....\$'000,000	233.5	71.4	94.4
7	Par tête.....\$	22.0	24.0	26.9
8	Pourcentage des biens-fonds imposés.....%	2.9	3.3	3.4
9	TOTAL DES REVENUS.....\$'000,000	348.0	80.6	157.3
10	Par tête.....\$	32.7	27.1	44.5
11	TAXES FONCIÈRES (globales).....\$'000,000	229.7	54.7	104.8
12	Pourcentage des biens-fonds imposés.....%	2.9	2.5	3.7
13	Pourcentage des revenus.....%	66.0	68.0	66.6
14	Pourcentage des dépenses.....%	61.3	58.2	64.0
15	TAXATION POUR FINS SCOLAIRES (2).....\$'000,000	(3)	17.0	36.0
16	Par tête.....\$	.....	5.7	10.3
17	Pourcentage des biens-fonds imposés.....%	.....	0.8	1.3
18	Pourcentage des revenus.....%	.....	21.0	22.9
19	TOTAL DES DÉPENSES (4).....\$'000,000	374.8	94.0	163.5
20	Par tête.....\$	35.2	31.6	46.5
21	DÉPENSES POUR INSTRUCTION PUBLIQUE (scolaire)\$'000,000	86.5	16.0	37.1
22	Par tête.....\$	8.1	5.4	10.6
23	Pourcentage des revenus.....%	24.9	19.8	23.6
24	Pourcentage des dépenses.....%	23.1	17.0	22.7
25	SERVICE DE LA DETTE (incluant rachat).....\$'000,000	91.5	28.6	37.1
26	Par tête.....\$	8.6	9.6	10.6
27	Pourcentage des revenus.....%	26.3	35.5	23.6
28	Pourcentage des dépenses.....%	24.4	30.4	22.7

(1) Comprend: dette obligataire nette, dette garantie et emprunts bancaires.

(2) Voir remarques au début du volume.

## MUNICIPALITÉS — CANADA, QUÉBEC, ONTARIO

85

**Dette, revenus et dépenses des corporations municipales et scolaires**  
(année civile ou celle s'y rapprochant le plus)

Tableau 30

1939			1944			1947			No
Canada	Québec	Ontario	Canada	Québec	Ontario	Canada	Québec	Ontario	
11,267	3,230	3,708	11,946	3,500	3,963	12,551	3,710	4,176	1
7,440	2,158	2,700	7,538	2,343	2,797	8,533	2,726	3,030	2
1,225.4	487.5	394.0	903.6	429.0	246.7	905.2	437.9	236.9	3
108.8	150.9	106.3	75.6	122.6	62.2	72.1	118.4	56.7	4
16.5	22.6	14.6	12.0	18.3	8.8	10.6	16.1	7.8	5
208.8	79.1	69.0	185.1	85.3	54.7	186.8	83.0	56.5	6
18.5	24.5	18.6	15.5	24.4	13.8	14.9	22.4	13.5	7
2.8	3.7	2.6	2.5	3.6	2.0	2.2	3.0	1.9	8
381.1	98.4	158.2	411.5	107.4	157.6	510.9	123.5	200.5	9
33.8	30.4	42.6	34.4	30.7	39.7	40.7	33.3	48.0	10
242.2	56.5	106.8	267.0	62.0	104.4	302.1	67.6	121.3	11
3.3	2.6	3.9	3.5	2.6	3.7	3.5	2.5	4.0	12
63.5	57.4	67.5	64.9	57.7	66.2	59.1	54.7	60.5	13
62.3	51.4	68.3	67.7	57.5	67.6	58.0	52.8	59.2	14
(3)	20.2	39.3	(3)	23.5	43.5	(3)	29.7	44.6	15
.....	6.3	10.6	.....	6.7	11.0	.....	8.0	10.7	16
.....	0.9	1.5	.....	1.0	1.6	.....	1.1	1.5	17
.....	20.1	24.8	.....	21.9	27.6	.....	24.0	22.2	18
388.6	109.9	156.4	394.4	107.8	154.5	521.1	128.1	205.0	19
34.5	34.0	42.2	33.0	30.8	38.9	41.5	34.5	49.1	20
100.5	19.9	41.1	137.6	26.5	58.2	188.0	36.2	72.3	21
8.9	6.2	11.0	11.5	7.6	14.7	15.0	9.8	17.3	22
26.4	20.2	26.0	33.4	24.7	36.9	36.8	29.3	36.1	23
25.9	18.1	26.3	34.9	24.6	37.7	36.1	28.3	35.3	24
87.8	30.8	37.3	74.8	29.6	24.9	66.9	26.5	23.5	25
7.8	9.5	10.1	6.3	8.5	6.3	5.3	7.1	5.6	26
23.0	31.3	23.6	18.2	27.6	15.8	13.1	21.5	11.7	27
22.6	28.0	23.8	19.0	27.5	16.1	12.8	20.7	11.5	28

b) Non déterminé.

b) Ne tient pas compte des dépenses en immobilisations à même les emprunts, mais simplement de la dépréciation représentée par l'amortissement ou le rachat de la dette.

## MUNICIPALITÉS — CANADA, QUÉBEC, ONTARIO

**Dette, revenus et dépenses des corporations municipales et scolaires**  
(année civile ou celle s'y rapprochant le plus)

Tableau 31

No		1949		
		Canada	Québec	Ontario
1	Population.....'000	13,447	3,882	4,37
2	Biens-fonds imposés.....\$'000,000	9,688	3,061	3,54
3	DETTE GLOBALE (nette) (1).....\$'000,000	1,049.3	396.2	326.
4	Par tête.....\$	78.0	102.0	74.
5	Pourcentage des biens-fonds imposés.....%	10.8	13.0	9.
6	DETTE SCOLAIRE OBLIGATAIRE (brute).....\$'000,000	190.4	25.4	87.
7	Par tête.....\$	14.2	6.5	20.
8	Pourcentage des biens-fonds imposés.....%	2.0	0.8	2.
9	TOTAL DES REVENUS.....\$'000,000	663.1	153.0	258.
10	Par tête.....\$	49.3	39.4	59.
11	TAXES FONCIÈRES (globales).....\$'000,000	368.6	77.8	149.
12	Pourcentage des biens-fonds imposés.....%	3.8	2.5	4.
13	Pourcentage des revenus.....%	55.6	50.8	58.
14	Pourcentage des dépenses.....%	55.7	50.8	58.
15	TAXATION POUR FINS SCOLAIRES (2).....\$'000,000	(3)	36.3	59.
16	Par tête.....\$	.....	9.4	13.
17	Pourcentage des biens-fonds imposés.....%	.....	1.2	1.
18	Pourcentage des revenus.....%	.....	23.7	23.
19	TOTAL DES DÉPENSES (4).....\$'000,000	661.2	153.2	256.
20	Par tête.....\$	49.2	39.5	58.
21	DÉPENSES POUR INSTRUCTION PUBLIQUE (scolaire) \$'000,000	257.6	52.7	91.
22	Par tête.....\$	19.2	13.6	20.
23	Pourcentage des revenus.....%	38.8	34.4	35.
24	Pourcentage des dépenses.....%	39.0	34.4	35.
25	SERVICE DE LA DETTE (incluant rachat).....\$'000,000	75.8	28.2	26.
26	Par tête.....\$	5.6	7.3	6.
27	Pourcentage des revenus.....%	11.4	18.4	10.
28	Pourcentage des dépenses.....%	11.5	18.4	10.

(1) Comprend: dette obligataire nette, dette garantie et emprunts bancaires.

(2) Voir remarques au début du volume.

**Dette, revenus et dépenses des corporations municipales et scolaires**  
(année civile ou celle s'y rapprochant le plus)

Tableau 31

1 9 5 0			1 9 5 1			(5) 1 9 5 2			No
Canada	Québec	Ontario	Canada	Québec	Ontario	Canada	Québec	Ontario	
3,712	3,969	4,471	14,009	4,056	4,598	14,430	4,174	4,766	1
0,220	3,251	3,724	10,920	3,579	3,884	.....	3,868	4,253	2
199.8	425.7	397.7	1,391.8	462.5	500.2	1,611.9	540.8	570.4	3
87.5	107.2	89.0	99.4	114.0	108.8	111.7	129.6	119.7	4
11.7	13.1	10.7	12.7	11.4	12.8	.....	14.0	13.4	5
245.4	41.2	110.4	312.9	53.4	146.2	388.2	83.9	174.8	6
17.9	10.4	24.7	22.3	13.2	31.8	26.9	20.1	36.7	7
2.4	1.3	3.0	2.9	1.5	3.8	.....	2.2	4.1	8
741.8	177.6	286.3	846.3	201.8	334.2	963.6	228.0	385.6	9
54.1	44.7	64.0	60.4	49.7	72.6	66.8	54.6	80.9	10
406.6	90.4	167.3	468.0	102.6	197.8	535.8	114.4	230.8	11
4.0	2.8	4.5	4.3	2.9	5.1	.....	3.0	5.4	12
54.8	50.9	58.4	55.3	50.8	59.2	55.6	50.2	59.9	13
54.9	51.1	58.6	55.6	51.0	59.0	56.4	50.5	60.9	14
(3)	45.8	67.2	(3)	50.6	85.3	(3)	57.5	100.1	15
.....	11.5	15.0	.....	12.5	18.6	.....	13.8	21.0	16
.....	1.4	1.8	.....	1.4	2.2	.....	1.5	2.3	17
.....	25.8	23.5	.....	25.0	25.5	.....	25.2	25.9	18
740.4	176.8	285.7	841.4	201.0	335.3	949.2	226.3	379.0	19
54.0	44.5	63.9	60.1	49.5	72.9	65.8	54.2	79.5	20
294.8	63.2	104.3	329.4	68.4	125.3	376.3	79.9	143.6	21
21.5	15.9	23.3	23.5	16.9	27.2	26.1	19.1	30.1	22
39.7	35.6	36.4	38.9	33.9	37.5	39.0	35.0	37.2	23
39.8	35.7	36.5	39.1	34.0	37.4	39.6	35.3	37.9	24
83.5	28.5	29.9	98.0	35.5	33.9	107.7	35.2	40.0	25
6.1	7.2	6.7	7.0	8.8	7.4	7.5	8.4	8.4	26
11.3	16.0	10.4	11.6	17.6	10.1	11.2	15.4	10.4	27
11.3	16.1	10.5	11.6	17.7	10.1	11.3	15.5	10.5	28

Non déterminé.

Ne tient pas compte des dépenses en immobilisations à même les emprunts, mais simplement de la dépréciation représentée par l'amortissement ou le rachat de la dette.

Estimations.

**Revenus, dépenses, surplus ou déficits des corporations municipales et scolaires**  
(en millions de dollars — année civile ou celle s'y rapprochant le plus)

Tableau 32

No		1 9 3 3		
		Canada	Québec	Ontario
1	TOTAL DES REVENUS.....	348.0	80.6	157.3
2	provenant de taxes.....	252.4	59.0	117.0
3	provenant d'autres sources.....	40.4	14.1	11.3
4	provenant des gouvernements.....	55.2	7.5	29.0
5	TOTAL DES DÉPENSES (1).....	374.8	94.0	163.5
6	dépenses courantes (excluant amortissement et rachat de la dette).....	342.8	88.0	145.7
7	amortissement et rachat de la dette.....	31.9	6.0	17.8
8	SURPLUS OU DÉFICIT (-).....	- 26.8	- 13.4	- 6.2
No		1 9 4 9		
		Canada	Québec	Ontario
9	TOTAL DES REVENUS.....	663.1	153.0	258.0
10	provenant de taxes.....	432.4	106.0	166.8
11	provenant d'autres sources.....	78.7	27.2	23.0
12	provenant des gouvernements.....	152.0	19.7	68.2
13	TOTAL DES DÉPENSES (1).....	661.2	153.2	256.8
14	dépenses courantes (excluant amortissement et rachat de la dette).....	616.2	136.4	238.5
15	amortissement et rachat de la dette.....	45.0	16.7	18.3
16	SURPLUS OU DÉFICIT (-).....	1.9	- 0.2	1.2

(1) Ne tient pas compte des dépenses en immobilisations à même les emprunts, mais simplement de la dépréciation représentée par l'amortissement ou le rachat de la dette.

**MUNICIPALITÉS — CANADA, QUÉBEC, ONTARIO**

89

**Revenus, dépenses, surplus ou déficits des corporations municipales et scolaires**  
(en millions de dollars — année civile ou celle s'y rapprochant le plus)

**Tableau 32**

1939			1944			1947			No
Canada	Québec	Ontario	Canada	Québec	Ontario	Canada	Québec	Ontario	
381.1	98.4	158.2	411.5	107.4	157.6	510.9	123.5	200.5	1
273.4	68.5	117.4	300.4	76.5	114.4	349.2	90.6	133.5	2
42.3	15.2	9.3	54.3	19.5	12.6	62.4	20.6	14.7	3
65.4	14.7	31.5	56.7	11.4	30.6	99.3	12.3	52.3	4
388.6	109.9	156.4	394.4	107.8	154.5	521.1	128.1	205.0	5
352.7	101.4	133.8	357.0	94.2	138.4	484.0	114.9	188.8	6
35.9	8.6	22.5	37.4	13.6	16.1	37.0	13.2	16.2	7
- 7.5	- 11.5	1.8	17.1	- 0.4	3.1	- 10.2	- 4.6	- 4.5	8

1950			1951			(2) 1952			No
Canada	Québec	Ontario	Canada	Québec	Ontario	Canada	Québec	Ontario	
741.8	177.6	286.3	846.3	201.8	334.2	963.6	228.0	385.6	9
483.6	127.4	187.2	559.0	146.0	222.9	636.9	161.0	259.4	10
84.6	29.4	23.5	91.0	32.3	24.7	102.3	35.3	28.7	11
173.6	20.8	75.6	196.3	23.5	86.6	224.4	31.7	97.4	12
740.4	176.8	285.7	841.4	201.0	335.3	949.2	226.3	379.0	13
689.8	158.8	264.8	779.1	176.6	312.1	883.6	204.4	352.6	14
50.6	17.9	20.9	62.3	24.4	23.2	65.6	21.9	26.4	15
1.4	0.8	0.6	4.9	0.8	- 1.1	14.4	1.7	6.6	16

1) Estimations.

**Dette, revenus et dépenses des corporations municipales et scolaires**  
(année civile ou celle s'y rapprochant le plus)

Tableau 33

No		1933	
		Montréal	Toronto
1	Population.....'000	1,014	814
2	Biens-fonds imposés.....\$'000,000	1,207	1,160
3	DETTE GLOBALE (nette) (1).....\$'000,000	348.6	243.6
4	Par tête.....\$	343.8	299.3
5	Pourcentage des biens-fonds imposés.....%	28.9	21.0
6	DETTE SCOLAIRE OBLIGATAIRE (brute).....\$'000,000	49.2	36.9
7	Par tête.....\$	48.5	45.3
8	Pourcentage des biens-fonds imposés.....%	4.1	3.2
9	TOTAL DES REVENUS (3).....\$'000,000	48.6	47.6
10	Par tête.....\$	47.9	58.5
11	Pourcentage de la dette globale.....%	13.9	19.5
12	TAXES FONCIÈRES.....\$'000,000	36.3	38.4
13	Pourcentage des biens-fonds imposés.....%	3.0	3.3
14	Pourcentage des revenus.....%	74.7	80.7
15	Pourcentage des dépenses.....%	58.7	76.5
16	TOTAL DES DÉPENSES (2) (3).....\$'000,000	61.8	50.2
17	Par tête.....\$	60.9	61.7
18	DÉPENSES POUR INSTRUCTION PUBLIQUE (scolaire) \$'000,000	8.7	10.7
19	Par tête.....\$	8.6	13.1
20	Pourcentage des revenus.....%	17.9	22.5
21	Pourcentage des dépenses.....%	14.1	21.3
22	TOTAL DES REVENUS (3).....\$'000,000	48.6	47.6
23	Dépenses excluant rachat de la dette.....\$'000,000	58.0	42.7
24	Rachat de la dette.....\$'000,000	3.8	7.5
25	TOTAL DES DÉPENSES (3).....\$'000,000	61.8	50.2
26	SURPLUS OU DÉFICIT (-).....\$'000,000	- 13.2	- 2.6

(1) Comprend: dette obligatoire nette, dette garantie et emprunts bancaires.

RÉGIONS MÉTROPOLITAINES DE MONTRÉAL ET TORONTO

91

Dette, revenus et dépenses des corporations municipales et scolaires  
(année civile ou celle s'y rapprochant le plus)

Tableau 33

1939		1944		1947		No
Montréal	Toronto	Montréal	Toronto	Montréal	Toronto	
1,078	865	1,166	925	1,218	994	1
1,156	1,004	1,182	1,005	1,266	1,118	2
356.3	190.8	313.4	122.4	302.7	110.0	3
330.5	220.6	268.7	132.3	248.4	110.7	4
30.8	19.0	26.5	12.2	23.9	9.8	5
55.4	27.1	62.9	20.9	56.5	16.6	6
51.4	31.3	53.9	22.6	46.4	16.7	7
4.8	2.7	5.3	2.1	4.5	1.5	8
55.5	46.3	60.5	44.1	69.0	52.6	9
51.5	48.0	51.9	47.7	56.6	52.9	10
15.6	24.3	19.3	36.0	22.8	47.8	11
35.1	37.6	35.6	34.9	38.7	40.9	12
3.0	3.7	3.0	3.5	3.1	3.7	13
63.2	81.2	58.8	79.1	56.1	77.8	14
53.1	79.7	56.2	82.3	53.4	79.4	15
66.1	47.2	63.4	42.4	72.5	51.5	16
61.3	54.6	54.4	45.8	59.5	51.8	17
9.8	11.3	9.8	11.5	15.4	12.6	18
9.1	13.1	8.4	12.4	12.6	12.7	19
17.7	24.4	16.2	26.1	22.3	24.0	20
14.8	23.9	15.5	27.1	21.2	24.5	21
55.5	46.3	60.5	44.1	69.0	52.6	22
60.2	38.3	54.2	36.1	64.3	45.6	23
5.9	8.9	9.2	6.3	8.2	5.9	24
66.1	47.2	63.4	42.4	72.5	51.5	25
- 10.6	- 0.9	- 2.9	1.7	- 3.5	1.1	26

2) Ne tient pas compte des dépenses en immobilisations à même les emprunts, mais simplement de la dépréciation représentée par l'amortissement ou le rachat de la dette.

3) Ne tient pas compte des revenus provenant d'octrois spécifiques et des dépenses effectuées à même ces octrois.

**Dette, revenus et dépenses des corporations municipales et scolaires**  
(année civile ou celle s'y rapprochant le plus)

Tableau 34

No		1 9 4 9	
		Montréal	Toronto
1	Population.....'000	1,261	1,021
2	Biens-fonds imposés.....\$'000,000	1,464	1,476
3	DETTE GLOBALE (nette) (1).....\$'000,000	232.8	128.1
4	Par tête.....\$	184.7	125.5
5	Pourcentage des biens-fonds imposés.....%	15.9	8.7
6	DETTE SCOLAIRE OBLIGATAIRE (brute).....\$'000,000	1.0	20.8
7	Par tête.....\$	0.8	20.4
8	Pourcentage des biens-fonds imposés.....%	0.1	1.4
9	TOTAL DES REVENUS (3).....\$'000,000	82.6	61.5
10	Par tête.....\$	65.5	60.2
11	Pourcentage de la dette globale.....%	35.5	48.0
12	TAXES FONCIÈRES.....\$'000,000	44.4	46.7
13	Pourcentage des biens-fonds imposés.....%	3.0	3.2
14	Pourcentage des revenus.....%	53.8	75.9
15	Pourcentage des dépenses.....%	53.1	75.9
16	TOTAL DES DÉPENSES (2) (3).....	83.6	61.5
17	Par tête.....\$	66.3	60.2
18	DÉPENSES POUR INSTRUCTION PUBLIQUE (scolaire).....\$'000,000	19.9	16.4
19	Par tête.....\$	15.8	16.1
20	Pourcentage des revenus.....%	24.1	26.7
21	Pourcentage des dépenses.....%	23.8	26.7
22	TOTAL DES REVENUS (3).....\$'000,000	82.6	61.5
23	Dépenses excluant rachat de la dette.....\$'000,000	72.7	54.3
24	Rachat de la dette.....\$'000,000	10.9	7.2
25	TOTAL DES DÉPENSES (3).....\$'000,000	83.6	61.5
26	SURPLUS OU DÉFICIT (-).....\$'000,000	- 1.0	.....

(1) Comprend: dette obligataire nette, dette garantie et emprunts bancaires.

## RÉGIONS MÉTROPOLITAINES DE MONTRÉAL ET TORONTO

93

## Dettes, revenus et dépenses des corporations municipales et scolaires

(année civile ou celle s'y rapprochant le plus)

Tableau 34

1950		1951		(4) 1952		No
Montréal	Toronto	Montréal	Toronto	Montréal	Toronto	
1,285	1,047	1,299	1,081	1,330	1,135	1
1,556	1,500	1,765	1,543	1,881	1,614	2
228.1	151.1	236.7	188.0	272.2	204.5	3
177.5	144.3	182.3	173.9	204.7	180.2	4
14.7	10.1	13.4	12.2	14.5	12.7	5
4.6	26.0	8.4	38.1	13.8	44.0	6
3.6	24.8	6.5	35.2	10.4	38.8	7
0.3	1.7	0.5	2.5	0.7	2.7	8
95.2	69.7	108.0	83.2	117.2	96.4	9
74.1	66.6	83.2	77.0	88.1	84.9	10
41.7	46.1	45.6	44.3	43.1	47.1	11
46.7	53.4	54.4	64.9	60.3	74.7	12
3.0	3.6	3.1	4.2	3.2	4.6	13
49.1	76.6	50.4	78.0	51.4	77.5	14
50.0	79.0	50.8	78.8	52.5	80.3	15
93.4	67.6	107.1	82.4	114.9	93.0	16
72.7	64.6	82.5	76.2	86.4	81.9	17
23.6	18.5	25.4	25.9	28.9	30.0	18
18.4	17.7	19.6	24.0	21.7	26.4	19
24.8	26.5	23.5	31.1	18.5	27.4	20
25.3	27.4	23.7	31.4	18.9	28.4	21
95.2	69.7	108.0	83.2	117.2	96.4	22
82.6	59.5	91.0	73.9	104.0	83.5	23
10.8	8.1	16.1	8.5	11.0	9.5	24
93.4	67.6	107.1	82.4	114.9	93.0	25
1.8	2.1	0.9	0.8	2.3	3.4	26

1) Ne tient pas compte des dépenses en immobilisations à même les emprunts, mais simplement de la dépréciation représentée par l'amortissement ou le rachat de la dette.

2) Ne tient pas compte des revenus provenant d'octrois spécifiques et des dépenses effectuées à même ces octrois

3) Estimations.

## MUNICIPALITÉS — CANADA, QUÉBEC, ONTARIO

Dépenses en immobilisations des corporations municipales et scolaires (1)  
(en millions de dollars — année civile ou celle s'y rapprochant le plus)

Tableau 35

No		1933	1939	1944
	<b>ÉCOLES</b>			
1	Canada.....	3.5	4.8	2.7
2	Québec.....	2.6	2.1	1.4
3	Ontario.....	0.8	2.0	0.9
	<b>VOIRIE</b>			
4	Canada.....	3.9	2.3	3.8
5	Québec.....	1.1	1.0	1.3
6	Ontario.....	1.6	0.7	1.9
	<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE SOCIAL (2)</b>			
7	Canada.....	3.2	1.9	3.9
8	Québec.....	0.7	0.5	1.9
9	Ontario.....	2.3	1.0	1.4
	<b>DIVERS (excluant services publics)</b>			
10	Canada.....	3.1	3.6	1.6
11	Québec.....	0.7	1.0	0.2
12	Ontario.....	1.7	1.4	0.7
	<b>TOTAL (excluant services publics)</b>			
13	Canada.....	13.6	12.6	11.9
14	Québec.....	5.1	4.6	4.9
15	Ontario.....	6.4	5.2	4.9
	<b>SERVICES PUBLICS</b>			
16	Canada.....	4.2	3.6	3.2
17	Québec.....	0.7	0.8	1.4
18	Ontario.....	3.2	1.1	0.9
	<b>TOTAL DES DÉPENSES</b>			
19	Canada.....	17.8	16.2	15.1
20	Québec.....	5.8	5.4	6.3
21	Ontario.....	9.6	6.3	5.8

(1) Il ne s'agit que d'estimations faites en tenant compte principalement des autorisations pour émissions d'obligations municipales et scolaires ou de la vente de ces obligations. Les montants pour les années 1951, 1952 et 1953 n'ont pas été compilés exactement sur la même base que ceux des années antérieures, mais ils sont donnés ici en vue d'indiquer la tendance toujours croissante de ces dépenses en immobilisations.

Dépenses en immobilisations des corporations municipales et scolaires (1)  
(en millions de dollars — année civile ou celle s'y rapprochant le plus)

Tableau 35

1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	No
17.4	48.5	63.1	71.9	71.5	88.7	91.5	1
3.8	15.3	15.7	18.8	15.8	19.6	34.0	2
7.9	21.3	25.4	29.2	36.5	48.8	34.1	3
15.7	24.8	30.0	33.7	33.8	40.3	51.1	4
2.9	4.9	4.8	3.9	7.0	7.6	18.4	5
7.3	11.5	13.4	15.8	6.2	9.9	11.7	6
19.1	26.3	36.8	38.4	32.1	31.3	58.1	7
1.8	3.7	4.2	3.5	5.5	6.7	13.7	8
9.5	12.5	19.8	20.2	13.8	7.6	27.3	9
11.4	15.4	15.4	18.4	26.5	32.6	36.5	10
2.2	2.5	2.4	1.9	10.2	12.3	14.6	11
5.5	7.3	6.1	9.9	11.4	16.2	12.1	12
63.7	115.0	145.3	162.4	163.9	192.9	237.2	13
10.6	26.2	27.1	28.1	38.5	46.2	80.7	14
30.1	52.5	64.8	75.1	67.9	82.5	85.2	15
24.5	39.2	39.9	67.7	69.3	54.9	69.4	16
4.0	6.8	8.6	7.3	9.0	11.6	14.5	17
6.9	18.2	15.1	39.1	41.0	20.9	42.7	18
88.2	154.2	185.2	230.1	233.2	247.8	306.6	19
14.6	33.0	35.7	35.4	47.5	57.8	95.2	20
37.0	70.7	79.9	114.2	108.9	103.4	127.9	21

Dépenses pour égouts et autres projets de sanitation, hôpitaux, hospices, etc.

**Recettes par catégories principales (1)**  
(en millions de dollars et en pourcentage)

Tableau 36

No		1914	
		\$	%
	<b>RECETTES FISCALES</b>		
	Impôts directs:		
1	Revenu — particuliers.....	....	....
2	“ non-résidents.....	....	....
3	“ sociétés (incluant excédents de bénéfices).....	....	....
4	Bénéfices commerciaux.....	....	....
5	Droits sur les successions.....	....	....
6	Total des impôts directs.....	....	....
	Impôts indirects:		
7	Droits de douane.....	104.7	69.7
8	Ventes, accise et autres impôts indirects.....	22.8	15.2
9	Total des impôts indirects.....	127.5	84.9
10	<b>TOTAL DES RECETTES FISCALES.....</b>	<b>127.5</b>	<b>84.9</b>
	<b>RECETTES NON FISCALES</b>		
11	Postes (voir dépenses).....	13.0	8.6
12	Revenus de placements.....	2.1	1.4
13	Autres recettes non fiscales.....	6.3	4.2
14	<b>TOTAL DES RECETTES NON FISCALES.....</b>	<b>21.4</b>	<b>14.2</b>
15	<b>TOTAL DES RECETTES ORDINAIRES.....</b>	<b>148.9</b>	<b>99.1</b>
16	Recettes et crédits spéciaux.....	1.3	0.9
17	<b>TOTAL DES RECETTES.....</b>	<b>150.2</b>	<b>100.0</b>

(1) Renseignements provenant des Comptes Publics du Canada, des statistiques publiées par la Banque du Canada et, pour les années 1914 et 1922, en grande partie des états financiers produits par la Commission royale des Relations entre le Dominion et les Provinces.

Recettes par catégories principales (1)  
(en millions de dollars et en pourcentage)

Tableau 36

1922		1933		1939		1945		No
\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	
39.8	10.4	26.0	8.3	46.9	9.3	672.8	25.0	1
.....	.....	.....	.....	9.9	2.0	28.6	1.1	2
38.9	10.2	36.1	11.6	85.2	17.0	617.7	23.0	3
22.8	6.0	.....	.....	.....	.....	.....	.....	4
.....	.....	.....	.....	.....	.....	17.3	0.6	5
101.5	26.6	62.1	19.9	142.0	28.3	1,336.4	49.7	6
105.7	27.7	70.1	22.5	78.8	15.7	115.1	4.3	7
113.1	29.7	122.1	39.2	214.9	42.8	703.2	26.2	8
218.8	57.4	192.2	61.7	293.7	58.5	818.3	30.5	9
320.3	84.0	254.3	81.6	435.7	86.8	2,154.7	80.2	10
26.4	6.9	30.9	9.9	35.3	7.0	66.1	2.5	11
22.0	5.8	11.2	3.6	14.9	3.0	60.7	2.2	12
9.2	2.4	10.2	3.3	12.1	2.4	18.6	0.7	13
57.6	15.1	52.3	16.8	62.3	12.4	145.4	5.4	14
377.9	99.1	306.6	98.4	498.0	99.2	2,300.1	85.6	15
3.4	0.9	5.1	1.6	4.2	0.8	387.2	14.4	16
381.3	100.0	311.7	100.0	502.2	100.0	2,687.3	100.0	17

**Recettes par catégories principales (1)**  
(en millions de dollars et en pourcentage)

Tableau 37

No		1948	
		\$	%
	<b>RECETTES FISCALES</b>		
	Impôts directs:		
1	Revenu — particuliers.....	659.8	22.9
2	“ non-résidents.....	35.9	1.2
3	“ sociétés (incluant excédents de bénéfices).....	591.1	20.7
4	Droits sur les successions.....	30.8	1.1
5	Total des impôts directs.....	1,317.6	45.9
	Impôts indirects:		
6	Droits de douane.....	293.0	10.2
7	Ventes et accise.....	837.6	29.2
8	Autres impôts indirects.....	3.8	0.1
9	Total des impôts indirects.....	1,134.3	39.5
10	<b>TOTAL DES RECETTES FISCALES.....</b>	<b>2,451.9</b>	<b>85.4</b>
	<b>RECETTES NON FISCALES</b>		
11	Postes (voir dépenses).....	77.8	2.7
12	Revenus de placements.....	75.8	2.6
13	Autres recettes non fiscales.....	24.3	0.9
14	<b>TOTAL DES RECETTES NON FISCALES.....</b>	<b>177.9</b>	<b>6.2</b>
15	<b>TOTAL DES RECETTES ORDINAIRES.....</b>	<b>2,629.8</b>	<b>91.6</b>
16	Recettes et crédits spéciaux.....	241.9	8.4
17	<b>TOTAL DES RECETTES.....</b>	<b>2,871.7</b>	<b>100.0</b>

(1) Renseignements provenant des Comptes Publics du Canada et des documents budgétaires déposés par l'honorable ministre des Finances à l'occasion de son exposé budgétaire

**Recettes par catégories principales (1)**  
(en millions de dollars et en pourcentage)

Tableau 37

1949		1950		1951		1952		No
\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	
762.6	27.5	622.0	24.1	652.3	20.9	975.7	24.5	1
43.4	1.6	47.5	1.8	61.6	2.0	55.0	1.4	2
536.8	19.4	601.4	23.3	809.3	26.0	1,133.1	28.5	3
25.6	0.9	29.9	1.2	33.6	1.1	38.2	0.9	4
1,368.4	49.4	1,300.8	50.4	1,556.8	50.0	2,202.0	55.3	5
223.0	8.1	225.9	8.7	295.7	9.5	346.4	8.7	6
840.8	30.3	792.0	30.8	927.8	29.8	1,103.8	27.8	7
4.0	0.1	4.4	0.1	4.9	0.2	5.6	0.1	8
1,067.8	38.5	1,022.3	39.6	1,228.4	39.5	1,455.8	36.6	9
2,436.2	87.9	2,323.1	90.0	2,785.2	89.5	3,657.8	91.9	10
80.6	2.9	84.5	3.3	90.5	2.9	104.6	2.6	11
107.9	3.9	91.5	3.5	89.5	2.9	117.6	3.0	12
24.5	0.9	29.6	1.2	53.4	1.7	59.7	1.5	13
213.0	7.7	205.6	8.0	233.4	7.5	281.9	7.1	14
2,649.2	95.6	2,528.7	98.0	3,018.6	97.0	3,939.7	99.0	15
122.3	4.4	51.4	2.0	93.8	3.0	41.2	1.0	16
2,771.5	100.0	2,580.1	100.0	3,112.4	100.0	3,980.9 (2)	100.0	17

1) Ne tient pas compte du fonds spécial concernant les pensions de vieillesse (millions de dollars):

Déboursés.....	76.1
Recettes: 2% taxe de vente.....	24.3
2% sur le revenu des particuliers.....	0.1
2% sur le revenu des sociétés.....	2.0
	26.4
Déficit du fonds — voir dépenses.....	49.7

**GOVERNEMENT DU CANADA**  
**Dépenses par catégories principales (1)**  
 (en millions de dollars et en pourcentage)

**Tableau 38**

No		1914	
		\$	%
	<b>DETTE PUBLIQUE</b>		
1	Intérêts sur la dette.....	12.9	7.5
2	Coût des emprunts, amortissement de l'escompte, etc.....	2.9	1.7
3	Total (1 et 2).....	15.8	9.2
	<b>DÉPENSES SE RAPPORTANT À LA GUERRE ET À LA DÉFENSE NATIONALE</b>		
4	Défense nationale.....	13.9	8.1
5	Affaires des anciens combattants.....	.....	.....
6	Aide mutuelle, etc.....	.....	.....
7	Autres dépenses de guerre et de démobilisation.....	.....	.....
8	Total (4 à 7).....	13.9	8.1
	<b>SANTÉ, BIEN-ÊTRE SOCIAL ET SÉCURITÉ SOCIALE</b>		
9	Pensions de vieillesse et de cécité.....	.....	.....
10	Assurance-chômage: administration et contribution de l'État...	.....	.....
11	Dépenses spéciales concernant principalement l'agriculture et le chômage.....	.....	.....
12	Autres dépenses de santé et bien-être social.....	2.6	1.5
13	Total (9 à 12).....	2.6	1.5
	<b>SUBVENTIONS AUX PROVINCES ET ACCORDS FISCAUX</b>		
14	Subventions statutaires et spéciales.....	11.3	6.6
15	Accords fiscaux du temps de guerre (1942).....	.....	.....
16	Total (14 et 15).....	11.3	6.6
	<b>DÉPENSES GÉNÉRALES DE GOUVERNEMENT ET AUTRES</b>		
17	Service des postes (voir revenus).....	12.8	7.5
18	Réserves et autres charges re: actifs productifs et improductifs..	.....	.....
19	Chemins de fer, canaux, etc. et déficits d'entreprises gouverne-mentales.....	37.2	21.6
20	Avances aux chemins de fer.....	.....	.....
21	Autres dépenses gouvernementales.....	78.3	45.5
22	Total (17 à 21).....	128.3	74.6
23	<b>TOTAL DES DÉPENSES.....</b>	<b>171.9</b>	<b>100.0</b>

(1) Renseignements provenant des Comptes Publics du Canada, des statistiques publiées par la Banque du Canada, et, pour les années 1914-1922, en grande partie des états financiers produits par la Commission Royale Relations entre le Dominion et les Provinces.

**Dépenses par catégories principales (1)**  
(en millions de dollars et en pourcentage)

Tableau 38

1922		1933		1939		1945		No
\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	
135.2	29.2	135.0	25.4	128.0	23.1	319.0	6.1	1
1.0	0.2	1.6	0.3	4.9	0.9	37.0	0.7	2
136.2	29.4	136.6	25.7	132.9	24.0	356.0	6.8	3
17.4	3.8	13.8	2.6	34.4	6.2	2,938.4	56.0	4
53.7	11.6	54.7	10.3	56.4	10.2	113.8	2.2	5
.....	.....	.....	.....	.....	.....	853.5	16.3	6
(2)	.....	.....	.....	.....	.....	585.0	11.1	7
71.1	15.4	68.5	12.9	90.8	16.4	4,490.7	85.6	8
.....	.....	11.5	2.2	29.0	5.2	41.0	0.8	9
.....	.....	.....	.....	.....	.....	17.8	0.3	10
.5	0.1	38.5	7.2	46.9	8.5	7.3	0.1	11
4.4	0.9	.....	.....	1.0	0.2	1.7	0.03	12
4.9	1.0	50.0	9.4	76.9	13.9	67.8	1.3	13
12.2	2.6	15.3	2.9	21.2	3.8	14.4	0.2	14
.....	.....	.....	.....	.....	.....	93.3	1.8	15
12.2	2.6	15.3	2.9	21.2	3.8	107.7	2.0	16
30.4	6.6	31.6	5.9	35.5	6.4	54.6	1.0	17
.....	.....	63.0	11.8	28.8	5.2	47.8	0.9	18
16.3	3.5	67.1	12.6	59.0	10.7	1.6	0.03	19
98.0	21.2	.....	.....	.....	.....	.....	.....	20
93.5	20.3	100.2	18.8	108.0	19.6	119.4	2.3	21
238.2	51.6	261.9	49.1	231.3	41.9	223.4	4.3	22
462.6	100.0	532.3	100.0	553.1	100.0	5,245.6	100.0	23

(2) Compris dans "Autres dépenses gouvernementales".

**GOUVERNEMENT DU CANADA**  
**Dépenses par catégories principales (1)**  
(en millions de dollars et en pourcentage)

Tableau 39

No		1948	
		\$	%
	<b>DETTE PUBLIQUE</b>		
1	Intérêts sur la dette.....	455.5	20.7
2	Coût des emprunts et amortissement de l'escompte.....	10.9	0.5
3	Prime, escompte et échange.....	.....	.....
4	Total (1 à 3).....	466.4	21.2
	<b>DÉPENSES SE RAPPORTANT À LA GUERRE ET À LA DÉFENSE NATIONALE</b>		
5	Défense nationale.....	196.0	8.9
6	Production de défense.....	.....	.....
7	Défense civile.....	.....	.....
8	Affaires des anciens combattants.....	334.7	15.2
9	Plan Colombo et aide mutuelle.....	39.3	1.8
10	Autres dépenses de guerre et de démobilisation.....	183.7	8.4
11	Total (5 à 10).....	753.7	34.3
	<b>SANTÉ, BIEN-ÊTRE SOCIAL ET SÉCURITÉ SOCIALE</b>		
12	Allocations familiales.....	263.2	12.0
13	Pensions de vieillesse et de cécité.....	59.1	2.7
14	Déficit de la caisse de sécurité de la vieillesse.....	.....	.....
15	Subventions générales à l'égard de l'hygiène.....	.....	.....
16	Assurance-chômage: administration et contribution de l'État...	35.1	1.6
17	Autres dépenses de santé et bien-être social.....	10.8	0.5
18	Total (12 à 17).....	368.2	16.8
	<b>SUBVENTIONS AUX PROVINCES ET LOCATION DE DOMAINES FISCAUX</b>		
19	Subventions statutaires et spéciales.....	(4) 33.4	1.5
20	Accords fiscaux du temps de guerre (1942).....	(5) 63.0	2.9
21	Location par certaines provinces de domaines fiscaux (1947)....	59.5	2.7
22	Total (19 à 21).....	155.9	7.1

**GOUVERNEMENT DU CANADA**

103

**Dépenses par catégories principales (1)**  
(en millions de dollars et en pourcentage)

**Tableau 39**

1949		1950		1951		1952		No
\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	
465.1	21.4	439.8	18.0	425.2	14.7	(2) 519.9	13.9	1
9.7	0.4	10.5	0.4	13.3	0.4	10.7	0.3	2
.1	....	19.7	0.8	.....	....	.....	....	3
<b>474.9</b>	<b>21.8</b>	<b>470.0</b>	<b>19.2</b>	<b>438.5</b>	<b>15.1</b>	<b>530.6</b>	<b>14.2</b>	4
268.8	12.4	384.9	15.7	782.5	27.0	1,415.5	37.9	5
.....	....	.....	....	.....	....	31.0	0.9	6
.....	....	.....	....	.....	....	.9	....	7
276.9	12.7	246.4	10.1	216.4	7.4	216.0	5.8	8
5.8	0.3	7.0	0.3	11.5	0.4	26.4	0.7	9
77.6	3.5	38.3	1.6	(3)	....	(3)	....	10
<b>629.1</b>	<b>28.9</b>	<b>676.6</b>	<b>27.7</b>	<b>1,010.4</b>	<b>34.8</b>	<b>1,689.8</b>	<b>45.3</b>	11
270.9	12.5	297.5	12.2	309.5	10.6	320.5	8.6	12
66.8	3.1	93.2	3.8	103.2	3.6	83.2	2.2	13
.....	....	.....	....	.....	....	49.7	1.3	14
7.5	0.3	15.7	0.6	18.9	0.7	24.3	0.7	15
39.1	1.8	41.5	1.7	48.0	1.6	53.4	1.5	16
14.4	0.6	16.9	0.7	17.3	0.6	20.2	0.5	17
<b>398.7</b>	<b>18.3</b>	<b>464.8</b>	<b>19.0</b>	<b>496.9</b>	<b>17.1</b>	<b>551.3</b>	<b>14.8*</b>	18
17.1	0.8	(6) 25.7	1.0	(6) 25.2	0.9	(6) 26.6	0.7	19
.....	....	.....	....	.....	....	.....	....	20
84.4	3.9	(7) 78.2	3.2	(7) 98.7	3.4	(7) 100.6	2.7	21
<b>101.5</b>	<b>4.7</b>	<b>103.9</b>	<b>4.2</b>	<b>123.9</b>	<b>4.3</b>	<b>127.2</b>	<b>3.4</b>	22

## GOUVERNEMENT DU CANADA

**Dépenses par catégories principales (1) (suite)**  
(en millions de dollars et en pourcentage)

Tableau 39

No		1948	
		\$	%
	<b>DÉPENSES GÉNÉRALES DE GOUVERNEMENT ET AUTRES</b>		
23	Dettes assumées de Terre-Neuve.....	.....	.....
24	Contribution spéciale de l'État au fonds de retraite.....	.....	.....
25	Réserve spéciale pour pertes possibles des actifs productifs et improductifs.....	75.0	3.4
26	Octrois aux universités.....	.....	.....
27	Service des postes (voir revenus).....	67.9	3.1
28	Autres dépenses, incluant déficits d'entreprises gouvernementales (C.N.R., T.C.A., etc.).....	308.5	14.1
29	Total (23 à 28).....	451.4	20.6
30	<b>TOTAL DES DÉPENSES.....</b>	<b>2,195.6</b>	<b>100.0</b>

- (1) Renseignements provenant des Comptes Publics du Canada, des documents budgétaires déposés par l'honorable ministre des Finances à l'occasion de son exposé budgétaire et des statistiques publiées par la Banque du Canada.
- (2) Comprend une somme supplémentaire requise pour mettre l'intérêt de la dette publique sur la base de l'acquisition (intérêt couru à la fin de l'année fiscale), soit \$87.5 millions.
- (3) Compris dans "Autres dépenses..." (item 28).
- (4) Comprend un paiement de \$8,000,000. à chacune des provinces de l'Alberta et de la Saskatchewan en règlement final de réclamations au sujet des ressources naturelles.

**Dépenses par catégories principales (1) (suite)**  
(en millions de dollars et en pourcentage)

Tableau 39

1 9 4 9		1 9 5 0		1 9 5 1		1 9 5 2		No
\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	
.....	.....	62.3	2.5	.....	.....	.....	.....	23
.....	.....	.....	.....	75.0	2.6	98.0	2.6	24
75.0	3.4	75.0	3.1	75.0	2.6	75.0	2.0	25
.....	.....	.....	.....	.....	.....	7.0	0.2	26
77.6	3.6	82.6	3.4	91.8	3.2	98.0	2.6	27
419.1	19.3	513.4	20.9	589.7	20.3	556.0	14.9	28
571.7	26.3	733.3	29.9	831.5	28.7	834.0	22.3	29
2,175.9	100.0	2,448.6	100.0	2,901.2	100.0	3,732.9	100.0	30

5) Règlement final, incluant le versement original retenu par le gouvernement fédéral et payable à la fin de l'entente.

6) Comprend un subside provisoire à Terre-Neuve au montant de \$6,500,000. par année.

7) Comprend les paiements effectués en vertu de l'article 7 de la loi sur les accords entre le Dominion et les provinces en matière de location de domaines fiscaux, d'une partie des taxes prélevées sur les compagnies distributrices d'énergie électrique, de gaz et de vapeur.

**Variation des recettes et des dépenses globales et par tête**  
**1914, 1922, 1933, 1939, 1945, 1948 à 1952**

Tableau 40

Années	Population	Dollars courants		Facteur de conversion (1)	Dollars constants	
		Total	Par tête		Total	Par tête

**R E C E T T E S**

	'000	\$'000,000	\$		\$'000,000	\$
1914	7,632	150.2	19.68	79.8	188.2	24.66
1922	8,788	381.3	43.40	131.0	291.1	33.12
1933	10,510	311.7	29.66	99.8	312.3	29.72
1939	11,152	502.2	45.03	100.3	500.7	44.90
1945	11,946	2,687.3	224.95	125.5	2,141.3	179.25
1948	12,551	2,871.7	228.80	136.6	2,102.3	167.50
1949	12,823	2,771.5	216.13	151.2	1,833.0	142.95
1950	13,447	2,580.1	191.87	161.1	1,601.6	119.10
1951	13,712	3,112.4	226.98	169.2	1,839.5	134.15
1952	14,009	3,980.9	284.17	189.8	2,097.4	149.72

**D É P E N S E S**

	'000	\$'000,000	\$		\$'000,000	\$
1914	7,632	171.9	22.52	79.8	215.4	28.22
1922	8,788	462.6	52.64	131.0	353.1	40.18
1933	10,510	532.3	46.25	99.8	533.4	50.75
1939	11,152	553.1	49.60	100.3	551.4	49.44
1945	11,946	5,245.6	439.11	125.5	4,179.8	349.89
1948	12,551	2,195.6	174.93	136.6	1,607.3	128.06
1949	12,823	2,175.9	169.69	151.2	1,439.1	112.23
1950	13,447	2,448.6	182.09	161.1	1,519.9	113.03
1951	13,712	2,901.2	211.58	169.2	1,714.7	125.05
1952	14,009	3,732.9	266.46	189.8	1,966.8	140.39

(1) Extrait des Comptes Nationaux du Canada (implicit price deflator) — Bureau Fédéral de la Statistique. Pour les années 1914 et 1922, cet indice de conversion a été ajusté en tenant compte de la variation de l'indice du coût de la vie (1935-39 = 100).

**Comparaison entre les recettes du gouvernement fédéral et le Produit National Brut au Canada  
1914, 1922, 1933, 1939, 1945, 1948 à 1952**

Tableau 41

Années	Population	Recettes globales		Produit National Brut (1)		Pourcentage de "A" par rapport à "B"
		Total	Par tête "A"	Total	Par tête "B"	
	'000	\$'000,000	\$	\$'000,000	\$	%
1914	7,632	150.2	19.68	(2)	.....	....
1922	8,788	381.3	43.40	(2)	.....	....
1933	10,510	311.7	29.66	3,767	358.42	8.3
1939	11,152	502.2	45.03	5,233	469.24	9.6
1945	11,946	2,687.3	224.95	11,954	1,000.67	22.5
1948	12,551	2,871.7	228.80	13,768	1,096.97	20.9
1949	12,823	2,771.5	216.13	15,613	1,217.58	17.8
1950	13,447	2,580.1	191.87	16,462	1,224.21	15.7
1951	13,712	3,112.4	226.98	18,203	1,327.52	17.1
1952	14,009	3,980.9	284.17	21,450	1,531.16	18.6

(1) Les statistiques concernant le Produit National Brut sont tirées des "Comptes Nationaux du Canada — Revenus et Dépenses — 1926-50 et 1949-52" — Bureau Fédéral de la Statistique.

(2) Inconnu.

**GOUVERNEMENTS AU CANADA**  
**Revenus (1) de tous les gouvernements au Canada**  
**présentés sous des rubriques uniformes**  
**(en millions de dollars et en pourcentage)**

Tableau 42

No		1926	
		\$	%
	<b>REVENUS PROVENANT D'IMPÔTS</b>		
1	Impôts directs — personnes (revenus, excédents de bénéfices, droits successoraux et divers).....	53	100.0
2	Fédéral.....	19	35.9
3	Provincial.....	29	54.7
4	Municipal.....	5	9.4
5	Impôts directs — corporations (revenus, excédents de bénéfices).....	34	100.0
6	Fédéral.....	32	94.1
7	Provincial.....	2	5.9
8	Autres impôts directs (taxes foncières, taxe de vente, impôts sur la gazoline, droits de coupe, privilèges, licences, permis, etc.) (2)...	312	100.0
9	Provincial.....	65	20.8
10	Municipal.....	247	79.2
11	Impôts retenus sur les paiements d'intérêts et de dividendes aux étrangers — Fédéral.....	...	....
12	Impôts indirects (droits de douane, droits d'accise et taxes d'accise) — Fédéral.....	302	100.0
13	<b>TOTAL PROVENANT D'IMPÔTS.....</b>	<b>701</b>	<b>100.0</b>
14	Fédéral.....	353	50.4
15	Provincial.....	96	13.7
16	Municipal.....	252	35.9
	<b>REVENUS PROVENANT D'AUTRES SOURCES</b>		
17	Placements et cotisations de l'employeur et de l'employé aux caisses d'assurance sociale et de pension de l'État (3).....	105	100.0
18	Fédéral.....	17	16.2
19	Provincial.....	52	49.5
20	Municipal.....	36	34.3
21	<b>REVENU TOTAL (excluant transferts intergouvernementaux)...</b>	<b>806</b>	<b>100.0</b>
22	Fédéral.....	370	45.9
23	Provincial.....	148	18.4
24	Municipal.....	288	35.7

(1) Ces statistiques sont tirées de "Government Transactions related to National Accounts" — Bureau Fédéral la Statistique. Certains ajustements ont été faits en vue de présenter séparément les données provinciales et municipales.

**GOUVERNEMENTS AU CANADA**  
**Revenus (1) de tous les gouvernements au Canada**  
**présentés sous des rubriques uniformes**  
**(en millions de dollars et en pourcentage)**

109

**Tableau 42**

1928		1930		1933		1936		No
\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	
59	100.0	71	100.0	69	100.0	95	100.0	1
26	44.1	28	39.4	31	44.9	38	40.0	2
28	47.5	37	52.1	31	44.9	51	53.7	3
5	8.4	6	8.5	7	10.2	6	6.3	4
45	100.0	40	100.0	37	100.0	83	100.0	5
42	93.3	36	90.0	32	86.5	71	85.5	6
3	6.7	4	10.0	5	13.5	12	14.5	7
344	100.0	372	100.0	333	100.0	388	100.0	8
75	21.8	82	22.0	80	24.0	111	28.6	9
269	78.2	290	78.0	253	76.0	277	71.4	10
...	....	...	....	5	100.0	9	100.0	11
340	100.0	228	100.0	212	100.0	286	100.0	12
788	100.0	711	100.0	656	100.0	861	100.0	13
408	51.8	292	41.1	280	42.7	404	46.9	14
106	13.5	123	17.3	116	17.7	174	20.2	15
274	34.7	296	41.6	260	39.6	283	32.9	16
131	100.0	98	100.0	59	100.0	119	100.0	17
21	16.0	- 21	- 21.4	- 35	- 59.3	- 5	- 4.2	18
71	54.2	77	78.6	49	83.1	77	64.7	19
39	29.8	42	42.8	45	76.2	47	39.5	20
919	100.0	809	100.0	715	100.0	980	100.0	21
429	46.7	271	33.5	245	34.3	399	40.7	22
177	19.3	200	24.7	165	23.1	251	25.6	23
313	34.0	338	41.8	305	42.6	330	33.7	24

(2) Les Comptes Nationaux du Canada classifient ces impôts comme indirects.

(3) Les revenus de placements comprennent: intérêts provenant de fonds publics; intérêts sur prêts, avances et placements; profit net des entreprises gouvernementales y compris les postes.

## GOUVERNEMENTS AU CANADA

**Revenus (1) de tous les gouvernements au Canada  
présentés sous des rubriques uniformes  
(en millions de dollars et en pourcentage)**

Tableau 43

No		1939	
		\$	%
	<b>REVENUS PROVENANT D'IMPÔTS</b>		
1	Impôts directs — personnes (revenus, excédents de bénéfices, droits successoraux et divers).....	112	100.0
2	Fédéral.....	49	43.8
3	Provincial.....	57	50.9
4	Municipal.....	6	5.3
5	Impôts directs — corporations (revenus, excédents de bénéfices) ..	115	100.0
6	Fédéral.....	98	85.2
7	Provincial.....	17	14.8
8	Autres impôts directs (taxes foncières, taxe de vente, impôts sur la gazoline, droits de coupe, privilèges, licences, permis, etc.) (2).....	406	100.0
9	Provincial.....	129	31.7
10	Municipal.....	277	68.3
11	Impôts retenus sur les paiements d'intérêts et de dividendes aux étrangers — Fédéral.....	10	100.0
12	Impôts indirects (droits de douane, droits d'accise et taxes d'accise) — Fédéral.....	310	100.0
13	<b>TOTAL PROVENANT D'IMPÔTS.....</b>	<b>953</b>	<b>100.0</b>
14	Fédéral.....	467	49.0
15	Provincial.....	203	21.3
16	Municipal.....	283	29.7
	<b>REVENUS PROVENANT D'AUTRES SOURCES</b>		
17	Placements et cotisations de l'employeur et de l'employé aux caisses d'assurance sociale et de pension de l'État (3).....	125	100.0
18	Fédéral.....	- 12	- 9.6
19	Provincial.....	89	71.2
20	Municipal.....	48	38.4
21	<b>REVENU TOTAL (excluant transferts intergouvernementaux)....</b>	<b>1,078</b>	<b>100.0</b>
22	Fédéral.....	455	42.2
23	Provincial.....	292	27.1
24	Municipal.....	331	30.7

(1) Ces statistiques sont tirées de "Government Transactions related to National Accounts" — Bureau Fédéral de la Statistique. Certains ajustements ont été faits en vue de présenter séparément les données provinciales et municipales.

**Revenus (1) de tous les gouvernements au Canada  
présentés sous des rubriques uniformes  
(en millions de dollars et en pourcentage)**

**Tableau 43**

1946		1948		1950		1952		No
\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	
796	100.0	822	100.0	740	100.0	1,320	100.0	1
737	92.6	752	91.5	654	88.4	1,223	92.7	2
56	7.0	66	8.0	82	11.1	93	7.0	3
3	0.4	4	0.5	4	0.5	4	0.3	4
654	100.0	685	100.0	981	100.0	1,372	100.0	5
652	99.7	566	82.6	835	85.1	1,267	92.3	6
2	0.3	119	17.4	146	14.9	105	7.7	7
548	100.0	761	100.0	966	100.0	1,189	100.0	8
221	40.3	358	47.0	474	49.1	574	48.3	9
327	59.7	403	53.0	492	50.9	615	51.7	10
29	100.0	41	100.0	54	100.0	55	100.0	11
957	100.0	1,086	100.0	1,115	100.0	1,595	100.0	12
2,984	100.0	3,395	100.0	3,856	100.0	5,531	100.0	13
2,375	79.6	2,445	72.0	2,658	68.9	4,140	74.9	14
279	9.3	543	16.0	702	18.2	772	14.0	15
330	11.1	407	12.0	496	12.9	619	11.1	16
512	100.0	551	100.0	656	100.0	831	100.0	17
220	43.0	218	39.6	293	44.7	405	48.7	18
236	46.1	271	49.2	294	44.8	347	41.8	19
56	10.9	62	11.2	69	10.5	79	9.5	20
3,496	100.0	3,946	100.0	4,512	100.0	6,362	100.0	21
2,595	74.2	2,663	67.5	2,951	65.4	4,545	71.4	22
515	14.7	814	20.6	996	22.1	1,119	17.6	23
386	11.1	469	11.9	565	12.5	698	11.0	24

(2) Les Comptes Nationaux du Canada classifient ces impôts comme indirects.

(3) Les revenus de placements comprennent: intérêts provenant de fonds publics; intérêts sur prêts, avances et placements; profit net des entreprises gouvernementales y compris les postes.

## GOUVERNEMENTS AU CANADA

Dépenses (1) de tous les gouvernements au Canada  
présentées sous des rubriques uniformes  
(en millions de dollars et en pourcentage)

Tableau 44

No		1 9 2 6	
		\$	%
1	DÉPENSES EN BIENS ET SERVICES (2) .....	521	100.0
2	Fédéral .....	133	25.5
3	défense .....	15	....
4	Provincial .....	104	20.0
5	Municipal .....	284	54.5
6	PAIEMENTS DE TRANSFERTS (3) .....	227	100.0
7	Fédéral .....	152	67.0
8	sécurité sociale .....	39	....
9	Provincial .....	50	22.0
10	sécurité sociale .....	26	....
11	Municipal .....	25	11.0
12	sécurité sociale .....	9	....
13	SUBSIDES (4) .....	2	100.0
14	Fédéral .....	2	100.0
15	Provincial .....	...	....
16	DÉPENSE TOTALE (excluant transferts intergouvernementaux)	750	100.0
17	Fédéral .....	287	38.3
18	Provincial .....	154	20.5
19	Municipal .....	309	41.2

(1) Ces renseignements sont tirés de "Government Transactions related to National Accounts" — Bureau Fédéral de la Statistique. Certains ajustements ont été faits en vue de présenter séparément les données provinciales et municipales.

(2) Les dépenses en biens et services comprennent tous les déboursés des différents gouvernements, y compris l'intérêt sur cette partie de la dette publique contractée pour financer des biens immobiliers existants, mais à l'exclusion des paiements de transferts et des subsides.

**GOUVERNEMENTS AU CANADA**

113

**Dépenses (1) de tous les gouvernements au Canada  
présentées sous des rubriques uniformes  
(en millions de dollars et en pourcentage)**

**Tableau 44**

1928		1930		1933		1936		No
\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	
597	100.0	767	100.0	526	100.0	600	100.0	1
152	25.5	186	24.3	130	24.7	165	27.5	2
20	....	24	....	20	....	25	....	3
135	22.6	183	23.9	126	24.0	167	27.8	4
310	51.9	398	51.8	270	51.3	268	44.7	5
233	100.0	257	100.0	355	100.0	400	100.0	6
150	64.4	150	58.4	165	46.5	167	41.8	7
44	....	49	....	46	....	48	....	8
57	24.5	79	30.7	146	41.1	186	46.5	9
34	....	53	....	109	....	147	....	10
26	11.1	28	10.9	44	12.4	47	11.7	11
9	....	10	....	26	....	29	....	12
5	100.0	7	100.0	8	100.0	14	100.0	13
5	100.0	6	85.7	8	100.0	13	92.9	14
...	....	1	14.3	...	....	1	7.1	15
835	100.0	1,031	100.0	889	100.0	1,014	100.0	16
307	36.8	342	33.2	303	34.1	345	34.0	17
192	23.0	263	25.5	272	30.6	354	34.9	18
336	40.2	426	41.3	314	35.3	315	31.1	19

b) Les paiements de transferts comprennent: les allocations familiales; les prestations de chômage; les pensions de guerre; l'intérêt sur cette partie de la dette publique non contractée pour financer des biens immobiliers existants.

b) Les subsides sont presque exclusivement d'ordre fédéral et sont versés en vue du contrôle, du soutien ou de la stabilisation des prix.

**GOUVERNEMENTS AU CANADA**  
**Dépenses (1) de tous les gouvernements au Canada**  
**présentées sous des rubriques uniformes**  
**(en millions de dollars et en pourcentage)**

Tableau 45

No		1 9 3 9	
		\$	%
1	DÉPENSES EN BIENS ET SERVICES (2).....	735	100.0
2	Fédéral.....	222	30.2
3	guerre et défense.....	70	....
4	Provincial.....	223	30.3
5	Municipal.....	290	39.5
6	PAIEMENTS DE TRANSFERTS (3).....	401	100.0
7	Fédéral.....	174	43.4
8	sécurité sociale.....	56	....
9	Provincial.....	189	47.1
10	sécurité sociale.....	153	....
11	Municipal.....	38	9.5
12	sécurité sociale.....	20	....
13	SUBSIDES (4).....	- 17	....
14	Fédéral.....	- 18	....
15	Provincial.....	1	....
16	DÉPENSE TOTALE (excluant transferts intergouvernementaux).	1,119	100.0
17	Fédéral.....	378	33.8
18	Provincial.....	413	36.9
19	Municipal.....	328	29.3

(1) Ces renseignements sont tirés de "Government Transactions related to National Accounts" — Bureau Fédéral de la Statistique. Certains ajustements ont été faits en vue de présenter séparément les données provinciales et municipales.

(2) Les dépenses en biens et services comprennent tous les déboursés des différents gouvernements, y compris l'intérêt sur cette partie de la dette publique contractée pour financer des biens immobiliers existants, mais à l'exclusion des paiements de transferts et des subsides.

**GOUVERNEMENTS AU CANADA**  
**Dépenses (1) de tous les gouvernements au Canada**  
**présentées sous des rubriques uniformes**  
**(en millions de dollars et en pourcentage)**

115

**Tableau 45**

1946		1948		1950		1952		No
\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	
1,832	100.0	1,798	100.0	2,326	100.0	4,216	100.0	1
1,090	59.5	679	37.8	980	42.1	2,496	59.2	2
847	....	236	....	493	....	1,832	....	3
322	17.6	501	27.9	571	24.5	777	18.4	4
420	22.9	618	34.3	775	33.4	943	22.4	5
1,561	100.0	1,327	100.0	1,475	100.0	1,835	100.0	6
1,344	86.1	1,001	75.4	1,020	69.2	1,400	76.3	7
924	....	570	....	615	....	979	....	8
190	12.2	294	22.2	418	28.3	392	21.4	9
166	....	272	....	393	....	361	....	10
27	1.7	32	2.4	37	2.5	43	2.3	11
16	....	21	....	25	....	30	....	12
236	100.0	75	100.0	63	100.0	97	100.0	13
231	97.9	71	94.7	60	95.2	94	96.9	14
5	2.1	4	5.3	3	4.8	3	3.1	15
3,629	100.0	3,200	100.0	3,864	100.0	6,148	100.0	16
2,665	73.4	1,751	54.7	2,060	53.3	3,990	64.9	17
517	14.2	799	25.0	992	25.7	1,172	19.1	18
447	12.4	650	20.3	812	21.0	986	16.0	19

(3) Les paiements de transferts comprennent: les allocations familiales; les prestations de chômage; les pensions de guerre, l'intérêt sur cette partie de la dette publique non contractée pour financer des biens immobiliers existants.

(4) Les subsides sont presque exclusivement d'ordre fédéral et sont versés en vue du contrôle, du soutien ou de la stabilisation des prix.

**Total des revenus et des dépenses de tous les gouvernements au Canada  
y compris les transferts entre gouvernements  
(en millions de dollars)**

Tableau 46

No		1 9 2 6	1 9 2 8
	<b>FÉDÉRAL</b>		
1	Revenu net — voir tableaux 42 et 43 .....	370	429
2	Dépense nette — voir tableaux 44 et 45 .....	287	307
3	Transferts aux gouvernements provinciaux .....	15	17
4	Transferts aux municipalités .....	...	...
5	Total (2 à 4) .....	302	324
6	<b>Surplus ou déficit (–) global (1) .....</b>	<b>68</b>	<b>105</b>
	<b>PROVINCIAL</b>		
7	Revenu net — voir tableaux 42 et 43 .....	148	177
8	Transferts du gouvernement fédéral .....	15	17
9	Transferts des municipalités (assistance publique, etc.) .....	6	5
10	Total (7 à 9) .....	169	199
11	Dépense nette — voir tableaux 44 et 45 .....	154	192
12	Transferts aux municipalités .....	23	27
13	Total (11 et 12) .....	177	219
14	<b>Surplus ou déficit (–) global (1) .....</b>	<b>– 8</b>	<b>– 20</b>
	<b>MUNICIPAL</b>		
15	Revenu net — voir tableaux 42 et 43 .....	288	313
16	Transferts du gouvernement fédéral .....	...	...
17	Transferts des gouvernements provinciaux .....	23	27
18	Total (15 à 17) .....	311	340
19	Dépense nette — voir tableaux 44 et 45 .....	309	336
20	Transferts aux gouvernements provinciaux (assistance publique, etc.) .....	6	5
21	Total (19 et 20) .....	315	341
22	<b>Surplus ou déficit (–) global (1) .....</b>	<b>– 4</b>	<b>– 1</b>
23	<b>REVENU GLOBAL DE TOUS LES GOUVERNEMENTS .....</b>	<b>850</b>	<b>968</b>
24	<b>DÉPENSE GLOBALE DE TOUS LES GOUVERNEMENTS .....</b>	<b>794</b>	<b>884</b>
25	<b>Surplus ou déficit (–) global (1) .....</b>	<b>56</b>	<b>84</b>

(1) Il ne s'agit pas ici du déficit ou surplus budgétaire classique, puisque les recettes ou les dépenses des gouvernements ont été accordées avec les définitions de base des Comptes Nationaux. Cette présentation permet cependant d'étudier la fluctuation des finances des gouvernements du Canada sur une base uniforme.

**Total des revenus et des dépenses de tous les gouvernements au Canada  
y compris les transferts entre gouvernements  
(en millions de dollars)**

Tableau 46

1930	1933	1936	1939	1946	1948	1950	1952	No
271	245	399	455	2,595	2,663	2,951	4,545	1
342	303	345	378	2,665	1,751	2,060	3,990	2
25	56	91	79	174	150	250	364	3
.....	.....	.....	.....	.....	.....	1	3	4
367	359	436	457	2,839	1,901	2,311	4,357	5
- 96	- 114	- 37	- 2	- 244	762	640	188	6
200	165	251	292	515	814	996	1,119	7
25	56	91	79	174	150	250	364	8
10	10	10	7	7	9	11	12	9
235	231	352	378	696	973	1,257	1,495	10
263	272	354	413	517	799	992	1,172	11
36	20	27	32	79	129	171	218	12
299	292	381	445	596	928	1,163	1,390	13
- 64	- 61	- 29	- 67	100	45	94	105	14
338	305	330	331	386	469	565	698	15
.....	.....	.....	.....	.....	.....	1	3	16
36	20	27	32	79	129	171	218	17
374	325	357	363	465	598	737	919	18
426	314	315	328	447	650	812	986	19
10	10	10	7	7	9	11	12	20
436	324	325	335	454	659	823	998	21
- 62	1	32	28	11	- 61	- 86	- 79	22
880	801	1,108	1,196	3,756	4,234	4,945	6,959	23
1,102	975	1,142	1,237	3,889	3,488	4,297	6,745	24
- 222	- 174	- 34	- 41	- 133	746	648	214	25

## GOUVERNEMENTS AU CANADA

Revenus et dépenses de tous les gouvernements au Canada  
dollars courants et dollars constants (1)

Tableau 47

Années	FÉDÉRAL				PROVINCES	
	Dollars courants (millions)	Indice 1926 = 100	Dollars constants (millions)	Indice 1926 = 100	Dollars courants (millions)	Indice 1926 = 100

## R E V E N U S (2)

1926	370	100.0	346	100.0	148	100.0
28	429	115.9	399	115.3	177	119.6
30	271	73.2	252	72.8	200	135.1
33	245	66.2	246	71.1	165	111.5
36	399	107.8	401	115.9	251	169.6
1939	455	123.0	459	132.7	292	197.3
46	2,595	701.4	2,101	607.2	515	348.0
48	2,663	719.7	1,761	509.0	814	550.0
50	2,951	797.6	1,744	504.0	996	673.0
52	4,545	1,228.3	2,304	665.9	1,119	756.1

## D É P E N S E S (2)

1926	287	100.0	268	100.0	154	100.0
28	307	107.0	286	106.7	192	124.7
30	342	119.1	318	118.7	263	170.8
33	303	105.6	305	113.8	272	176.6
36	345	120.2	347	129.5	354	230.0
1939	378	131.7	381	142.2	413	268.2
46	2,665	928.6	2,158	805.2	517	335.7
48	1,751	610.1	1,158	432.1	799	518.8
50	2,060	717.8	1,217	454.1	992	644.2
52	3,990	1,390.2	2,022	754.5	1,172	761.0

(1) Facteur de conversion extrait des Comptes Nationaux du Canada.

**GOUVERNEMENTS AU CANADA**

119

**Revenus et dépenses de tous les gouvernements au Canada**  
dollars courants et dollars constants (1)

**Tableau 47**

PROVINCES		MUNICIPALITÉS				Années
Dollars constants (millions)	Indice 1926 = 100	Dollars courants (millions)	Indice 1926 = 100	Dollars constants (millions)	Indice 1926 = 100	

**R E V E N U S (2)**

138	100.0	288	100.0	269	100.0	1926
165	119.6	313	108.7	291	108.2	28
186	134.8	338	117.4	314	116.7	30
166	120.3	305	105.9	307	114.1	33
252	182.6	330	114.6	332	123.4	36
295	213.8	331	114.9	334	124.2	1939
417	302.2	386	134.0	313	116.4	46
538	389.9	469	162.8	310	115.2	48
589	426.8	565	195.5	334	124.2	50
567	410.9	698	242.4	354	131.6	52

**D É P E N S E S (2)**

144	100.0	309	100.0	289	100.0	1926
179	124.3	336	108.7	313	108.3	28
244	169.4	426	137.9	396	137.0	30
274	190.3	314	101.6	316	109.3	33
356	247.2	315	101.9	317	109.7	36
417	289.6	328	106.1	331	114.5	1939
419	291.0	447	144.7	362	125.3	46
528	366.7	650	210.4	430	148.8	48
586	406.9	812	262.8	480	166.1	50
594	412.5	986	319.1	500	173.0	52

1) Les revenus, de même que les dépenses, ne comprennent pas les transferts intergouvernementaux.

## GOUVERNEMENTS AU CANADA

Pourcentage des revenus (1) de chaque catégorie de gouvernements au Canada  
par rapport au Produit National Brut

Tableau 48

Années	FÉDÉRAL	PROVINCIAL	MUNICIPAL
1926	7.0	2.8	5.4
1928	7.0	2.9	5.1
1930	4.9	3.6	6.1
1933	6.9	4.6	8.6
1936	8.5	5.3	7.0
1939	8.0	5.1	5.8
1946	21.6	4.3	3.2
1948	17.1	5.2	3.0
1950	16.2	5.5	3.1
1952	19.7	4.8	3.0

(1) A partir des données des tableaux 42 et 43.

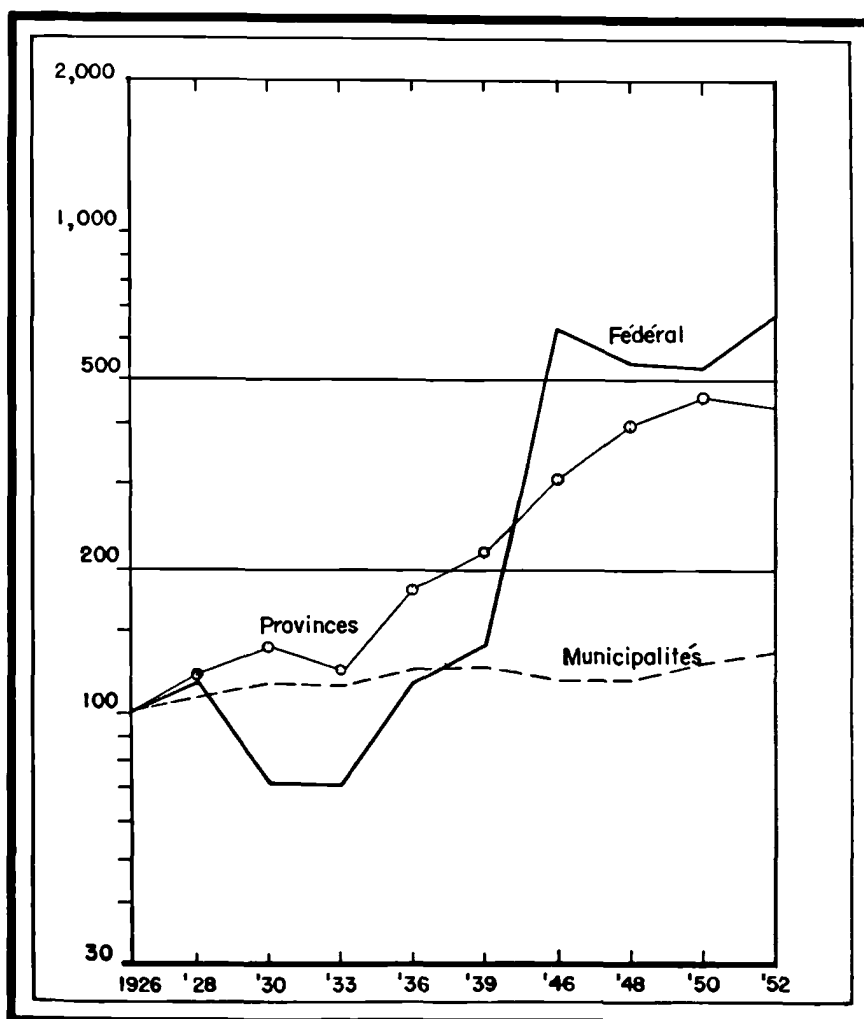
Pourcentage des dépenses (1) en biens et services de chaque catégorie de gouvernements  
au Canada par rapport au Produit National Brut

Tableau 49

Années	FÉDÉRAL	PROVINCIAL	MUNICIPAL
1926	2.5	1.9	5.4
1928	2.5	2.2	5.1
1930	3.3	3.3	7.2
1933	3.7	3.5	7.6
1936	3.5	3.6	5.7
1939	3.9	3.9	5.1
1946	9.1	2.7	3.5
1948	4.3	3.2	4.0
1950	5.4	3.1	4.3
1952	10.8	3.3	4.1

(1) A partir des données des tableaux 44 et 45.

REVENUS DE TOUS LES GOUVERNEMENTS AU CANADA  
DOLLARS CONSTANTS TRADUITS EN NOMBRE-INDICE  
(ordonnée logarithmique)



Voir: Tableau 47

**Revenus: en total, par tête et en pourcentage du Produit National Brut  
1934, 1940, 1946, 1952**

**Tableau 50**

No		Population (1)
		'000
	<b>1934</b>	
1	Gouvernement fédéral.....	10,633
2	Gouvernements provinciaux.....	<b>10,633</b>
3	Québec.....	2,972
4	Ontario.....	3,512
5	Autres.....	4,149
6	Municipalités canadiennes.....	<b>10,633</b>
7	Québec.....	2,972
8	Ontario.....	3,512
9	Autres.....	4,149
	<b>1940</b>	
10	Gouvernement fédéral.....	11,267
11	Gouvernements provinciaux.....	<b>11,267</b>
12	Québec.....	3,230
13	Ontario.....	3,708
14	Autres.....	4,329
15	Municipalités canadiennes.....	<b>11,267</b>
16	Québec.....	3,230
17	Ontario.....	3,708
18	Autres.....	4,329

Revenus: en total, par tête et en pourcentage du Produit National Brut  
1934, 1940, 1946, 1952

Tableau 50

Population active (1)	Produit National Brut (P.N.B.) (2)	Revenus totaux (3)	Revenus par tête		Revenus exprimés en pourcentage du P.N.B.	No
			calculés d'après la population	calculés d'après la population active		
'000	\$'000,000	\$'000,000	\$	\$	%	
3,977	3,552	278.2	26.16	69.95	7.8	1
3,977	3,552	133.3	12.53	33.51	3.8	2
1,056	924	28.5	9.58	26.98	3.1	3
1,367	1,483	49.1	13.98	35.91	3.5	4
1,554	1,145	55.7	13.42	35.84	4.9	5
3,977	3,552	294.1	27.66	73.95	8.3	6
1,056	924	73.1	24.59	69.22	7.9	7
1,367	1,483	128.3	36.53	93.86	8.7	8
1,554	1,145	92.7	22.34	59.65	8.1	9
4,141	5,707	480.0	42.60	115.91	8.4	10
4,141	5,707	236.2	20.96	57.04	4.1	11
1,155	1,432	57.2	17.71	49.52	4.0	12
1,434	2,334	84.5	22.79	58.93	3.6	13
1,552	1,941	94.5	21.83	60.89	4.9	14
4,141	5,707	317.0	28.14	76.55	5.6	15
1,155	1,432	83.7	25.91	72.47	5.8	16
1,434	2,334	126.8	34.20	88.42	5.4	17
1,552	1,941	106.5	24.60	68.62	5.5	18

**Revenus: en total, par tête et en pourcentage du Produit National Brut**  
**1934, 1940, 1946, 1952 (suite)**

**Tableau 50**

No		Population (1)
	<b>1946</b>	'000
19	Gouvernement fédéral.....	12,072
20	Gouvernements provinciaux.....	12,072
21	Québec.....	3,560
22	Ontario.....	4,000
23	Autres.....	4,512
24	Municipalités canadiennes.....	12,072
25	Québec.....	3,560
26	Ontario.....	4,000
27	Autres.....	4,512
	<b>1952</b>	
28	Gouvernement fédéral.....	14,009
29	Gouvernements provinciaux.....	14,009
30	Québec.....	4,056
31	Ontario.....	4,598
32	Autres.....	5,355
33	Municipalités canadiennes.....	14,009
34	Québec.....	4,056
35	Ontario.....	4,598
36	Autres.....	5,355

(1) Le 1er juin de chacune des années précédant celle qui est indiquée. On a estimé la population active à p des données des recensements decennaux.

(2) L'estimation du Produit National Brut propre aux provinces de Québec et d'Ontario est établie d'après la ré titution géographique du revenu personnel que l'on trouve dans les Comptes Nationaux du Canada. se rapporte aux douze mois de l'année civile antérieure à celle qui est indiquée.

**Revenus: en total, par tête et en pourcentage du Produit National Brut**  
**1934, 1940, 1946, 1952 (suite)**

Tableau 50

Population active (1)	Produit National Brut (P.N.B.) (2)	Revenus totaux (3)	Revenus par tête		Revenus exprimés en pourcentage du P.N.B.	No
			calculés d'après la population	calculés d'après la population active		
'000	\$'000,000	\$'000,000	\$	\$	%	
4,632	11,850	2,884.6	238.95	622.75	24.3	19
4,632	11,850	316.7	26.23	68.37	2.7	20
1,302	2,820	93.8	26.35	72.04	3.3	21
1,627	4,787	98.3	24.56	60.42	2.1	22
1,703	4,243	124.6	27.62	73.17	2.9	23
4,632	11,850	355.8	29.47	76.81	3.0	24
1,302	2,820	101.0	28.37	77.57	3.6	25
1,627	4,787	122.5	30.63	75.29	2.6	26
1,703	4,243	132.3	29.32	77.69	3.1	27
5,286	21,474	3,791.7	270.66	717.31	17.7	28
5,286	21,474	945.4	67.49	178.85	4.4	29
1,473	5,154	272.5	67.18	185.00	5.3	30
1,885	8,332	298.3	64.88	158.25	3.6	31
1,928	7,988	374.6	69.95	194.29	4.7	32
5,286	21,474	650.8	46.46	123.12	3.0	33
1,473	5,154	178.3	43.96	121.04	3.5	34
1,885	8,332	247.6	53.85	131.35	3.0	35
1,928	7,988	224.9	42.00	116.65	2.8	36

a) Ces sommes, normalisées autant que possible pour fins de comparaison, sont tirées des "Statistiques Comparatives des Finances Publiques" et de documents non publiés du gouvernement fédéral. Ces données sont pour l'année financière qui s'est terminée au cours de celle qui est indiquée; elles ne tiennent pas compte des transferts inter-gouvernementaux.

## GOUVERNEMENTS AU CANADA

Dépenses au compte courant et en immobilisations  
en total, par tête et en pourcentage du Produit National Brut

Tableau 51

1934, 1940, 1946, 1952

No		Populatio (1)
		'000
	<b>1 9 3 4</b>	
1	Gouvernement fédéral.....	10,633
2	Gouvernements provinciaux.....	10,633
3	Québec.....	2,972
4	Ontario.....	3,512
5	Autres.....	4,149
6	Municipalités canadiennes.....	10,633
7	Québec.....	2,972
8	Ontario.....	3,512
9	Autres.....	4,149
	<b>1 9 4 0</b>	
10	Gouvernement fédéral.....	11,267
11	Gouvernements provinciaux.....	11,267
12	Québec.....	3,230
13	Ontario.....	3,708
14	Autres.....	4,329
15	Municipalités canadiennes.....	11,267
16	Québec.....	3,230
17	Ontario.....	3,708
18	Autres.....	4,329

**Dépenses au compte courant et en immobilisations  
en total, par tête et en pourcentage du Produit National Brut  
1934, 1940, 1946, 1952**

Tableau 51

Population active (1)	Produit National Brut (P.N.B.) (2)	Dépenses totales (3)	Dépenses par tête		Dépenses exprimées en pourcentage du P.N.B.	No
			calculées d'après la population	calculées d'après la population active		
'000	\$'000,000	\$'000,000	\$	\$	%	
3,977	3,552	389.6	36.64	97.96	11.0	1
3,977	3,552	218.9	20.58	55.04	6.2	2
1,056	914	49.6	16.68	46.96	5.4	3
1,367	1,485	72.6	20.67	53.11	4.9	4
1,554	1,153	96.7	23.31	62.23	8.4	5
3,977	3,552	301.8	28.80	75.88	8.5	6
1,056	914	85.6	28.38	81.06	9.4	7
1,367	1,485	123.1	35.95	90.05	8.3	8
1,554	1,153	93.1	22.44	59.91	8.1	9
4,141	5,707	571.2	50.69	137.93	10.0	10
4,141	5,707	354.9	31.49	85.70	6.2	11
1,155	1,432	107.9	33.40	93.41	7.5	12
1,434	2,334	111.1	29.96	77.48	4.8	13
1,552	1,941	135.9	31.39	87.56	7.0	14
4,141	5,707	304.6	27.03	73.55	5.3	15
1,155	1,432	91.3	28.26	79.04	6.4	16
1,434	2,334	112.1	30.23	78.17	4.8	17
1,552	1,941	101.2	23.38	65.21	5.2	18

**Dépenses au compte courant et en immobilisations  
en total, par tête et en pourcentage du Produit National Brut**

**Tableau 51****1934, 1940, 1946, 1952 (suite)**

No		Population (1)
	<b>1946</b>	'000
19	Gouvernement fédéral.....	12,072
20	Gouvernements provinciaux.....	12,072
21	Québec.....	3,560
22	Ontario.....	4,000
23	Autres.....	4,512
24	Municipalités canadiennes.....	12,072
25	Québec.....	3,560
26	Ontario.....	4,000
27	Autres.....	4,512
	<b>1952</b>	
28	Gouvernement fédéral.....	14,009
29	Gouvernements provinciaux.....	14,009
30	Québec.....	4,056
31	Ontario.....	4,598
32	Autres.....	5,355
33	Municipalités canadiennes.....	14,009
34	Québec.....	4,056
35	Ontario.....	4,598
36	Autres.....	5,355

(1) Le 1er juin de chacune des années précédant celle qui est indiquée. On a estimé la population active à partir des données des recensements décennaux. [3]

(2) L'estimation du Produit National Brut propre aux provinces de Québec et d'Ontario est établie d'après la partition géographique du revenu personnel que l'on trouve dans les Comptes Nationaux du Canada. Elle se rapporte aux douze mois de l'année civile antérieure à celle qui est indiquée.

**Dépenses au compte courant et en immobilisations  
en total, par tête et en pourcentage du Produit National Brut  
1934, 1940, 1946, 1952 (suite)**

Tableau 51

1 Population active (1)	Produit National Brut (P.N.B.) (2)	Dépenses totales (3)	Dépenses par tête		Dépenses exprimées en pourcentage du P.N.B.	No
			calculées d'après la population	calculées d'après la population active		
'000	\$'000,000	\$'000,000	\$	\$	%	
4,632	11,850	4,893.1	405.32	1,056.36	41.3	19
4,632	11,850	368.9	30.55	79.64	3.1	20
1,302	2,820	106.4	29.88	81.72	3.8	21
1,627	4,787	121.5	30.38	74.68	2.5	22
1,703	4,243	141.0	31.25	82.80	3.3	23
4,632	11,850	334.3	27.69	72.17	2.8	24
1,302	2,820	92.0	25.84	70.66	3.3	25
1,627	4,787	118.3	29.58	72.71	2.5	26
1,703	4,243	124.0	27.48	72.81	2.9	27
5,286	21,474	3,388.0	241.84	640.93	15.8	28
5,286	21,474	1,039.4	74.19	196.63	4.8	29
1,473	5,154	254.4	62.72	172.70	4.9	30
1,885	8,408	332.5	72.31	176.39	4.0	31
1,928	7,912	452.5	84.50	234.70	5.7	32
5,286	21,474	781.7	55.79	147.88	3.6	33
1,473	5,154	207.4	51.13	140.80	4.0	34
1,885	8,408	295.9	64.35	156.98	3.5	35
1,928	7,912	278.4	51.99	144.40	3.5	36

(3) Ces montants, normalisés autant que possible pour fins de comparaison, sont tirés des "Statistiques Comparatives de Finances Publiques" et de documents non publiés du gouvernement fédéral. Ces données sont pour l'année financière qui s'est terminée au cours de celle qui est indiquée; elles ne tiennent pas compte de l'amortissement de la dette ainsi que des transferts inter-gouvernementaux.

**Revenu provenant des "taxes" perçues dans les provinces de Québec et d'Ontario,  
par les trois catégories de gouvernements au cours de 1951 (1)**

**Tableau 52**

No		Population (2)	Population active (2)
		'000	'000
	<b>PROVINCE DE QUÉBEC</b>		
1	Gouvernement fédéral.....	4,056	1,473
2	Gouvernement de la province.....	4,056	1,473
3	Municipalités de la province (5).....	4,056	1,473
4	<b>TOTAL.....</b>		
	<b>PROVINCE D'ONTARIO</b>		
5	Gouvernement fédéral.....	4,598	1,885
6	Gouvernement de la province.....	4,598	1,885
7	Municipalités de la province (5).....	4,598	1,885
8	<b>TOTAL.....</b>		

(1) Les revenus des gouvernements fédéral et provinciaux se rapportent à l'année fiscale close le 31 mars 1951, ceux des municipalités pour l'année fiscale se rapprochant le plus de l'année civile.

(2) Les données concernant la population en soi et la population active proviennent du recensement de 1951.

(3) Estimation du Produit National Brut pour Québec et Ontario établie d'après la répartition géographique du revenu personnel que l'on trouve dans les Comptes Nationaux du Canada.

**Revenu provenant des "taxes" perçues dans les provinces de Québec et d'Ontario,  
par les trois catégories de gouvernements au cours de 1951 (1)**

Tableau 52

Produit National Brut (3)	Revenu provenant de taxes (4)	Revenu par tête provenant de taxes		Revenu prove- nant de taxes en % du P.N.B.	No
		calculé d'après la population	calculé d'après la population active		
\$'000,000	\$'000,000	\$	\$	%	
5,154	959.2	236.4	651.2	18.6	1
5,154	184.5	45.4	125.3	3.7	2
5,154	143.7	35.4	97.6	2.8	3
	1,287.4	317.2	874.1	25.1	4
8,408	1,634.3	355.4	867.0	19.4	5
8,408	203.7	44.3	108.1	2.4	6
8,408	228.9	49.8	121.4	2.7	7
	2,066.9	449.5	1,096.5	24.5	8

1) Gouvernement fédéral — Estimations représentant la quote-part des taxes directes extraites des publications fédérales "Taxation Statistics", plus les taxes indirectes réparties suivant le pourcentage des ventes au détail dans chacune des provinces par rapport au grand total pour le Canada.

2) Gouvernements provinciaux et municipalités — Statistiques tirées de "Financial Statistics of Provincial Governments — 1951" et "Financial Statistics of Municipal Governments — 1951".

3) Le terme "municipalités" comprend aussi les corporations scolaires.

## GOUVERNEMENTS AU CANADA

Dette directe et indirecte de tous les gouvernements au Canada  
1926, 1933, 1939, 1945, 1951, 1953 (1)

Tableau 52-a

No	
	" 1 9 2 6 " (3)
1	TOUS LES GOUVERNEMENTS.....
2	GOUVERNEMENT FÉDÉRAL.....
3	GOUVERNEMENTS PROVINCIAUX.....
4	Québec.....
5	Ontario.....
6	Autres.....
7	CORPORATIONS MUNICIPALES ET SCOLAIRES.....
8	Québec.....
9	Ontario.....
10	Autres.....
	" 1 9 3 3 " (3)
11	TOUS LES GOUVERNEMENTS.....
12	GOUVERNEMENT FÉDÉRAL.....
13	GOUVERNEMENTS PROVINCIAUX.....
14	Québec.....
15	Ontario.....
16	Autres.....
17	CORPORATIONS MUNICIPALES ET SCOLAIRES.....
18	Québec.....
19	Ontario.....
20	Autres.....

**GOUVERNEMENTS AU CANADA**

**133**

**Dette directe et indirecte de tous les gouvernements au Canada  
1926, 1933, 1939, 1945, 1951, 1953 (1)**

**Tableau 52-a**

Population	Dette totale (2)		Dette directe		Dette indirecte		No
'000	\$'000,000	\$ par tête	\$'000,000	\$ par tête	\$'000,000	\$ par tête	
<b>9,451</b>	<b>5,333.9</b>	<b>564.36</b>	<b>4,608.7</b>	<b>487.63</b>	<b>725.2</b>	<b>76.73</b>	<b>1</b>
9,451	3,344.0	353.82	2,727.0	288.54	617.0	65.28	2
<b>9,451</b>	<b>948.3</b>	<b>100.33</b>	<b>843.8</b>	<b>89.28</b>	<b>104.5</b>	<b>11.05</b>	<b>3</b>
2,603	98.5	37.84	92.0	35.34	6.5	2.50	4
3,164	404.2	127.74	347.9	109.95	56.3	17.79	5
3,684	445.6	120.95	403.9	109.63	41.7	11.31	6
<b>9,451</b>	<b>1,041.6</b>	<b>110.21</b>	<b>1,041.6</b>	<b>110.21</b>	(4)	(4)	<b>7</b>
2,603	279.7	107.45	279.7	107.45	(4)	(4)	8
3,164	426.2	134.70	462.2	134.70	(4)	(4)	9
3,684	335.7	91.12	335.7	91.12	(4)	(4)	10
<b>10,633</b>	<b>7,290.5</b>	<b>685.64</b>	<b>5,747.6</b>	<b>540.54</b>	<b>1,542.9</b>	<b>145.10</b>	<b>11</b>
10,633	4,364.8	410.49	3,022.3	284.23	1,342.5	126.26	12
<b>10,633</b>	<b>1,490.2</b>	<b>140.14</b>	<b>1,354.1</b>	<b>127.34</b>	<b>136.1</b>	<b>12.80</b>	<b>13</b>
2,972	164.1	55.21	135.3	45.52	28.8	9.69	14
3,512	687.1	195.64	593.2	168.90	93.9	26.74	15
4,149	639.0	154.01	625.6	150.78	13.4	3.23	16
<b>10,633</b>	<b>1,435.5</b>	<b>135.00</b>	<b>1,371.2</b>	<b>128.95</b>	<b>64.3</b>	<b>6.04</b>	<b>17</b>
2,972	501.1	168.60	497.2	167.29	3.9	1.31	18
3,512	532.9	151.73	498.2	141.85	34.7	9.88	19
4,149	401.5	96.77	375.8	90.57	25.7	6.20	20

## GOUVERNEMENTS AU CANADA

Dette directe et indirecte de tous les gouvernements au Canada  
1926, 1933, 1939, 1945, 1951, 1953 (1)

Tableau 52-a—(suite)

No	
	" 1 9 3 9 " (3)
1	TOUS LES GOUVERNEMENTS.....
2	GOUVERNEMENT FÉDÉRAL.....
3	GOUVERNEMENTS PROVINCIAUX.....
4	Québec.....
5	Ontario.....
6	Autres.....
7	CORPORATIONS MUNICIPALES ET SCOLAIRES.....
8	Québec.....
9	Ontario.....
10	Autres.....
	" 1 9 4 5 " (3)
11	TOUS LES GOUVERNEMENTS.....
12	GOUVERNEMENT FÉDÉRAL.....
13	GOUVERNEMENTS PROVINCIAUX.....
14	Québec.....
15	Ontario.....
16	Autres.....
17	CORPORATIONS MUNICIPALES ET SCOLAIRES.....
18	Québec.....
19	Ontario.....
20	Autres.....

**GOUVERNEMENTS AU CANADA**

135

**Dette directe et indirecte de tous les gouvernements au Canada  
1926, 1933, 1939, 1945, 1951, 1953 (1)**

**Tableau 52-a—(suite)**

Population	Dette totale		Dette directe		Dette indirecte		No
'000	\$'000,000	\$ par tête	\$'000,000	\$ par tête	\$'000,000	\$ par tête	
<b>11,267</b>	<b>8,585.9</b>	<b>762.03</b>	<b>7,016.6</b>	<b>622.75</b>	<b>1,569.3</b>	<b>139.28</b>	<b>1</b>
11,267	5,289.4	469.45	3,949.6	350.54	1,339.8	118.91	2
<b>11,267</b>	<b>1,992.7</b>	<b>176.86</b>	<b>1,818.0</b>	<b>161.35</b>	<b>174.7</b>	<b>15.51</b>	<b>3</b>
3,230	404.4	125.20	373.6	115.66	30.8	9.54	4
3,708	866.3	233.62	737.3	198.84	129.0	34.78	5
4,329	722.0	166.78	707.1	163.34	14.9	3.44	6
<b>11,267</b>	<b>1,303.8</b>	<b>115.71</b>	<b>1,249.0</b>	<b>110.85</b>	<b>54.8</b>	<b>4.86</b>	<b>7</b>
3,230	516.1	159.78	512.2	158.57	3.9	1.21	8
3,708	409.5	110.43	384.5	103.69	25.0	6.74	9
4,329	378.2	87.36	352.3	81.38	25.9	5.98	10
<b>12,072</b>	<b>21,414.1</b>	<b>1,773.86</b>	<b>20,658.6</b>	<b>1,711.28</b>	<b>755.5</b>	<b>62.58</b>	<b>11</b>
12,072	18,437.6	1,527.30	17,847.4	1,478.41	590.2	48.89	12
<b>12,072</b>	<b>1,943.1</b>	<b>160.95</b>	<b>1,801.7</b>	<b>149.24</b>	<b>141.4</b>	<b>11.71</b>	<b>13</b>
3,560	376.5	105.75	366.0	102.80	10.5	2.95	14
4,000	756.8	189.20	642.5	160.62	114.3	28.58	15
4,512	809.8	179.47	793.2	175.79	16.6	3.68	16
<b>12,072</b>	<b>1,033.4</b>	<b>85.60</b>	<b>1,009.5</b>	<b>83.62</b>	<b>23.9</b>	<b>1.98</b>	<b>17</b>
3,560	479.8	134.77	479.8	134.77	....	.....	18
4,000	248.6	62.15	227.1	56.77	21.5	5.38	19
4,512	305.0	67.59	302.6	67.06	2.4	0.53	20

**Dette directe et indirecte de tous les gouvernements au Canada**  
**1926, 1933, 1939, 1945, 1951, 1953 (1)**

Tableau 52-a—(suite)

No	
	<b>" 1 9 5 1 " (3)</b>
1	TOUS LES GOUVERNEMENTS.....
2	GOUVERNEMENT FÉDÉRAL.....
3	GOUVERNEMENTS PROVINCIAUX.....
4	Québec.....
5	Ontario.....
6	Autres.....
7	CORPORATIONS MUNICIPALES ET SCOLAIRES (5).....
8	Québec.....
9	Ontario.....
10	Autres.....
	<b>" 1 9 5 3 " (3)</b>
11	TOUS LES GOUVERNEMENTS.....
12	GOUVERNEMENT FÉDÉRAL.....
13	GOUVERNEMENTS PROVINCIAUX.....
14	Québec.....
15	Ontario.....
16	Autres.....
17	CORPORATIONS MUNICIPALES ET SCOLAIRES (6).....
18	Québec.....
19	Ontario.....
20	Autres.....

## (1) Chiffres tirés:

- a) pour l'année 1926—gouvernement fédéral: de l'Annuaire Statistique du Canada; provinces et municipalités: Rapport de la Commission "Rowell-Sirois" Vol. III—Documentation;
- b) pour les années 1933 et 1939—des Statistiques comparatives des finances publiques (conférence de la reconstruction, 1945—Banque du Canada).
- c) pour les années 1945-51 et 53—des Statistiques comparatives des finances publiques (conférence fédérale provinciale 1955, B.F.S.)

## (2) Comprend les dettes inter-gouvernementales.

**Dette directe et indirecte de tous les gouvernements au Canada**  
**1926, 1933, 1939, 1945, 1951, 1953 (1)**

Tableau 52-a—(suite)

Population	Dette totale		Dette directe		Dette indirecte		No
'000	\$'000,000	\$ par tête	\$'000,000	\$ par tête	\$'000,000	\$ par tête	
<b>14,009</b>	<b>22,368.0</b>	<b>1,596.68</b>	<b>20,745.5</b>	<b>1,480.86</b>	<b>1,622.5</b>	<b>115.82</b>	<b>1</b>
14,009	17,639.8	1,259.17	16,981.1	1,212.15	658.7	47.02	2
<b>14,009</b>	<b>3,144.3</b>	<b>224.44</b>	<b>2,197.7</b>	<b>156.87</b>	<b>946.6</b>	<b>67.57</b>	<b>3</b>
4,056	660.4	162.82	361.6	89.15	298.8	73.67	4
4,598	1,376.6	299.39	805.3	175.14	571.3	124.25	5
5,355	1,107.3	206.77	1,030.8	192.49	76.5	14.28	6
<b>14,009</b>	<b>1,583.9</b>	<b>113.06</b>	<b>1,566.7</b>	<b>111.83</b>	<b>17.2</b>	<b>1.23</b>	<b>7</b>
4,056	549.1	135.37	548.4	135.20	0.7	0.17	8
4,598	546.1	118.76	534.2	116.18	11.9	2.58	9
5,355	488.7	91.26	484.1	90.40	4.6	0.86	10
<b>14,756</b>	<b>23,991.0</b>	<b>1,625.84</b>	<b>21,872.8</b>	<b>1,482.29</b>	<b>2,118.2</b>	<b>143.55</b>	<b>11</b>
14,756	18,276.0	1,238.54	17,418.7	1,180.44	857.3	58.10	12
<b>14,756</b>	<b>3,656.7</b>	<b>247.81</b>	<b>2,412.9</b>	<b>163.51</b>	<b>1,243.8</b>	<b>84.30</b>	<b>13</b>
4,269	726.9	170.27	394.6	92.43	332.3	77.84	14
4,897	1,755.1	358.40	976.8	199.46	778.3	158.94	15
5,589	1,174.7	210.18	1,041.5	186.34	133.2	23.84	16
<b>14,756</b>	<b>2,058.3</b>	<b>139.48</b>	<b>2,041.1</b>	<b>138.32</b>	<b>17.2</b>	<b>1.16</b>	<b>17</b>
4,269	680.6	159.42	680.1	159.31	0.5	0.11	18
4,897	745.6	152.25	735.2	150.13	10.4	2.12	19
5,589	632.1	113.09	625.8	111.96	6.3	1.13	20

(3) Chiffres aux clôtures des années financières les plus rapprochées du 31 décembre.

(4) Compris dans dette directe.

(5) La dette municipale de Québec pour 1951 comprend \$38.7 millions de débentures de la Cie des Tramways de Montréal assumées par la Cité et \$4.2 millions d'emprunts temporaires de la Commission des Tramways contractés en vue d'acquiescer la Cie des Tramways.

(6) La dette municipale de Québec pour 1953 comprend \$24.9 millions de débentures de la Cie des Tramways de Montréal, et \$17.4 millions de débentures de la Commission des Tramways de Montréal.

**Tableau résumant pour le gouvernement de la Province l'aspect financier de l'entente proposée  
pour les cinq années de 1947 à 1952 (1)  
(en millions de dollars)**

**Tableau 53**

No		1947-48	1948-49
1	Paiements proposés en vertu des ententes fédérale (2).....	48.3	67.1
	Revenus perçus par la Province et qui auraient été abandonnés en vertu des ententes:		
2	Subside annuel en vertu de la Constitution.....	2.7	2.7
3	Impôts sur les corporations.....	30.0	44.5
	Impôts en vertu de la loi 10 Geo. VI et qui auraient dû être dis- continué advenant une entente (3):		
4	Compagnies génératrices d'électricité.....	1.8	1.6
5	Raffineries et compagnies de téléphone.....	.4	.8
6	Droits sur les successions (4).....	9.1	11.8
7	Arrérages de perceptions des impôts sur les corporations et les successions (estimé) à la fin de l'entente.....	....	....
8		44.0	61.4
9	Excédent des revenus offerts par le gouvernement fédéral sur les revenus perçus.....	4.3	5.7
10	Impôt sur le revenu personnel à 5% de l'impôt fédéral, admis en déduction en vertu des ententes, mais non imposé par la Pro- vince (estimé).....	7.7	7.8
11	Résultat en tenant compte de l'impôt personnel (+ ou -).....	+3.4	+2.1

(1) Ces renseignements sont tirés de l'annuaire statistique du Canada et des Comptes Publics de la province Québec. Le montant d'impôt sur le revenu personnel a été estimé en prenant comme base la répartition des impôts, telle que publiée dans les rapports annuels "Taxation Statistics".

2) Le quatrième versement des paiements annuels n'échait que le 30 juin de l'année fiscale subséquente.

# ENTENTES FISCALES

139

Tableau résumant pour le gouvernement de la Province l'aspect financier de l'entente proposée pour les cinq années de 1947 à 1952 (1)

(en millions de dollars)

Tableau 53

1949-50	1950-51	1951-52	TOTAL	Arrérages	GRAND TOTAL	No
72.9	80.8	88.4	357.5	22.6	380.1	1
2.7	2.7	3.2	14.0	....	14.0	2
44.9	55.7	68.7	243.8	....	243.8	3
1.7	1.8	2.1	9.0	....	9.0	4
.7	.7	.9	3.5	....	3.5	5
13.3	13.0	12.4	59.6	....	59.6	6
....	....	....	.....	6.0	6.0	7
63.3	73.9	87.3	329.9	6.0	335.9	8
9.6	6.9	1.1	27.6	16.6	44.2	9
5.8	6.4	8.8	36.5	....	36.5	10
- 3.8	- .5	+7.7	+8.9	- 16.6	- 7.7	11

1) Advenant la signature d'une entente, ces taxes n'auraient pu être imposées par la Province au cours de la période 1947-1952.

2) En supposant l'acceptation intégrale des propositions fédérales.

**Tableau résumant pour le gouvernement de la province et pour les trois dernières années financières,  
l'aspect financier de l'entente proposée pour les cinq années de 1952 à 1957**  
(en millions de dollars)

**Tableau 54**

	1952-53	1953-54	1954-55 (Estima- tions)	Total
Paiements proposés en vertu des ententes fédérales (1).	114.8	123.9	130.1	368.8
Revenus perçus par la Province et qui auraient été abandonnés en vertu des ententes: (2)				
Subside annuel en vertu de la Constitution.....	3.2	3.2	3.2	9.6
Impôts sur les corporations.....	64.8	66.2	65.5	196.5
Impôts en vertu de la loi 10 Geo. VI et qui auraient dû être discontinués advenant une entente (3)				
Compagnies génératrices d'électricité.....	2.3	2.5	2.5	7.3
Raffineries et compagnies de téléphone.....	1.0	1.1	1.0	3.1
Impôt sur le revenu des particuliers (4).....	....	....	25.0	25.0
Droits sur les successions (5).....	13.0	10.9	11.0	34.9
	84.3	83.9	108.2	276.4
Excédent des revenus offerts par le gouvernement fédéral sur les revenus perçus.....	30.5	40.0	21.9	92.4
Impôt sur le revenu des particuliers à 5% de l'impôt fédéral, admis en déduction en vertu des ententes, mais non imposé par la Province (estimation) (6) ..	12.0	13.2	(voir ci-haut)	25.2
Résultat en tenant compte de l'impôt personnel (+ ou -).....	- 18.5	- 26.8	- 21.9	- 67.2

(1) Montants tirés de sources officielles — Estimations pour 1954-55.

(2) Montants tirés des Comptes Publics de la province de Québec — Estimations pour 1954-55.

(3) Dans le cas d'une entente, ces taxes n'auraient pu être imposées par la Province.

(4) Depuis 1954, le revenu des particuliers est imposé en vertu de la loi 2-3 Elizabeth II, c. 17.

(5) En supposant l'acceptation intégrale des propositions fédérales.

(6) Montant estimé en prenant comme base la répartition des impôts, telle qu'elle est publiée dans les rapports annuels "Taxation Statistics".

# ENTENTES FISCALES

141

Tableau résumant pour la Province le résultat net des ententes proposées par le gouvernement du Canada  
1947-1952 et 1952-1957  
(en millions de dollars)

Tableau 55

	1947-52 (total des cinq ans)	1952-57 (trois pre- mières années)
Paiements proposés en vertu des propositions du gouvernement fédéral..	380.1	368.8
Subside annuel en vertu de la Constitution et dégrèvements d'impôts accordés par le Fédéral sous forme de déductions ou autrement:		
Subside annuel.....	14.0	9.6
Crédits accordés au sujet des droits sur les successions payés à la Province (1).....	41.0	24.0
Impôt sur les profits des corporations déduit de l'impôt fédéral (5%) jusqu'en 1952-53; 7% par après).....	138.5	138.5
Perte de revenu découlant de l'imposition par la province d'un impôt sur le Capital et les places d'affaires des corporations — approxima- tivement.....	30.0	21.5
Impôt sur le revenu perçu par la province accordé en déduction de l'impôt fédéral — estimations (2).....	.....	25.0
	223.5	218.6
Estimations du montant retenu par le gouvernement fédéral.....	156.6	150.2
RÉCONCILIATION		
Excédent des revenus offerts sur les revenus actuellement perçus par la Province.....	44.2	92.4
Impôts additionnels à la charge des contribuables de la province de Québec:		
Montant approximatif de cette partie de l'impôt sur le capital et les places d'affaires qui est à la charge des corporations de Québec.....	19.9	21.5
Excédent de 2% de l'impôt payé par les corporations non admis en déduction de l'impôt fédéral (jusqu'en 1953-54).....	55.4	15.0
Ecart entre l'impôt sur les successions accordé en déduction de l'impôt fédéral et le montant actuellement perçu par la Province.....	18.6	10.9
Impôts prélevés en vertu de la loi 10 Geo. VI compagnies génératrices d'électricité, raffineries et cles de téléphone (3).....	12.5	10.4
Arrérages d'impôts.....	6.0	.....
(4)	156.6	150.2

(1) Estimation basée sur le mémoire soumis à la Commission par l'Institut des Comptables Agréés de Québec.

(2) Depuis 1954, le revenu des particuliers est imposé par la Province en vertu de la loi 2-3 Elizabeth II, chap. 17  
Le crédit accordé s'élèvera en réalité à moins de 25 millions à cause de l'écart entre les exemptions de base.

(3) A compter de 1953 ces impôts sont admis comme dépenses par le gouvernement fédéral, mais il n'en a pas été  
tenu compte pour estimer le montant retenu.

(4) Ces totaux ne tiennent pas compte de l'impôt sur le revenu des particuliers à 5% de l'impôt fédéral qui aurait  
été admis en déduction de cet impôt, eut-il été imposé par la Province avant 1954.

Estimation des paiements qui auraient été versés aux provinces, en 1952-53, si l'on tient compte des différentes propositions fédérales: 1945, 1946, 1947 et 1950 (1)  
(en millions de dollars)

Tableau 56

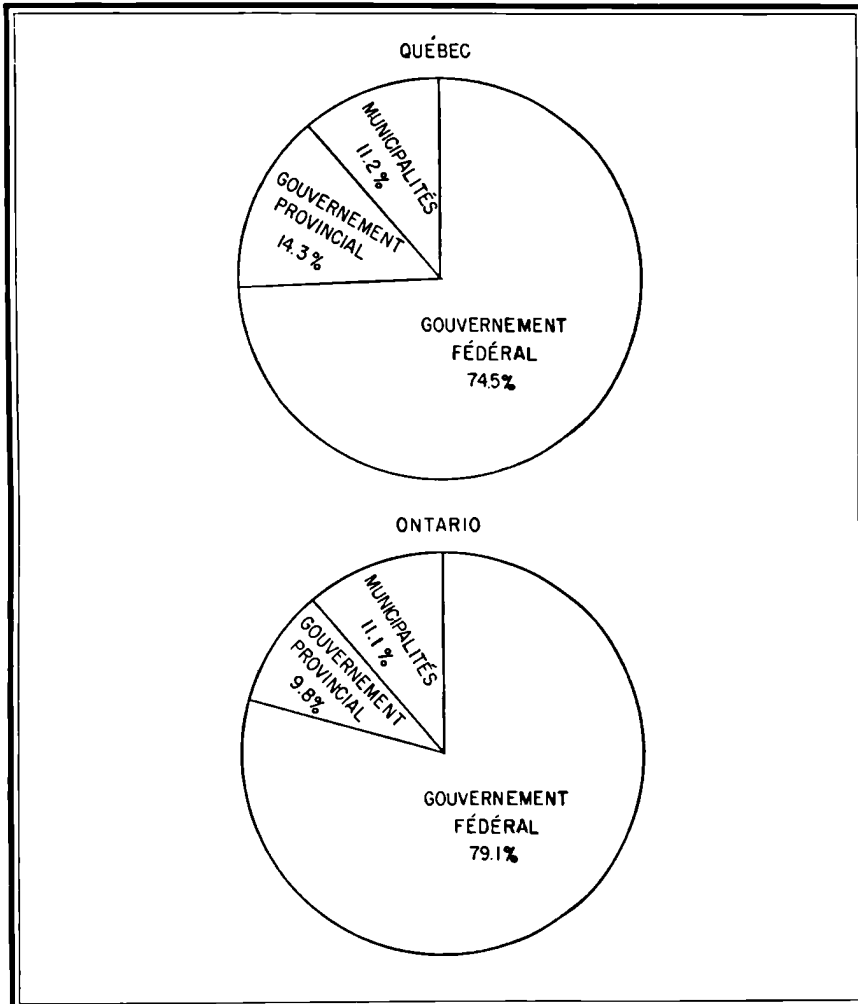
PROVINCES	"A" Août 1945 (2)	"B" Avril 1946 (3)	"C" Janv. 1947 (4)	"D" Déc. 1950 (5)	"E" Déc. 1950 (6)	% d'aug- mentation de "E" sur "B"
Ile-du-Prince-Édouard...	2.5	2.2	3.4	3.6	3.9	77.3
Nouvelle-Écosse.....	16.1	14.5	17.7	18.7	20.1	38.6
Nouveau-Brunswick.....	12.9	11.6	14.6	15.4	16.6	43.1
Québec.....	101.4	90.0	99.9	106.0	114.8	27.5
Ontario.....	115.0	102.4	118.3	126.9	137.4	34.2
Manitoba.....	19.4	17.4	21.6	22.7	24.5	40.8
Saskatchewan.....	20.8	19.0	21.9	22.8	24.5	28.9
Alberta.....	23.4	16.2	24.8	26.2	28.5	75.9
Colombie Britannique...	29.1	25.6	35.6	38.0	41.3	61.3
	340.6	298.8	357.8	380.3	411.6	37.8
Terre-Neuve.....	.....	.....	10.7	11.3	12.3	....
	340.6	298.8	368.5	391.6	423.9	

- (1) La colonne "E" du présent tableau donne une estimation des montants payables aux provinces au cours de l'année fiscale 1952-53 (Québec excepté), alors que les colonnes "A", "B", "C", "D" donnent une estimation des montants qui auraient été payables, les propositions antérieures n'eussent-elles pas été modifiées.

Les chiffres des colonnes "C", "D" et "E" tiennent compte des données qui ont servi lors du renouvellement des ententes de 1947. Ces estimations sont naturellement sujettes à variation si l'on tient compte des données plus récentes quant à la population et au Produit National Brut établi aux prix du marché.

- (2)  $\$12. \frac{(\text{Produit National Brut, par tête 1951})}{(\text{Produit National Brut, par tête 1941})} \times \text{population 1951}$
- (3)  $\$15. \frac{(\text{Produit National Brut, par tête moyen 1949-51})}{(\text{Produit National Brut, par tête 1942})} \times \text{population moyenne de 1949-51}$
- (4) Minimum janvier 1947  $(\text{Produit National Brut per capita moyen de 1949-51 par rapport à 1942})$   
 $\times \text{par population ratio moyen de 1949-51 par rapport à 1942})$
- (5) Minimum décembre 1950  $(\text{Moyenne des années 1950 et 1951 par rapport à 1948, du Produit National Brut per capita ratio})$   
 $\times \text{par population ratio.})$
- (6) Minimum décembre 1950  $(\text{Produit National Brut per capita de 1951 par rapport à 1948})$   
 $\times \text{par population ratio de 1951 par rapport à 1948})$

**POURCENTAGE DES TAXES PERÇUES  
DANS LES PROVINCES DE QUÉBEC ET D'ONTARIO  
PAR LES TROIS CATEGORIES DE GOUVERNEMENTS EN 1951**



Voir: Tableau 52

**Montant minimum garanti aux provinces en vertu des différentes propositions fédérales  
1945, 1946, 1947 et 1950  
(en millions de dollars)**

Tableau 57

PROVINCES	Août 1945 (1)	Avril 1946 (2)	Janv. 1947 (3)	Déc. 1950 (4)	% d'augmen- tation de (4) sur (1)
Ile-du-Prince-Édouard.....	1.1	(5) 2.0	2.1	3.0	172.7
Nouvelle-Écosse.....	6.9	8.9	10.9	15.3	121.7
Nouveau-Brunswick.....	5.5	7.0	8.8	12.6	129.0
Québec.....	40.0	50.9	56.4	85.1	112.8
Ontario.....	45.5	58.3	67.2	(6) 101.8	123.7
Manitoba.....	8.8	10.9	13.5	18.6	111.4
Saskatchewan.....	10.8	13.4	15.3	20.0	85.2
Alberta.....	9.6	11.9	14.2	21.0	118.8
Colombie Britannique.....	9.8	(7) 18.1	18.1	29.6	202.0
	138.0	181.4	206.5	307.0	122.5
Terre-Neuve (1949).....	.....	.....	6.2	9.2	.....
	138.0	181.4	212.7	316.2	.....

(1) \$12.00 par tête calculé d'après la population de 1941.

(2) \$15.00 par tête calculé d'après la population de 1942.

(3) Trois options différentes:

I.-P.-E. — \$2,100,000.

N.-E. et Sask.: \$15.00 par tête — population de 1942, plus subsides statutaires payables en 1947.

Autres: \$12.75 par tête — population de 1942, plus 50% de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les corporations versé en vertu des ententes du temps de guerre et subsides statutaires payables en 1947.

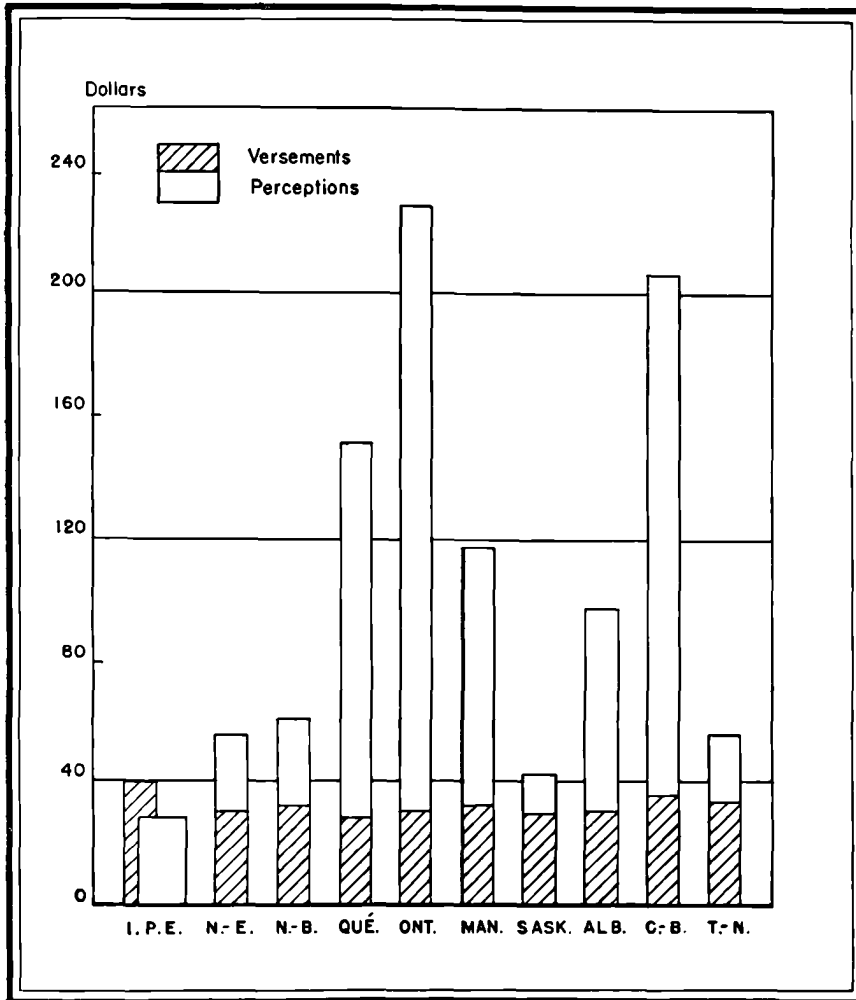
(4) Minimum de 1947 en tenant compte du pourcentage de l'augmentation de la population et du Produit National Brut par tête de 1948 par rapport à 1942.

(5) Minimum garanti de \$2,000,000.

(6) Formule spéciale représentant un avantage d'environ \$1.5 million.

(7) 150% des versements reçus en vertu de l'entente du temps de guerre.

**VERSEMENTS PAR TÊTE AUX PROVINCES POUR 1952-53  
EN REGARD DES PERCEPTIONS PAR TÊTE POUR 1951-52  
EN VERTU DES ENTENTES FEDÉRALES PROVINCIALES ET  
EN SUPPOSANT L'ACCEPTATION DES PROPOSITIONS FEDÉRALES  
PAR TOUTES LES PROVINCES**



Voir : Tableau. 58

**Montant minimum garanti et estimations des versements aux provinces pour 1952-53,  
en regard des perceptions du gouvernement fédéral pour 1951-52**

Tableau 58

No	PROVINCES	Minimum garanti (1)	
		Total	"A" Par tête (3)
		\$'000,000	\$
1	Ile-du-Prince-Édouard.....	3.0	30.14
2	Nouvelle-Écosse.....	15.3	23.80
3	Nouveau-Brunswick.....	12.6	24.30
4	Québec.....	85.1	20.91
5	Ontario.....	101.8	22.14
6	Manitoba.....	18.6	23.75
7	Saskatchewan.....	20.0	24.04
8	Alberta.....	21.0	21.66
9	Colombie Britannique.....	29.6	25.36
10	Terre-Neuve.....	9.2	25.07
11	CANADA.....	316.2	22.58

(1) Les montants du minimum garanti et du versement estimé sont ceux qui ont servi de base de discussion au sujet des nouvelles ententes conclues en 1952.

(2) Les perceptions du gouvernement fédéral (impôt sur les corporations, impôt personnel et droits sur les successions) sont tirées des statistiques publiées dans "Taxation Statistics — 1952".

# ENTENTES FISCALES

147

Montant minimum garanti et estimations des versements aux provinces pour 1952-53,  
en regard des perceptions du gouvernement fédéral pour 1951-52

Tableau 58

Versement estimé 1952-53 (1)		Perceptions du fédéral		% de "A" par rapport à "C"	% de "B" par rapport à "C"	No
Total	"B" Par tête (3)	Total (2)	"C" Par tête (3)			
\$'000,000	\$	\$'000,000	\$	%	%	
3.9	39.70	2.8	28.57	105.5	138.9	1
20.1	31.30	35.6	55.36	43.0	56.5	2
16.6	32.17	31.1	60.27	40.3	53.4	3
114.8	28.30	611.2	150.69	13.9	18.8	4
137.4	29.88	1,047.0	227.71	9.7	13.1	5
24.5	31.59	90.7	116.88	20.3	27.0	6
24.5	29.45	34.4	41.35	55.7	71.2	7
28.5	30.35	91.0	96.91	22.4	31.3	8
41.3	35.44	239.5	205.58	12.3	17.2	9
12.3	33.94	19.3	53.46	46.9	63.5	10
423.9	30.31	2,202.6	157.50	14.4	19.3	11

(3) Les statistiques par tête ont été calculées d'après la population de 1951.

Aspect financier des recommandations contenues dans le rapport de la Commission Royale des Relations entre le Dominion et les Provinces (Plan I) — prenant comme base les années 1937 et 1939 (1)  
(en milliers de dollars)

Tableau 59

	1937	1939
<b>PERTE DE LA PROVINCE</b>		
Impôt sur le revenu des particuliers.....	Nil	Nil
Impôt sur les corporations.....	9,665	11,450
Moins: dégrèvement des exploitations minières (estimatif).....	2,200	2,470
Droits successoraux.....	11,197	9,300
	18,662	18,280
Subside en vertu de la Constitution.....	2,592	2,592
	21,254	20,872
<b>GAIN DE LA PROVINCE</b>		
Service net de la dette assumé par le Dominion.....	6,868	9,011
Prise à charge par le Dominion des secours directs aux chômeurs aptes au travail.....	11,454	4,466
Économie dans la perception des impôts.....	626	623
	18,948	14,100
Fonds d'amortissement.....	3,155	3,335
Travaux de chômage imputés au compte de capital.....	1,386	23,426
	23,489	40,861
Subvention de norme nationale.....	8,000	8,000
	31,489	48,861

(1) Renseignements provenant du volume II "Recommandations", page 96, et du livre III "Documentation", pages 76 et 77, du rapport de la Commission Royale des Relations entre le Dominion et les Provinces. Les montants de l'année 1937 étaient des montants "constatés" alors que ceux de 1939 étaient "estimatifs". Les montants soumis par la Commission n'ont été aucunement modifiés.

Aspect financier des recommandations contenues dans le rapport de la Commission Royale des Relations entre le Dominion et les Provinces (Plan I) — prenant comme base les années 1937 et 1939 (1)  
(en milliers de dollars)

Tableau 59

	1937	1939
<b>PORTE DES MUNICIPALITÉS DE LA PROVINCE</b>		
Impôt sur le revenu des particuliers.....	1,694	(2)
<b>GAIN DES MUNICIPALITÉS DE LA PROVINCE</b>		
Intérêt sur la dette transportée.....	4,975	(2)
Versements au fonds d'amortissement transporté.....	1,857	(2)
Prise à charge par le Dominion des secours aux chômeurs aptes au travail.....	7,829	
	14,661	12,610

## S O M M A I R E

<b>Province de Québec</b>		
Gain.....	31,489	48,861
Perte.....	21,254	20,872
Gain net de la Province.....	10,235	27,989
<b>Municipalités de Québec</b>		
Gain.....	14,661	(2)
Perte.....	1,694	(2)
Gain net des municipalités.....	12,967	12,610
Gain réuni — Province et municipalités.....	23,202	40,599

(2) Non indiqué.

Conséquences financières, pour la province de Québec, en 1952-53, de l'acceptation des propositions de la Commission Royale "Rowell-Sirois" — prenant comme base les années 1937 et 1939 (1)  
(en milliers de dollars)

Tableau 60

No	
1	<b>Gain réuni de la Province et des municipalités.....</b>
	EN RAISON DE L'ACCROISSEMENT DE CERTAINS REVENUS ET DE L'ÉLIMINATION DES DÉPENS DE CHÔMAGE, LES MONTANTS BASÉS SUR LES ANNÉES 1937 ET 1938 DOIVENT ÊTRE MODIFIÉS COMME SUIT :
	Dégrèvement des exploitations minières:
2	Estimation de ce qui aurait été reçu en 1952-53 .....
3	Remboursement prévu en vertu du Plan I (tableau 59).....
4	Impôt sur le revenu des particuliers.....
	Impôt sur les corporations:
5	Revenus de 1952-53 incluant compagnies minières.....
6	Revenus estimés en vertu du Plan I (tableau 59).....
	Droits sur les successions:
7	Revenus de 1952-53.....
8	Revenus estimés en vertu du Plan I (tableau 59).....
	Subside en vertu de la Constitution:
9	Revenu de 1952-53.....
10	Revenu estimé en vertu du Plan I (tableau 59).....
	Dépenses de chômage qui n'existent plus, ce qui réduit d'autant le gain alors prévu:
11	Secours directs aux chômeurs aptes au travail.....
12	Secours directs aux chômeurs (municipalités).....
13	Travaux de secours imputés au compte de capital.....
14	<b>Perte globale de la Province et des municipalités.....</b>
15	Province: perte.....
16	Municipalités: gain (1937: 12,967 moins 7,829) (1939: 12,610 moins 7,500) .....

(1) Ces données ne tiennent pas compte de l'offre faite à la Province en vertu des dernières propositions fédérales et supposent que la subvention de la norme nationale n'aurait pas été augmentée vu l'amélioration des conditions économiques; elles ignorent aussi la baisse du taux de l'intérêt sur la dette obligataire qui existait alors. Nous avons choisi le plan I car le rapport de la Commission laissait croire qu'il présentait le grand nombre d'avantages et qu'en conséquence, il devait être logiquement adopté.

# ENTENTES FISCALES

151

Conséquences financières, pour la province de Québec, en 1952-53, de l'acceptation des propositions de la Commission Royale "Rowell-Sirois"—prenant comme base les années 1937 et 1939 (1)  
(en milliers de dollars)

Tableau 60

1937		1939		No
	23,202		40,599	1
10,000		10,000		2
2,200	7,800	2,470	7,530	3
(2)	.....	(2)	.....	4
69,792		69,792		5
9,665	60,127	11,450	58,342	6
12,833		12,833		7
11,197	1,636	9,300	3,533	8
3,173		3,173		9
2,592	581	2,592	581	10
11,454		4,466		11
7,829		7,500		12
1,386	20,669	23,426	35,392	13
	52,011		49,719	14
	57,149		54,829	15
	5,138		5,110	16

2) En vertu du plan soumis par la Commission Rowell-Sirois, la Province abandonnait son droit d'imposer le revenu des particuliers. Depuis la fin des ententes et jusqu'en 1954, la Province n'avait pas jugé à propos de réintégrer ce champ de taxation. Cependant, à compter de 1954 la loi impose le revenu des particuliers et la recette estimée est de l'ordre de \$27 millions.



## SECTION 2

# Enseignement

Tableaux	Page
No	
61 Population de 5 à 19 ans et inscriptions dans les écoles primaires de la province de Québec.....	158
62 Population d'âge secondaire de langue française et inscriptions dans les institutions d'enseignement secondaire de la province de Québec	160
63 Population d'âge universitaire et inscriptions aux cours réguliers et post-universitaires dans les universités de la province de Québec....	162
64 Population d'âge universitaire et inscriptions aux cours réguliers, post-universitaires et aux autres cours spéciaux dans les universités de la province de Québec.....	164
65 Revenus, dépenses et dette obligataire des corporations scolaires de la province de Québec par rapport aux inscriptions, 1933-1952.....	166
66 Revenus et dépenses du gouvernement de la Province pour l'enseignement spécialisé et les écoles professionnelles, 1933-1953.....	168
67 Bourses payées par les différents ministères du gouvernement de la Province, 1950 à 1954.....	170
68 Revenus et dépenses des pensionnats des collèges classiques masculins de la province de Québec.....	172
69 Revenus et dépenses des externats des collèges classiques masculins de la province de Québec.....	174

70	Revenus et dépenses des juniorats des collèges classiques masculins de la province de Québec.....	176
71	Revenus et dépenses des institutions d'enseignement secondaire moderne de la province de Québec.....	178
72	Revenus et dépenses de l'ensemble des collèges classiques masculins de la province de Québec, 1933-1953.....	180
73	Revenus et dépenses de l'ensemble des collèges classiques féminins de la province de Québec, 1933-1953.....	182
74	Elèves, revenus moyens et dépenses moyennes des collèges classiques masculins, des maisons d'enseignement secondaire moderne et des collèges classiques féminins de la province de Québec.....	184
75	Dette des collèges classiques masculins au 30 juin 1953.....	186
76	Revenus et dépenses des écoles normales de Frères de la province de Québec, 1948-1953.....	188
77	Revenus et dépenses des écoles normales de Soeurs de la province de Québec, 1948-1953.....	190
78	Elèves, revenus moyens et dépenses moyennes des écoles normales de Communautés de la province de Québec, 1948-1953.....	192
79	Elèves, revenus moyens et dépenses moyennes des fonds "sans restrictions" des universités et des principales écoles affiliées.....	193
80	Revenus et dépenses des fonds "sans restrictions" des universités et des principales écoles affiliées, 1939-1949.....	194
81	Revenus et dépenses des fonds "sans restrictions" des universités et des principales écoles affiliées, 1950-1953.....	196
82	Dépenses annuelles des diverses facultés et écoles affiliées.....	198
83	Fonds provenant de campagne de souscriptions depuis 1939.....	200
84	Administration des fonds souscrits jusqu'à la fin de l'année académique 1952-1953.....	202
85	Revenus et dépenses des fonds "avec restrictions" de deux universités, 1939-1953 .....	204

### Notes explicatives

La compilation des statistiques de l'enseignement s'est révélée particulièrement difficile.

D'une part, les statistiques officielles sont trop exclusivement présentées d'après les cadres institutionnels et d'après des catégories scolaires

souvent sans relation suffisante avec leur niveau véritable. Dans le domaine universitaire et secondaire ces statistiques ont toujours besoin d'être précisées. Dans leur état actuel, les statistiques officielles de l'enseignement à tous ses degrés sont souvent susceptibles d'interprétation erronée parce qu'elles font abstraction de certaines réalités scolaires d'une grande importance. C'est pourquoi elles doivent désormais être définies avec plus de précision.

Il est aussi nécessaire de souligner que toute comparaison statistique entre le système scolaire canadien-français et le système scolaire canadien-anglais peut prêter à équivoque et aboutir à des conclusions bien relatives, en raison de la différence radicale des deux systèmes d'enseignement. Voilà pourquoi la Commission a jugé opportun d'éviter le plus possible toute comparaison.

Voici quelques remarques concernant les différentes catégories de tableaux:

#### *Enseignement primaire*

Les inscriptions apparaissant sur le tableau 61 ne correspondent pas à celles du tableau 65 dont la portée se limite aux corporations scolaires exclusivement.

Le tableau 65 donne, sur une base uniforme et pour certaines années, les revenus et dépenses, au compte courant et en immobilisations, des corporations scolaires. Les statistiques sur les immobilisations sont tirées du tableau 35 dont le lecteur trouvera profit à lire les notes.

Par "octrois spécifiques", on entend les octrois affectés à des fins déterminées, tels que, par exemple, la construction d'écoles, les primes de traitement des professeurs, etc.

Les chiffres de la dette obligataire brute par élève et par rapport aux revenus des corporations scolaires constituent deux indicateurs essentiels du fardeau de cette dette.

Les statistiques de ce secteur ont été obtenues du Bureau provincial de la Statistique et de certaines autres sources officielles.

#### *Enseignement spécialisé et écoles professionnelles*

Le tableau 66 démontre l'effort fourni par la Province dans cette section importante de l'enseignement, pour certaines années spécifiques.

Par enseignement spécialisé on entend: les écoles techniques; les écoles de l'automobile; l'école de Textile; l'école de Papeterie; l'école du Meuble; l'école de Marine; l'école des Arts Graphiques; les écoles d'arts

et métiers, etc. L'Aide à l'établissement des jeunes comprend principalement des bourses d'études accordées aux étudiants des universités et certaines catégories de dépenses effectuées pour fins de culture populaire.

Lorsqu'il est fait mention du nombre d'inscriptions, ces données ne s'appliquent pas à ce que l'on désigne sous la rubrique "Aide à l'établissement des jeunes", car il est impossible de faire une énumération précise de tous ceux qui peuvent, à un moment donné, bénéficier des avantages de cette loi.

Ces statistiques sont tirées des Comptes publics de la Province, à l'exception des chiffres d'inscriptions qui furent obtenus du Bureau provincial de la Statistique.

### *Enseignement secondaire*

Le mot secondaire est pris ici dans son sens reconnu dans la province de Québec. Ces statistiques comprennent donc les élèves des institutions qui donnent le cours classique, à l'exception de ceux qui suivent le cours commercial dans ces mêmes institutions. On n'a pas tenu compte des étudiants des quelque dix sections classiques des écoles publiques de certains diocèses (voir la note du tableau 62).

Les tableaux 68 à 73 permettent de juger de l'évolution des revenus et dépenses pour les années 1933, 1943 et 1949 à 1953 des institutions suivantes: pensionnats, externats et juniorats des collèges classiques masculins; institutions d'enseignement secondaire moderne et l'ensemble des collèges classiques masculins et féminins. On trouvera au tableau 74 un résumé des dépenses et revenus moyens par élève pour chacune de ces catégories d'institutions.

Toutes ces statistiques ont été obtenues par questionnaire des institutions elles-mêmes.

### *Enseignement universitaire*

Le mot universitaire comprend ici tous les élèves qui font des études régulières de niveau universitaire, c'est-à-dire qui poursuivent des études supérieures après leur 11e ou 12e année de scolarité ou l'équivalent. Il répond à la définition de l'"Annuaire du Canada 1952-53" (p. 349): "Pour obvier aux anomalies du niveau universitaire d'enseignement, sont réputés étudiants d'échelon universitaire les étudiants qui fréquentent à plein temps une université ou un collège et sont inscrits à un programme d'études aboutissant à un grade universitaire".

L'ensemble des statistiques universitaires a été obtenu directement des institutions elles-mêmes, pour l'une ou l'autre des raisons suivantes: l'absence de statistiques récentes; la présentation incomplète et ambiguë des statistiques officielles souvent susceptibles d'induire en erreur. Ainsi ces statistiques officielles confondent-elles souvent les élèves-cours et les élèves-plein temps. Il suffit par exemple de comparer au tableau 63 le tableau 64 qui englobe en plus des élèves réguliers les élèves libres, les élèves des cours d'été et les élèves des cours de perfectionnement, pour voir le danger des statistiques globales, sans notes adéquates, dans ce domaine.

Les tableaux 79, 80 et 85 donnent un résumé des revenus et dépenses des universités pour les années 1939, 1945 et 1948 à 1953; les deux premiers portent sur les fonds "sans restriction" et le dernier sur les "fonds avec restriction", c'est-à-dire les sommes reçues pour des fins déterminées, en grande partie pour la recherche. On trouvera au tableau 81 le montant des dépenses et revenus moyens par élève — "fonds sans restriction".

Les sommes recueillies depuis environ 15 ans au cours des campagnes de souscriptions des universités de Montréal, McGill, Laval et Bishop représentent des sommes considérables. Les deux tableaux 83 et 84 résument pour le lecteur la provenance et l'emploi des fonds ainsi souscrits, de même que les revenus et dépenses découlant de l'administration de ces fonds.

Dans ces statistiques il n'est pas question de toutes les maisons d'enseignement qui, du point de vue des études, devraient être classées parmi les institutions universitaires, mais simplement des institutions ayant une charte universitaire et des principales écoles affiliées donnant un enseignement de niveau universitaire et généralement considérées comme telles.

Quelques tableaux, 76, 77 et 78, présentent pour les années 1948 à 1953 les revenus et dépenses de certaines écoles normales pour les Frères et pour les Soeurs.

Le tableau 67, dont les données sont extraites des Comptes publics et d'autres renseignements obtenus de sources officielles, résume de façon raisonnablement exacte le montant des bourses accordées par les différents ministères du gouvernement de la Province, au cours des années 1950 à 1954.

La Commission déplore l'absence de statistiques provinciales complètes, précises et détaillées, ainsi que le manque de corrélation entre les statistiques fédérales et provinciales dans le domaine de l'enseignement.

**Population de 5 à 19 ans (1) et inscriptions dans les écoles primaires (2)  
de la province de Québec**

Tableau 61

No		1 9 3 9
1	Population de 5 à 19 ans.....'000	1,053.1
2	Population catholique.....'000	950.6
3	Population protestante.....'000	102.5
4	Ensemble des inscriptions dans les écoles primaires de la Province.....'000	654.7
5	Inscriptions dans les écoles catholiques.....'000	579.1
6	Inscriptions dans les écoles protestantes.....'000	75.6
7	Pourcentage de l'inscription totale par rapport à la population totale de 5 à 19 ans.....%	62.2
8	Pourcentage de l'inscription dans les écoles catholiques par rapport à la population catholique.....%	60.9
9	Pourcentage de l'inscription dans les écoles protestantes par rapport à la population protestante.....%	73.8

(1) Les populations ici données sont celles des recensements ou ont été établies à partir des recensements: la différence pour chacun des âges entre deux recensements a été répartie proportionnellement au nombre d'années. Pour les deux dernières années cependant, le groupe des 5 à 19 ans donné par le recensement 1951 a été augmenté du surplus des naissances constaté pour ces années d'âge sur celles de l'année antérieure. La répartition selon la religion pour les années autres que celles des recensements a également été estimée à partir des jalons fournis par les recensements.

## ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

159

Population de 5 à 19 ans (1) et inscriptions dans les écoles primaires (2)  
de la province de Québec

Tableau 61

1945	1949	1950	1951	1952	1953	No
1,046.7	1,106.2	1,132.5	1,162.1	1,196.2	1,235.4	1
952.9	1,011.9	1,037.1	1,065.5	1,096.8	1,132.8	2
93.8	94.4	95.4	96.5	99.4	102.7	3
612.9	645.9	676.9	697.8	733.0	771.3	4
544.5	578.2	605.7	623.1	654.0	686.5	5
68.4	67.7	71.2	74.7	79.0	84.8	6
58.6	58.4	59.8	60.0	61.3	62.4	7
57.2	57.2	58.4	58.5	59.6	60.6	8
72.9	71.7	74.7	77.4	79.5	82.6	9

2) Les inscriptions des écoles primaires de la Province sont celles des écoles relevant des commissions scolaires et des institutions primaires indépendantes; ces écoles suivent le programme d'étude du Département de l'Instruction publique. Il est à noter que ne sont pas comptés les élèves des collèges classiques de garçons inscrits dans les degrés correspondant à ceux du primaire complémentaire ou supérieur (ancienne appellation), de même que les élèves de certaines autres écoles spéciales comme les écoles maternelles et les orphelinats agricoles. Tous ces élèves, qu'on pourrait ajouter à ceux du primaire régulier, représentent environ 1.8% de l'ensemble des enfants de 5 à 19 ans et 2% des enfants catholiques des mêmes âges. Les inscriptions ici rapportées sont pour les années scolaires se terminant au cours de l'année indiquée.

**Population d'âge secondaire de langue française et inscriptions dans les institutions d'enseignement  
secondaire (1) de la province de Québec**

(pour l'année d'étude se terminant au cours de l'année civile)

Tableau 62

No	
1	POPULATION D'ÂGE SECONDAIRE (2).....
2	Population masculine.....
3	Population féminine.....
4	TOTAL DES INSCRIPTIONS.....
5	GARÇONS.....
6	Séminaires diocésains.....
7	Collèges.....
8	Externats.....
9	Séminaires de communautés.....
10	Étudiants en philosophie des scolasticats (3).....
11	Cours privés.....
12	Institutions d'enseignement secondaire moderne.....
13	FILLES (4).....
14	Pourcentage des inscriptions chez les garçons par rapport à la population masculine d'âge secondaire.....
15	Pourcentage des inscriptions chez les filles par rapport à la population féminine d'âge secondaire.....
16	Pourcentage des inscriptions au niveau secondaire par rapport à la population d'âge seco daire.....

(1) Le mot "secondaire" est pris ici dans le sens où on l'entend dans la province de Québec. Il n'a pas été tenu compte des quelque dix sections classiques des écoles publiques de certains diocèses.

(2) Il s'agit de la population de 13 à 20 ans, compte tenu des décès.

(3) Y compris les étudiants de langue française du Québec faisant leur cours régulier de philosophie dans les Scolasticats d'Ontario, soit 1949: 114, 1950: 106, 1951: 110, 1952: 122, 1953: 125.

Population d'âge secondaire de langue française et inscriptions dans les institutions d'enseignement secondaire (1) de la province de Québec  
(pour l'année d'étude se terminant au cours de l'année civile)

Tableau 62

1933	1943	1949	1950	1951	1952	1953	No
396,578	484,923	476,342	475,158	474,519	474,591	476,595	1
196,619	243,613	233,159	233,846	234,948	236,402	238,676	2
199,959	241,310	243,183	241,312	239,571	238,189	237,919	3
10,565	14,535	18,702	19,251	19,684	20,169	20,718	4
10,565	13,233	16,706	17,425	18,090	18,658	19,258	5
5,064	5,919	7,004	7,348	7,394	7,598	7,914	6
2,750	2,929	3,707	3,862	3,927	3,962	3,977	7
1,219	2,252	3,087	3,229	3,581	3,788	3,870	8
959	1,102	1,227	1,265	1,369	1,510	1,588	9
.....	.....	302	315	319	326	348	10
.....	88	190	191	261	232	239	11
573	943	1,189	1,215	1,239	1,242	1,322	12
.....	1,302	1,996	1,826	1,594	1,511	1,460	13
5.4	5.4	7.2	7.5	7.7	7.9	8.1	14
.....	0.54	0.82	0.76	0.67	0.63	0.61	15
2.7	3.0	3.9	4.0	4.1	4.2	4.3	16

(4) Il s'agit des jeunes filles faisant des études classiques. Les élèves des cours lettres-sciences ont été exclues. Les nombres trop élevés des années 1949 et 1950 résultent d'un manque de précision dans les rapports de certaines institutions.

SOURCES: Les institutions elles-mêmes. L'Annuaire Statistique de Québec. Les Statistiques de l'enseignement de Québec. Les Recensements du Canada 1931, 1941 et 1951. Les "Statistiques vitales" du Bureau Fédéral de la Statistique.

**Population d'âge universitaire et inscriptions aux cours réguliers et post-universitaires  
dans les universités de la province de Québec  
(pour l'année d'étude qui s'est terminée au cours de l'année civile)**

Tableau 63

No	
1	POPULATION D'ÂGE UNIVERSITAIRE (1).....
2	Population de langue française.....
3	Population de langue anglaise et d'autres langues.....
4	TOTAL DES INSCRIPTIONS (2).....
5	Institutions de langue française.....
6	Universités.....
7	Autres institutions de degré universitaire (3).....
8	Institutions de langue anglaise.....
9	Universités.....
10	Autres institutions de degré universitaire (4).....
11	Répartition du total des inscriptions en pourcentage: total.....
12	Institutions de langue française.....
13	Institutions de langue anglaise.....
14	Pourcentage des inscriptions par rapport au total de la population d'âge universitaire.
15	Institutions de langue française.....
16	Institutions de langue anglaise.....
17	Pourcentage des inscriptions dans les institutions de langue française par rapport à population d'âge universitaire de langue française.....
18	Pourcentage des inscriptions dans les institutions de langue anglaise par rapport à la po lation d'âge universitaire de langue anglaise et d'autres langues.....

(1) Population de 18 à 27 ans, compte tenu des décès.

(2) Il s'agit de tous les étudiants qui font des études au niveau universitaire, même s'ils ne relèvent pas administrativement d'une université. Le terme universitaire est donc employé ici pour désigner le niveau études.

(3) Institutions dont l'enseignement est de niveau universitaire et que l'Annuaire Statistique de Québec désigne pour la plupart, comme "Autres écoles universitaires".

**Population d'âge universitaire et inscriptions aux cours réguliers et post-universitaires  
dans les universités de la province de Québec  
(pour l'année d'étude qui s'est terminée au cours de l'année civile)**

Tableau 63

1939	1945	1949	1950	1951	1952	1953	No
581,984	650,223	671,571	675,584	678,268	678,765	677,970	1
488,285	545,537	576,879	580,559	582,632	583,059	582,376	2
93,699	104,686	94,692	95,025	95,636	95,706	95,594	3
14,222	19,229	28,498	28,921	30,394	29,876	30,602	4
10,418	14,366	18,364	18,871	20,780	20,736	21,576	5
7,723	10,923	13,936	14,173	13,757	14,542	14,566	6
2,695	3,443	4,428	4,698	7,023	6,194	7,010	7
3,804	4,863	10,134	10,050	9,614	9,140	9,026	8
3,611	4,377	9,488	9,399	9,031	8,528	8,495	9
193	486	646	651	583	612	531	10
100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	11
73.3	74.7	64.4	65.3	68.4	69.4	70.5	12
26.7	25.3	35.6	34.7	31.6	30.6	29.5	13
2.4	2.9	4.2	4.3	4.5	4.4	4.5	14
1.8	2.2	2.7	2.8	3.1	3.1	3.2	15
0.6	0.7	1.5	1.5	1.4	1.3	1.3	16
2.1	2.6	3.2	3.2	3.6	3.6	3.7	17
4.1	4.6	10.7	10.6	10.0	9.5	9.4	18

(4) Dans les milieux de langue anglaise, l'enseignement supérieur étant centralisé dans les universités, les élèves de cette catégorie sont peu nombreux. Il s'agit d'étudiants qui se préparent à la profession d'infirmiers et d'infirmières, et d'élèves en musique non compris parmi les élèves du cours régulier.

SOURCES: Les institutions elles-mêmes. Le Bureau Provincial des Statistiques. Le Bureau Fédéral de la Statistique. L'Annuaire Statistique de Québec. Les Statistiques de l'enseignement de Québec. Les Recensements du Canada 1931, 1941 et 1951. Les "Statistiques vitales" du Bureau Fédéral de la Statistique.

**Population d'âge universitaire et inscriptions aux cours réguliers, post-universitaires et aux autres cours spéciaux dans les universités de la province de Québec**  
(pour l'année d'étude se terminant au cours de l'année civile)

Tableau 64

No	
1	POPULATION D'ÂGE UNIVERSITAIRE (1).....
2	Population de langue française.....
3	Population de langue anglaise.....
4	TOTAL DES INSCRIPTIONS (2).....
5	Institutions de langue française.....
6	Cours réguliers.....
7	Autres cours (3).....
8	Institutions de langue anglaise.....
9	Cours réguliers.....
10	Autres cours (3).....
11	Répartition du total des inscriptions en pourcentage: total.....
12	Institutions de langue française.....
13	Institutions de langue anglaise.....
14	Pourcentage des inscriptions par rapport au total de la population d'âge universitaire.....
15	Institutions de langue française.....
16	Institutions de langue anglaise.....
17	Pourcentage des inscriptions dans les institutions de langue française par rapport à la population d'âge universitaire de langue française.....
18	Pourcentage des inscriptions dans les institutions de langue anglaise par rapport à la population d'âge universitaire de langue anglaise et d'autres langues.....

(1) Population de 18 à 27 ans, compte tenu des décès.

(2) Il s'agit de tous les étudiants qui font des études au niveau universitaire, même s'ils ne relèvent pas administrativement d'une université. Le terme universitaire est employé ici pour désigner le niveau des études.

(3) "Autres cours" comprend les élèves libres du jour et du soir, et ceux des cours d'été et de perfectionnement.

## ENSEIGNEMENT UNIVERSITAIRE

165

Population d'âge universitaire et inscriptions aux cours réguliers, post-universitaires et aux autres cours spéciaux dans les universités de la province de Québec  
(pour l'année d'étude se terminant au cours de l'année civile)

Tableau 64

1939	1945	1949	1950	1951	1952	1953	No
581,984	650,223	671,571	675,584	678,268	678,765	677,970	1
488,285	545,537	576,879	580,559	582,632	583,059	582,376	2
93,699	104,686	94,692	95,025	95,636	95,706	95,594	3
17,975	25,848	38,678	39,086	40,548	40,742	41,716	4
11,783	15,808	21,438	21,946	23,691	23,525	24,545	5
10,418	14,366	18,364	18,871	20,780	20,736	21,576	6
1,365	1,442	3,074	3,075	2,911	2,789	2,969	7
6,192	10,040	17,240	17,140	16,857	17,217	17,171	8
3,804	4,863	10,134	10,050	9,614	9,140	9,026	9
2,388	5,177	7,106	7,090	7,243	8,077	8,145	10
100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	11
65.6	61.2	55.4	56.1	58.4	57.7	58.8	12
34.4	38.8	44.6	43.9	41.6	42.3	41.2	13
3.1	3.9	5.8	5.8	6.0	6.0	6.2	14
2.0	2.4	3.2	3.3	3.5	3.5	3.7	15
1.1	1.5	2.6	2.5	2.5	2.5	2.5	16
2.4	2.9	3.7	3.8	4.1	4.0	4.2	17
6.6	9.6	18.2	18.0	17.6	18.0	18.0	18

SOURCES: Les institutions elles-mêmes. Le Bureau Provincial des Statistiques. Le Bureau Fédéral de la Statistique. L'Annuaire Statistique de Québec. Les Statistiques de l'enseignement de Québec. Les Recensements du Canada 1931, 1941 et 1951. Les "Statistiques vitales" du Bureau Fédéral de la Statistique.

**Revenus, dépenses et dette obligataire des corporations scolaires de la province de Québec  
par rapport aux inscriptions**

(année scolaire se terminant le 30 juin de l'année indiquée)

Tableau 65

No		1933	1939
1	REVENUS.....\$'000,000	(1) 19.7	23.9
2	Taxe foncière.....	17.0	19.0
3	Taxe de vente.....	.....	.....
4	Mensualités et autres revenus.....	1.5	1.8
5	Octrois spécifiques.....	1.2	3.1
6	DÉPENSES (2).....\$'000,000	(3) 21.4	25.7
7	Dépenses courantes.....	16.0	19.9
8	Service de la dette (incluant rachat).....	5.4	5.8
9	DETTE OBLIGATAIRE BRUTE.....\$'000,000	(4) 71.4	79.1
10	NOMBRE D'ÉLÈVES (5).....'000	571.1	592.0
11	Revenus par élève.....\$	34.5	40.4
12	Revenus (non compris les octrois) par élève.....\$	32.4	35.1
13	Octrois spécifiques par élève.....\$	2.1	5.2
14	Dépenses par élève.....\$	37.5	43.4
15	Dette obligataire brute par élève.....\$	125.0	133.6
16	Dette obligataire brute par rapport aux revenus.....%	362.4	331.0

(1) Les statistiques concernant les revenus proviennent en grande partie du Bureau Provincial de la Statistique et de documents statistiques non publiés. Les octrois spécifiques correspondent approximativement à la dépense du gouvernement pour l'année fiscale qui s'est terminée le plus près de l'année indiquée.

(2) Y compris les dépenses de capital à même les revenus courants mais à l'exclusion des dépenses de capital à même les emprunts. À ce sujet, voir le tableau 35.

# ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

167

## Revenus, dépenses et dette obligataire des corporations scolaires de la province de Québec par rapport aux inscriptions

(année scolaire se terminant le 30 juin de l'année indiquée)

Tableau 65

1944	1947	1948	1949	1950	1951	1952	No
32.9	40.3	46.1	57.1	67.9	74.6	87.8	1
23.5	29.7	33.0	36.3	39.6	42.1	48.4	2
.....	.....	.....	.....	6.2	8.5	9.1	3
2.0	2.2	2.3	2.4	2.5	2.6	2.9	4
7.4	8.4	10.8	18.4	19.6	21.4	27.4	5
33.2	40.0	42.6	54.8	68.0	74.4	88.6	6
26.5	36.2	41.1	52.7	63.2	68.4	79.9	7
6.7	3.8	1.5	2.1	4.8	6.0	8.7	8
85.3	83.0	24.9	25.4	41.2	53.4	83.9	9
555.5	546.4	564.9	584.8	613.5	634.0	669.4	10
59.2	73.7	81.6	97.6	110.7	117.7	131.2	11
45.9	58.4	62.5	66.2	78.7	83.9	90.2	12
13.3	15.4	19.1	31.5	31.9	33.7	40.9	13
59.7	73.2	75.4	93.7	110.8	117.3	132.3	14
153.5	151.9	44.1	43.4	67.1	84.2	125.3	15
259.3	206.0	54.0	44.5	60.7	71.6	95.6	16

(3) Les statistiques concernant les dépenses courantes sont tirées des tableaux 19 et 20 et ont été complétées pour 1952. Pour ce qui est du Service de la dette les données proviennent de documents statistiques non publiés et ne tiennent pas compte des dépenses payées à même le Fonds d'éducation en rapport avec le service des dettes rachetées par le gouvernement de la Province.

(4) Les statistiques de la dette obligataire brute sont tirées des tableaux 26 et 27.

(5) Uniquement ceux qui fréquentent les écoles relevant des commissions scolaires.

## ENSEIGNEMENT SPÉCIALISÉ

**Revenus et dépenses du gouvernement de la Province  
pour l'enseignement spécialisé et les écoles professionnelles**  
(Pour l'année d'étude terminée au cours de l'année indiquée)

Tableau 66

No		1 9 3 3		1 9 3 9		1 9 4 5	
		\$'000	%	\$'000	%	\$'000	%
	<b>REVENUS</b>						
1	Contributions des villes.....	13	2.4	.....	.....	115	3.1
2	Rétributions et ventes de matériel scolaire, etc.....	2	0.3	14	1.3	224	6.0
	Contribution du Gouvernement du Canada:						
3	Dépenses ordinaires.....	...	.....	120	11.1	627	16.9
4	Dépenses en immobilisations.....	...	.....	.....	.....	.....	.....
5	TOTAL en dollars courants.....	15	2.7	134	12.4	966	26.0
6	Contribution de la Province couvrant l'excé- dent des dépenses sur le revenu.....	534	97.3	947	87.6	2,750	74.0
7		549	100.0	1,081	100.0	3,716	100.0
	<b>DÉPENSES ORDINAIRES</b>						
8	Écoles d'enseignement spécialisé et écoles professionnelles.....	498	90.7	568	52.5	2,018	54.3
9	Aide à l'établissement des jeunes.....	...	.....	418	38.7	852	22.9
10	Bourses universitaires, techniques et à l'étranger.....	51	9.3	30	2.8	259	7.0
	<b>DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS</b>						
11	Écoles d'enseignement spécialisé.....	...	.....	65	6.0	587	15.8
12	TOTAL en dollars courants.....	549	100.0	1,081	100.0	3,716	100.0
	<b>ÉLÈVES INSCRITS DANS LES ÉCOLES D'ENSEI- GNEMENT SPÉCIALISÉ ET LES ÉCOLES PROFES- SIONNELLES.</b>						
13	Cours du jour.....	1,759	.....	2,009	.....	3,768	.....
14	Cours du soir (1).....	5,409	.....	6,442	.....	8,413	.....

(1) Comprend un certain nombre d'élèves inscrits aux cours du jour des écoles d'arts et métiers.

## ENSEIGNEMENT SPÉCIALISÉ

169

Revenus et dépenses du gouvernement de la Province  
pour l'enseignement spécialisé et les écoles professionnelles  
(Pour l'année d'étude terminée au cours de l'année indiquée)

Tableau 66

1948		1949		1950		1951		1952		1953		No
\$'000	%	\$'000	%	\$'000	%	\$'000	%	\$'000	%	\$'000	%	
171	2.3	145	1.8	135	1.8	155	2.1	135	1.8	105	1.1	1
587	7.6	484	6.1	467	6.3	500	6.8	570	7.5	703	7.4	2
1,904	24.6	828	10.4	748	10.1	773	10.5	631	8.3	652	6.9	3
847	10.9	1,266	15.9	183	2.5	359	4.8	421	5.6	312	3.3	4
3,509	45.4	2,723	34.2	1,533	20.7	1,787	24.2	1,757	23.2	1,772	18.7	5
4,229	54.6	5,237	65.8	5,863	79.3	5,590	75.8	5,808	76.8	7,722	81.3	6
7,738	100.0	7,960	100.0	7,396	100.0	7,377	100.0	7,565	100.0	9,494	100.0	7
4,051	52.4	4,384	55.1	4,652	62.9	5,136	69.6	4,980	65.8	6,162	64.9	8
1,457	18.8	503	6.3	343	4.6	327	4.5	377	5.0	429	4.5	9
458	5.9	530	6.7	647	8.8	726	9.8	904	12.0	1,024	10.8	10
1,772	22.9	2,543	31.9	1,754	23.7	1,188	16.1	1,304	17.2	1,879	19.8	11
7,738	100.0	7,960	100.0	7,396	100.0	7,377	100.0	7,565	100.0	9,494	100.0	12
5,720	.....	6,542	.....	7,669	.....	7,776	.....	8,141	.....	8,388	.....	13
9,220	.....	10,627	.....	12,740	.....	11,729	.....	13,848	.....	17,232	.....	14

**Bourses payées par les différents ministères du gouvernement de la Province  
1950 à 1954**

(année financière se terminant le 31 mars de l'année indiquée)

Tableau 67

No		1950	
		Nombre	Montant
			\$
	<b>AGRICULTURE</b>		
1	Bourses d'études agricoles.....	107	40,691
	<b>BIEN-ÊTRE SOCIAL ET JEUNESSE</b>		
2	Bourses d'études universitaires.....	1922	272,098
3	Bourses d'études aux gardes-malades.....	491	25,167
4	Bourses d'études à l'étranger.....	122	88,080
5	Bourses d'études techniques.....	2060	258,202
6	TOTAL (2 à 5).....	4595	643,548
7	Moins contribution fédérale.....		190,304
8	Part provinciale.....		453,243
	<b>COLONISATION</b>		
9	Bourses d'études aux élèves des écoles ménagères ou régionales d'agriculture.....	116	2,853
	<b>INDUSTRIE ET COMMERCE</b>		
10	Bourses d'études accordées pour travaux de recherches scientifiques	28	16,650
	<b>INSTRUCTION PUBLIQUE</b>		
11	Bourses d'études aux élèves d'écoles normales.....	3509	145,000
	<b>MINES</b>		
12	Bourses d'études pour le génie minier.....	35	20,000
	<b>SANTÉ</b>		
13	Bourses d'études médicales.....	....	.....
14	Moins contribution fédérale.....		.....
15	Part provinciale.....		.....
	<b>SECRÉTARIAT DE LA PROVINCE</b>		
16	Bourses d'études (Prix d'Europe et spéciales).....	5	3,300
	<b>TERRES ET FORÊTS</b>		
17	Bourses d'études en génie forestier et arpentage.....	7	4,300
	<b>SYNTHÈSE</b>		
18	Déboursés.....	8402	876,342
19	Moins part fédérale.....		190,304
20	Part provinciale.....		686,037

(1) Estimation.

## ENSEIGNEMENT SPÉCIALISÉ

171

Bourses payées par les différents ministères du gouvernement de la Province  
1950 à 1954

(année financière se terminant le 31 mars de l'année indiquée)

Tableau 67

1951		1952		1953		1954		No
Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	
	\$		\$		\$		\$	
148	64,813	152	61,197	133	56,428	129	46,661	1
1868	314,117	1948	405,050	2155	473,373	2842	561,841	2
502	25,150	495	24,300	597	30,050	564	30,900	3
99	80,800	112	110,500	120	113,800	121	91,810	4
2410	303,310	2638	358,410	3090	400,079	3898	492,207	5
4879	722,378	5193	898,260	5962	1,017,302	7425	1,176,759	6
	189,382		260,390		279,001		316,895	7
	532,995		637,869		738,301		859,863	8
105	2,655	95	2,904	98	2,868	99	3,228	9
34	18,650	38	19,950	29	14,325	31	17,835	10
3787	160,000	3764	162,075	3158	250,000	2849	260,000	11
48	29,950	40	30,000	58	40,000	56	40,000	12
....	.....	410	730,600	412	(1) 734,605	415	(1) 736,000	13
	.....		645,000		648,192		650,000	14
	.....		85,600		86,412		86,000	15
4	3,150	4	3,150	4	3,150	4	3,150	16
27	2,990	35	1,690	6	5,650	12	6,100	17
9032	1,004,586	9731	1,909,826	9860	2,124,329	11,020	2,289,733	18
	189,382		905,390		927,194		966,895	19
	815,203		1,004,436		1,177,135		1,322,838	20

**Revenus et dépenses des pensionnats des collèges classiques masculins de la province de Québec**  
(année d'étude qui s'est terminée au cours de l'année civile)

Tableau 68

No		1 9 3 3	
		\$'000	%
	<b>REVENUS</b>		
1	Scolarité.....	1,257	76.9
2	Octrois.....	178	10.7
3	Divers.....	202	12.4
4	<b>TOTAL.....</b>	<b>1,637</b>	<b>100.0</b>
	<b>DÉPENSES</b>		
5	Traitement des professeurs.....	150	8.5
6	Frais divers d'enseignement.....	105	6.0
7	Administration générale.....	593	33.7
8	Denrées alimentaires.....	343	19.5
9	Frais de finance et divers.....	568	32.3
10	<b>TOTAL.....</b>	<b>1,759</b>	<b>100.0</b>
	<b>REVENUS</b>		
11	Scolarité.....		
12	Octrois.....		
13	Divers.....		
14	<b>TOTAL.....</b>		
	<b>DÉPENSES</b>		
15	Traitement des professeurs.....		
16	Frais divers d'enseignement.....		
17	Administration générale.....		
18	Denrées alimentaires.....		
19	Frais de finance et divers.....		
20	<b>TOTAL.....</b>		

SOURCES: Les institutions elles-mêmes.

## ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

173

Revenus et dépenses des pensionnats des collèges classiques masculins de la province de Québec  
(année d'étude qui s'est terminée au cours de l'année civile)

Tableau 68

1943		1949		1950		No
\$'000	%	\$'000	%	\$'000	%	
1,786	76.7	3,177	83.2	3,331	83.5	1
218	9.4	227	5.9	225	5.8	2
323	13.9	417	10.9	433	10.7	3
2,327	100.0	3,821	100.0	3,989	100.0	4
208	8.7	412	10.2	446	10.8	5
147	6.2	297	7.3	316	7.7	6
820	34.5	1,600	39.6	1,555	37.7	7
672	28.2	1,259	31.1	1,249	30.4	8
533	22.4	476	11.8	551	13.4	9
2,380	100.0	4,044	100.0	4,117	100.0	10
1951		1952		1953		
\$'000	%	\$'000	%	\$'000	%	
3,484	81.9	3,621	81.0	3,911	75.4	11
324	7.6	332	7.4	750	14.4	12
444	10.5	520	11.6	531	10.2	13
4,252	100.0	4,473	100.0	5,192	100.0	14
456	10.0	510	10.7	535	10.5	15
331	7.2	273	5.8	290	5.7	16
1,710	37.3	1,763	37.1	1,957	38.3	17
1,459	31.9	1,614	33.9	1,550	30.4	18
625	13.6	595	12.5	774	15.1	19
4,581	100.0	4,755	100.0	5,106	100.0	20

**Revenus et dépenses des externats des collèges classiques masculins de la province de Québec**  
(année d'étude qui s'est terminée au cours de l'année civile)

Tableau 69

No		1 9 3 3	
		\$'000	%
	<b>REVENUS</b>		
1	Scolarité.....	74	56.6
2	Octrois.....	20	15.4
3	Divers.....	36	28.0
4	<b>TOTAL.....</b>	<b>130</b>	<b>100.0</b>
	<b>DÉPENSES</b>		
5	Traitement des professeurs.....	8	6.2
6	Frais divers d'enseignement.....	18	13.4
7	Administration générale.....	45	33.9
8	Denrées alimentaires.....	19	14.7
9	Frais de finance et divers.....	42	31.8
10	<b>TOTAL.....</b>	<b>132</b>	<b>100.0</b>
	<b>REVENUS</b>		
11	Scolarité.....		
12	Octrois.....		
13	Divers.....		
14	<b>TOTAL.....</b>		
	<b>DÉPENSES</b>		
15	Traitement des professeurs.....		
16	Frais divers d'enseignement.....		
17	Administration générale.....		
18	Denrées alimentaires.....		
19	Frais de finance et divers.....		
20	<b>TOTAL.....</b>		

SOURCES: Les institutions elles-mêmes.

## ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

175

Revenus et dépenses des externats des collèges classiques masculins de la province de Québec  
(année d'étude qui s'est terminée au cours de l'année civile)

Tableau 69

1943		1949		1950		No
\$'000	%	\$'000	%	\$'000	%	
251	64.9	465	69.9	505	73.8	1
70	18.1	70	10.5	70	10.2	2
66	17.0	130	19.6	109	16.0	3
387	100.0	665	100.0	684	100.0	4
75	19.0	114	18.1	128	16.8	5
48	12.2	93	14.8	131	17.1	6
124	31.5	204	32.4	285	37.5	7
65	16.5	119	18.9	139	18.2	8
82	20.8	100	15.8	79	10.4	9
394	100.0	630	100.0	762	100.0	10
1951		1952		1953		
\$'000	%	\$'000	%	\$'000	%	
567	68.4	641	74.0	701	61.1	11
122	14.8	94	10.9	273	23.9	12
139	16.8	131	15.1	171	15.0	13
828	100.0	866	100.0	1,145	100.0	14
153	16.3	182	17.6	212	19.0	15
154	16.5	171	16.5	167	14.9	16
324	34.6	301	29.0	337	30.2	17
183	19.6	183	17.7	177	15.9	18
122	13.0	199	19.2	223	20.0	19
936	100.0	1,036	100.0	1,116	100.0	20

**Revenus et dépenses des juniorats (1) des collèges classiques masculins de la province de Québec**  
(année d'étude qui s'est terminée au cours de l'année civile)

Tableau 70

No		1 9 3 3	
		\$'000	%
	<b>REVENUS</b>		
1	Scolarité.....	66	77.0
2	Octrois.....	.....	.....
3	Divers.....	20	23.0
4	<b>TOTAL.....</b>	<b>86</b>	<b>100.0</b>
	<b>DÉPENSES</b>		
5	Traitement des professeurs.....	10	7.1
6	Frais divers d'enseignement.....	29	19.6
7	Administration générale.....	60	40.9
8	Denrées alimentaires.....	47	31.9
9	Frais de finance et divers.....	1	0.5
10	<b>TOTAL.....</b>	<b>147</b>	<b>100.0</b>
	<b>REVENUS</b>		
11	Scolarité.....		
12	Octrois.....		
13	Divers.....		
14	<b>TOTAL.....</b>		
	<b>DÉPENSES</b>		
15	Traitement des professeurs.....		
16	Frais divers d'enseignement.....		
17	Administration générale.....		
18	Denrées alimentaires.....		
19	Frais de finance et divers.....		
20	<b>TOTAL.....</b>		

(1) Juniorats, juvénats, petits séminaires des Communautés religieuses.

## ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

177

Revenus et dépenses des juniorats (1) des collèges classiques masculins de la province de Québec  
(année d'étude qui s'est terminée au cours de l'année civile)

Tableau 70

1943		1949		1950		No
\$'000	%	\$'000	%	\$'000	%	
116	66.3	216	72.6	221	71.9	1
1	0.6	1	0.4	3	1.0	2
58	33.1	80	27.0	84	27.1	3
175	100.0	297	100.0	308	100.0	4
22	8.1	32	7.6	34	7.1	5
34	12.3	56	13.3	61	12.7	6
103	37.5	168	40.3	181	37.7	7
103	37.5	145	34.7	179	37.1	8
12	4.6	17	4.1	26	5.4	9
274	100.0	418	100.0	481	100.0	10
1951		1952		1953		
\$'000	%	\$'000	%	\$'000	%	
250	74.0	277	74.4	327	73.3	11
2	0.7	8	2.1	20	4.5	12
85	25.3	87	23.5	99	22.2	13
337	100.0	372	100.0	446	100.0	14
39	7.0	39	6.5	45	6.5	15
70	12.6	69	11.4	101	14.4	16
202	36.2	219	36.2	274	39.0	17
211	38.0	240	39.6	236	33.6	18
35	6.2	38	6.3	46	6.5	19
557	100.0	605	100.0	702	100.0	20

SOURCES: Les institutions elles-mêmes.

**Revenus et dépenses des institutions d'enseignement secondaire moderne (1) de la province de Québec**  
(année d'étude qui s'est terminée au cours de l'année civile)

Tableau 71

		1 9 3 3	
		\$'000	%
	<b>REVENUS</b>		
1	Scolarité.....	105	100.0
2	Octrois.....	...	....
3	Divers.....	...	....
4	<b>TOTAL.....</b>	<b>105</b>	<b>100.0</b>
	<b>DÉPENSES</b>		
5	Traitement des professeurs.....	27	12.5
6	Frais divers d'enseignement.....	32	14.8
7	Administration générale.....	111	51.8
8	Denrées alimentaires.....	33	15.3
9	Frais de finance et divers.....	12	5.6
10	<b>TOTAL.....</b>	<b>215</b>	<b>100.0</b>
	<b>REVENUS</b>		
11	Scolarité.....		
12	Octrois.....		
13	Divers.....		
14	<b>TOTAL.....</b>		
	<b>DÉPENSES</b>		
15	Traitement des professeurs.....		
16	Frais divers d'enseignement.....		
17	Administration générale.....		
18	Denrées alimentaires.....		
19	Frais de finance et divers.....		
20	<b>TOTAL.....</b>		

(1) Deux collèges sur trois ont fourni des statistiques financières acceptables.

## ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

179

Revenus et dépenses des institutions d'enseignement secondaire moderne (1) de la province de Québec  
(année d'étude qui s'est terminée au cours de l'année civile)

Tableau 71

1943		1949		1950		No
\$'000	%	\$'000	%	\$'000	%	
204	100.0	334	96.8	370	95.3	1
...	.....	11	3.2	11	2.8	2
...	.....	....	.....	8	1.9	3
204	100.0	345	100.0	389	100.0	4
32	12.0	50	9.7	57	9.1	5
47	17.8	122	23.5	133	20.9	6
130	49.5	194	37.6	229	36.2	7
51	19.6	89	17.3	105	16.6	8
3	1.1	61	11.9	109	17.2	9
263	100.0	516	100.0	633	100.0	10
1951		1952		1953		
\$'000	%	\$'000	%	\$'000	%	
409	94.6	417	94.7	424	96.0	11
11	2.5	11	2.5	10	2.3	12
13	2.9	13	2.8	8	1.7	13
433	100.0	441	100.0	442	100.0	14
58	10.0	88	13.5	94	16.0	15
114	19.5	118	18.1	103	17.5	16
224	38.2	247	38.1	236	39.8	17
109	18.6	117	18.1	121	20.4	18
80	13.7	79	12.2	38	6.3	19
585	100.0	649	100.0	592	100.0	20

SOURCES: Les institutions elles-mêmes.

**Revenus et dépenses de l'ensemble des collèges classiques masculins de la province de Québec**  
(année d'étude qui s'est terminée au cours de l'année civile)

Tableau 72

		1933	
		\$'000	%
<b>REVENUS</b>			
1	Scolarité.....	1,501	76.7
2	Subventions.....	198	10.1
3	Divers.....	258	13.2
4	<b>TOTAL</b> .....	<b>1,957</b>	<b>100.0</b>
<b>DÉPENSES</b>			
5	Traitement des professeurs.....	196	8.7
6	Frais divers d'enseignement.....	183	8.1
7	Frais d'administration.....	809	35.9
8	Denrées alimentaires.....	442	19.6
9	Frais de finance.....	623	27.7
10	<b>TOTAL</b> .....	<b>2,253</b>	<b>100.0</b>
<b>REVENUS</b>			
11	Scolarité.....		
12	Subventions.....		
13	Divers.....		
14	<b>TOTAL</b> .....		
<b>DÉPENSES</b>			
15	Traitement des professeurs.....		
16	Frais divers d'enseignement.....		
17	Frais d'administration.....		
18	Denrées alimentaires.....		
19	Frais de finance.....		
20	<b>TOTAL</b> .....		

SOURCES: Les institutions elles-mêmes.

## ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

181

Revenus et dépenses de l'ensemble des collèges classiques masculins de la province de Québec  
(année d'étude qui s'est terminée au cours de l'année civile)

Tableau 72

1943		1949		1950		No
\$'000	%	\$'000	%	\$'000	%	
2,358	76.2	4,192	81.8	4,428	82.5	1
289	9.3	309	6.0	309	5.7	2
447	14.5	627	12.2	633	11.8	3
3,094	100.0	5,128	100.0	5,370	100.0	4
336	10.2	608	10.8	665	11.1	5
275	8.3	567	10.1	640	10.7	6
1,177	35.6	2,167	38.6	2,251	37.5	7
891	26.9	1,613	28.8	1,672	27.9	8
631	19.0	654	11.7	765	12.8	9
3,310	100.0	5,609	100.0	5,993	100.0	10
1951		1952		1953		
\$'000	%	\$'000	%	\$'000	%	
4,709	80.5	4,956	80.6	5,363	74.2	11
459	7.9	446	7.2	1,053	14.6	12
681	11.6	751	12.2	809	11.2	13
5,849	100.0	6,153	100.0	7,225	100.0	14
706	10.6	819	11.6	887	11.8	15
669	10.0	631	9.0	661	8.8	16
2,459	36.9	2,530	35.9	2,804	37.3	17
1,962	29.5	2,154	30.6	2,084	27.7	18
861	13.0	911	12.9	1,080	14.4	19
6,658	100.0	7,045	100.0	7,516	100.0	20

**Revenus et dépenses de l'ensemble des collèges classiques féminins (1) de la province de Québec**  
(année d'étude qui s'est terminée au cours de l'année civile)

Tableau 73

No		1933	
		\$'000	%
	<b>REVENUS</b>		
1	Scolarité.....	47	96.2
2	Octrois.....	...	.....
3	Divers.....	2	3.8
4	<b>TOTAL.....</b>	<b>49</b>	<b>100.0</b>
	<b>DÉPENSES</b>		
5	Traitement des professeurs.....	13	18.9
6	Frais divers d'enseignement.....	14	20.8
7	Administration générale.....	27	40.6
8	Denrées alimentaires.....	13	19.7
9	Frais de finance et divers.....	...	.....
10	<b>TOTAL.....</b>	<b>67</b>	<b>100.0</b>
	<b>REVENUS</b>		
11	Scolarité.....		
12	Octrois.....		
13	Divers.....		
14	<b>TOTAL.....</b>		
	<b>DÉPENSES</b>		
15	Traitement des professeurs.....		
16	Frais divers d'enseignement.....		
17	Administration générale.....		
18	Denrées alimentaires.....		
19	Frais de finance et divers.....		
20	<b>TOTAL.....</b>		

(1) 11 collèges ont fourni leurs statistiques sur un total de 16 institutions. Les collèges qui ne donnent que le coût de Lettres-Sciences sont exclus.

## ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

183

Revenus et dépenses de l'ensemble des collèges classiques féminins (1) de la province de Québec  
(année d'étude qui s'est terminée au cours de l'année civile)

Tableau 73

1943		1949		1950		No
\$'000	%	\$'000	%	\$'000	%	
142	79.7	276	76.7	334	78.0	1
...	0.2	...	0.1	5	1.3	2
36	20.1	83	23.2	89	20.7	3
178	100.0	359	100.0	428	100.0	4
24	11.4	69	16.8	72	15.5	5
45	21.8	59	14.5	75	16.2	6
93	44.9	215	52.5	217	46.6	7
45	21.9	66	16.2	101	21.7	8
...	.....	...	.....	...	.....	9
207	100.0	409	100.0	465	100.0	10
1951		1952		1953		
\$'000	%	\$'000	%	\$'000	%	
382	79.7	441	79.9	401	89.7	11
...	.....	2	0.3	...	.....	12
97	20.3	109	19.8	46	10.3	13
479	100.0	552	100.0	447	100.0	14
81	15.1	87	15.0	90	16.3	15
83	15.4	85	14.6	80	14.5	16
261	48.4	274	47.4	212	38.6	17
114	21.1	133	23.0	148	27.0	18
...	.....	...	.....	20	3.6	19
539	100.0	579	100.0	550	100.0	20

SOURCES: Les institutions elles-mêmes.

Élèves, revenus moyens et dépenses moyennes (1) des collèges classiques masculins, des maisons d'enseignement secondaire moderne et des collèges classiques féminins de la province de Québec

Tableau 74

Années	Collèges classiques masculins		
	Pensionnats		
	Élèves (2)	Revenus moyens	Dépenses moyennes
	Nombre	\$	\$
1933	7,718	212	228
1943	9,277	251	257
1949	11,486	333	352
1950	11,761	339	350
1951	11,676	364	392
1952	12,119	369	392
1953	12,531	414	407

Années	Maisons d'enseignement secondaire moderne		
	Élèves (5)	Revenus moyens	Dépenses moyennes
	Nombre	\$	\$
1933	1,112	94	194
1943	1,239	165	212
1949	1,402	246	368
1950	1,417	274	447
1951	1,475	293	397
1952	1,424	310	456
1953	1,551	285	382

(1) Les moyennes ont été calculées d'après les revenus et dépenses des tableaux 68 à 73.

(2) Élèves de toutes catégories qui fréquentaient les pensionnats dont les statistiques financières étaient disponibles soit 96% de ces maisons d'enseignement.

(3) Élèves de toutes catégories qui fréquentaient les externats dont les statistiques financières étaient disponibles soit 92% de ces maisons d'enseignement.

(4) Les élèves de tous les juniorats, juvénats et petits séminaires.

Elèves, revenus moyens et dépenses moyennes (1) des collèges classiques masculins, des maisons d'enseignement secondaire moderne et des collèges classiques féminins de la province de Québec

Tableau 74

Collèges classiques masculins						Années
Externats			Juniorats			
Élèves (3)	Revenus moyens	Dépenses moyennes	Élèves (4)	Revenus moyens	Dépenses moyennes	
Nombre	\$	\$	Nombre	\$	\$	
969	134	136	687	124	214	1933
2,271	170	173	891	197	307	1943
3,059	217	206	1,095	298	382	1949
3,191	214	239	1,120	275	430	1950
3,460	239	270	1,210	279	460	1951
3,681	235	282	1,285	290	471	1952
3,813	300	293	1,428	312	491	1953

Collèges classiques masculins et maisons d'enseignement secondaire moderne			Collèges classiques féminins			Années
Élèves (6)	Revenus moyens	Dépenses moyennes	Élèves	Revenus moyens	Dépenses moyennes	
Nombre	\$	\$	Nombre	\$	\$	
10,486	187	215	318	154	211	1933
13,678	226	242	767	232	270	1943
17,042	301	329	1,178	305	347	1949
17,489	307	343	1,522	282	305	1950
17,821	328	374	1,540	311	350	1951
18,509	332	381	1,631	339	355	1952
19,323	374	389	1,669	268	330	1953

(5) Deux collèges d'enseignement secondaire moderne sur trois ont fourni des statistiques financières acceptables. Le nombre d'élèves donné ici pour chaque année ne représente donc que celui de ces deux institutions et comprend tous les étudiants et non seulement ceux du secondaire moderne.

(6) Tous les élèves des institutions d'enseignement secondaire classique et moderne dont les statistiques financières étaient disponibles, soit 95% de ces maisons d'éducation.

## ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

Dette des collèges classiques masculins au 30 juin 1953

(en milliers de dollars)

Tableau 75

	Dépôts des particuliers	Billets	Obligations hypothécaires	Total
Séminaires diocésains.....	2,576	2,066	4,761	9,403
Collèges.....	101	2,077	3,683	5,860
Externats.....	37	1,017	1,807	2,861
Séminaires de communauté.....	50	.....	3,176	3,226
Institutions d'enseignement secondaire moderne.....	236	105	889	1,231
TOTAL.....	3,000	5,265	14,316	22,581

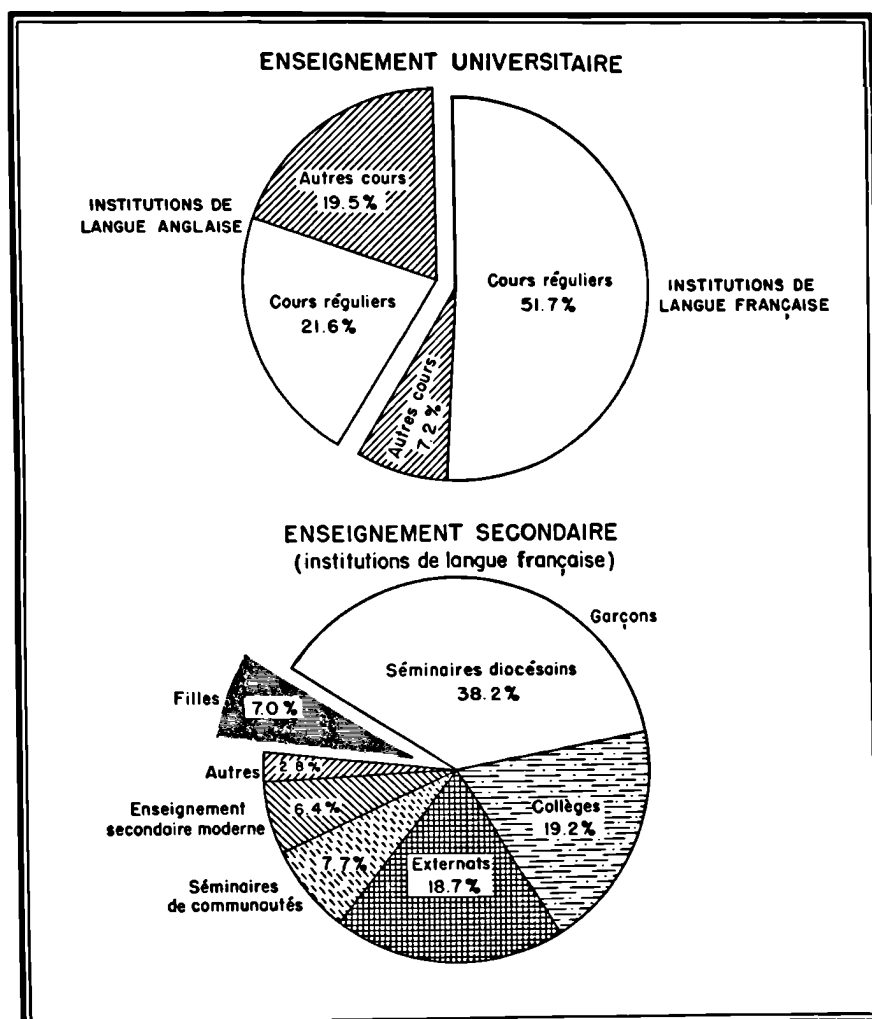
  

	Rentes viagères (1)	Prêts à fonds perdus (1)	Total	Grand total
Séminaires diocésains.....	1,636	1,543	3,179	12,583
Collèges.....	250	677	927	6,787
Externats.....	26	41	67	2,929
Séminaires de communauté.....	96	.....	96	3,321
Institutions d'enseignement secondaire moderne.....	.....	.....	.....	1,231
TOTAL.....	2,008	2,261	4,269	26,851

(1) Ces sommes, qui auraient été, pour la presque totalité, données par des membres du clergé à leur séminaire ou à leur collège, ne constituent pas une dette au sens rigoureux qui s'applique au reste du passif.

SOURCES: Les institutions elles-mêmes.

**REPARTITION PROPORTIONNELLE DES INSCRIPTIONS  
DANS LES UNIVERSITES ET LES  
INSTITUTIONS D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE  
DE LA PROVINCE EN 1953**



Voir tableaux 62 et 64

**Revenus et dépenses des écoles normales de Frères de la province de Québec**  
(année d'étude qui s'est terminée au cours de l'année civile)

Tableau 76

No	
	<b>REVENUS (1)</b>
1	Scolarité.....
2	Subventions.....
3	Déficit comblé par la Communauté.....
4	<b>TOTAL.....</b>
	<b>DÉPENSES (1)</b>
5	Traitement des professeurs (2).....
6	Frais d'entretien des élèves.....
7	Administration générale.....
8	Frais d'entretien des édifices.....
9	Frais de finance.....
10	Autres dépenses.....
11	<b>TOTAL.....</b>
	<b>REVENUS (1)</b>
12	Scolarité.....
13	Subventions.....
14	Déficit comblé par la Communauté.....
15	<b>TOTAL.....</b>
	<b>DÉPENSES (1)</b>
16	Traitement des professeurs (2).....
17	Frais d'entretien des élèves.....
18	Administration générale.....
19	Frais d'entretien des édifices.....
20	Frais de finance.....
21	Autres dépenses.....
22	<b>TOTAL.....</b>

(1) Les scolasticats-écoles normales de Frères ayant fourni les statistiques financières nécessaires sont au nombre de dix sur quinze.

## ÉCOLES NORMALES

189

**Revenus et dépenses des écoles normales de Frères de la province de Québec**  
(année d'étude qui s'est terminée au cours de l'année civile)

Tableau 76

1948		1949		1950		No
\$	%	\$	%	\$	%	
.....	.....	.....	.....	.....	.....	1
30,473	4.9	36,545	5.5	40,515	5.8	2
591,586	95.1	631,181	94.5	659,736	94.2	3
<b>622,059</b>	<b>100.0</b>	<b>667,726</b>	<b>100.0</b>	<b>700,251</b>	<b>100.0</b>	4
152,541	24.5	164,718	24.7	172,330	24.6	5
269,631	43.3	295,795	44.3	304,231	43.4	6
41,509	6.7	45,273	6.8	48,122	6.9	7
76,326	12.3	78,094	11.7	86,475	12.3	8
81,892	13.2	83,670	12.5	87,686	12.6	9
160	.....	176	.....	1,407	0.2	10
<b>622,059</b>	<b>100.0</b>	<b>667,726</b>	<b>100.0</b>	<b>700,251</b>	<b>100.0</b>	11
1951		1952		1953		
\$	%	\$	%	\$	%	
.....	.....	.....	.....	.....	.....	12
41,036	5.5	48,375	6.4	50,450	6.8	13
700,932	94.5	706,438	93.6	766,432	93.2	14
<b>741,968</b>	<b>100.0</b>	<b>754,813</b>	<b>100.0</b>	<b>816,882</b>	<b>100.0</b>	15
185,944	25.1	189,620	25.1	210,122	25.7	16
330,833	44.6	339,178	44.9	362,496	44.4	17
50,538	6.8	50,286	6.7	51,457	6.3	18
84,920	11.4	84,854	11.3	95,764	11.8	19
89,608	12.1	90,393	12.0	95,944	11.7	20
125	.....	482	.....	1,099	0.1	21
<b>741,968</b>	<b>100.0</b>	<b>754,813</b>	<b>100.0</b>	<b>816,882</b>	<b>100.0</b>	22

(2) Ces montants représentent, pour la majeure partie, sinon entièrement, la rémunération que la Communauté a cru devoir fixer pour ses propres membres enseignant à ses propres sujets.

SOURCES: Les institutions elles-mêmes.

**Revenus et dépenses des écoles normales de Soeurs de la province de Québec**  
(année d'étude qui s'est terminée au cours de l'année civile)

Tableau 77

No	
	<b>REVENUS (1)</b>
1	Scolarité.....
2	Subventions.....
3	Déficit comblé par la Communauté.....
4	<b>TOTAL.....</b>
	<b>DÉPENSES (1)</b>
5	Traitement des professeurs.....
6	Frais d'entretien des élèves.....
7	Administration générale.....
8	Frais d'entretien des édifices.....
9	Frais de finance.....
10	Autres dépenses.....
11	<b>TOTAL.....</b>
	<b>REVENUS (1)</b>
12	Scolarité.....
13	Subventions.....
14	Déficit comblé par la Communauté.....
15	<b>TOTAL.....</b>
	<b>DÉPENSES (1)</b>
16	Traitement des professeurs.....
17	Frais d'entretien des élèves.....
18	Administration générale.....
19	Frais d'entretien des édifices.....
20	Frais de finance.....
21	Autres dépenses.....
22	<b>TOTAL.....</b>

(1) Les scolasticats-écoles normales de Soeurs ayant fourni les statistiques financières nécessaires sont au nombre de dix sur trente.

# ÉCOLES NORMALES

191

## Revenus et dépenses des écoles normales de Soeurs de la province de Québec (année d'étude qui s'est terminée au cours de l'année civile)

Tableau 77

1948		1949		1950		No
\$	%	\$	%	\$	%	
1,960	2.4	1,964	2.1	2,686	3.0	1
2,549	2.9	2,947	3.2	2,580	2.9	2
79,944	94.7	87,011	94.7	83,636	94.1	3
84,453	100.0	91,922	100.0	88,902	100.0	4
27,810	32.9	27,454	29.9	23,973	27.0	5
32,474	38.5	33,637	36.6	34,120	38.4	6
7,197	8.5	8,051	8.7	8,751	9.8	7
6,941	8.2	8,074	8.8	7,863	8.9	8
9,896	11.7	14,694	16.0	14,180	15.9	9
135	0.2	12	.....	15	.....	10
84,453	100.0	91,922	100.0	88,902	100.0	11
1951		1952		1953		
\$	%	\$	%	\$	%	
3,300	3.5	5,021	4.6	7,045	6.1	12
3,105	3.2	3,040	2.8	3,056	2.6	13
89,594	93.3	99,989	92.6	106,755	91.3	14
95,999	100.0	108,050	100.0	116,856	100.0	15
28,470	29.7	26,673	24.7	31,377	26.9	16
38,744	40.4	47,032	43.5	48,495	41.5	17
8,962	9.3	9,973	9.2	10,687	9.1	18
8,945	9.3	11,577	10.7	10,557	9.0	19
10,833	11.3	12,276	11.4	14,650	12.6	20
45	.....	519	0.5	1,090	0.9	21
95,999	100.0	108,050	100.0	116,856	100.0	22

SOURCES: Les institutions elles-mêmes.

## ÉCOLES NORMALES

**Élèves, revenus moyens et dépenses moyennes (1) des écoles normales de Communautés  
province de Québec, 1948-1953**

**Tableau 78**

Années	Écoles normales de Frères		
	Élèves (2)	Revenus moyens	Dépenses moyennes
	Nombre	\$	\$
1948	425	72	1,464
1949	453	81	1,474
1950	470	86	1,490
1951	514	80	1,444
1952	522	93	1,446
1953	542	93	1,507

Années	Écoles normales de Soeurs		
	Élèves (2)	Revenus moyens	Dépenses moyennes
	Nombre	\$	\$
1948	86	52	982
1949	98	50	940
1950	96	55	926
1951	103	62	932
1952	129	62	838
1953	155	65	754

(1) Les moyennes ont été calculées d'après les revenus et dépenses des tableaux 76 et 77.

(2) Élèves des maisons ayant fourni un rapport financier.

**Elèves, revenus moyens et dépenses moyennes (1) des fonds "sans restrictions"  
des universités et des principales écoles affiliées**

Tableau 79

Années	Étudiants (2)	Revenus moyens	Dépenses moyennes
	Nombre	\$	\$
1939	6,692	553	567
1945	9,017	638	629
1948	14,944	707	712
1949	15,312	725	735
1950	15,238	742	744
1951	14,835	769	790
1952	14,264	957	908
1953	14,307	942	950

(1) Les moyennes ont été calculées d'après les revenus et les dépenses des tableaux 80 et 81.

(2) Étudiants réguliers du jour, étudiants réguliers du soir pour le Commerce et les Sciences sociales, certains élèves libres du jour en lettres et étudiants postuniversitaires qui correspondent aux statistiques financières des tableaux 80 et 81

**Revenus et dépenses des fonds "sans restrictions" des universités et des principales écoles affiliées (1)**  
 (Pour l'année d'étude terminée au cours de l'année indiquée)

Tableau 80

No		1 9 3 9	
		\$'000	%
	<b>REVENUS</b>		
1	Subventions du gouvernement de Québec.....	824	22.3
2	Subventions du gouvernement fédéral.....	6	0.2
3	Total.....	830	22.5
4	Aide du Séminaire de Québec à l'Université Laval.....	.....	.....
5	Enseignement: frais de scolarité d'inscription, d'immatriculation, préparation de diplômes.....	1,292	34.9
6	Revenus des placements, dons, bourses, etc.....	784	21.2
7	Services auxiliaires: atelier, cafétéria, magasin, hôpital de McGill (M.N.I.), ferme, etc.....	546	14.7
8	Autres revenus: clinique dentaire, services de laboratoire, vente de produits, location de salles, vestiaires, etc.....	252	6.8
9	TOTAL en dollars courants.....	3,704	100.0
10	TOTAL en dollars constants (3).....	3,704	.....
	<b>DÉPENSES (2)</b>		
	<b>ENSEIGNEMENT</b>		
11	Traitement.....	1,798	47.4
12	Autres dépenses.....	380	10.0
13	Total.....	2,178	57.4
	<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>		
14	Salaires (pensions comprises).....	269	7.1
15	Autres dépenses.....	352	9.3
16	Total.....	621	16.4
	<b>ENTRETIEN DES TERRAINS ET BÂTIMENTS</b>		
17	Salaires (pensions comprises).....	106	2.8
18	Autres dépenses.....	308	8.1
19	Total.....	414	10.9
	<b>SERVICES AUXILIAIRES</b>		
20	Salaires.....	188	4.9
21	Autres dépenses.....	395	10.4
22	Total.....	583	15.3
23	TOTAL en dollars courants.....	3,797	100.0
24	TOTAL en dollars constants (3).....	3,797	.....

(1) Apparaissent dans ce tableau les statistiques des Universités Laval, de Montréal et McGill, de Bishop et de St. George Williams College, de l'École Polytechnique, de l'École des Hautes Études Commerciales, de l'Institut Agricole d'Oka, de l'École de Médecine Vétérinaire, de la Faculté de Commerce de Québec et de l'École Supérieure d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière. L'Institut de Microbiologie, corporation distincte de l'Université de Montréal, n'apparaît pas dans ces tableaux.

Revenus et dépenses des fonds "sans restrictions" des universités et des principales écoles affiliées (1)  
(Pour l'année d'étude terminée au cours de l'année indiquée)

Tableau 80

1945		1948		1949		No
\$'000	%	\$'000	%	\$'000	%	
1,751	30.4	2,439	23.1	2,299	20.7	1
26	0.4	567	5.4	583	5.3	2
1,777	30.8	3,006	28.5	2,882	26.0	3
.....	....	169	1.6	304	2.7	4
1,814	31.5	3,630	34.3	3,764	33.9	5
977	17.0	971	9.2	1,050	9.5	6
933	16.2	2,302	21.8	2,510	22.6	7
254	4.4	494	4.7	591	5.3	8
5,755	100.0	10,572	100.0	11,101	100.0	9
4,532	.....	6,620	.....	6,620	.....	10
2,498	44.0	4,046	38.1	4,136	36.9	11
572	10.1	1,161	10.8	1,142	10.1	12
3,070	54.1	5,207	48.9	5,278	47.0	13
353	6.2	620	5.8	697	6.2	14
436	7.7	645	6.1	674	6.0	15
789	13.9	1,265	11.9	1,371	12.2	16
251	4.4	437	4.1	475	4.2	17
597	10.5	1,194	11.2	1,077	9.5	18
848	14.9	1,631	15.3	1,552	13.7	19
363	6.4	677	6.4	851	7.6	20
604	10.7	1,860	17.4	2,203	19.5	21
967	17.1	2,537	23.8	3,054	27.1	22
5,675	100.0	10,641	100.0	11,256	100.0	23
4,469	.....	6,663	.....	6,712	.....	24

(2) Une université n'ayant donné que le total de ses dépenses pour l'année 1949, ces dépenses ont été réparties selon les catégories indiquées d'après la proportion des dépenses des autres universités dans chaque catégorie.

(3) Facteur de correction tiré des Comptes Nationaux du Canada — Bureau Fédéral de la Statistique.

SOURCES: Les institutions elles-mêmes.

**Revenus et dépenses des fonds "sans restrictions" des universités et des principales écoles affiliées (1)**  
 (Pour l'année d'étude terminée au cours de l'année indiquée)

Tableau 81

No		1 9 5 0	
		\$'000	%
	<b>REVENUS</b>		
1	Subventions du gouvernement de Québec.....	2,558	22.6
2	Subventions du gouvernement fédéral.....	385	3.4
3	Total.....	2,943	26.0
4	Aide du Séminaire de Québec à l'Université Laval.....	44	0.4
5	Enseignement: frais de scolarité d'inscription, d'immatriculation, préparation de diplômes.....	3,943	34.9
6	Revenus des placements, dons, bourses, etc.....	1,301	11.5
7	Services auxiliaires: atelier, cafétéria, magasin, hôpital de McGill (M.N.I.) ferme, etc.....	2,413	21.3
8	Autres revenus: clinique dentaire, services de laboratoire, vente de produits, location de salles, vestiaires, etc.....	665	5.9
9	TOTAL en dollars courants.....	11,309	100.0
10	TOTAL en dollars constants (3).....	6,579	.....
	<b>DÉPENSES (2)</b>		
	<b>ENSEIGNEMENT</b>		
11	Traitement.....	4,316	38.0
12	Autres dépenses.....	1,153	10.1
13	Total.....	5,469	48.1
	<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>		
14	Salaires (pensions comprises).....	816	7.2
15	Autres dépenses.....	550	4.9
16	Total.....	1,366	12.1
	<b>ENTRETIEN DES TERRAINS ET BÂTIMENTS</b>		
17	Salaires (pensions comprises).....	494	4.4
18	Autres dépenses.....	1,076	9.5
19	Total.....	1,570	13.9
	<b>SERVICES AUXILIAIRES</b>		
20	Salaires.....	871	7.8
21	Autres dépenses.....	2,054	18.1
22	Total.....	2,925	25.9
23	TOTAL en dollars courants.....	11,331	100.0
	TOTAL en dollars constants (3).....	6,592	.....

(1) Apparaissent dans ce tableau les statistiques des Universités Laval, de Montréal et McGill, de Bishop et de Sir George Williams College, de l'École Polytechnique, de l'École des Hautes Études Commerciales, de l'Institut Agricole d'Oka, de l'École de Médecine Vétérinaire, de la Faculté de Commerce de Québec et de l'École Supérieure d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière. L'Institut de Microbiologie, corporation distincte de l'Université de Montréal, n'apparaît pas dans ces tableaux.

## ENSEIGNEMENT UNIVERSITAIRE

197

Revenus et dépenses des fonds "sans restrictions" des universités et des principales écoles affiliées (1)  
(Pour l'année d'étude terminée au cours de l'année indiquée)

Tableau 81

1951		1952		1953		No
\$'000	%	\$'000	%	\$'000	%	
2,591	22.7	2,679	19.6	3,534	26.2	1
294	2.6	1,829	13.4	185	1.4	2
2,885	25.3	4,508	33.0	3,719	27.6	3
384	3.4	264	1.9	395	2.9	4
3,754	32.9	4,236	31.0	4,414	32.7	5
1,359	11.9	1,452	10.6	1,515	11.2	6
2,225	19.5	2,314	16.9	2,341	17.4	7
800	7.0	874	6.4	1,097	8.1	8
11,406	100.0	13,649	100.0	13,481	100.0	9
5,950	.....	6,838	.....	6,754	.....	10
4,605	39.3	5,456	42.1	5,814	42.8	11
1,056	9.0	1,324	10.2	1,255	9.2	12
5,661	48.3	6,780	52.3	7,069	52.0	13
891	7.6	912	7.0	1,006	7.4	14
577	5.0	920	7.2	1,054	7.8	15
1,468	12.6	1,832	14.2	2,060	15.2	16
535	4.6	579	4.5	595	4.4	17
1,144	9.7	1,084	8.4	1,232	9.1	18
1,679	14.3	1,663	12.9	1,827	13.5	19
941	8.0	846	6.5	885	6.5	20
1,966	16.8	1,827	14.1	1,751	12.8	21
2,907	24.8	2,673	20.6	2,636	19.3	22
11,715	100.0	12,947	100.0	13,592	100.0	23
6,111	.....	6,487	.....	6,810	.....	24

(2) Une université n'ayant donné que le total de ses dépenses pour les années 1950 et 1951, ces dépenses ont été réparties selon les catégories indiquées d'après la proportion des dépenses des autres universités dans chaque catégorie.

(3) Facteur de correction tiré des Comptes Nationaux du Canada — Bureau Fédéral de la Statistique.

SOURCES: Les institutions elles-mêmes.

## Dépenses annuelles des diverses facultés et écoles affiliées (1)

Tableau 82

No		1 9 3 9	1 9 4 5
		\$'000	\$'000
	<b>FACULTÉS ET ÉCOLES</b>		
1	Théologie (2).....	25.5	28.4
2	Médecine.....	453.4	557.0
3	Droit.....	47.1	58.9
4	Chirurgie dentaire.....	57.9	91.7
5	Sciences et sciences appliquées.....	519.9	922.6
6	Lettres.....	23.0	41.7
7	Philosophie (2).....	12.5	56.4
8	Sciences sociales (y compris Service social).....	31.8	75.5
9	Pharmacie (3).....	14.5	21.8
10	Diététique (y compris "Household Science" de McGill)....	22.3	37.5
11	Hygiène (y compris "Graduate Nurses" de McGill).....	19.2	24.2
12	Musique.....	39.9	54.5
13	Ecole d'Orientation et de Pédagogie de Laval.....	.....	6.7
14	Arts et commerce.....	732.0	997.3
15	Agriculture et médecine vétérinaire.....	450.1	449.7
16	Autres écoles et cours divers.....	146.4	199.2
17	Frais généraux divers.....	217.2	221.3
18	<b>TOTAL</b> .....	<b>2,812.7</b>	<b>3,844.4</b>
19	<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE (4)</b> .....	<b>262.2</b>	<b>322.2</b>
20	<b>ENTRETIEN DES BÂTIMENTS ET TERRAINS (4)</b> .....	<b>279.6</b>	<b>688.5</b>
21	<b>SERVICES AUXILIAIRES (4)</b> .....	<b>442.6</b>	<b>820.0</b>
22	<b>GRAND TOTAL en dollars courants</b> .....	<b>3,797.1</b>	<b>5,675.1</b>
23	<b>GRAND TOTAL en dollars constants (5)</b> .....	<b>3,797.1</b>	<b>4,468.7</b>

(1) Apparaissent dans ce tableau les statistiques des Universités Laval, de Montréal et McGill, de Bishop et de Sir George Williams College, de l'École Polytechnique, de l'École des Hautes Études Commerciales, de l'Institut Agricole d'Oka, de l'École de Médecine Vétérinaire, de Faculté de Commerce de Québec et de l'École Supérieure d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière. L'Institut de Microbiologie et l'École d'Optométrie, corporations distinctes de l'Université de Montréal, n'apparaissent pas dans ces tableaux.

(2) Il ne s'agit que des dépenses pour les étudiants en théologie et en philosophie qui dépendent de l'administration des universités.

## Dépenses annuelles des diverses facultés et écoles affiliées (1)

Tableau 82

1948	1949	1950	1951	1952	1953	No
\$'000	\$'000	\$'000	\$'000	\$'000	\$'000	
49.7	63.1	89.4	103.2	108.0	113.7	1
963.8	977.9	1,025.8	1,100.2	1,102.3	1,194.8	2
85.2	92.9	91.3	109.1	150.4	166.9	3
159.1	160.6	157.4	183.8	193.9	201.2	4
1,457.5	1,525.4	1,479.4	1,616.8	1,708.3	1,741.8	5
96.1	127.2	141.9	185.9	219.5	222.4	6
103.4	117.0	111.4	124.8	133.3	142.3	7
184.5	219.6	217.1	245.0	291.1	317.0	8
27.6	42.8	42.9	49.1	51.8	53.3	9
50.9	56.4	53.7	61.7	63.4	67.7	10
87.2	82.5	88.1	98.7	105.8	104.6	11
74.2	78.5	77.2	87.6	107.2	108.1	12
19.5	39.1	24.5	39.9	40.0	57.5	13
1,688.3	1,760.5	1,780.3	1,728.7	2,064.7	2,305.3	14
695.9	747.9	737.1	769.8	743.7	729.4	15
304.6	312.6	397.5	418.3	525.0	602.2	16
512.5	587.1	645.5	622.9	944.1	945.0	17
6,560.0	6,991.1	7,160.5	7,545.5	8,552.5	9,073.2	18
580.0	631.5	649.7	697.8	773.2	846.3	19
1,191.9	1,170.9	1,157.6	1,212.3	1,226.0	1,347.9	20
2,309.2	2,462.2	2,363.3	2,259.3	2,395.3	2,324.9	21
10,641.1	11,255.7	11,331.1	11,714.9	12,947.0	13,592.2	22
6,663.0	6,711.8	6,591.7	6,111.1	6,486.6	6,809.8	23

(3) Les dépenses de l'École de Pharmacie de Laval sont données globalement avec les dépenses de la Faculté des Sciences.

(4) Ces statistiques n'indiquent pas toutes les dépenses pour chacune des catégories, car le présent tableau est dressé principalement en fonction des dépenses de chaque faculté ou école.

(5) Facteur de correction tiré des Comptes Nationaux du Canada — Bureau Fédéral de la Statistique.

SOURCES: Les institutions elles-mêmes.

## Fonds provenant de campagnes de souscriptions depuis 1939

Tableau 83

No		Province de Québec
	<b>SOMMES SOUSCRITES</b>	<b>\$'000</b>
	McGill University:	
1	McConnell Campaign.....	1,086.5
2	McGill Fund Campaign.....	1,500.0
3	War Memorial Campaign.....	.....
4	Powell Campaign.....	.....
5	<b>TOTAL.....</b>	<b>2,586.5</b>
6	Université Laval.....	4,000.0
7	Université de Montréal.....	4,030.9
8	Bishop's University.....	1,000.0
9	<b>TOTAL.....</b>	<b>11,617.4</b>
	<b>SOMMES PAYÉES À LA FIN DE L'ANNÉE ACADÉMIQUE 1952-53</b>	
10	McGill University.....	2,586.5
11	Université Laval.....	4,000.0
12	Université de Montréal.....	3,730.9
13	Bishop's University.....	1,000.0
14	<b>TOTAL.....</b>	<b>11,317.4</b>
		<b>Achat de terrains et d'immeubles. Constructions</b>
	<b>SOMMES ENGAGÉES À LA FIN DE L'ANNÉE ACADÉMIQUE 1952-53</b>	
15	McGill University.....	5,266.5
16	Université Laval.....	6,091.5
17	Université de Montréal.....	768.1
18	Bishop's University.....	1,270.0
19	<b>TOTAL.....</b>	<b>13,396.1</b>

(1) Compris dans "Maisons d'affaires".

(2) Y compris les commissions scolaires et \$2,000,000. de la Cité de Montréal.

## Fonds provenant de campagnes de souscriptions depuis 1939

Tableau 83

Municipalités	Diocèses, paroisses, Communautés, Églises	Maisons d'affaires	Particuliers	Divers	Total	No
\$'000	\$'000	\$'000	\$'000	\$'000	\$'000	
.....	.....	5,576.8	356.8	124.0	7,144.1	1
1,337.0	.....	5,183.1	(1)	(1)	8,020.1	2
.....	.....	752.4	(1)	(1)	752.4	3
.....	.....	608.4	.....	.....	608.4	4
1,337.0	.....	12,120.7	356.8	124.0	16,525.0	5
1,730.5	1,340.3	2,440.3	1,073.9	55.4	10,640.4	6
(2) 2,549.6	1,993.5	2,917.5	1,336.4	79.5	12,907.4	7
10.5	.....	700.0	489.5	.....	2,200.0	8
5,627.6	3,333.8	18,178.5	3,256.6	258.9	42,272.8	9
1,315.0	.....	12,051.1	356.8	94.0	16,403.4	10
451.8	1,112.0	2,283.6	951.3	47.1	8,845.8	11
647.8	1,494.1	2,734.6	1,209.1	76.3	9,892.8	12
10.5	.....	700.0	489.5	.....	2,200.0	13
2,425.1	2,606.1	17,769.3	3,006.7	217.4	37,342.0	14
Achat d'ameu- blement, d'équipement divers	Placements pour fins générales	Placements pour fins spécifiques	Fonds de pension, assistance sociale	Divers	Total	
161.6	389.9	10,147.1	.....	14.1	15,979.2	15
.....	.....	.....	306.1	2,175.4	8,573.0	16
0.2	.....	.....	.....	35.2	803.5	17
81.0	.....	.....	8.2	800.0	2,159.2	18
242.8	389.9	10,147.1	314.3	3,024.7	27,514.9	19

SOURCES: Les institutions elles-mêmes.

Tableau 84

## R E V E N U S

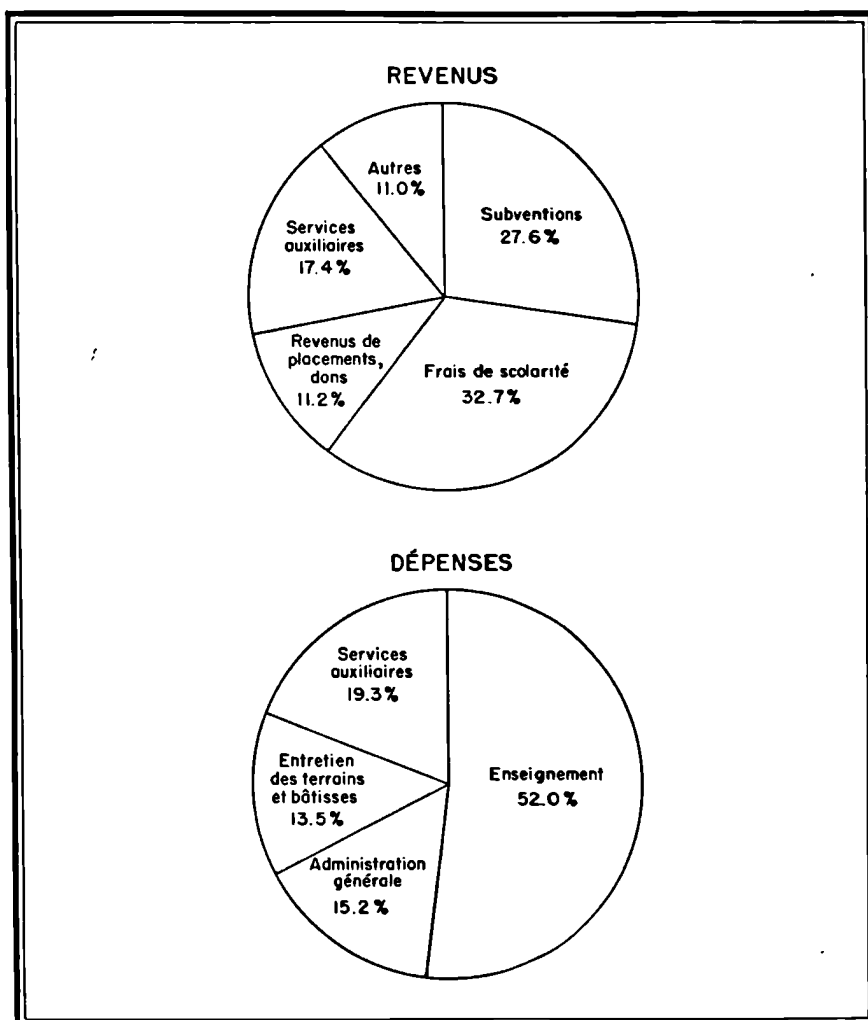
	Revenus de placement	Revenus divers	Total
	\$	\$	\$
McGill University.....	.....	424,121	424,121
Université Laval.....	66,705	.....	66,705
Université de Montréal.....	706,904	573,039	1,279,943
Bishop's University.....	20,000	.....	20,000
TOTAL.....	793,609	997,160	1,790,769

## D É P E N S E S

	Frais d'orga- nisation des campagnes	Frais d'admi- nistration de finance et autres	Total
	\$	\$	\$
McGill University.....	.....	.....	.....
Université Laval.....	105,380	33,326	138,706
Université de Montréal.....	155,543	5,690	161,233
Bishop's University.....	.....	.....	.....
TOTAL.....	260,923	39,016	299,939

SOURCES: Les institutions elles-mêmes.

**REPARTITION PROPORTIONNELLE DES REVENUS ET DES DEPENSES  
DES UNIVERSITES DE LA PROVINCE EN 1953**  
(Fonds sans restriction)



Voir tableau 80.

**Revenus et dépenses des fonds "avec restrictions" (1) de deux universités (2)**  
(Pour l'année d'étude terminée au cours de l'année indiquée)

**Tableau 85**

No		1 9 3 9	1 9 4 5
		\$'000	\$'000
	<b>REVENUS</b>		
1	Subventions du gouvernement de Québec.....	32.8	30.0
2	Subventions du gouvernement fédéral.....	19.8	175.9
3	Dons.....	191.1	535.2
4	Fondations (3).....	87.9	102.6
5	Divers.....	.....	8.3
6	<b>TOTAL.....</b>	<b>331.6</b>	<b>852.0</b>
	<b>DÉPENSES</b>		
7	Traitement des professeurs et des chercheurs.....	96.7	158.7
8	Autres salaires.....	.....	0.5
9	Fournitures, matériel de laboratoire.....	238.2	476.7
10	Bourses (4).....	.....	1.3
11	Dépenses diverses.....	1.2	43.4
12	<b>TOTAL.....</b>	<b>336.0</b>	<b>680.6</b>

(1) Par fonds "avec restrictions", on entend les sommes reçues par les universités pour des fins déterminées. Ces sommes sont pour une bonne part destinées aux recherches et sont omises lorsqu'il est question des étés des revenus et des dépenses couvrant l'administration générale de l'enseignement.

(2) Deux universités seulement ont fourni leurs statistiques.

**Revenus et dépenses des fonds "avec restrictions" (1) de deux universités (2)**  
(Pour l'année d'étude terminée au cours de l'année indiquée)

Tableau 85

1948	1949	1950	1951	1952	1953	No
\$'000	\$'000	\$'000	\$'000	\$'000	\$'000	
43.0	37.3	344.4	242.7	478.3	468.2	1
362.0	352.7	684.8	909.3	1,168.4	1,316.8	2
707.8	754.1	636.3	638.3	924.3	1,124.1	3
218.1	212.4	295.7	340.0	350.4	312.2	4
28.5	32.0	30.4	19.5	25.5	17.2	5
1,359.4	1,388.5	1,991.6	2,149.8	2,946.9	3,238.5	6
321.3	388.7	651.0	758.5	1,031.5	1,092.3	7
1.0	0.9	81.8	155.8	260.9	242.3	8
794.4	1,019.2	1,183.2	1,290.2	1,399.0	1,534.3	9
5.7	1.4	38.8	72.0	108.0	194.4	10
21.5	27.3	19.7	27.3	37.6	55.2	11
1,143.8	1,437.4	1,974.4	2,303.9	2,837.0	3,118.6	12

(3) Ces revenus des fondations sont ceux d'une seule université dans la proportion de 97%.

(4) Bourses d'une seule université, l'autre université n'ayant pas fait ressortir cet item.

SOURCES: Les institutions elles-mêmes.



## SECTION 3

# Santé et Hospitalisation

Tableaux	Page
No	
86	Total des hôpitaux et capacité en lits, au Canada, par genre de service et par province, 1952..... 210
87	Hôpitaux publics et capacité en lits, au Canada, par genre de service et par province, 1952..... 210
88	Hôpitaux privés et capacité en lits, au Canada, par genre de service et par province, 1952..... 212
89	Capacité en lits et lits dressés dans les hôpitaux publics faisant rapport, 1952..... 212
90	Nombre de lits en 1951 dans les hôpitaux publics généraux du Canada, de l'Ontario et du Québec comparativement au nombre standard requis ..... 214
91	Nombre de lits requis en 1960 et 1970 dans les hôpitaux publics généraux du Canada, de l'Ontario et du Québec..... 214
92	Répartition régionale des hôpitaux de la province de Québec au 31 décembre 1951..... 216
93	Moyenne quotidienne des malades en fonction du personnel ordinaire et médical des hôpitaux de la province de Québec, 1948-1952..... 218
94	Population, hôpitaux publics, lits, médecins et dentistes, Canada, Québec, Ontario..... 220
95	Revenus de gestion des hôpitaux par jour-patient et pourcentage d'augmentation, Canada, Ontario, Québec, 1942 et 1951..... 222
96	Dépenses des hôpitaux par jour-patient et pourcentage d'augmentation, Canada, Ontario, Québec, 1942 et 1951..... 223
97	Revenus et dépenses du Fonds de l'Assistance publique de la province de Québec 1937-38 et 1950-51..... 224
98	Revenus et dépenses du gouvernement de la province de Québec pour l'assistance publique, 1937-38 et 1942-43 à 1953-54..... 225
99	Dépenses de la santé des gouvernements fédéral et provinciaux, des municipalités et du public, dans tout le Canada, dans les provinces de Québec et d'Ontario en 1952 ..... 226
100	Coût par jour-malade et pourcentage d'occupation des lits dans les hôpitaux généraux publics, les institutions pour tuberculeux, les institutions pour maladies mentales, Canada, Québec et Ontario en 1952..... 227

### Notes explicatives

Une des conditions fondamentales de la validité des statistiques comparées est l'identité des définitions, des classifications et des méthodes d'estimation. C'est pourquoi, dans le but d'établir des comparaisons justes entre toutes les provinces du Canada nous avons tiré une bonne partie des statistiques de cette section d'une même source: le Bureau fédéral de la statistique. Le "Rapport annuel des hôpitaux" classe les hôpitaux selon leur genre: hôpitaux généraux et hôpitaux spéciaux — maladies chroniques, maladies contagieuses, convalescents, maternité et orthopédie. Les statistiques des institutions pour maladies mentales et des institutions pour tuberculeux font l'objet de publications spéciales.

Le Bureau fédéral de la Statistique ayant procédé, en 1952, à une réorganisation de son système de statistiques relativement aux hôpitaux, il y a parfois un certain défaut de concordance entre les données statistiques antérieures et postérieures à 1952. Afin d'éviter de fausses interprétations et certaines comparaisons dangereuses, les intéressés consulteront avec profit les notes explicatives fournies dans l'introduction du volume I du rapport annuel des hôpitaux pour l'année 1952.

La différence entre "hôpitaux publics" et "hôpitaux privés" s'établit non sur une base juridique mais plutôt d'après le régime d'admission. La principale caractéristique de l' "hôpital public" est d'être reconnu comme tel par la Province où il est situé; la nature du propriétaire n'y est donc pour rien.

Le tableau 86 permet de constater la répartition, par provinces, des hôpitaux au Canada, alors que les tableaux 87 et 88 donnent le même renseignement pour les deux principaux genres d'hôpitaux: publics et privés. Au tableau 89, on trouvera la capacité en "lits" et "lits dressés" dans les hôpitaux publics seulement, lesquels, en 1952, représentaient à eux seuls 777 hôpitaux sur un grand total de 1,145.

Le tableau 93 indique, pour la période 1948 à 1952, l'accroissement du personnel des hôpitaux publics et privés par rapport à la moyenne quotidienne des malades et du nombre total des jours-malades, sous les réserves des remarques inscrites au bas du tableau.

En consultant le tableau 99, le lecteur remarquera que les montants indiqués en regard de "gouvernement fédéral" sont ceux dépensés et non pas les montants autorisés. Ainsi, de 1948 à 1953, le montant global offert aux provinces, en vertu du programme national de santé, était de l'ordre de \$167 millions. La proportion dépensée dans Québec fut de 59.1% par rapport au montant alloué de \$48.6 millions; dans

---

l'Ontario, la proportion dépensée fut de 47.2% par rapport au montant offert de \$52.3 millions, et la moyenne générale pour le Canada fut de 56.0%. Les dépenses ont été, autant que possible, indiquées à leur état brut et comprennent certains dédoublements.

Les autres tableaux de cette série donnent certains renseignements tant au point de vue démographique que financier. Dans la mesure du possible, certaines comparaisons ont été établies entre le Canada pris dans son ensemble et les provinces de Québec et Ontario prises individuellement.

La Commission regrette fortement l'absence de statistiques provinciales officielles et complètes relativement aux hôpitaux. Actuellement, le rôle principal du Ministère de la Santé dans ce domaine consiste à recueillir des statistiques au moyen de questionnaires annuels qu'il demande aux institutions de remplir et à les transmettre à Ottawa.

## Total des hôpitaux (1) et capacité en lits (2), par genre de service et par province, 1952

Tableau 86

No	PROVINCES	Généraux		Spéciaux (3)	
		Hôpitaux	Capacité	Hôpitaux	Capacité
1	Ile-du-Prince-Édouard.....	7	640	...	.....
2	Nouvelle-Écosse.....	50	3,897	8	141
3	Nouveau-Brunswick.....	34	2,355	2	105
4	Québec.....	100	15,978	67	4,753
5	Ontario.....	194	24,031	37	3,014
6	Manitoba.....	73	4,635	6	937
7	Saskatchewan.....	155	5,442	12	32
8	Alberta.....	105	6,236	6	207
9	Colombie-Britannique.....	95	8,368	46	1,501
10	Yukon et Territoires du Nord-Ouest.....	9	438	...	.....
11	CANADA.....	822	72,020	184	10,690

## Hôpitaux publics et capacité en lits (2), par genre de service et par province, 1952

Tableau 87

No	PROVINCES	Généraux		Spéciaux (3)	
		Hôpitaux	Capacité	Hôpitaux	Capacité
1	Ile-du-Prince-Édouard.....	7	640	..	.....
2	Nouvelle-Écosse.....	43	2,956	3	132
3	Nouveau-Brunswick.....	30	1,837	2	105
4	Québec.....	81	13,262	21	4,150
5	Ontario.....	159	19,609	17	2,642
6	Manitoba.....	64	3,670	4	847
7	Saskatchewan.....	150	5,113	4	13
8	Alberta.....	95	5,545	3	187
9	Colombie-Britannique.....	85	6,766	2	141
10	Yukon et Territoires du Nord-Ouest.....	7	418	..	.....
11	CANADA.....	721	59,816	56	8,217

(1) Hôpitaux publics, privés et fédéraux ayant fait rapport, à l'exception de ceux de Terre-Neuve. Les tableaux 87 et 88 donnent le détail des hôpitaux publics et privés; il suffit donc de soustraire du tableau 86 la somme des montants des tableaux 87 et 88 pour obtenir les statistiques des hôpitaux fédéraux.

(2) Il s'agit de la capacité en lits, sans les berceaux, fondée sur les normes officielles. Le nombre de lits dressés dans un hôpital peut être supérieur ou inférieur à celui qui est donné ici.

Total des hôpitaux (1) et capacité en lits (2), par genre de service et par province, 1952

Tableau 86

Pour maladies mentales (4)		Pour tuberculeux (4)		Total				No
Hôpitaux	Capacité	Hôpitaux	Capacité	Hôpitaux	%	Capacité	%	
1	250	1	150	9	0.8	1,040	0.7	1
18	2,672	5	857	81	7.1	7,567	5.2	2
1	1,100	5	922	42	3.7	4,482	3.1	3
14	15,793	19	4,705	200	17.5	41,229	28.4	4
19	14,515	16	4,261	266	23.2	45,821	31.6	5
4	2,577	7	1,264	90	7.8	9,413	6.5	6
4	2,928	3	803	174	15.2	9,205	6.3	7
6	3,506	3	1,088	120	10.5	11,037	7.6	8
5	3,635	8	1,473	154	13.4	14,977	10.3	9
..	.....	..	.....	9	0.8	438	0.3	10
72	46,976	67	15,523	1,145	100.0	145,209	100.0	11

Hôpitaux publics et capacité en lits (2), par genre de service et par province, 1952

Tableau 87

Pour maladies mentales (4)		Pour tuberculeux (4)		Total				No
Hôpitaux	Capacité	Hôpitaux	Capacité	Hôpitaux	%	Capacité	%	
1	250	1	150	9	1.0	1,040	0.8	1
18	2,672	4	845	68	7.6	6,605	5.2	2
1	1,100	5	922	38	4.2	3,964	3.1	3
11	15,579	18	4,485	131	14.6	37,476	29.2	4
17	14,235	14	4,087	207	23.0	40,573	31.7	5
4	2,577	4	788	76	8.4	7,882	6.1	6
4	2,928	3	803	161	17.9	8,857	6.9	7
6	3,506	2	600	106	11.8	9,838	7.7	8
4	3,570	5	973	96	10.7	11,450	9.0	9
..	.....	..	.....	7	0.8	418	0.3	10
66	46,417	56	13,653	899	100.0	128,103	100.0	11

(3) Les hôpitaux spéciaux comprennent les catégories suivantes: maladies chroniques, maladies contagieuses, convalescents, maternité, orthopédie et autres.

(4) On peut trouver des statistiques détaillées sur les hôpitaux pour maladies mentales et les hôpitaux pour tuberculeux dans les publications du B.F.S.: "Institutions pour maladies mentales 1952" et "Institutions pour tuberculeux 1952".

SOURCES: Rapport annuel des hôpitaux 1952 (B.F.S.). Les statistiques de 1953 n'étaient pas encore disponibles.

## Hôpitaux privés (1) et capacité en lits (2), par genre de service et par province, 1952

Tableau 88

No	PROVINCES	Généraux		Spéciaux (3)	
		Hôpitaux	Capacité	Hôpitaux	Capacité
1	Ile-du-Prince-Édouard.....	..	.....	...	.....
2	Nouvelle-Écosse.....	1	10	5	9
3	Nouveau-Brunswick.....	2	48	...	.....
4	Québec.....	14	314	46	603
5	Ontario.....	25	486	20	372
6	Manitoba.....	5	51	2	90
7	Saskatchewan.....	1	7	8	19
8	Alberta.....	4	74	3	20
9	Colombie-Britannique.....	7	102	42	1,126
10	Yukon et Territoires du Nord-Ouest.....	2	20	...	.....
11	CANADA.....	61	1,112	126	2,239

(1) Hôpitaux privés ayant fait rapport, à l'exception de ceux de Terre-Neuve.

(2) Il s'agit bien de la capacité en lits, sans les berceaux, fondée sur les normes officielles. Le nombre de lits dressés dans un hôpital peut donc être supérieur ou inférieur à celui qui est donné ici.

(3) Les hôpitaux spéciaux comprennent les catégories suivantes: maladies chroniques, maladies contagieuses, convalescents, maternité, orthopédie et autres.

## Capacité en lits et lits dressés (1) dans les hôpitaux publics (2) faisant rapport, 1952

Tableau 89

No	PROVINCES	Nombre d'hôpitaux	Capacité en lits	Capacité en berceaux
			(3)	
1	Ile-du-Prince-Édouard.....	7	640	136
2	Nouvelle-Écosse.....	46	3,088	633
3	Nouveau-Brunswick.....	32	1,942	326
4	Québec.....	102	17,412	2,012
5	Ontario.....	176	22,251	3,703
6	Manitoba.....	68	4,517	769
7	Saskatchewan.....	154	5,126	949
8	Alberta.....	98	5,732	1,030
9	Colombie-Britannique.....	87	6,907	1,057
10	Yukon et Territoires du Nord-Ouest.....	7	418	18
11	CANADA.....	(4) 777	68,033	10,633

(1) Le nombre de lits dressés dans un hôpital peut être supérieur ou inférieur à la capacité théorique fondée sur les normes officielles.

(2) À l'exception de ceux de Terre-Neuve. Selon la coutume établie dans les rapports annuels du B.F.S., les hôpitaux publics comprennent, dans le présent tableau, "tous les hôpitaux qui ne sont ni fédéraux ni privés et excluent les institutions pour maladies mentales et les institutions pour tuberculeux."

## Hôpitaux privés (1) et capacité en lits (2), par genre de service et par province, 1952

Tableau 88

Pour maladies mentales (4)		Pour tuberculeux (4)		Total				No
Hôpitaux	Capacité	Hôpitaux	Capacité	Hôpitaux	%	Capacité	%	
..	...	..	..	...	.....	.....	.....	1
9	...	1	12	7	3.6	31	0.8	2
..	...	..	..	2	1.0	48	1.2	3
3	214	..	..	63	32.5	1,131	28.8	4
2	280	..	..	47	24.3	1,138	29.0	5
0	...	..	..	7	3.6	141	3.6	6
9	...	..	..	9	4.6	26	0.7	7
0	...	..	..	7	3.6	94	2.4	8
6	65	..	..	50	25.8	1,293	33.0	9
..	...	..	..	2	1.0	20	0.5	10
9	559	1	12	194	100.0	3,922	100.0	11

On peut trouver des statistiques détaillées sur les hôpitaux pour maladies mentales et les hôpitaux pour tuberculeux dans les publications du B.F.S.: "Institutions pour maladies mentales 1952" et "Institutions pour tuberculeux 1952".

SOURCES: Rapport annuel des hôpitaux 1952 (B.F.S.). Les statistiques de 1953 n'étaient pas encore disponibles.

## Capacité en lits et lits dressés (1) dans les hôpitaux publics (2) faisant rapport, 1952

Tableau 89

Capacité totale	% de la capacité totale	Lits dressés (3)	Berceaux dressés	Total des lits et berceaux dressés	% des lits et berceaux dressés	No
776	1.0	577	136	713	0.9	1
3,721	4.7	3,041	640	3,681	4.5	2
2,268	2.9	2,306	447	2,753	3.4	3
19,424	24.7	17,049	2,005	19,054	23.4	4
25,954	33.0	22,906	3,781	26,687	32.7	5
5,286	6.7	4,478	777	5,255	6.4	6
6,075	7.7	6,258	1,216	7,474	9.2	7
6,762	8.6	6,161	1,165	7,326	9.0	8
7,964	10.1	7,008	1,095	8,103	9.9	9
436	0.6	444	18	462	0.6	10
78,666	100.0	70,228	11,280	81,508	100.0	11

(1) Il s'agit des lits d'adultes et d'enfants, à l'exception des berceaux dont les statistiques occupent les colonnes indiquées.

(2) Il y avait 795 hôpitaux publics en service en 1952, mais 18 n'ont pas fait rapport, dont 13 dans la province de Québec. Ces 13 hôpitaux du Québec représentent 1,894 lits d'adultes et d'enfants, et 335 berceaux, sommes qui ne sont donc pas comprises dans les présents tableaux.

SOURCE: Rapport annuel des hôpitaux 1952 (B.F.S.).

**Nombre de lits en 1951 dans les hôpitaux publics généraux du Canada, de l'Ontario et du Québec  
comparativement au nombre standard requis**

Tableau 90

	Canada		Ontario		Québec	
	Total	Par 1,000 de popula- tion	Total	Par 1,000 de popula- tion	Total	Par 1,000 de popula- tion
Capacité standard en lits.....	109,475	7.25	35,900	7.25	31,200	7.25
Capacité actuelle en lits.....	68,674	4.55	21,430	4.33	18,807	4.37
Déficiencie en lits à la fin de 1951.	40,801	2.70	14,470	2.92	12,393	2.88
Lits en construction à la fin de 1951.....	18,326	1.28	5,870	1.18	3,893	0.91
Déficiencie en lits après que les lits en construction seront en usage.....	21,475	1.42	8,600	1.74	8,500	1.97

SOURCE: Mémoire sur les problèmes hospitaliers.

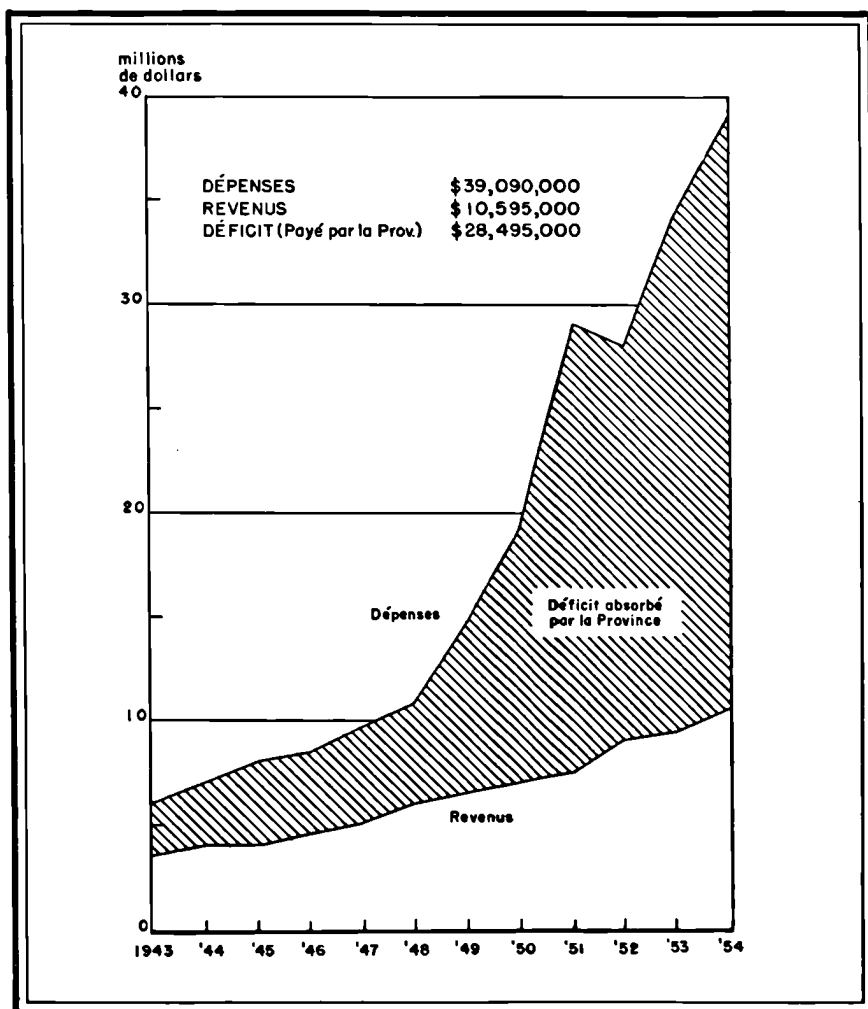
**Nombre de lits (1) requis en 1960 et 1970 dans les hôpitaux publics généraux  
Canada, Ontario, Québec**

Tableau 91

	Canada	Ontario	Québec
<b>Le 1er juin 1953:</b>			
Population.....	15,100,000	4,950,000	4,300,000
Nombre de lits.....	88,000	27,300	22,700
<b>De 1954 à 1960:</b>			
Augmentation de la population.....	1,100,000	300,000	400,000
Nombre de lits à ajouter.....	29,450	10,765	11,375
<b>De 1961 à 1970:</b>			
Augmentation de la population.....	1,700,000	500,000	700,000
Nombre de lits à ajouter.....	12,325	3,635	5,075
<b>En 1970:</b>			
Population.....	17,900,000	5,750,000	5,400,000
Nombre de lits.....	129,775	41,700	39,150

(1) Estimations préparées par la Commission sur les problèmes hospitaliers.

**REVENUS ET DEPENSES DU GOUVERNEMENT  
DE LA PROVINCE DE QUEBEC  
POUR L'ASSISTANCE PUBLIQUE, 1943-1954**



Voir tableau 98.

Répartition régionale (1) des hôpitaux de la province de Québec  
au 31 décembre 1951

Tableau 92

No	Régions	Population	Hôpitaux généraux			Hôpitaux spéciaux (2)		
			Hôpi- taux	Lits	Lits par 1,000 de population	Hôpi- taux	Lits	Lits par 1,000 de populatio
1	Québec.....	384,185	9	1,680	4.38	5	462	1.2
2	Chaudière.....	261,286	7	642	2.46	2	125	0.4
3	Saguenay.....	197,410	2	647	3.28	..	.....	...
4	Bas-du-Fleuve..	192,952	6	540	2.80	2	87	0.4
5	Gaspésie.....	167,833	6	562	3.35	..	.....	...
6	Ungava.....	4,470	3	165	36.80	..	.....	...
7	Montréal.....	1,358,075	18	5,556	4.09	18	2,535	1.8
8	Outaouais inf....	140,968	4	231	1.65	1	5	0.0
9	Outaouais sup...	311,314	9	930	2.99	2	56	0.1
10	Trois-Rivières...	301,770	7	912	3.03	1	10	0.0
11	Richelieu.....	324,182	6	651	2.01	4	649	2.0
12	Cantons-de-l'Est	411,236	8	1,233	3.60	4	521	1.2
13	TOTAL.....	4,055,681	85	13,749	3.39	39	4,450	1.1

(1) D'après la classification utilisée par le Service de l'Assistance publique du ministère de la Santé, Québec.

(2) Hôpitaux pour convalescents, malades chroniques et incurables, enfants infirmes.

Répartition régionale (1) des hôpitaux de la province de Québec  
au 31 décembre 1951

Tableau 92

Maternités, etc. (3)			Total			No	
de Hôpitaux	Lits	Lits par 1,000 de population	Hôpitaux	Lits	Lits par 1,000 de population		
2	5	867	2.25	19	3,009	7.83	1
4	1	150	0.57	10	917	3.51	2
..	..	.....	....	2	647	3.28	3
0.4	..	.....	....	8	627	3.25	4
..	..	.....	....	6	562	3.35	5
..	..	.....	....	3	165	36.80	6
1.8	15	1,940	1.43	51	10,031	7.39	7
0.0	..	.....	....	5	236	1.68	8
0.1	..	.....	....	11	986	3.17	9
0.0	1	30	0.10	9	952	3.15	10
2.0	1	105	0.32	11	1,405	4.33	11
1.2	..	.....	....	12	1,754	4.27	12
1.1	23	3,092	0.76	147	21,291	5.25	13

) Hôpitaux pour filles-mères pour maladies contagieuses, pour maladies nerveuses et diverses autres maladies.

SOURCE: Commission sur les problèmes hospitaliers.

**Moyenne quotidienne des malades en fonction du personnel ordinaire et médical des hôpitaux (1)**  
**province de Québec, 1948-1952**

Tableau 93

No	
	<b>HÔPITAUX PUBLICS (2)</b>
1	Moyenne quotidienne des malades (3) .....
2	Total des jours-malades (3) .....
	Personnel: (4)
3	TOTAL .....
4	Médecins salariés { Plein temps .....
5	{ Temps partiel .....
6	Infirmières { Diplômées .....
7	{ Élèves .....
8	Autre personnel .....
	<b>HÔPITAUX PRIVÉS</b>
9	Moyenne quotidienne des malades (3) .....
10	Total des jours-malades (3) .....
	Personnel: (5)
11	TOTAL .....
12	Médecins salariés .....
13	Infirmières { Diplômées .....
14	{ Élèves .....
15	Autre personnel .....
16	Médecins visitants .....

(1) Il s'agit toujours des hôpitaux faisant rapport.

(2) Les "hôpitaux publics", selon le sens habituel qu'on donne à l'expression dans les rapports annuels du B.F.S comprennent ici tous les hôpitaux qui ne sont ni fédéraux ni privés et excluent les institutions pour maladie mentales et les institutions pour tuberculeux. (5)

(3) Adultes, enfants et nouveaux-nés.

(4) Les statistiques du personnel à plein temps et du personnel à temps partiel sont données séparément dans le cas des médecins salariés, en raison de l'importance du nombre de ceux-ci employés à temps partiel; les autres (6)

Moyenne quotidienne des malades en fonction du personnel ordinaire et médical des hôpitaux (1)  
province de Québec, 1948-1952

Tableau 93

1948	1949	1950	1951	1952	No
12,313.8	12,385.7	13,721.2	15,714.0	15,061.1	1
4,494,545	4,520,821	5,008,252	5,735,595	5,512,398	2
16,159	17,634	18,916	20,214	18,549	3
168	168	175	207	113	4
210	231	127	319	124	5
2,837	2,964	3,095	3,232	2,642	6
2,534	2,601	3,219	3,303	2,925	7
10,410	11,670	12,300	13,153	12,745	8
602.2	656.6	911.5	837.2	724.5	9
219,801	239,644	332,708	305,567	265,172	10
577	732	900	878	558	11
18	23	29	29	12	12
172	221	284	222	151	13
53	(6)	(6)	(6)	71	14
334	488	587	627	324	15
947	1,287	1,597	1,622	1,193	16

statistiques des hôpitaux publics comprennent donc les deux groupes. La même distinction aurait été intéressante pour le total; mais elle n'était disponible que pour 1952, alors qu'il y avait 797 employés à temps partiel sur 18,549, soit 4.3%.

(5) Les statistiques fédérales du personnel des hôpitaux privés ne distinguent pas entre les employés à temps partiel et ceux à plein temps; elles donnent cependant, par un chiffre distinct, le nombre des médecins visitants.

(6) Statistiques non fournies.

SOURCES: Rapports annuels des hôpitaux (B.F.S.).

**Population, hôpitaux publics, lits, médecins et dentistes**  
**Canada, Québec, Ontario**

Tableau 94

No		1 9 4 8		1 9 4 9	
		Nombre	Par 1,000 de population	Nombre	Par 1,000 de population
	CANADA				
1	Population.....	12,823,000	....	13,447,000	....
2	Hôpitaux publics (1).....	696	....	738	....
3	Capacité en lits (2).....	58,966	4.60	61,676	4.71
4	Lits dressés (3).....	58,375	4.55	60,081	4.47
5	Médecins (4).....	13,259	1.03	13,726	1.02
6	Dentistes.....	4,549	0.35	4,627	0.34
	QUÉBEC				
7	Population.....	3,788,000	....	3,882,000	....
8	Hôpitaux publics (1).....	91	....	98	....
9	Capacité en lits (2).....	15,771	4.16	17,455	4.50
10	Lits dressés (3).....	14,779	3.90	14,922	3.84
11	Médecins.....	4,023	1.06	4,182	1.08
12	Dentistes.....	1,063	0.28	1,090	0.28
	ONTARIO				
13	Population.....	4,275,000	....	4,378,000	....
14	Hôpitaux publics (1).....	166	....	173	....
15	Capacité en lits (2).....	17,393	4.07	18,292	4.19
16	Lits dressés (3).....	17,114	4.00	18,014	4.11
17	Médecins.....	5,372	1.26	5,462	1.25
18	Dentistes.....	1,984	0.46	1,995	0.46

(1) Par "hôpitaux publics" on entend ici, tout comme dans la majeure partie des rapports du B.F.S., tous les hôpitaux qui ne sont ni fédéraux ni privés, et l'on exclut les institutions pour maladies mentales et les institutions pour tuberculeux. De plus, il ne s'agit que des hôpitaux ayant fait rapport. 18 hôpitaux n'ont pas fait rapport assez tôt pour que leurs chiffres figurent dans les compilations de 1952; 13 de ces hôpitaux étaient dans la province de Québec et représentaient 1,894 lits.

(2) Sans les berceaux.

(3) Lits d'adultes et d'enfants sans les berceaux.

(4) Il s'agit des médecins et des chirurgiens actifs. Ces statistiques, les dernières disponibles lors de la compilation du présent tableau, ont été fournies par le Directeur du Service des Recherches du Ministère de la Santé nationale et du Bien-Être social. Elles couvrent aussi Terre-Neuve, le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest. Elle

Population, hôpitaux publics, lits, médecins et dentistes  
Canada, Québec, Ontario

Tableau 94

1950		1951		1952		No
Nombre	Par 1,000 de population	Nombre	Par 1,000 de population	Nombre	Par 1,000 de population	
13,712,000	....	14,009,429	....	14,430,000	....	1
763	....	778	....	777	....	2
1 65,529	4.91	68,674	5.04	68,033	4.72	3
7 63,690	4.64	71,221	5.08	70,228	4.87	4
2 14,163	1.03	(5) 15,000	1.07	(5) 15,400	1.07	5
4 4,912	0.36	5,071	0.36	5,215	0.36	6
3,969,000	....	4,055,681	....	4,174,000	....	7
107	....	106	....	102	....	8
50 18,709	4.71	18,807	4.64	17,412	4.17	9
34 16,407	4.13	18,144	4.47	17,049	4.08	10
38 4,145	1.04	4,150	1.02	4,311	1.03	11
28 1,147	0.29	1,208	0.30	1,242	0.30	12
4,471,000	....	4,597,542	....	4,766,000	....	13
179	....	182	....	176	....	14
19 19,357	4.33	21,340	4.66	22,251	4.67	15
11 18,806	4.21	22,441	4.88	22,906	4.81	16
25 5,685	1.27	5,832	1.27	6,061	1.27	17
46 2,103	0.47	2,154	0.47	2,218	0.46	18

ne comprennent pas les médecins actifs des forces armées, qui étaient de 114 en 1948, de 147 en 1949 et de 178 en 1951. Il n'y a pas de statistiques disponibles pour 1950. Pour chaque année, les statistiques ont été compilées en septembre.

Estimations.

SOURCES: Annuaire du Canada 1954 (B.F.S.).

Rapports annuels des hôpitaux (B.F.S.).

"Relevé des médecins au Canada, juin 1951", dernier rapport du Ministère de la Santé nationale et du Bien-Être social.

Le Service des recherches du Ministère de la Santé nationale et du Bien-Être social.

Le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec.

Le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec.

College of Physicians and Surgeons of Ontario.

**Revenus de gestion des hôpitaux par jour-patient et pourcentage d'augmentation**  
**Canada, Ontario, Québec, 1942 et 1951**

Tableau 95

	1 9 4 2	1 9 5 1	% d'augmen- tation
<b>CANADA</b>	\$	\$	
Revenus bruts des patients.....	3.17	8.31	162.5
Déductions.....	.50	.65	30.0
Revenus nets des patients.....	2.67	7.66	187.0
Subventions.....	.88	1.22	39.8
Revenus nets de gestion.....	3.55	8.88	150.0
<b>ONTARIO</b>			
Revenus bruts des patients.....	2.94	8.24	180.5
Déductions.....	.09	.22	145.0
Revenus nets des patients.....	2.85	8.02	181.5
Subventions.....	.71	1.93	172.0
Revenus nets de gestion.....	3.56	9.95	179.0
<b>QUÉBEC</b>			
Revenus bruts des patients.....	3.07	7.79	153.5
Déductions.....	.60	.98	63.5
Revenus nets des patients.....	2.47	6.81	176.0
Subventions.....	.96	1.10	14.6
Revenus nets de gestion.....	3.43	7.91	131.0

SOURCES: Rapports annuels des hôpitaux, Bureau Fédéral de la Statistique.

Dépenses des hôpitaux par jour-patient et pourcentage d'augmentation  
Canada, Ontario, Québec, 1942 et 1951

Tableau 96

	1 9 4 2	1 9 5 1	% d'augmen- tation
<b>CANADA</b>	\$	\$	
Salaires et traitements.....	1.70	5.04	197
Fournitures.....	1.53	3.35	119
Divers.....	0.83	1.37	65
TOTAL.....	4.06	9.76	141
<b>ONTARIO</b>			
Salaires et traitements.....	1.73	5.88	241
Fournitures.....	1.69	3.64	115
Divers.....	0.59	1.19	101
TOTAL.....	4.01	10.71	167
<b>QUÉBEC</b>			
Salaires et traitements.....	1.67	4.37	162
Fournitures.....	1.55	3.39	119
Divers.....	1.16	1.64	48
TOTAL.....	4.38	9.40	115

SOURCES: Rapports annuels des hôpitaux, Bureau Fédéral de la Statistique.

Revenus et dépenses du Fonds de l'Assistance publique  
1937-38 et 1950-51

Tableau 97

	1937-38	1950-51
	\$	\$
<b>REVENUS</b>		
Taxe d'amusement.....	1,018,331	2,862,981
Taxe d'hôpital.....	629,013	3,232,911
Licences et taxes sur paris mutuels, etc.....	59,687	420,435
Octroi de la Commission des Liqueurs.....	1,000,000	1,000,000
Contribution des municipalités.....	1,968,896	4,603,289
Autres contributions.....	96,840	45,694
<b>TOTAL.....</b>	<b>4,772,767</b>	<b>12,165,310</b>
<b>DÉPENSES</b>		
Entretien des indigents (hôpitaux et autres institutions)....	5,154,999	18,288,009
Subventions pour intérêts et fonds d'amortissement.....	1,332,877	904,155
Subventions à long terme, annuelles et spéciales.....	587,146	14,666,443
<b>TOTAL.....</b>	<b>7,075,022</b>	<b>33,858,607</b>
<b>DÉFICIT PAYÉ PAR LA PROVINCE.....</b>	<b>2,302,255</b>	<b>21,693,297</b>

SOURCE: Annuaire Statistique de la province de Québec.

**Revenus et dépenses du gouvernement de la province de Québec pour l'assistance publique,  
1937-38, 1942-43 à 1953-54**

Tableau 98

Année	(a) Revenus pour Assistance publique	(b) Total des revenus de la Province	(c) % de (a) par rapport à (b)	(d) Dépenses pour Assistance publique	(e) Total des dépenses de la Province	(f) % de (d) par rapport à (e)
	\$'000	\$'000	%	\$'000	\$'000	%
1937-38	2,699	53,344	5.07	5,002	88,451	5.67
1942-43	3,658	92,770	3.94	6,357	91,899	6.88
1943-44	4,222	93,037	4.53	7,050	91,752	7.68
1944-45	4,092	96,456	4.23	8,089	164,433	7.75
1945-46	4,471	110,321	4.06	8,622	108,531	7.94
1946-47	5,192	133,406	3.89	9,872	131,221	7.52
1947-48	5,949	167,793	3.55	10,891	104,352	6.62
1948-49	6,646	194,469	3.42	14,802	225,459	6.58
1949-50	7,269	297,249	3.51	19,334	198,197	9.76
1950-51	7,516	238,714	3.15	29,210	234,532	12.50
1951-52	8,866	275,673	3.22	28,128	273,861	10.27
1952-53	9,572	283,618	3.37	34,442	321,737	10.70
1953-54	10,595	297,817	3.56	39,090	319,449	12.24

SOURCES: Mémoire sur les problèmes hospitaliers et Comptes Publics.

Dépenses de la santé des gouvernements fédéral et provinciaux, des municipalités et du public, dans tout le Canada, dans les provinces de Québec et d'Ontario en 1952 (1)

Tableau 99

	Canada	Québec	Ontario
	\$'000	\$'000	\$'000
Gouvernement fédéral.....	(2) 27,333	(3) 7,971	(3) 8,292
Gouvernements provinciaux.....	237,250	46,282	67,502
Municipalités.....	39,825	9,068	15,154
Public (4).....	373,800	99,200	137,900

(1) Dans la mesure du possible, les montants sont ceux de l'année financière close le 31 mars 1953. Ce sont des montants bruts, les doubles inscriptions n'ayant pas été éliminées.

(2) Somme des subventions générales d'hygiène du gouvernement fédéral à toutes les provinces.

(3) Subventions du gouvernement fédéral au Québec et à l'Ontario.

(4) Il s'agit d'une estimation des dépenses totales des unités familiales pour tout ce qui touche à la santé. Les unités familiales ne comprennent pas seulement les familles au sens courant du terme, mais toutes les personnes qui n'ont pas leur propre foyer, même si elles demeurent avec des parents; ces gens sont classés comme "familles distinctes d'une personne". En 1951, dans la province de Québec, 987,000 unités familiales sur 1,147,000 ont déclaré des dépenses relatives à l'une ou l'autre catégorie suivante ayant rapport à la santé: plans à paiements préalables, services du médecin (à l'exclusion des ostéopathes, des chiropraticiens, etc.), soins hospitaliers, traitements de la vue, médicaments prescrits, médicaments non prescrits, soins d'infirmières à domicile et à l'hôpital, comptes combinés (paiements directs couvrant plus d'un genre de service), appareils et équipement. Le montant donné ici couvre toutes ces catégories.

SOURCES: Comptes Publics du Canada pour l'année financière close le 31 mars 1953. Financial Statistics of Provincial Governments, 1952 (B.F.S., publication No 8502-514 du 1/12/54). Financial Statistics of Municipal Governments, 1952 (B.F.S., publication No 8503-502 du 27/8/54). Canada. Enquête sur la maladie, 1950-51 (B.F.S., publication No 9005-516 de janvier 1954).

**Coût par jour-malade et pourcentage d'occupation des lits dans les hôpitaux généraux publics, les institutions pour tuberculeux, les institutions pour maladies mentales  
Canada, Québec et Ontario en 1952**

Tableau 100

	Canada	Québec	Ontario
<b>HOPITAUX GÉNÉRAUX PUBLICS (1)</b>			
Coût par jour-malade y compris les jours-nouveaux-nés . . . \$	10.45	9.74	11.59
Coût par jour-malade sans les jours-nouveaux-nés . . . . . \$	11.67	10.75	12.98
Pourcentage de lits d'adultes et d'enfants occupés . . . . . %	80.2	77.4	81.4
<b>INSTITUTIONS POUR TUBERCULEUX</b>			
Coût estimatif par jour-malade (2) . . . . . \$	5.94	4.79	5.58
Pourcentage de lits occupés (3) . . . . . %	(4) 91.4	92.3	96.4
<b>INSTITUTIONS POUR MALADIES MENTALES (5)</b>			
Coût par jour-malade . . . . . \$	2.96	1.85	(6) 3.30
Pourcentage de lits occupés . . . . . %	120.3	103.9	126.1

(1) À l'exclusion de Terre-Neuve et des Territoires du Nord-Ouest.

(2) Ne comprend pas les annexes et les sanatoriums fédéraux, de même que quelques institutions qui n'ont pas fait de rapport financier.

(3) Y compris les sanatoriums fédéraux et les annexes. D'ailleurs, le coût estimatif moyen par jour des seuls sanatoriums est le même.

(4) Y compris Terre-Neuve et les Territoires du Nord-Ouest.

(5) Il s'agit des institutions provinciales exclusivement pour maladies mentales, dont 9 pour Québec et 17 pour l'Ontario.

(6) Montant de 1951, celui de 1952 n'étant pas encore disponible lors de la compilation du présent tableau.

SOURCES: Rapports annuels des hôpitaux, 1952, Vol. I et II (B.F.S.).  
Institutions pour tuberculeux, 1952 (B.F.S.).  
Institutions pour maladies mentales, 1952 (B.F.S.).



## SECTION 4

# Economie et Demographie

Tableaux	Page
No	
101 Investissements publics et privés au Canada, dollars courants et dollars constants, 1926-1952.....	232
102 Investissements des trois catégories de gouvernements au Canada, 1926-1952.....	234
103 Investissements privés et publics, pour le Canada et la province de Québec, 1948 à 1954.....	234
104 Rang des quarante principales industries de la province de Québec pour certaines années choisies de 1901 à 1952.....	236
105 Employés dans les vingt principales industries manufacturières de la province de Québec et de l'Ontario en 1953.....	240
106 Mouvement de la population au Canada, 1901-1954.....	242
107 Population totale, population active et population en dehors de la population active, au Canada, 1901-1951.....	243
108 Répartition de la population de moins de 20 ans, au Canada, par province, 1901-1951.....	244
109 Répartition de la population de 20 à 65 ans, au Canada, par province, 1901-1951.....	245
110 Répartition de la population de 65 ans et plus, au Canada, par province, 1901-1951.....	246
111 Répartition numérique et proportionnelle de la population de la province de Québec en 1911, 1931 et 1951 et prévision pour 1971.....	247
112 Population rurale et population urbaine selon l'âge, Ontario et Québec, 1951.....	248
113 Population rurale et population urbaine, Ontario et Québec, 1871-1951.....	249
114 Population active de la province de Québec, par groupe d'occupations, 1911-1951.....	250
115 Personnes sans travail, au Canada, par région, 1945-1954.....	252
116 Sommaire statistique de l'évolution sociale et économique de la province de Québec.....	254

### Notes explicatives

Les trois tableaux sur les investissements ont été préparés en vue de démontrer la nature et l'évolution de la contribution apportée par chacun des secteurs "privé" et "public", dans ce domaine fondamental de l'économie canadienne. Les investissements apparaissant dans ces tableaux ne comprennent que les dépenses de nature capitale et ne tiennent pas compte des réparations, etc.

Le tableau 102 analyse le "secteur public" de manière à indiquer la quote-part de chaque catégorie de gouvernements : fédéral, provinciaux et municipaux; et le tableau 103 indique quelle a été, au cours des années 1948 à 1954, pour l'ensemble du Canada et la province de Québec, la relation entre le volume des investissements et le produit national brut.

Le tableau 104 expose le rang des quarante principales industries manufacturières de la province de Québec pour certaines années choisies à partir de 1901. Il fait ressortir les transformations qui ont eu lieu depuis cinquante ans dans cet important domaine de l'activité économique et laisse entrevoir les changements radicaux qui sont en voie de s'opérer. Le tableau 105, donne, pour 1953, le nombre de personnes qui travaillent dans les vingt principales industries des provinces de Québec et d'Ontario. Ce tableau a pour objet de démontrer les différences fondamentales qui existent entre les deux provinces au sujet de la répartition des industries, différences qui nécessairement exercent une influence considérable sur le comportement de toutes les parties de l'économie, entre autres : le revenu de la population, les investissements, la main-d'oeuvre, les salaires, etc. ...

Plusieurs autres tableaux de cette section ont pour but de démontrer quelle a été, au cours de certaines périodes, l'évolution de la Province sur le plan démographique et de faire ressortir certains aspects de l'économie du Québec.

Enfin, comme l'indique son titre, le tableau 116 met en relief l'évolution économique et sociale de la province de Québec, tant au point de vue strictement provincial qu'en regard de l'ensemble du Canada. On y trouve certaines données fondamentales sur la population et la démographie; le revenu de la population; les investissements; la main-d'oeuvre; les salaires; la production et divers autres sujets.



**Investissements privés et publics au Canada**  
dollars constants et dollars courants (1)

Tableau 101

Années	Secteur privé		Pourcentage des investissements globaux en dollars courants	Secteur public
	Dollars courants	Dollars constants		Dollars courants
	\$'000,000	\$'000,000	%	\$'000,000
1926	747	700	81.5	170
1928	1,033	966	79.7	263
1930	923	869	71.7	364
1933	217	233	66.4	110
1939	547	534	71.5	218
1945	922	638	71.8	362
1948	2,372	1,192	74.7	803
1949	2,559	1,234	73.1	943
1950	2,885	1,311	75.6	930
1951	3,338	1,366	72.9	1,239
1952	3,701	1,469	70.0	1,584

(1) Renseignements tirés de "Private and Public Investment in Canada — 1926-51", et chiffres révisés pour les années 1950 à 1952. Les montants en dollars constants, convertis d'après un indice spécial, proviennent de la même source — 1935-39 = 100.

Investissements privés et publics au Canada  
dollars constants et dollars courants (1)

Tableau 101

Secteur public	Pourcentage des investissements globaux en dollars courants	Investissements globaux		Années
Dollars constants		Dollars courants	Dollars constants	
\$'000,000	%	\$'000,000	\$'000,000	
156	18.5	917	856	1926
240	20.3	1,296	1,206	1928
334	28.3	1,287	1,203	1930
119	33.6	327	352	1933
212	28.5	765	746	1939
246	28.2	1,284	884	1945
383	25.3	3,175	1,575	1948
428	26.9	3,502	1,662	1949
398	24.4	3,815	1,709	1950
477	27.1	4,577	1,843	1951
582	30.0	5,285	2,051	1952

## Investissements des trois catégories de gouvernements au Canada (1)

Tableau 102

Années	Gouvernement fédéral		Gouvernements provinciaux		Gouvernements municipaux		Ensemble des gouvernements	
	\$'000,000	%	\$'000,000	%	\$'000,000	%	\$'000,000	%
1926	71	41.8	41	24.1	58	34.1	170	100
1928	120	45.6	64	24.4	79	30.0	263	100
1930	156	42.8	112	30.8	96	26.4	364	100
1933	35	31.8	34	30.9	41	37.3	110	100
1939	74	33.9	92	42.2	52	23.9	218	100
1945	210	58.0	76	21.0	76	21.0	362	100
1948	261	32.5	330	41.1	212	26.4	803	100
1949	301	31.9	397	42.1	245	26.0	943	100
1950	247	26.6	391	42.0	292	31.4	930	100
1951	391	31.6	501	40.4	347	28.0	1,239	100
1952	598	37.8	563	35.5	423	26.7	1,584	100

(1) Renseignements tirés de "Private and Public Investment in Canada — 1926-51", et chiffres révisés pour les années 1950 à 1952.

## Investissements privés et publics, pour le Canada et la province de Québec, au cours des années 1948 à 1954

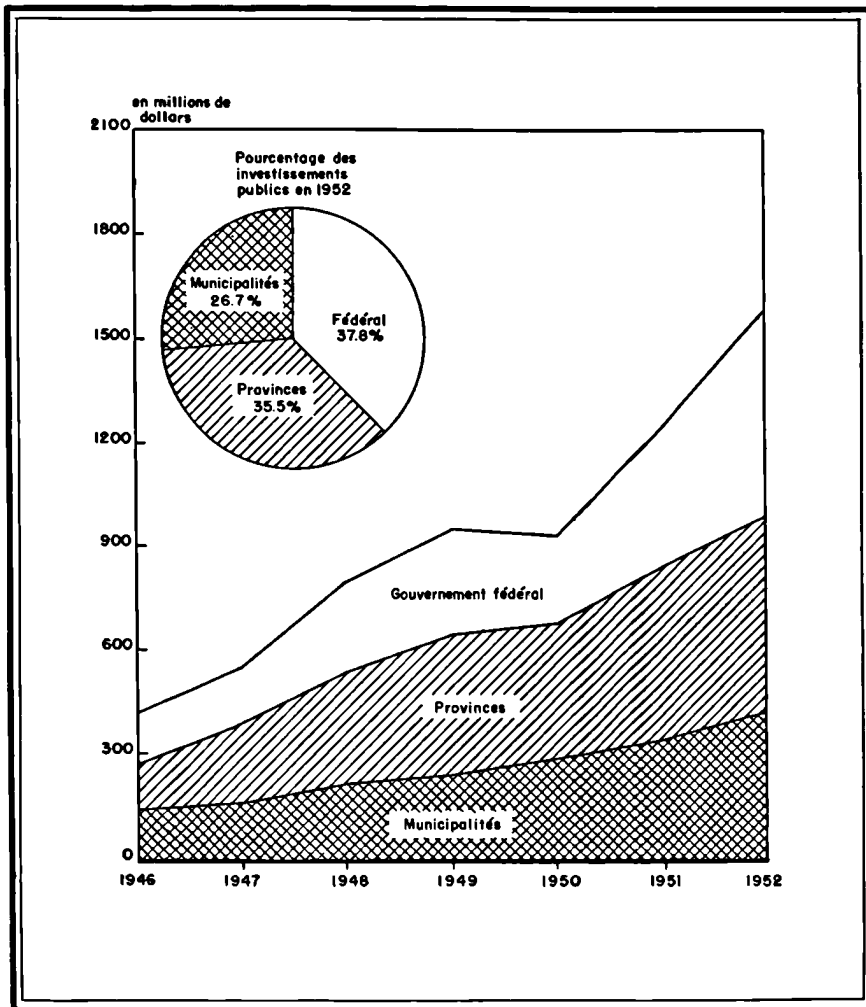
Tableau 103

Années	Canada (1)	Québec (1)	Québec par rapport au Canada	Produit National Brut		Investissements en regard du P.N.B.—%	
				Canada	Québec (2)	Canada	Québec
	\$'000,000	\$'000,000	%	\$'000,000	\$'000,000	%	%
1948	3,175	797	25.1	15,613	3,825	20.3	20.8
1949	3,502	793	22.6	16,462	4,000	21.3	19.8
1950	3,815	845	22.1	18,203	4,425	21.0	19.1
1951	4,577	1,065	23.3	21,466	5,109	21.3	20.8
1952	5,285	1,283	24.3	23,110	5,477	22.9	23.4
1953	5,679	1,284	22.6	24,350	5,844	23.3	22.0
1954	5,839	1,403	24.0	24,156	5,797	24.2	24.2

(1) Renseignements tirés de "Private and Public Investment in Canada — 1926-1951", et chiffres révisés pour les années 1950 à 1954.

(2) Estimation du Produit National Brut pour Québec, établie d'après la répartition géographique du revenu personnel que l'on trouve dans les Comptes Nationaux du Canada.

**INVESTISSEMENTS PUBLICS AU CANADA  
PAR CATEGORIES DE GOUVERNEMENT, 1946-1952**



Voir tableau 102.

**Rang des quarante principales industries de la province de Québec  
pour certaines années choisies**

Tableau 104

No	Industries (1)	1 9 0 1	1 9 1 1	1 9 2 3
1	Pâte et papier.....	6	6	1
2	Réduction et affinage.....	..	..	..
3	Produits du pétrole.....	..	..	..
4	Abattoirs et salaisons.....	14	12	1
5	Filés et tissus de coton.....	5	4	2
6	Confection pour femmes.....	29	30	16
7	Confection pour hommes.....	8	7	10
8	Tabac, cigares, cigarettes.....	4	3	4
9	Textiles synthétiques et soie.....	..	..	37
10	Matériel roulant de chemin de fer.....	40	8	3
11	Beurre et fromage.....	2	5	5
12	Appareils et fournitures électriques.....	22	13	13
13	Scieries.....	3	1	7
14	Chaussures en cuir.....	1	2	6
15	Produits alimentaires divers.....	..	..	..
16	Pain et autres produits de boulangerie.....	11	15	17
17	Meubles.....	25	26	35
18	Machineries industrielles.....	..	..	25
19	Provende préparée.....	..	..	..
20	Produits du cuivre et du laiton.....	..	..	..
21	Impression et édition.....	15	21	18
22	Brasseries.....	23	27	12
23	Tôleries.....	17	22	31
24	Articles en caoutchouc.....	..	..	19
25	Articles de rabotage (portes et châssis).....	19	10	24
26	Boîtes et sacs en papier.....	..	39	36
27	Acides, alcalis et sels.....	..	..	39
28	Impression et reliure.....	..	28	28
29	Préparations médicinales et pharmaceutiques.....	38	..	..
30	Confiseries.....	..	..	21
31	Tricots.....	..	32	26
32	Fer et acier primaires.....	..	..	27
33	Distilleries.....	..	36	..
34	Eaux gazeuses.....	..	..	..
35	Réfrigérateurs, aspirateurs électriques.....	..	..	..
36	Articles en fourrures.....	10	14	32

Rang des quarante principales industries de la province de Québec  
pour certaines années choisies

Tableau 104

1929	1933	1939	1944	1947	1950	1952	No
1	1	1	3	1	1	1	1
14	4	2	2	2	2	2	2
21	7	8	15	10	3	3	3
11	9	7	11	7	4	4	4
3	3	3	10	4	5	8	5
7	6	5	8	3	6	7	6
6	10	6	12	5	7	6	7
4	5	4	13	8	8	9	8
34	12	15	20	14	9	13	9
2	17	10	9	11	10	5	10
9	11	9	14	9	11	10	11
12	24	13	7	6	12	11	12
10	26	16	16	12	13	14	13
8	8	11	17	13	14	17	14
..	39	27	32	22	15	15	15
16	13	12	23	18	16	18	16
35	..	36	..	19	17	21	17
22	28	24	19	16	18	16	18
..	..	..	35	20	19	23	19
39	30	29	18	28	20	19	20
23	15	18	37	27	21	26	21
15	16	17	28	25	22	28	22
29	22	22	27	23	23	24	23
18	21	19	28	24	24	25	24
25	..	..	..	29	25	31	25
..	34	35	..	33	26	27	26
32	..	..	24	35	27	33	27
28	23	31	..	36	28	35	28
..	31	32	29	26	29	34	29
24	19	21	31	..	30	..	30
26	18	14	22	15	31	37	31
31	..	30	6	34	32	22	32
17	..	..	..	..	33	32	33
..	33	23	38	40	34	38	34
..	..	..	..	..	35	..	35
37	29	33	36	31	36	..	36

**Rang des quarante principales industries de la province de Québec  
pour certaines années choisies (suite)**

**Tableau 104**

No	Industries (1)	1 9 0 1	1 9 1 1	1 9 2 3
37	Drap de laine.....	20	..	..
38	Pièces moulées.....	..	..	15
39	Produits divers du papier.....	..	..	..
40	Peintures et vernis.....	21	18	22
41	Articles de toilette pour hommes.....	16	23	..
42	Construction de navires.....	37	35	33
43	Avionnerie.....	..	..	..
44	Meunerie, minoterie.....	13	9	9
45	Produits chimiques.....	..	..	..
46	Préparation de fruits et légumes.....	..	..	..
47	Quincaillerie, outils, coutellerie.....	26	34	30
48	Sidérurgie.....	12	16	..
49	Raffineries de sucre.....	..	..	..
50	Poutres et charpentes en acier.....	..	25	..
51	Textiles divers.....	..	..	..
52	Produits du fer et de l'acier.....	..	..	..
53	Explosifs.....	..	..	20
54	Coke et dérivés du gaz.....	31	..	29
55	Chapeaux et casquettes.....	..	..	38
56	Cuir tanné.....	..	40	40
57	Tannerie.....	..	30	..
58	Fonderies et confection de machines.....	9	11	..
59	Carrosserie.....	24	33	..
60	Moulins à carder et à filer.....	..	..	..
61	Selleries.....	28	38	..
62	Machines à vapeur.....	32	17	..
63	Lamineries.....	..	..	..
64	Instruments aratoires.....	27	..	..
65	Sacs en coton.....	35	24	..
66	Briqueteries et tuileries.....	33	..	..
67	Produits de l'aluminium.....	..	..	..

(1) Les industries sont classées d'après la valeur brute de la production.

**Rang des quarante principales industries de la province de Québec  
pour certaines années choisies (suite)**

Tableau 104

1929	1933	1939	1944	1947	1950	1952	No
..	..	..	..	38	37	..	37
19	27	34	39	37	38	..	38
..	..	38	..	39	39	39	39
30	20	26	34	32	40	..	40
..	..	..	..	..	..	..	41
33	..	..	5	17	..	20	42
..	..	..	4	21	..	12	43
13	14	25	33	30	..	..	44
..	1	20	1	..	..	30	45
..	35	37	..	..	..	..	46
38	30	38	20	..	..	..	47
..	..	..	21	..	..	..	48
..	..	..	30	..	..	..	49
..	..	..	..	..	..	29	50
..	40	40	40	..	..	..	51
..	..	..	..	..	..	36	52
..	36	..	..	..	..	..	53
..	37	38	..	..	..	..	54
..	..	..	..	..	..	..	55
..	..	..	..	..	..	..	56
..	..	..	..	..	..	..	57
..	..	..	..	..	..	..	58
..	..	..	..	..	..	..	59
..	..	..	..	..	..	..	60
..	..	..	..	..	..	..	61
..	..	..	..	..	..	..	62
..	..	..	..	..	..	..	63
..	..	..	..	..	..	..	64
..	..	..	..	..	..	..	65
..	..	..	..	..	..	..	66
..	..	..	..	..	..	40	67

SOURCES: Recensements décennaux du Canada — Recensements annuels de l'industrie.

**Employés dans les vingt principales industries manufacturières  
de la province de Québec et de l'Ontario en 1953**

Tableau 105

QUÉBEC		
Industries	Employés	
	Nombre	%
TOTAL, toutes les industries manufacturières.....	439,667	
TOTAL, vingt principales industries manufacturières.....	229,012	100.0
Aliments, tabac et produits du cuir.....	54,392	23.8
Pain et autres produits de boulangerie.....	21,448	
Chaussures en cuir.....	13,348	
Tabac, cigares et cigarettes.....	7,127	
Beurre et fromage.....	5,337	
Abattoirs et salaisons.....	4,464	
Préparations alimentaires diverses.....	2,668	
Textiles et vêtements.....	62,822	27.4
Vêtements pour hommes.....	19,076	
Vêtements pour femmes.....	19,008	
Filés et tissus de coton.....	13,584	
Textiles synthétiques et soie.....	11,154	
Bois et papier.....	34,850	15.2
Pulpe et papier.....	24,174	
Scieries.....	10,676	
Impression et édition.....	.....	.....
Industries lourdes.....	76,948	33.5
Matériel roulant de chemin de fer.....	16,842	
Avions et pièces.....	14,790	
Appareils et fournitures électriques.....	12,120	
Réduction et affinage des métaux non-ferreux.....	10,513	
Construction de navires.....	9,710	
Machinerie industrielle.....	7,581	
Produits du cuivre et du laiton.....	2,758	
Produits du pétrole.....	2,634	

**Employés dans les vingt principales industries manufacturières  
de la province de Québec et de l'Ontario en 1953**

Tableau 105

ONTARIO		
Industries	Employés	
	Nombre	%
TOTAL, toutes les industries manufacturières.....	634,038	
TOTAL, vingt principales industries manufacturières.....	284,502	100.0
Aliments, tabac et articles de caoutchouc.....	58,756	20.6
Articles de caoutchouc.....	16,267	
Pain et autres produits de boulangerie.....	14,728	
Conserveries.....	9,488	
Abattoirs et salaisons.....	8,705	
Beurre et fromage.....	7,396	
Meuneries.....	2,172	
Textiles et vêtements.....	.....	.....
NIL		
Pulpe et papier.....	18,622	6.5
Impression et édition.....	13,169	4.6
Industries lourdes.....	193,955	68.1
Automobiles.....	31,943	
Fer et acier primaires.....	24,383	
Machinerie électrique lourde.....	23,723	
Parties d'automobiles.....	22,107	
Avions et pièces.....	20,431	
Instruments aratoires.....	12,778	
Machinerie industrielle.....	12,609	
Poterie.....	10,891	
Appareils et fournitures électriques.....	10,189	
Forges.....	10,141	
Réduction et affinage des métaux non-ferreux.....	9,712	
Produits du pétrole.....	5,048	

## Mouvement de population au Canada, 1901-1954

Tableau 106

Années	Terre-Neuve	Maritimes	Québec	Ontario	Prairies	Colombie Britannique	Yukon T.N.O.	Canada
--------	-------------	-----------	--------	---------	----------	----------------------	--------------	--------

POPULATION								
1901	.....	893,953	1,648,898	2,182,947	419,512	178,657	47,348	5,371,315
1911	.....	937,955	2,005,776	2,527,292	1,328,121	392,480	15,019	7,206,643
1921	.....	1,000,328	2,360,510	2,933,662	1,956,082	524,582	12,300	8,787,949
1931	.....	1,009,103	2,874,662	3,431,683	2,353,529	694,263	13,546	10,376,786
1941	.....	1,130,410	3,331,882	3,787,655	2,421,905	817,861	16,942	11,506,655
1951	361,416	1,256,710	4,055,681	4,597,542	2,457,770	1,165,210	25,100	14,009,429
1954	398,000	1,325,000	4,388,000	5,046,000	2,745,000	1,266,000	27,000	15,194,000

ACCROISSEMENT NATUREL								
1901-11	.....	91,000	310,000	280,000	155,000	27,000	.....	863,000
1911-21	.....	100,000	435,000	295,000	315,000	42,000	.....	1,187,000
1921-31	.....	116,000	496,000	345,000	357,000	48,000	.....	1,382,000
1931-41	.....	125,000	458,000	280,000	316,000	41,000	.....	1,220,000
1941-51	.....	223,000	740,000	520,000	405,000	122,000	.....	2,010,000
1951-54	31,100	77,400	262,000	247,000	160,800	54,500	.....	832,900
1901-54	31,100	732,400	2,701,000	1,967,000	1,708,800	334,500	.....	7,474,800

IMMIGRATION								
1901-11	.....	65,000	232,000	361,000	755,000	160,000	.....	1,573,000
1911-21	.....	100,000	308,000	580,000	680,000	230,000	.....	1,898,000
1921-31	.....	40,000	162,000	435,000	505,000	90,000	.....	1,232,000
1931-41	.....	14,000	30,000	63,000	27,000	17,000	.....	151,000
1941-51	.....	34,000	102,000	283,000	92,000	55,000	.....	566,000
1951-54	.....	12,503	108,040	275,701	78,050	42,030	.....	516,324
1901-54	.....	265,503	942,040	1,997,701	2,137,050	594,030	.....	5,936,324

POPULATION — ACCROISSEMENT NATUREL — IMMIGRATION								
1911	.....	1,049,953	2,190,898	2,823,947	1,329,512	365,657	47,348	7,807,315
1921	.....	1,137,955	2,748,776	3,402,292	2,323,121	664,480	15,019	10,291,643
1931	.....	1,156,328	3,018,510	3,713,662	2,818,082	662,582	12,300	11,381,949
1941	.....	1,148,103	3,362,662	3,774,483	2,696,529	752,263	13,546	11,747,786
1951	361,416	1,387,410	4,173,882	4,590,655	2,918,905	994,861	16,942	14,444,071
1954	392,516	1,346,613	4,425,721	5,120,243	2,786,620	1,261,740	25,100	15,358,553

ÉMIGRATION APPARENTE								
1901-11	.....	111,889	185,122	296,655	1,381	- 28,823	.....	568,224
1911-21	.....	137,627	388,111	468,610	367,039	- 139,898	.....	1,501,285
1921-31	.....	147,225	144,410	281,999	464,553	- 31,681	.....	1,006,506
1931-41	.....	17,693	30,373	- 13,172	274,614	- 65,599	.....	243,909
1941-51	.....	130,700	118,201	- 6,887	371,135	- 170,349	- 8,158	434,642
1951-54	- 5,484	21,613	37,721	74,243	41,620	- 4,260	- 1,900	163,553
1901-54	- 5,484	566,747	903,938	1,101,448	1,520,342	- 158,814	- 10,058	3,918,119

ACCROISSEMENT DE LA POPULATION								
1901-11	.....	44,111	356,878	344,345	908,619	213,823	.....	1,835,328
1911-21	.....	62,273	354,889	406,390	627,961	132,102	.....	1,581,306
1921-31	.....	8,775	513,590	498,001	397,447	169,681	.....	1,588,837
1931-41	.....	121,307	457,627	355,972	68,376	223,598	.....	1,129,869
1941-51	361,416	126,300	723,799	809,887	125,865	347,349	8,158	2,502,774
1951-54	36,584	68,290	332,319	448,459	197,230	100,790	1,900	1,185,571

**ÉCONOMIE — DÉMOGRAPHIE**

243

**Population totale, population active et population en dehors  
de la population active, au Canada, 1901-1951**

(en milliers)

**Tableau 107**

Années	Canada	Ile-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie Britannique
--------	--------	-----------------------	-----------------	-------------------	--------	---------	----------	--------------	---------	----------------------

**POPULATION TOTALE**

1901	5,344	103	460	331	1,649	2,183	255	184	....	179
1911	7,192	94	492	352	2,006	2,527	461	493	374	392
1921	8,775	89	524	388	2,360	2,934	610	757	588	525
1931	10,363	88	513	408	2,875	3,432	700	922	732	694
1941	11,490	95	578	457	3,332	3,788	730	896	706	818
1951	13,984	98	643	516	4,056	4,598	777	832	940	1,165

**POPULATION ACTIVE**

1901	1,783	34	155	112	512	754	86	48	....	81
1911	2,724	32	173	120	653	991	178	209	162	206
1921	3,164	31	185	132	781	1,117	216	266	216	220
1931	3,922	32	181	140	1,022	1,346	270	339	286	306
1941	4,511	36	215	164	1,238	1,573	290	340	312	343
1951	5,286	34	221	169	1,472	1,885	299	302	354	444

**POPULATION EN DEHORS DE LA POPULATION ACTIVE**

1901	3,561	69	305	219	1,137	1,429	169	136	....	98
1911	4,468	62	319	232	1,353	1,536	283	283	212	186
1921	5,611	58	339	256	1,579	1,817	394	491	372	305
1931	6,441	56	332	268	1,853	2,086	430	583	446	388
1941	6,979	59	363	293	2,094	2,215	440	556	484	475
1951	8,698	64	422	347	2,584	2,713	478	530	586	721

**POPULATION ACTIVE EN POURCENTAGE DE LA POPULATION TOTALE**

1901	33.4	32.5	33.8	33.8	31.0	34.6	33.7	26.1	....	45.5
1911	37.9	34.0	35.2	34.0	32.6	39.2	38.6	42.3	43.2	52.5
1921	36.0	35.0	35.3	34.1	33.0	38.0	35.4	35.1	36.7	41.9
1931	37.8	36.5	35.3	34.2	35.6	39.2	38.6	36.8	39.1	44.1
1941	39.3	37.5	37.1	35.9	37.1	41.5	39.8	38.0	39.2	42.0
1951	37.8	34.7	34.3	32.8	36.3	41.0	38.4	36.3	37.7	38.1

SOURCE: Recensement du Canada, 1951, tableau I, volume IV.

## Répartition de la population de moins de 20 ans, au Canada, par provinces, 1901-1951

(En milliers)

Tableau 108

Années	Canada	Ile-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie Britannique
--------	--------	-----------------------	-----------------	-------------------	--------	---------	----------	--------------	---------	----------------------

## POPULATION TOTALE DE MOINS DE 20 ANS

1901	2,404.1	49.0	206.9	154.7	808.7	915.0	123.9	44.8	35.4	57.7
1911	3,062.1	41.2	211.3	161.3	973.1	982.1	202.8	209.0	152.7	119.0
1921	3,827.9	37.5	229.5	178.7	1,143.9	1,139.9	278.6	364.3	262.4	187.2
1931	4,321.8	37.0	220.3	190.3	1,322.8	1,278.0	295.9	427.5	313.1	233.7
1941	4,298.6	37.9	225.3	194.2	1,414.0	1,363.3	254.4	364.1	306.8	241.7
1951	5,308.7	41.2	361.0	226.8	1,703.6	1,555.0	279.9	323.7	360.7	374.6

## POPULATION ACTIVE DE MOINS DE 20 ANS

1901	.....	....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
1911	.....	....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
1921	419.8	4.2	24.5	18.8	135.8	138.9	27.2	32.6	21.2	16.7
1931	461.9	4.4	21.0	19.1	152.0	139.2	32.1	41.2	28.4	24.6
1941	442.3	3.7	18.9	17.1	155.3	145.8	25.9	31.4	24.3	20.2
1951	519.9	4.2	22.0	19.3	180.8	162.6	27.8	27.8	31.2	30.8

## POPULATION DE MOINS DE 20 ANS EN DEHORS DE LA POPULATION ACTIVE

1901	.....	....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
1911	.....	....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
1921	3,408.1	33.3	205.0	160.0	1,008.2	1,001.0	251.4	331.7	241.3	170.4
1931	3,859.9	32.6	199.3	171.2	1,170.8	1,138.8	263.8	386.3	284.8	209.1
1941	3,856.3	34.2	206.4	177.2	1,258.7	1,217.5	238.4	332.7	282.5	221.6
1951	4,788.8	37.0	339.0	207.4	1,522.8	1,392.4	252.1	295.9	329.6	343.8

## POPULATION ACTIVE DE MOINS DE 20 ANS DANS L'AGRICULTURE, 1951

	93.8		1.4		1.9		3.0		35.2		18.7		7.8		13.5		10.4		1.6
--	------	--	-----	--	-----	--	-----	--	------	--	------	--	-----	--	------	--	------	--	-----

## POPULATION ACTIVE DE MOINS DE 20 ANS HORS DE L'AGRICULTURE, 1951

	426.1		2.8		20.1		16.3		145.7		143.9		20.0		14.3		20.8		29.1
--	-------	--	-----	--	------	--	------	--	-------	--	-------	--	------	--	------	--	------	--	------

SOURCE: Recensement du Canada, volumes I et IV, 1951.

## Répartition de la population de 20 à 65 ans, au Canada, par provinces, 1901-1951

(En milliers)

Tableau 109

Années	Canada	Ile-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie Britannique
--------	--------	-----------------------	-----------------	-------------------	--------	---------	----------	--------------	---------	----------------------

## POPULATION TOTALE DE 20 à 65 ANS

1901	2,696.0	47.2	221.8	157.3	761.8	1,147.4	125.2	44.1	36.3	116.5
1911	3,809.2	43.8	245.0	161.7	940.7	1,404.4	247.5	274.8	215.5	264.8
1921	4,539.8	42.6	249.1	185.1	1,107.8	1,621.5	299.4	376.1	312.2	319.0
1931	5,478.9	42.3	244.7	190.6	1,413.6	1,919.3	363.6	465.0	392.8	422.5
1941	6,440.2	48.2	305.7	230.7	1,741.9	2,123.0	426.7	485.7	448.1	508.0
1951	7,614.5	47.6	226.6	249.9	2,120.0	2,642.2	430.8	440.8	511.8	664.5

## POPULATION ACTIVE DE 20 à 65 ANS

1901	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
1911	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
1921	2,615.3	23.4	146.9	105.4	617.3	924.4	183.2	228.1	190.2	196.5
1931	3,284.2	24.3	145.3	111.5	834.6	1,138.1	228.2	286.4	247.5	268.4
1941	3,548.6	24.4	158.2	120.6	990.9	1,231.2	188.0	268.9	250.0	276.3
1951	4,540.1	27.4	186.2	142.1	1,248.5	1,631.2	257.5	257.6	306.8	391.4

## POPULATION DE 20 à 65 ANS EN DEHORS DE LA POPULATION ACTIVE

1901	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
1911	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
1921	1,924.4	19.2	102.2	79.8	490.5	697.1	116.2	148.0	122.0	122.5
1931	2,194.7	18.1	99.4	78.6	579.0	781.1	135.4	178.7	145.3	154.1
1941	2,891.7	23.8	147.4	110.1	751.0	891.8	238.8	216.7	198.1	231.8
1951	3,074.4	20.2	40.4	107.8	871.5	1,011.0	173.3	183.2	205.0	273.0

## POPULATION ACTIVE DE 20 à 65 ANS DANS L'AGRICULTURE, 1951

| 666.1 | 10.0 | 17.6 | 20.8 | 148.6 | 162.5 | 61.3 | 123.4 | 96.9 | 22.2

## POPULATION ACTIVE DE 20 à 65 ANS EN DEHORS DE L'AGRICULTURE, 1951

| 3,874.0 | 17.3 | 168.6 | 121.3 | 1,099.9 | 1,468.7 | 196.2 | 134.1 | 209.9 | 369.3

SOURCE: Recensement du Canada, volumes I et IV, 1951.

Répartition de la population de 65 ans et plus, au Canada, par provinces, 1901-1951

(En milliers)

Tableau 110

Années	Canada	Ile-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie Britannique
--------	--------	-----------------------	-----------------	-------------------	--------	---------	----------	--------------	---------	----------------------

## POPULATION TOTALE DE 65 ANS ET PLUS

1901	271.2	7.2	30.8	19.2	78.4	120.6	6.1	2.3	1.3	4.5
1911	335.3	7.7	36.1	28.9	91.9	140.9	11.1	8.6	6.1	8.7
1921	420.2	8.5	45.2	24.0	108.8	172.3	32.1	17.2	13.8	18.4
1931	576.1	8.7	47.8	27.3	138.2	234.4	40.6	31.0	25.7	38.1
1941	767.8	9.0	47.0	32.4	176.0	301.3	38.6	46.2	41.2	68.1
1951	1,086.3	9.7	54.9	39.0	232.1	400.4	65.5	67.2	66.9	126.1

## POPULATION ACTIVE DE 65 ANS ET PLUS

1901	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
1911	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
1921	137.9	3.4	14.2	8.7	32.5	55.3	6.2	6.3	4.8	6.4
1931	181.1	3.5	14.8	9.4	39.1	68.9	10.4	11.4	10.4	13.3
1941	205.1	3.1	13.9	9.2	42.5	78.1	11.6	15.5	13.6	17.5
1951	239.6	2.7	12.3	8.4	48.2	93.8	13.8	17.1	16.4	22.9

## POPULATION DE 65 ANS ET PLUS EN DEHORS DE LA POPULATION ACTIVE

1901	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
1911	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
1921	282.3	5.1	31.1	15.3	76.3	116.9	26.0	10.9	9.0	11.9
1931	394.9	5.2	33.0	17.9	175.4	165.5	30.3	19.7	15.3	24.9
1941	562.7	5.8	33.2	23.3	133.4	323.2	27.0	30.7	27.7	50.6
1951	846.7	7.0	42.7	30.7	183.9	306.6	51.7	50.1	50.6	103.3

## POPULATION ACTIVE DE 65 ANS ET PLUS DANS L'AGRICULTURE, 1951

| 67.1 | 1.0 | 3.8 | 3.0 | 11.1 | 20.3 | 4.5 | 10.7 | 7.8 | 3.9

## POPULATION ACTIVE DE 65 ANS ET PLUS EN DEHORS DE L'AGRICULTURE, 1951

| 172.5 | 1.1 | 8.5 | 5.3 | 37.2 | 73.5 | 9.2 | 6.6 | 8.6 | 19.0

SOURCE: Recensement du Canada, volumes I et IV, 1951.

Répartition totale et proportionnelle de la population de la province de Québec (1911 — 1931 — 1951)  
avec prévision pour 1971 (1)

Tableau 111

Groupes d'âges	Énumérations décennales						Projection estimée 1971	
	1911		1931		1951			
	Total	%	Total	%	Total	%	Total	%
							'000	
TOTAL...	2,005,776	100.0	2,874,662	100.0	4,055,681	100.0	6,150	100.0
0 à 4 ans	291,619	14.5	362,998	12.7	541,524	13.4	860	14.0
5 " 9 "	257,401	12.8	353,948	12.3	463,444	11.4	800	13.0
10 " 14 "	222,643	11.1	315,894	11.0	361,140	8.9	625	10.1
15 " 19 "	201,486	10.0	289,984	10.4	337,501	8.3	600	9.8
20 " 24 "	183,339	9.1	267,218	9.3	340,902	8.4	475	7.7
25 " 29 "	155,136	7.7	226,524	7.9	332,855	8.2	425	6.9
30 " 34 "	132,115	6.6	194,262	6.8	296,455	7.3	400	6.5
35 " 39 "	113,507	5.7	174,150	6.1	276,376	6.8	370	6.0
40 " 44 "	94,482	4.7	152,755	5.3	241,914	6.0	330	5.4
45 " 49 "	82,198	4.1	131,686	4.6	203,128	5.0	275	4.4
50 " 54 "	72,675	3.6	110,666	3.8	172,529	4.3	235	3.8
55 " 59 "	58,053	2.9	87,012	3.0	139,618	3.4	175	2.8
60 " 64 "	49,202	2.5	69,334	2.4	116,198	2.9	160	2.6
65 " 69 "	36,639	1.8	54,724	1.9	93,161	2.3	145	2.4
70 " 74 "	25,681	1.3	40,362	1.4	66,733	1.6	120	2.0
75 " 79 "	16,409	0.8	24,425	0.8	40,772	1.0	75	1.2
80 " 84 "	8,519	0.4	12,718	0.4	20,508	0.5	45	0.7
85 " 89 "	3,455	0.2	4,587	0.2	8,268	0.2	27	0.4
90 et plus	1,217	0.08	1,427	0.5	2,655	0.7	8	0.1
Contraction								
0 à 19 ans	973,149	48.4	1,322,814	46.4	1,703,609	42.0	2,885	46.9
20 " 69 "	977,346	48.8	1,468,329	50.8	2,213,136	54.6	2,990	48.7
70 et plus	55,281	2.8	83,519	2.8	138,936	3.4	275	4.4

(1) Une telle projection suppose, toutes choses étant égales, que les facteurs actuels connus se continueront jusqu'à 1971.

## ÉCONOMIE — DÉMOGRAPHIE

Population rurale et population urbaine (1) selon l'âge, Ontario et Québec, 1951  
Tableau 112

	TOTAL	Moins de 20 ans	De 20 à 65 ans	65 ans et plus
<b>Répartition numérique</b>				
<b>ONTARIO</b>				
Population rurale.....	1,346,443	528,366	697,654	120,423
Population urbaine.....	3,251,099	1,026,633	1,944,526	279,940
<b>QUÉBEC</b>				
Population rurale.....	1,358,363	685,261	596,424	76,678
Population urbaine.....	2,697,318	1,018,348	1,524,051	154,919
<b>En pourcentage de la population totale</b>				
<b>ONTARIO</b>				
Population rurale.....	29.3	11.5	15.2	2.6
Population urbaine.....	70.7	22.3	42.3	6.1
<b>QUÉBEC</b>				
Population rurale.....	33.5	15.9	14.8	2.2
Population urbaine.....	66.5	25.4	37.8	3.9
<b>En pourcentage du secteur urbain et du secteur rural</b>				
<b>ONTARIO</b>				
Population rurale.....	100.0	39.2	51.9	8.9
Population urbaine.....	100.0	31.6	59.8	8.6
<b>QUÉBEC</b>				
Population rurale.....	100.0	50.4	43.9	5.7
Population urbaine.....	100.0	37.7	56.5	5.8

(1) En 1941, le recensement fédéral définissait comme urbaine la population des cités, des villes et des villages incorporés; les autres centres renfermaient la population rurale. Pour le recensement de 1951, on a adopté un critère différent: on a considéré comme urbaine la population des cités, villes et municipalités de 1,000 âmes et plus, qu'elles soient incorporées ou non, ainsi que toutes les parties des zones métropolitaines.

SOURCE: Recensement du Canada 1951, volume I, tableau 21-4 et 21-5.

**ÉCONOMIE — DÉMOGRAPHIE**  
**Population rurale et population urbaine, Ontario et Québec, 1871-1951**  
 (En pourcentage de la population totale)

Tableau 113

Années	Population rurale		Population urbaine	
	Ontario	Québec	Ontario	Québec
1871.....	78.0	77.2	22.0	22.8
1881.....	70.1	72.1	29.9	27.9
1891.....	61.3	66.4	38.7	33.6
1901.....	57.1	60.3	42.9	39.7
1911.....	47.4	51.8	52.6	48.2
1921.....	41.8	44.0	58.2	56.0
1931.....	38.9	36.9	61.1	63.1
1941.....	38.2	36.7	61.8	63.3
1951 (1).....	40.1	32.7	59.9	67.3
1951 (2).....	29.2	33.5	70.8	66.5

(1) Ancienne définition.

(2) Nouvelle définition. Voir la note du tableau 109.

SOURCE: Recensement du Canada 1951, vol. I, tableau 13.

Population active (1) de la province de Québec, par groupe d'occupations, 1911-1951

Tableau 114

GROUPE D'OCCUPATIONS	
RÉPARTITION NUMÉRIQUE	
Agriculture.....	
Pêche et trappage.....	
Forêts.....	
Mines et carrières.....	
Fabrication et mécanique.....	
Construction.....	
Transports et communications.....	
Commerce et finance.....	
Service.....	
Bureaux.....	
Manoeuvres.....	
Non donné.....	
TOUTES OCCUPATIONS.....	
RÉPARTITION PROPORTIONNELLE	
Agriculture.....	
Pêche et trappage.....	
Forêts.....	
Mines et carrières.....	
Fabrication et mécanique.....	
Construction.....	
Transports et communications.....	
Commerce et finance.....	
Service.....	
Bureaux.....	
Manoeuvres.....	
Non donné.....	
TOUTES OCCUPATIONS.....	

(1) Agée de 10 ans et plus en 1911, et de 14 ans et plus depuis 1921.

Population active (1) de la province de Québec, par groupe d'occupations, 1911-1951

Tableau 114

1911	1921	1931	1941	1951
RÉPARTITION NUMÉRIQUE				
204,616	217,706	227,783	255,083	195,410
4,445	3,964	6,381	8,143	5,568
11,278	10,811	15,547	30,457	35,954
5,560	4,104	6,128	9,998	12,285
113,476	125,141	156,692	241,515	323,612
35,089	44,890	62,844	70,207	98,506
36,149	44,364	70,433	83,664	134,590
58,065	73,370	92,915	100,153	135,677
83,664	110,859	178,149	216,813	257,990
22,995	51,141	71,141	86,777	144,871
77,904	91,095	133,747	81,414	101,280
.....	3,385	404	4,431	26,097
653,241	780,830	1,022,164	1,188,655	1,471,840
RÉPARTITION PROPORTIONNELLE				
31.3	27.9	22.3	21.5	13.3
0.7	0.5	0.6	0.7	0.4
1.7	1.4	1.5	2.6	2.5
0.9	0.5	0.6	0.8	0.8
17.4	16.0	15.3	20.3	22.0
5.4	5.7	6.1	5.9	6.7
5.5	5.7	6.9	7.0	9.1
8.9	9.4	9.1	8.4	9.2
12.8	14.3	17.4	18.2	17.5
3.5	6.5	7.0	7.3	9.8
11.9	11.7	13.2	6.9	6.9
....	0.4	...	0.4	1.8
100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

SOURCE: Recensement du Canada 1951, vol. IV, tableau 2.

## ÉCONOMIE — DÉMOGRAPHIE

Personnes sans travail, au Canada, par région, 1945-1954 (1)

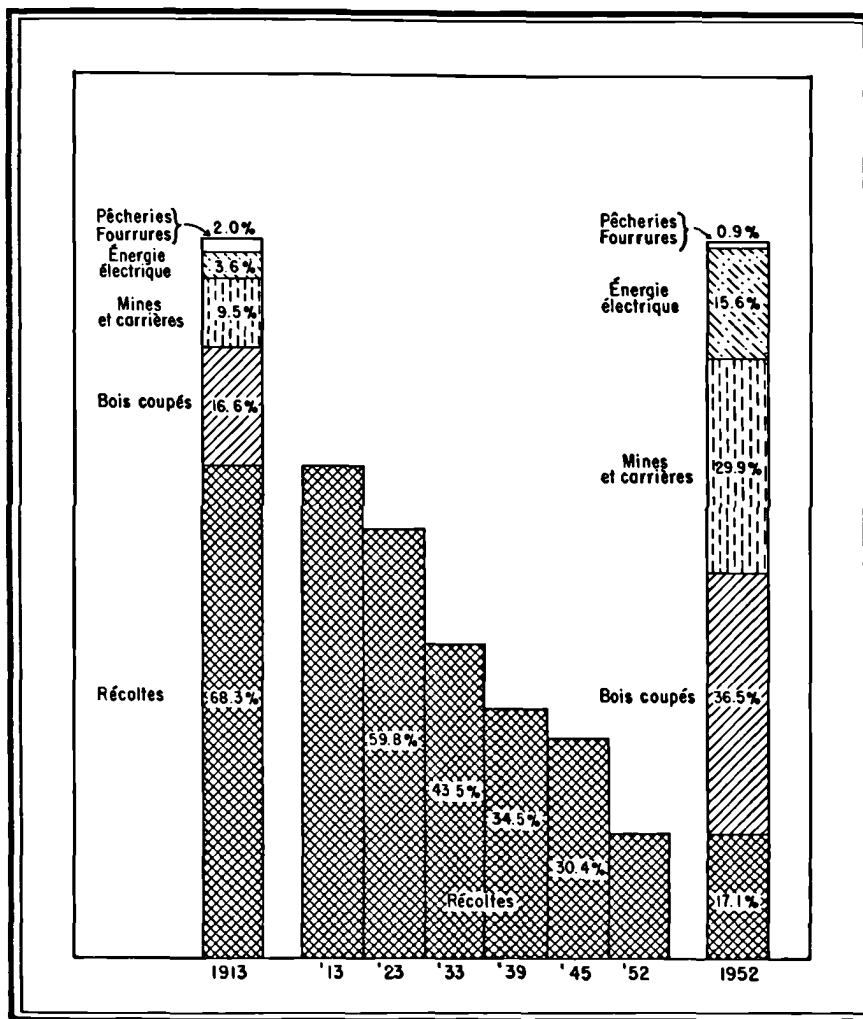
Tableau 115

Années et mois	Canada	Terre- neuve	Maritimes	Québec	Ontario	Prairies	Colombie Britan- nique
1945, 17 nov.	171	..	17	60	54	22	18
1946, 23 fév.	213	..	26	76	57	33	21
1er juin	125	..	20	45	34	14	12
31 août	117	..	20	42	36	10	(1)
9 nov.	114	..	19	31	34	18	12
1947, 1er mars	139	..	20	46	39	21	13
31 mai	91	..	21	28	24	(1)	(1)
16 août	73	..	15	23	19	(1)	(1)
8 nov.	87	..	17	22	23	12	13
1948, 21 fév.	155	..	25	47	40	23	20
5 juin	81	..	15	25	23	(1)	10
4 sept.	67	..	11	20	18	(1)	(1)
20 nov.	105	..	18	30	25	18	14
1949, 5 mars	196	..	24	67	55	28	22
4 juin	101	..	18	36	28	10	(1)
20 août	97	..	14	35	28	(1)	11
29 oct.	145	14	21	44	36	17	13
1950, 4 mars	308	22	41	102	72	42	29
3 juin	139	17	22	51	32	(1)	12
19 août	102	(1)	18	38	22	(1)	10
4 nov.	115	(1)	20	39	25	12	12
1951, 3 mars	170	14	19	59	36	21	21
2 juin	83	(1)	10	30	19	(1)	(1)
18 août	77	(1)	(1)	27	20	(1)	10
3 nov.	100	(1)	10	32	32	10	11
1952, 1er mars	212	11	23	75	55	24	24
31 mai	107	(1)	10	41	30	10	10
22 nov.	114	(1)	13	37	31	15	14
1953, 21 mars	172	(1)	23	69	38	19	17
20 juin	90	(1)	13	33	23	(1)	11
22 août	92	(1)	11	41	19	(1)	(1)
21 nov.	151	(1)	19	55	39	17	15
1954, 20 mars	318	(1)	44	122	89	31	26
24 juillet	172	(1)	15	74	55	10	15
20 nov.	214	(1)	21	81	69	20	20

(1) Moins de 10,000 chômeurs.

SOURCE: D.B.S. Reference Paper, No 335, jusqu'en 1952 — Périodiques The Labor Force pour les autres années.

**REPARTITION PROPORTIONNELLE DES PRODUITS NATURELS  
DE LA PROVINCE DE QUEBEC, 1913-1952**



Voir tableau 116.

Sommaire statistique concernant l'évolution économique et sociale  
de la province de Québec

Tableau 116

No		1913	1923	1926	1
POPULATION ET DÉMOGRAPHIE					
1	POPULATION				
	Canada.....'000	7,632	9,010	9,451	1
	Québec:				
2	Population totale.....'000	2,096	2,446	2,603	
3	"    urbaine.....'000	1,038	1,421	1,568	
4	"    rurale.....'000	1,058	1,025	1,035	
	DÉMOGRAPHIE				
5	Naissances vivantes.....	79,089	83,579	82,165	7
6	Taux par 1,000 âmes.....	37.7	34.2	31.6	
7	Décès (mort-nés exclus).....	36,200	35,148	37,251	3
8	Taux par 1,000 âmes.....	17.3	14.4	14.3	
9	Accroissement naturel.....	42,889	48,431	44,914	4
10	Taux par 1,000 âmes.....	20.5	19.8	17.3	
REVENU DE LA POPULATION					
	REVENU PERSONNEL				
11	Québec.....\$'000,000			961	
12	Par tête.....\$			369.2	
13	Canada.....\$'000,000			4,092	
14	Par tête.....\$			433.0	
15	Pourcentage Québec-Canada.....%			23.5	
16	Salaires, gages et revenus supplémentaires du travail.....\$'000,000			596	
17	Revenu net de l'agriculture.....\$'000,000			92.6	
INVESTISSEMENTS (en millions de dollars)					
	AU CANADA (2)				
18	Gouvernement fédéral.....			71	
19	Gouvernements provinciaux.....			41	
20	Gouvernements municipaux.....			58	
21	Total: secteur public.....			170	
22	Total: secteur privé.....			747	
23	Secteurs public et privé.....			917	
	DANS LA PROVINCE DE QUÉBEC				
24	Secteurs public et privé.....			.....	
25	Québec par rapport au Canada.....%			.....	

Sommaire statistique concernant l'évolution économique et sociale  
de la province de Québec

Tableau 116

	1933	1939	1945	1947	1950	1951	1952	1953	No
POPULATION ET DÉMOGRAPHIE									
51	10,633	11,267	12,072	12,551	13,712	14,009	14,430	14,781	1
03	2,972	3,230	3,560	3,710	3,969	4,056	4,174	4,269	2
68	1,873	2,050	2,357	2,481	2,667	2,729	2,825	2,916	3
35	1,099	1,190	1,203	1,329	1,302	1,327	1,349	1,353	4
65	76,920	79,621	104,283	115,553	119,111	120,930	126,416	128,719	5
1.6	25.9	24.7	29.3	31.1	30.1	29.8	30.3	30.2	6
251	31,929	33,388	33,348	33,708	33,507	34,900	33,854	34,469	7
4.3	10.6	10.3	9.4	9.1	8.4	8.6	8.4	8.1	8
914	44,503	46,233	70,935	81,845	85,604	86,030	91,562	94,250	9
7.3	14.7	14.4	19.9	20.0	21.6	21.2	21.9	22.1	10
REVENU DE LA POPULATION									
961	739	1,083	2,200	2,608	3,295	3,772	4,153	4,430	11
9.2	248.6	335.2	618.0	703.0	830.2	930.0	995.0	1,037.7	12
092	2,843	4,320	9,239	10,390	13,414	15,693	17,132	18,096	13
3.0	267.4	383.4	765.3	827.8	978.3	1,120.2	1,187.3	1,224.3	14
3.5	26.0	25.1	23.8	25.1	24.6	24.0	24.2	24.3	15
596	469	676	1,324	1,726	2,162	2,541	2,834	3,018	16
2.6	36.9	77.3	159.9	177.2	247.4	333.8	272.4	262.5	17
INVESTISSEMENTS (en millions de dollars)									
71				(1)					
41	35	74	210	261	247	391	598	528	18
58	34	92	76	330	391	501	563	606	19
170	41	52	76	212	292	347	423	398	20
747	110	218	362	803	930	1,239	1,584	1,532	21
917	217	547	922	2,372	2,885	3,338	3,701	4,147	22
	327	765	1,284	3,175	3,815	4,577	5,285	5,679	23
..	.....	.....	.....	797	845	1,065	1,283	1,284	24
..	.....	.....	.....	25.1	22.1	23.3	24.3	22.6	25

**Sommaire statistique concernant l'évolution économique et sociale  
de la province de Québec (suite)**

Tableau 116

No		1913	1923	1926
INVESTISSEMENTS (en millions de dollars) — (suite)				
	PRODUIT NATIONAL BRUT (3)			
26	Canada.....	.....	.....	5,294
27	Québec (4).....	.....	.....	1,244
	INVESTISSEMENTS PAR RAPPORT AU PRODUIT NATIONAL BRUT			
28	Canada.....%	.....	.....	17.3
29	Québec.....%	.....	.....	.....
MAIN-D'OEUVRE (5)				
30	Effectifs de la main-d'œuvre.....'000	.....	829	902
31	Personnes ayant un emploi.....'000	.....	.....	.....
32	Personnes sans emploi mais cherchant du travail... '000	.....	.....	.....
33	Pourcentage des sans-emploi.....%	.....	.....	.....
34	Employés dans les manufactures (moyenne de l'année).....'000	.....	159	175
35	Rapport manufactures-main-d'oeuvre.....%	.....	19.2	19.4
SALAIRES ET GAGES				
	MANUFACTURES			
	Canada:			
36	Salaires et gages.....\$'000,000	(7) 241	550	626
37	Employés.....'000	(7) 515	506	559
38	Moyenne.....\$	467.8	1,085.6	1,119.0
	Québec:			
39	Salaires et gages.....\$'000,000	(7) 69	160	183
40	Employés.....'000	158	159	175
41	Salaires moyens.....\$	438.9	1,003.8	1,045.0
42	Rapport Québec-Canada des salaires moyens.....%	93.8	92.5	93.4
	SALAIRES HEBDOMADAIRES MOYENS			
43	Québec: toutes les industries.....\$	.....	.....	.....
44	“ manufactures.....\$	.....	.....	.....
45	Canada: toutes les industries.....\$	.....	.....	.....
46	“ manufactures.....\$	.....	.....	.....
47	Rapport Québec-Canada: industries.....%	.....	.....	.....
48	“ “ manufactures.....%	.....	.....	.....

**Sommaire statistique concernant l'évolution économique et sociale  
de la province de Québec (suite)**

Tableau 116

	1933	1939	1945	1947	1950	1951	1952	1953	No
<b>INVESTISSEMENTS (en millions de dollars) — (suite)</b>									
	3,552	5,707	11,850	15,613	18,203	21,466	23,110	24,350	26
	924	1,432	2,820	3,825	4,425	5,109	5,477	5,844	27
	9.2	13.4	10.8	20.3	21.0	21.3	22.9	23.3	28
	.....	.....	.....	20.8	19.1	20.8	23.4	22.0	29
<b>MAIN-D'OEUVRE (5)</b>									
	1,056	(6) 1,155	1,296	1,347	1,433	1,475	1,504	1,518	30
	.....	.....	1,236	1,319	1,382	1,445	1,463	1,485	31
	.....	.....	60	28	51	30	41	33	32
	.....	.....	4.6	2.1	3.5	2.0	2.7	2.2	33
	157	220	384	379	390	417	430	440	34
	14.9	19.1	29.6	28.2	27.2	28.3	28.6	29.0	35
<b>SALAIRES ET GAGES</b>									
	436	738	1,846	2,086	2,771	3,276	3,638	3,948	36
	469	658	1,119	1,132	1,183	1,258	1,288	1,326	37
	930.8	1,121.1	1,648.9	1,843.1	2,342.0	2,603.6	2,823.5	2,977.8	38
	135	224	607	663	851	1,006	1,126	1,217	39
	157	220	284	379	390	417	430	440	40
	855.3	1,015.6	1,581.8	1,746.8	2,182.0	2,410.5	2,620.3	2,767.8	41
	91.9	90.6	95.9	94.8	93.2	92.5	92.8	93.0	42
	.....	21.26	30.88	34.74	42.89	47.37	51.66	55.10	43
	.....	.....	.....	34.45	43.30	47.86	52.25	54.55	44
	.....	23.44	32.04	36.19	44.84	49.61	54.13	57.30	45
	.....	.....	.....	36.34	46.21	51.25	56.11	59.33	46
	.....	90.7	96.4	96.0	95.7	95.5	95.4	96.2	47
	.....	.....	.....	94.8	93.7	93.4	93.1	91.9	48

**Sommaire statistique concernant l'évolution économique et sociale  
de la province de Québec (suite)**

Tableau 116

No		1913	1923	1926
PRODUCTION (en millions de dollars)				
49	Récoltes.....	88.6	133.1	139.3
50	Mines et carrières.....	13.1	21.3	25.7
51	Bois coupés (bois de chauffage exclus).....	23.0	52.4	67.1
52	Pêcheries.....	1.8	2.1	3.1
53	Fourrures.....	(8) 1.0	3.0	2.2
54	Énergie électrique.....	(9) 5.0	23.4	25.9
55	Manufactures.....	(10) 365.0	780.3	865.7
56	Construction.....	.....	.....	.....
STATISTIQUES DIVERSES				
Aménagement hydro-électrique:				
57	Canada.....'000 HP.	(10) 1,500	3,191.8	4,549.4
58	Québec.....'000 HP.	(10) 500	1,135.5	1,886.0
59	Pourcentage Québec-Canada.....%	33.0	35.6	41.4
60	Ventes au détail.....\$'000,000	.....	.....	.....
61	Nombre de téléphones.....	81,913	180,777	240,914
62	Personnes par téléphone.....	25.6	13.5	10.8
63	Véhicules-moteurs (11).....	5,452	71,320	107,994
64	Personnes par véhicules-moteurs.....	384.4	34.3	24.1
65	Autos de promenade.....	.....	60,363	88,517
66	Personnes par auto de promenade.....	.....	40.5	29.4
Chemins ruraux améliorés (en milles):				
67	Total.....	.....	.....	6,649
68	Entretenus par le gouvernement.....	.....	.....	3,971

(1) Pour les investissements, les montants de cette colonne se rapportent à l'année 1948.

(2) Montants tirés de "Private and Public Investment in Canada, 1926-51" et révisés pour les années 1950 à 1953. Ils ne comprennent pas les dépenses pour réparations et entretien.

(3) Montants tirés des "Comptes Nationaux du Canada" 1926-50 et 1950-53, Bureau Fédéral de la Statistique.

(4) L'estimation du Produit National Brut pour Québec est établie d'après la répartition géographique du revenu par personnel donnée dans les "Comptes Nationaux du Canada".

(5) Comprend les personnes âgées de 14 ans et plus qui travaillent pour un salaire ou un profit, de même que celles qui sont sans travail mais se cherchent un emploi. Ces statistiques se rapportent au début de juin de chaque année.

(6) Les statistiques de 1923, 1926, 1933 et 1939 ont été obtenues par interpolation, les données des Recensements décennaux ayant servi de base.

**Sommaire statistique concernant l'évolution économique et sociale  
de la province de Québec (suite)**

Tableau 116

1933	1939	1945	1947	1950	1951	1952	1953	No
PRODUCTION (en millions de dollars)								
67.5	92.7	139.1	148.4	175.8	178.3	154.6	147.1	49
28.1	77.3	91.6	116.0	220.7	255.9	270.7	253.1	50
15.9	37.2	133.3	214.0	186.1	285.9	330.6	260.9	51
2.1	2.0	7.9	5.3	5.5	5.4	5.6	5.4	52
1.6	2.2	5.0	3.9	2.8	3.4	2.3	2.2	53
44.5	56.6	80.5	93.9	114.6	129.7	141.1	(10) 175.0	54
604.5	1,045.8	2,531.9	3,017.0	4,142.5	4,916.2	5,176.2	5,370.3	55
40.4	118.5	150.2	338.5	605.8	898.4	970.5	1,000.2	56
STATISTIQUES DIVERSES								
47,332.1	8,289.2	10,283.6	10,491.0	12,562.7	13,342.5	14,305.9	14,929.1	57
03,493.3	4,084.8	5,848.6	5,878.9	6,372.8	6,755.4	7,263.6	7,719.1	58
47.6	49.3	56.9	56.0	50.7	50.6	50.8	51.7	59
419.2	602.3	1,080.8	1,621.1	2,183.0	2,438.1	2,662.9	2,784.6	60
4259,530	311,932	425,259	530,380	735,680	780,073	850,528	932,830	61
811.4	10.3	8.4	7.0	5.4	5.2	4.9	4.6	62
4160,012	213,148	228,681	296,547	433,701	500,729	574,974	617,855	63
118.6	15.2	15.6	12.5	9.2	8.1	7.3	6.9	64
7126,529	166,198	167,177	201,857	287,657	331,872	384,228	422,960	65
423.5	19.4	21.3	18.4	13.8	12.2	10.8	10.1	66
915,648	18,518	22,864	24,827	27,148	27,814	28,665	28,952	67
115,203	18,145	20,626	21,250	23,514	24,030	24,599	25,181	68

(7) Statistiques provenant du Recensement décennal de 1911. Elles se rapportent à l'année 1910.

(8) Le Recensement décennal fixe à \$500,000 environ la valeur des pelleteries en 1910. On ne commet pas une très grosse erreur en estimant à un million de dollars la production de 1913.

(9) Les ventes d'électricité et de force motrice sont évaluées à \$2.5 millions en 1910. Une valeur de cinq millions pour 1913 ne semble pas exagérée.

(10) Estimation.

(11) Comprend les automobiles de promenade, les camions, les taxis, les autobus et les motocyclettes.

Note: — Sauf indication contraire, les statistiques de ce tableau se rapportent à la province de Québec.



## SECTION 5

# Besoins Financiers

Tableaux	Page
No	
117 Répartition par catégories du coût des dépenses additionnelles nécessaires pour donner suite, dans un avenir prochain, aux demandes exprimées dans les mémoires soumis à la Commission au cours de son enquête publique .....	263
118 Montants dépensés en 1939 et 1945, estimation des dépenses en 1955 et prévision des dépenses en 1965 et au cours de la période de 1956 à 1965 par la province de Québec, les municipalités, les corporations scolaires et certains autres secteurs particuliers.....	264

### Notes explicatives

Ces deux tableaux ont pour objet la détermination aussi juste que possible des besoins probables de la province de Québec dans un avenir rapproché.

Le tableau 117 a été établi en tenant compte exclusivement des demandes contenues dans les mémoires soumis au cours des séances publiques de la Commission. Ces demandes étant souvent fort imprécises et arbitraires au point de vue financier, certaines estimations se sont dès lors révélées nécessaires. Nous pouvons tout de même affirmer que le total indiqué dans ce tableau reste encore en deçà de ce qu'il aurait été, les demandes eussent-elles été totalisées au maximum. Le lecteur trouvera dans une autre partie du rapport des commentaires appropriés sur l'interprétation de ces statistiques.

Alors que dans le tableau 117 nous nous sommes contentés de faire la somme des demandes formulées, le tableau 118 a été préparé par les experts de la Commission en vue d'indiquer quels seront d'ici

environ dix ans les besoins financiers non seulement du gouvernement de la Province, mais aussi des corporations municipales, des corporations scolaires, de l'enseignement secondaire, de l'enseignement universitaire et des hôpitaux.

Cette estimation des besoins a été établie en tenant compte des demandes formulées publiquement, des données contenues dans des mémoires particuliers préparés à la demande expresse de la Commission, et de la progression normale des budgets, compte tenu de l'expérience des quelques quinze dernières années. Ces chiffres ne sont nécessairement qu'approximatifs et révèlent une tendance qui ne se maintiendra que dans la mesure où les conditions économiques demeureront normales et que le gouvernement de la Province donnera suite non seulement aux demandes faites par ses contribuables, mais aussi aux projets envisagés par ses techniciens.

Répartition par catégorie du coût des dépenses additionnelles nécessaires pour donner suite dans un avenir prochain aux demandes exprimées dans les mémoires (1) soumis à la Commission au cours de son enquête publique

Tableau 117

Catégories	Adminis- tration	Immobili- sation	Total	
	\$'000	\$'000	\$'000	%
Fins municipales.....	52,043	.....	52,043	16.9
Enseignement primaire.....	41,284	38,900	80,184	26.1
Enseignement secondaire.....	8,358	7,595	15,953	5.2
Enseignement universitaire.....	5,750	9,745	15,495	5.0
Enseignement technique.....	388	1,000	1,388	0.4
Loisirs et culture populaire.....	599	5	604	0.2
Activité artistique et culturelle.....	1,994	300	2,294	0.7
Agriculture.....	1,780	.....	1,780	0.5
Forêt.....	650	.....	650	0.2
Sécurité sociale.....	95	.....	95	.....
Santé et hospitalisation.....	119,677	1,500	121,177	39.4
Besoins économiques divers.....	15,196	.....	15,196	4.9
TOTAL.....	247,917	59,045	306,962	100.0

(1) A l'exception toutefois des demandes exprimées dans le mémoire de la Cité de Montréal lequel a été soumis après l'impression de ce tableau.

Montants dépensés en 1939 et 1945, estimation des dépenses en 1955 et prévisions des dépenses, en 1965 et au cours de la période 1956 à 1965 par la province de Québec, les Municipalités, les Commissions Scolaires et certains secteurs particuliers.

(en millions de dollars)

Tableau 118

No		1939
	<b>PROVINCE DE QUÉBEC</b>	
1	Dépenses ordinaires.....	55.9
2	Dépenses en immobilisations.....	54.2
3	Total.....	110.1
	<b>CORPORATIONS MUNICIPALES</b>	
4	Dépenses ordinaires.....	90.0
5	Dépenses en immobilisations.....	3.3
6	Total.....	93.3
	<b>CORPORATIONS SCOLAIRES</b>	
7	Dépenses ordinaires.....	25.7
8	Dépenses en immobilisations.....	2.1
9	Moins: Octrois de la province de Québec.....	.....
10	Dépenses nettes en immobilisations.....	2.1
11	Total.....	27.8
	<b>INSTITUTIONS D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE</b>	
12	Dépenses ordinaires.....	3.0
13	Dépenses en immobilisations.....	4.0
14	Total.....	7.0
	<b>INSTITUTIONS D'ENSEIGNEMENT UNIVERSITAIRE</b>	
15	Dépenses ordinaires.....	3.8
16	Dépenses en immobilisations.....	3.0
17	Total.....	6.8
	<b>HÔPITAUX</b>	
18	Dépenses ordinaires.....	23.1
19	Dépenses en immobilisations.....	5.4
20	Total.....	28.5

(1) Dépenses de l'année financière terminée le 31 mars de l'année indiquée.

# BESOINS FINANCIERS

265

Montants dépensés en 1939 et 1945, estimation des dépenses en 1955 et prévisions des dépenses, en 1965 et au cours de la période 1956 à 1965 par la province de Québec, les Municipalités, les Commissions Scolaires et certains secteurs particuliers.

(en millions de dollars)

Tableau 118

1945	1955	1965	Total cummulatif 1956-65	Augmenta- tion de 1955 sur 1945	Augmenta- tion de 1965 sur 1955	No
92.0	(1) 298.4	526.0	4,302.9	206.4	227.6	1
12.4	(1) 57.9	128.2	1,143.8	45.5	70.3	2
104.4	356.3	654.2	5,446.7	251.9	297.9	3
92.0	152.0	235.0	1,928.0	60.0	83.0	4
7.0	66.3	152.0	1,086.3	59.3	85.7	5
99.0	218.3	387.0	3,014.3	119.3	168.7	6
31.0	90.2	150.9	1,236.3	59.2	60.7	7
2.6	34.5	35.0	342.9	31.9	.5	8
1.4	19.0	19.0	191.9	17.6	.....	9
1.2	15.5	16.0	151.0	14.3	.5	10
32.2	105.7	166.9	1,387.3	73.5	61.2	11
5.0	11.0	17.5	136.1	6.0	6.5	12
4.5	6.6	8.8	77.1	2.1	2.2	13
9.5	17.6	26.3	213.2	8.1	8.7	14
6.7	19.6	26.2	229.5	11.9	6.6	15
4.0	5.7	8.3	71.4	1.7	2.6	16
10.7	25.3	34.5	300.9	13.6	9.2	17
29.5	74.2	88.5	813.6	44.7	14.3	18
8.3	13.1	17.1	151.1	4.8	4.0	19
37.8	87.3	105.6	964.7	49.5	18.3	20



## Deuxième partie

## *Appendices*



## APPENDICE I

# Tableaux analytiques des finances municipales et scolaires

### Sources documentaires

A l'exception de l'année 1930, dont les statistiques ont été puisées dans le *Rapport de la Commission royale des Relations entre le Dominion et les provinces*, toutes les autres statistiques découlent de la Partie I de ce Volume, principalement des tableaux 16 à 35.

### Signification de certains termes

a) *Municipalités* : à moins de l'indiquer explicitement à l'aide d'expressions telles que "corporations municipales seules", "corporations scolaires seules", le mot "municipalités" signifie "les corporations municipales et les corporations scolaires".

b) *Montréal et satellites; autres municipalités urbaines; municipalités rurales* : voir à ce sujet les explications contenues dans les notes explicatives aux tableaux généraux, sous le titre "municipalités et corporations scolaires".

c) *Années 1953 et 1954*: les statistiques fournies pour ces deux années sont des estimations à partir de données figurant sur des documents non publiés du gouvernement fédéral.

d) *Année* : les chiffres qui se trouvent dans les tableaux se rapportent à l'année civile ou à la période de douze mois qui s'y rapproche le plus; dans le cas des corporations scolaires, c'est l'année qui se termine le 30 juin de l'année indiquée au sommet des colonnes.

e) *Dépenses de bien-être social* : ce sont les dépenses encourues par les municipalités pour les soins et la protection de la santé, pour les soins hospitaliers, pour l'aide aux personnes âgées, aux aveugles et aux chômeurs, pour le bien-être de l'enfance, pour les allocations aux mères nécessiteuses, pour l'hygiène.

f) *Service de la dette* : à moins d'indication contraire, les chiffres figurant à ce poste excluent les montants versés par les municipalités pour l'amortissement de la dette.

g) *Dépenses brutes* : ce sont les dépenses totales incluant celles qui ont pu être faites grâce à des octrois spécifiques versés aux municipalités.

h) *Dépenses nettes* : ce sont les dépenses brutes moins les subsides versés aux municipalités. Ces dépenses sont payées à même les revenus provenant directement du public.

i) *Autres taxes* : ces revenus incluent les taxes d'affaires, les taxes sur les biens personnels, les taxes sur le revenu, les capitations, les taxes sur les divertissements, les taxes de locataires, les taxes d'occupation et toute autre taxe à l'exception des taxes foncières et des taxes de vente.

j) *Services publics rentables* : cette expression signifie tout service municipal dont l'exploitation constitue une source de revenus directement attribuable aux services. Tels sont les services d'aqueduc, de distribution municipale de l'électricité et de gaz, de système municipal de transport, de système municipal de téléphone et de système municipal de chauffage central. En outre, au poste des revenus sont aussi compris les versements de compensation faits par les services gouvernementaux fédéral ou provincial qui ne sont pas habituellement taxés ou taxables.

k) *Revenus divers* : ces revenus comprennent les montants reçus en vertu des ententes du temps de guerre, mais ne tiennent pas compte des surplus provenant des années précédentes.

l) *Dette globale nette* : c'est la dette totale, c'est-à-dire la dette obligataire brute, la dette garantie et les emprunts bancaires, moins le fonds d'amortissement.

m) *Dette obligataire brute* : c'est la dette obligataire totale non réduite par le fonds d'amortissement.

1 — Dépenses effectuées à même les revenus provenant directement du public (1), et revenus provenant directement du public, pour les municipalités de la province de Québec, en dollars courants et en indices (1939 = 100.0) de 1930 à 1954

Années	Dollars courants		Indice	
	Dépenses	Revenus	Dépenses	Revenus
	\$'000,000	\$'000,000	1939 = 100.0	1939 = 100.0
1930	71.4	72.0	75.0	86.0
1933	86.5	73.1	90.9	87.3
1939	95.2	83.7	100.0	100.0
1944	98.8	96.0	103.8	114.7
1947	115.8	112.2	121.6	132.9
1948	123.2	122.0	129.4	145.8
1949	133.5	133.3	140.2	159.3
1950	155.8	156.8	163.7	187.3
1951	177.7	178.4	186.7	213.1
1952	194.9	196.3	204.7	234.5
1953 (2)	214.6	213.3	225.4	254.8
1954 (2)	230.0	220.3	241.6	263.2

(1) Ceci indique que les octrois spécifiques sont omis du montant des dépenses.

(2) Estimation.

SOURCE: Documents non publiés du Gouvernement Fédéral; pour 1930, Rapport de la Commission Royale des relations entre le Dominion et les provinces, vol. III, tableau 60, p. 169, et tableaux 62 et 63, pp. 176, 177.

2 — Dépenses brutes en dollars courants des municipalités de la province de Québec selon la nature des dépenses, de 1930 à 1952 (1)  
(en millions de dollars)

Catégories des dépenses brutes	1930 (2)	1933	1939	1944	1947	1948	1949	1950	1951	1952
Bien-être social.....	.....	20.9	23.4	9.8	11.3	13.0	15.4	15.0	17.8	22.5
Voirie.....	.....	5.2	9.1	12.2	19.4	22.2	18.4	19.7	24.1	28.1
Protection, administration et divers.....	.....	23.3	26.7	29.7	34.7	35.6	38.5	50.2	55.3	60.6
Service de la dette.....	17.8	22.6	22.2	16.0	13.3	11.1	11.5	10.6	11.1	13.3
Provision pour rachat de la dette.....	5.6	6.0	8.6	13.6	13.2	16.8	16.7	17.9	24.4	21.9
Instruction publique.....	.....	16.0	19.9	26.5	36.2	41.1	52.7	63.2	68.4	79.9
TOTAL.....	72.9	94.0	109.9	107.8	128.1	139.8	153.2	176.6	201.1	204.4

(1) Les totaux pour 1953 et 1954 étant établis par estimation seulement, on n'a pu déterminer le montant des subsides, ni pour les catégories de dépenses pour lesquelles des subsides sont habituellement versés, ni pour le total des dépenses. Voilà pourquoi ces deux années n'apparaissent pas dans ce tableau.

(2) Seul le total des dépenses brutes est fourni dans le Rapport de la Commission Royale des relations entre le Dominion et les provinces, de même que les dépenses réelles du service et du remboursement de la dette.

SOURCE: Documents non publiés du Gouvernement Fédéral; pour 1930, Rapport de la Commission Royale des relations entre le Dominion et les provinces, vol. III, tableau 61, p. 170, tableaux 62 et 63, pp. 176 et 177.

**3 — Pourcentage de la somme des dépenses brutes des municipalités représenté par chaque catégorie de dépenses brutes, de 1930 à 1952, dans la province de Québec (1)**

Catégories des dépenses brutes	1930 (2)	1933	1939	1944	1947	1948	1949	1950	1951	1952
Bien-être social.....	.....	22.2	21.3	9.1	8.8	9.3	10.0	8.5	8.8	9.9
Voirie.....	.....	5.5	8.3	11.3	15.1	15.9	12.0	11.1	11.9	12.4
Protection, administration et divers.....	.....	24.8	24.3	27.6	27.0	25.4	25.1	28.4	27.5	26.8
Service de la dette.....	24.4	24.0	20.2	14.9	10.4	7.9	7.5	6.0	5.4	5.9
Provision pour rachat de la dette.....	7.7	6.3	7.9	12.6	10.3	12.0	10.9	10.1	12.1	9.7
Instruction publique.....	.....	17.0	18.1	24.6	28.3	29.4	34.5	35.7	34.0	35.3
<b>TOTAL.....</b>	<b>.....</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>
Dépenses à même les revenus provenant directement du public.....	97.9	92.1	86.7	91.7	90.4	88.1	87.1	88.2	88.4	86.1
Dépenses à même les revenus provenant des gouvernements.....	2.1	7.9	13.3	8.3	9.6	11.9	12.9	11.8	11.6	13.9
<b>TOTAL.....</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>

(1) Les pourcentages ne sont pas donnés pour 1953 et 1954, parce que l'omission des subsides, dont on n'a pas les montants, fausserait complètement les résultats.

(2) Voir note (2) du tableau 2. Les subsides sont aussi fournis dans le Rapport de la Commission Royale, op. cit., tableau 61, p. 170.

SOURCE: Voir tableau 2.

**4 — Octrois spécifiques en dollars courants versés aux municipalités de la province de Québec, de 1930 à 1952, et énumérés selon la nature des dépenses auxquelles ils sont affectés**  
(en millions de dollars)

Octrois selon les catégories principales de dépenses	1930 (1)	1933	1939	1944	1947	1948	1949	1950	1951	1952 (2)
Bien-être social.....	.....	5.8	9.6	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Voirie.....	.....	0.1	3.0	1.3	3.5	5.4	0.5	0.6	1.1	3.3
Protection, administration et divers.....	.....	0.4	.....	0.3	0.4	0.4	0.8	0.6	0.9	1.0
Instruction publique.....	.....	1.2	2.1	7.4	8.4	10.8	18.4	19.6	21.4	27.1
<b>TOTAL.....</b>	<b>1.5</b>	<b>7.5</b>	<b>14.7</b>	<b>9.0</b>	<b>12.3</b>	<b>16.6</b>	<b>19.7</b>	<b>20.8</b>	<b>23.4</b>	<b>31.4</b>

(1) Seule la somme des subventions est fournie dans le Rapport mentionné ci-dessus.

(2) On ne possédait pas au moment de la publication les chiffres des subsides pour 1953 et 1954.

SOURCE: Documents non publiés du Gouvernement Fédéral; pour 1930, Rapport de la Commission Royale, op. cit., tableau 61, p. 170.

5 — Pourcentage de la somme des dépenses brutes de chaque catégorie de dépenses des municipalités représenté par les octrois spécifiques pour chaque catégorie, de 1930 à 1952, dans la province de Québec

Catégories des dépenses brutes	1930 (1)	1933	1939	1944	1947	1948	1949	1950	1951	1952 (2)
Bien-être social.....	.....	27.8	41.0	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Voirie.....	.....	1.9	33.0	10.7	18.0	24.3	2.7	3.0	4.6	11.7
Protection, administration et divers.....	.....	1.7	.....	1.0	1.2	1.1	2.1	1.2	1.6	1.7
Service de la dette.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Provision pour rachat de la dette.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Instruction publique.....	.....	7.5	10.6	27.9	23.2	26.3	34.9	31.0	31.3	33.9
Total des subsides par rapport à la somme totale des dépenses brutes de toutes catégories.....	2.1	7.9	13.3	8.3	9.6	11.9	12.9	11.8	11.6	13.9

(1) Voir note (1) du tableau 4.

(2) On ne possédait pas, au moment de la publication, les chiffres des subsides pour 1953 et pour 1954.

SOURCE: Voir tableau 2.

6 — Indice des dépenses brutes et des octrois spécifiques des municipalités de la province de Québec, de 1930 à 1952  
(1939 = 100.0)

Année	Bien-être social		Voirie		Protection, administration et divers		Instruction publique		Toutes dépenses brutes (2)	Tous octrois spécifiques
	Dépenses brutes	Octrois	Dépenses brutes	Octrois	Dépenses brutes	Octrois (1)	Dépenses brutes	Octrois		
1930 (3)	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	66.3	10.2
1933	89.3	60.4	57.1	3.3	87.3	.....	80.4	57.1	79.9	51.0
1939	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	.....	100.0	100.0	100.0	100.0
1944	41.9	.....	134.1	43.3	111.2	.....	133.2	352.4	122.8	61.2
1947	48.3	.....	213.2	116.7	130.0	.....	181.9	400.0	162.1	83.7
1948	55.6	.....	244.0	180.0	133.3	.....	206.5	514.3	177.6	112.9
1949	65.8	.....	202.2	16.7	144.2	.....	264.8	876.2	196.8	134.0
1950	64.1	.....	216.5	20.0	188.0	.....	317.6	933.3	239.0	141.5
1951	76.1	.....	264.8	36.7	207.1	.....	343.7	1019.0	265.4	159.2
1952	96.2	.....	308.8	110.0	227.0	.....	401.5	1290.5	302.7	213.6

(1) Aucun octroi n'ayant été versé en 1939, il a été impossible de calculer l'indice.

(2) Total seulement des dépenses pour lesquelles des octrois spécifiques ont été versés; par conséquent, comme des octrois spécifiques pour les dépenses de bien-être n'ont été versés que pour les années 1933 et 1939 de ce tableau, le total de ces dépenses est omis du total des dépenses brutes.

(3) La somme des dépenses brutes et celles des subsides ont été les seuls montants que l'on a pu obtenir du vol. III du Rapport de la Commission Royale, op. cit.

SOURCE: Voir tableau 2.

**7 — Dépenses nettes en dollars courants des municipalités de la province de Québec selon la nature des dépenses, de 1930 à 1954**  
(en millions de dollars)

Catégories des dépenses nettes	1930	1933	1939	1944	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953 (1)	1954 (1)
Bien-être social.....	6.1	15.1	13.8	9.8	11.3	13.0	15.4	15.0	17.8	22.5	23.4	26.0
Voirie.....	9.2	5.1	6.1	10.9	15.9	16.8	17.9	19.1	23.0	24.8	27.3	27.6
Protection, administration et divers.....	17.5	22.9	26.7	29.4	34.3	35.2	37.7	49.6	54.4	59.6	64.9	71.8
Service de la dette.....	17.8	22.6	22.2	16.0	13.3	11.1	11.5	10.6	11.1	13.3	14.3	16.5
Provision pour rachat de la dette.....	5.6	6.0	8.6	13.6	13.2	16.8	16.7	17.9	24.4	21.9	27.0	27.9
Instruction publique.....	15.2	14.8	17.8	19.1	27.8	30.3	34.3	43.6	47.0	52.8	57.7	60.2
<b>TOTAL.....</b>	<b>71.4</b>	<b>86.5</b>	<b>95.2</b>	<b>98.8</b>	<b>115.8</b>	<b>123.2</b>	<b>133.5</b>	<b>155.8</b>	<b>177.7</b>	<b>194.9</b>	<b>214.6</b>	<b>230</b>

(1) Estimation.

SOURCE: Documents non publiés du Gouvernement Fédéral; pour 1930, Rapport de la Commission Royale, op. cit., tableaux 62 et 63, pp. 171-177.

**8 — Pourcentage de la somme des dépenses nettes des municipalités représenté par chaque catégorie de dépenses nettes, de 1930 à 1954, dans la province de Québec**

Catégories des dépenses nettes	1930	1933	1939	1944	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953 (1)	1954 (1)
Bien-être social.....	8.6	17.5	14.5	9.9	9.8	10.6	11.5	9.6	10.0	11.5	10.9	11.3
Voirie.....	12.9	5.9	6.4	11.0	13.7	13.6	13.4	12.3	12.9	12.7	12.7	12.0
Protection, administration et divers.....	24.5	26.5	28.1	29.8	29.6	28.6	28.3	31.8	30.6	30.6	30.2	31.2
Service de la dette.....	24.9	26.1	23.3	16.2	11.5	9.0	8.6	6.8	6.3	6.8	6.7	7.2
Provision pour rachat de la dette.....	7.8	6.9	9.0	13.8	11.4	13.6	12.5	11.5	13.7	11.2	12.6	12.1
Instruction publique.....	21.3	17.1	18.7	19.3	24.0	24.6	25.7	28.0	26.5	27.2	26.9	26.2
<b>TOTAL.....</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>

(1) Estimation.

SOURCE: Voir tableau 7.

**9 — Indice des dépenses nettes des municipalités de la province de Québec, selon la nature des dépenses de 1930 à 1954**  
(1939 = 100.0)

Catégories des dépenses nettes	1930	1933	1939	1944	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953 (1)	1954 (1)
Bien-être social.....	44.2	109.4	100.0	71.0	81.9	94.2	111.6	108.7	129.0	163.0	169.6	188.4
Voirie.....	150.8	83.6	100.0	178.7	260.7	275.4	293.4	313.1	377.0	406.6	447.5	452.5
Protection, administration et divers.....	65.5	85.8	100.0	110.1	128.5	131.8	141.2	185.8	203.7	223.2	243.1	268.9
Service de la dette.....	80.2	101.8	100.0	72.1	59.9	50.0	51.8	47.7	50.0	59.9	64.4	74.3
Provision pour rachat de la dette.....	65.1	69.8	100.0	158.1	153.5	195.3	194.2	208.1	283.7	254.7	314.0	324.4
Instruction publique.....	85.4	83.1	100.0	107.3	156.2	170.2	192.7	244.9	264.0	296.6	324.2	338.2
Toutes dépenses nettes.....	75.0	90.9	100.0	103.8	121.6	129.4	140.2	163.7	186.7	204.7	225.4	241.6

(1) Estimation.

SOURCE: Voir tableau 7.

10 — Dépenses effectuées à même les revenus provenant directement du public (1) et revenus provenant directement du public, pour les corporations municipales (SEULES) de la province de Québec, en dollars courants et en indice (1939=100.0), de 1933 à 1952

Année	Dollars courants		Indice	
	Dépenses	Revenus	Dépenses	Revenus
	\$'000,000	\$'000,000	1939 = 100.0	1939 = 100.0
1933	66.3	54.7	92.6	87.0
1939	71.6	62.9	100.0	100.0
1944	73.0	70.6	102.0	112.2
1947	84.2	79.4	117.6	126.2
1948	91.4	86.8	127.7	138.0
1949	97.1	94.5	135.6	150.2
1950	107.4	108.5	150.0	172.5
1951	124.7	125.2	174.2	199.0
1952	133.4	135.9	186.3	216.1

(1) Ceci indique que les octrois spécifiques sont omis du montant des dépenses.

SOURCES: Chiffres fournis par le Bureau Provincial de la Statistique et documents statistiques gouvernementaux non publiés.

11 — Dépenses totales brutes et revenus totaux des corporations municipales (SEULES) de la province de Québec, en dollars courants et en indice (1939=100.0), de 1933 à 1952

Année	Dollars courants		Indice	
	Dépenses	Revenus	Dépenses	Revenus
	\$'000,000	\$'000,000	1939 = 100.0	1939 = 100.0
1933	72.6	61.0	86.2	80.8
1939	84.2	75.5	100.0	100.0
1944	74.6	72.2	88.6	95.6
1947	88.1	83.3	104.6	110.3
1948	97.2	92.6	115.4	122.6
1949	98.4	95.8	116.9	126.9
1950	108.6	109.7	129.0	145.3
1951	126.7	127.3	150.5	168.6
1952	137.7	140.2	163.5	185.7

SOURCE: Voir tableau 10.

12 — Dépenses Brutes en dollars courants des corporations municipales (SEULES) de la province de Québec, selon la nature des dépenses, de 1933 à 1952  
(en millions de dollars)

Catégories des dépenses brutes	1933	1939	1944	1947	1948	1949	1950	1951	1952
Bien-être social.....	20.9	23.4	9.8	11.3	13.0	15.4	15.0	17.8	22.5
Voirie.....	5.2	9.1	12.2	19.4	22.2	18.4	19.7	24.1	28.1
Protection, administration et divers.....	23.3	26.7	29.7	34.7	35.6	38.5	50.2	55.3	60.6
Service de la dette et provision pour rachat de la dette.....	23.2	25.0	22.9	22.7	26.4	26.1	23.7	29.5	26.5
TOTAL.....	72.6	84.2	74.6	88.1	97.2	98.4	108.6	126.7	137.7

SOURCE: Voir tableau 10.

**13 — Pourcentage de la somme des dépenses brutes des corporations municipales (SEULES) représenté par chaque catégorie de dépenses brutes, de 1933 à 1952, dans la province de Québec**

Catégories des dépenses brutes	1933	1939	1944	1947	1948	1949	1950	1951	1952
Bien-être social.....	28.8	27.8	13.1	12.8	13.4	15.7	13.8	14.1	16.3
Voirie.....	7.2	10.8	16.4	22.0	22.8	18.7	18.2	19.0	20.4
Protection, administration et divers.....	32.1	31.7	39.8	39.4	36.6	39.1	46.2	43.6	44.0
Service de la dette et provision pour rachat de la dette.	31.9	29.7	30.7	25.8	27.2	26.5	21.8	23.3	19.3
<b>TOTAL.....</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>

SOURCE: Voir tableau 10.

**14 — Dépenses nettes en dollars courants des corporations municipales (SEULES) de la province de Québec selon la nature des dépenses, de 1933 à 1952**  
(en millions de dollars)

Catégories des dépenses nettes	1933	1939	1944	1947	1948	1949	1950	1951	1952
Bien-être social.....	15.1	13.8	9.8	11.3	13.0	15.4	15.0	17.8	22.5
Voirie.....	5.1	6.1	10.9	15.9	16.8	17.9	19.1	23.0	24.8
Protection, administration et divers.....	22.9	26.7	29.4	34.3	35.2	37.7	49.6	54.4	59.6
Service de la dette et provision pour rachat de la dette.	23.2	25.0	22.9	22.7	26.4	26.1	23.7	29.5	26.5
<b>TOTAL.....</b>	<b>66.3</b>	<b>71.6</b>	<b>73.0</b>	<b>84.2</b>	<b>91.4</b>	<b>97.1</b>	<b>107.4</b>	<b>124.7</b>	<b>133.4</b>

SOURCE: Voir tableau 10.

**15 — Pourcentage de la somme des dépenses nettes des corporations municipales (SEULES) représenté par chaque catégorie de dépenses nettes, de 1933 à 1952, dans la province de Québec**

Catégories des dépenses nettes	1933	1939	1944	1947	1948	1949	1950	1951	1952
Bien-être social.....	22.8	19.3	13.4	13.4	14.2	15.9	14.0	14.3	16.9
Voirie.....	7.7	8.5	14.9	18.9	18.4	18.4	17.8	18.4	18.6
Protection, administration et divers.....	34.5	37.3	40.3	40.7	38.5	38.8	46.2	43.6	44.7
Service de la dette et provision pour rachat de la dette.	35.0	34.9	31.4	27.0	28.9	26.9	22.0	23.7	19.8
<b>TOTAL.....</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>

SOURCE: Voir tableau 10.

**16 — Indice des dépenses nettes des corporations municipales (SEULES) de la province de Québec, selon la nature des dépenses, de 1933 à 1952**  
(1939 = 100.0)

Catégories des dépenses nettes	1933	1939	1944	1947	1948	1949	1950	1951	1952
Bien-être social.....	109.4	100.0	71.0	81.9	94.2	111.6	108.7	129.0	163.0
Voirie.....	83.6	100.0	178.7	260.7	275.4	293.4	313.1	377.0	406.6
Protection, administration et divers.....	85.8	100.0	110.1	128.5	131.8	141.2	185.8	203.7	223.2
Service de la dette et provision pour rachat de la dette.....	92.8	100.0	91.6	90.8	105.6	104.4	94.8	118.0	106.0
Toutes dépenses nettes.....	92.6	100.0	102.0	117.6	127.7	135.6	150.0	174.2	186.3

SOURCE: Voir tableau 10.

**17 — Dépenses effectuées à même les revenus provenant directement du public (1) et revenus provenant directement du public, pour les corporations scolaires (SEULES) de la province de Québec, en dollars courants et en indice (1939 = 100.0), de 1933 à 1952**

Année	Dollars courants		Indice	
	Dépenses	Revenus	Dépenses	Revenus
	\$'000,000	\$'000,000	1939 = 100.0	1939 = 100.0
1933	20.2	18.5	85.6	88.9
1939	23.6	20.8	100.0	100.0
1944	25.7	25.5	108.9	122.6
1947	31.6	31.9	133.9	153.4
1948	31.9	35.3	135.2	169.7
1949	36.5	38.7	154.7	186.1
1950	48.4	48.3	205.1	232.2
1951	53.0	53.2	224.6	255.8
1952	61.2	60.4	259.3	290.4

(1) Voir note (1) du tableau 10.

SOURCE: Voir tableau 10.

**18 — Dépenses totales brutes et revenus totaux des corporations scolaires (SEULES) de la province de Québec, en dollars courants et en indices (1939 = 100.0), de 1933 à 1952**

Année	Dollars courants		Indices	
	Dépenses	Revenus	Dépenses	Revenus
	\$'000,000	\$'000,000	1939 = 100.0	1939 = 100.0
1933	21.4	19.7	83.3	86.0
1939	25.7	22.9	100.0	100.0
1944	33.2	32.9	129.2	143.7
1947	40.0	40.3	155.6	176.0
1948	42.6	46.1	165.8	201.3
1949	54.8	57.1	213.2	249.3
1950	68.0	67.9	264.6	296.5
1951	74.4	74.6	289.5	325.8
1952	88.6	87.8	344.7	383.4

SOURCE: Voir tableau 10.

**19 — Dépenses brutes en dollars courants des corporations scolaires (SEULES) de la province de Québec, selon la nature des dépenses, de 1933 à 1952**  
(en millions de dollars)

Catégories des dépenses brutes	1933	1939	1944	1947	1948	1949	1950	1951	1952
Dépenses courantes: salaires, administration et divers...	16.0	19.9	26.5	36.2	41.1	52.7	63.2	68.4	79.9
Service de la dette et provision pour rachat de la dette.	5.4	5.8	6.7	3.8	1.5	2.1	4.8	6.0	8.7
TOTAL.....	21.4	25.7	33.2	40.0	42.6	54.8	68.0	74.4	88.6

SOURCE: Voir tableau 10.

**20 — Pourcentage de la somme des dépenses brutes des corporations scolaires (SEULES), représenté par chaque catégorie de dépenses brutes, de 1933 à 1952, dans la province de Québec**

Catégories des dépenses brutes	1933	1939	1944	1947	1948	1949	1950	1951	1952
Dépenses courantes: salaires, administration et divers...	74.8	77.4	79.8	90.5	96.5	96.2	92.9	91.9	90.2
Service de la dette et provision pour rachat de la dette.	25.2	22.6	20.2	9.5	3.5	3.8	7.1	8.1	9.8
TOTAL.....	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

SOURCE: Voir tableau 10.

**21 — Indice des dépenses brutes des corporations scolaires (SEULES) de la province de Québec, selon la nature des dépenses, de 1933 à 1952**  
(1939 = 100.0)

Catégories des dépenses brutes	1933	1939	1944	1947	1948	1949	1950	1951	1952
Dépenses courantes: salaires, administration et divers...	80.4	100.0	133.2	181.9	206.5	264.8	317.6	343.7	401.5
Service de la dette et provision pour rachat de la dette.	93.1	100.0	115.5	65.5	25.9	36.2	82.8	103.4	150.0
Toutes dépenses brutes.....	83.3	100.0	129.2	155.6	165.8	213.2	264.6	289.5	344.7

SOURCE: Voir tableau 10.

**22 — Dépenses nettes en dollars courants des corporations scolaires (SEULES) de la province de Québec selon la nature des dépenses, de 1933 à 1952**

(en millions de dollars)

Catégories des dépenses nettes	1933	1939	1944	1947	1948	1949	1950	1951	1952
Dépenses courantes: salaires, administration et divers (1)	14.8	17.8	19.0	27.8	30.4	34.4	43.6	47.0	52.5
Service de la dette et provision pour rachat de la dette.	5.4	5.8	6.7	3.8	1.5	2.1	4.8	6.0	8.7
TOTAL.....	20.2	23.6	25.7	31.6	31.9	36.5	48.4	53.0	61.2

(1) Les subsides versés aux corporations scolaires pour fins administratives ont été déduits des dépenses courantes.  
SOURCE: Voir tableau 10.

**23 — Pourcentage de la somme des dépenses nettes des corporations scolaires (SEULES) représenté par chaque catégorie de dépenses nettes, de 1933 à 1952, dans la province de Québec**

Catégories des dépenses nettes	1933	1939	1944	1947	1948	1949	1950	1951	1952
Dépenses courantes: salaires, administration et divers...	73.3	75.4	73.9	88.0	95.3	94.3	90.1	88.7	85.8
Service de la dette et provision pour rachat de la dette.	26.7	24.6	26.1	12.0	4.7	5.7	9.9	11.3	14.2
TOTAL.....	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

SOURCE: Voir tableau 10.

**24 — Indice des dépenses nettes des corporations scolaires (SEULES) de la province de Québec, selon la nature des dépenses, de 1933 à 1952**

(1939 = 100.0)

Catégories des dépenses nettes	1933	1939	1944	1947	1948	1949	1950	1951	1952
Dépenses courantes: salaires, administration et divers...	83.1	100.0	106.7	156.2	170.8	193.3	244.9	264.0	294.9
Service de la dette et provision pour rachat de la dette.	93.1	100.0	115.5	65.5	25.9	36.2	82.8	103.4	150.0
Toutes dépenses nettes.....	85.6	100.0	108.9	133.9	135.2	154.7	205.1	224.6	259.3

SOURCE: Voir tableau 10.

**25 — Dépenses nettes en dollars courants de Montréal et des municipalités satellites,  
selon la nature des dépenses, de 1930 à 1954  
(en millions de dollars)**

Catégories des dépenses nettes	1930	1933	1939	1944	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953 (1)	1954 (1)
Bien-être social.....	4.6	11.3	10.8	7.2	8.6	10.2	12.2	11.0	13.1	15.9	16.5	19.0
Voirie.....	4.3	3.0	2.8	5.7	6.6	6.9	7.2	7.7	9.4	10.9	13.1	12.9
Protection, administration et divers.....	11.6	17.4	19.4	19.8	24.4	24.6	26.2	34.5	37.5	41.1	45.1	51.4
Service de la dette.....	13.4	17.6	17.5	11.8	9.3	7.0	7.1	5.7	5.5	6.6	6.3	7.2
Provision pour rachat de la dette.....	3.7	3.8	5.9	9.2	8.2	11.6	10.9	10.8	16.1	11.1	14.9	14.6
Instruction publique.....	8.7	8.7	9.8	9.8	15.4	17.0	19.9	23.6	25.4	28.9	32.4	33.7
<b>TOTAL.....</b>	<b>46.3</b>	<b>61.8</b>	<b>66.2</b>	<b>63.4</b>	<b>72.5</b>	<b>77.4</b>	<b>83.6</b>	<b>93.4</b>	<b>107.1</b>	<b>114.5</b>	<b>128.3</b>	<b>138.8</b>

(1) Estimation.

SOURCE: Voir tableau 7.

**26 — Catégories des dépenses nettes de Montréal et des municipalités satellites exprimées en pourcentage de la somme des dépenses nettes des mêmes municipalités, de 1930 à 1954**

Catégories des dépenses nettes	1930	1933	1939	1944	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953 (1)	1954 (1)
Bien-être social.....	9.9	18.3	16.2	11.3	11.9	13.2	14.6	11.8	12.2	13.9	12.9	13.7
Voirie.....	9.3	4.9	4.4	9.0	9.1	8.9	8.6	8.3	8.8	9.5	10.2	9.3
Protection, administration et divers.....	25.1	28.1	29.3	31.2	33.7	31.8	31.4	37.0	35.0	35.9	35.1	37.0
Service de la dette.....	28.9	28.5	26.4	18.6	12.8	9.1	8.5	6.1	5.2	5.8	4.9	5.2
Provision pour rachat de la dette.....	8.0	6.1	8.9	14.5	11.3	15.0	13.1	11.6	15.0	9.7	11.6	10.5
Instruction publique.....	18.8	14.1	14.8	15.4	21.2	21.8	23.8	24.2	23.7	25.2	25.3	24.3
<b>TOTAL.....</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>

(1) Estimation.

SOURCE: Voir tableau 7.

**27 — Dépenses nettes de Montréal et des municipalités satellites, par catégories de dépenses, exprimées en pourcentage du total des dépenses nettes de chaque catégorie pour toutes les corporations municipales et scolaires de la province de Québec, de 1930 à 1954**

Catégories des dépenses nettes	1930	1933	1939	1944	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953 (1)	1954 (1)
Bien-être social.....	75.4	74.8	78.3	73.5	76.1	78.5	79.2	73.3	73.6	70.7	70.5	73.1
Voirie.....	46.7	58.8	45.9	52.3	41.5	41.1	40.2	40.3	41.0	44.0	48.0	46.7
Protection, administration et divers.....	66.3	76.0	72.7	67.3	71.1	70.1	69.5	69.6	68.9	69.0	69.5	71.6
Service de la dette.....	75.3	77.9	78.8	73.8	70.0	63.1	61.7	53.8	49.6	49.6	44.1	43.6
Provision pour rachat de la dette.....	66.1	63.3	68.6	67.6	62.1	69.0	65.3	60.3	66.0	50.7	55.2	52.3
Instruction publique.....	57.2	58.8	55.1	51.3	55.4	56.1	58.0	54.1	54.0	54.7	56.2	56.0
<b>Toutes dépenses nettes.....</b>	<b>64.8</b>	<b>71.4</b>	<b>69.5</b>	<b>64.2</b>	<b>62.6</b>	<b>62.8</b>	<b>62.6</b>	<b>60.0</b>	<b>60.3</b>	<b>58.8</b>	<b>59.8</b>	<b>60.3</b>

(1) Estimation.

SOURCE: Voir tableau 7.

**28 — Indice des dépenses nettes de Montréal et des municipalités satellites, selon la nature des dépenses, de 1930 à 1954**  
(1939 = 100.0)

Catégories des dépenses nettes	1930	1933	1939	1944	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953 (1)	1954 (1)
Bien-être social. ....	42.6	104.6	100.0	66.7	79.6	94.4	113.0	101.9	121.3	147.2	152.8	175.9
Voirie. ....	153.6	107.1	100.0	203.6	235.7	246.4	257.1	275.0	335.7	389.3	467.9	460.7
Protection, administration et divers. ....	59.8	89.7	100.0	102.1	125.8	126.8	135.1	177.8	193.3	211.9	232.5	264.9
Service de la dette (moins amortissement). ....	77.0	100.6	100.0	67.4	53.1	40.0	40.6	32.6	31.4	37.7	36.0	41.1
Provision pour rachat de la dette. ....	62.7	64.4	100.0	155.9	139.0	196.6	184.7	183.1	272.9	188.1	252.5	247.5
Instruction publique. ....	88.8	88.8	100.0	100.0	157.1	173.5	203.1	240.8	259.2	294.9	330.6	343.9
Toutes dépenses nettes. ....	69.9	93.1	100.0	95.8	109.5	116.9	126.3	141.1	161.8	173.1	193.8	209.7

(1) Estimation.

SOURCE: Voir tableau 7.

**29 — Dépenses nettes en dollars courants des municipalités urbaines de la province de Québec autres que Montréal et ses municipalités satellites, selon la nature des dépenses, de 1930 à 1954**  
(en millions de dollars)

Catégories des dépenses nettes	1930	1933	1939	1944	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953 (1)	1954 (1)
Bien-être social. ....	1.2	3.0	2.5	2.1	2.2	2.3	2.6	3.5	4.1	6.2	6.3	6.5
Voirie. ....	2.9	1.7	2.3	3.7	7.8	8.3	8.9	8.6	10.3	10.3	10.5	10.9
Protection, administration et divers. ....	3.9	4.5	6.3	8.0	8.2	8.8	9.6	12.8	14.5	15.7	16.8	17.3
Service de la dette. ....	3.8	4.5	4.3	3.9	3.6	3.7	3.8	4.3	4.9	5.9	7.1	8.0
Provision pour rachat de la dette. ....	1.5	1.8	2.4	3.9	4.5	4.6	5.2	5.9	6.7	8.1	9.2	10.2
Instruction publique. ....	3.4	3.6	4.6	4.8	7.3	8.0	8.7	12.5	14.1	15.7	16.7	17.7
TOTAL. ....	16.7	19.1	22.4	26.4	33.6	35.7	38.8	47.6	54.6	61.9	66.6	70.6

(1) Estimation.

SOURCE: Voir tableau 7.

**30 — Catégories des dépenses nettes des municipalités urbaines de la province de Québec autres que Montréal et ses satellites, exprimées en pourcentage de la somme des dépenses nettes des mêmes municipalités, de 1930 à 1954**

Catégories des dépenses nettes	1930	1933	1939	1944	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953 (1)	1954 (1)
Bien-être social. ....	7.2	15.7	11.2	8.0	6.6	6.4	6.7	7.3	7.5	10.0	9.5	9.2
Voirie. ....	17.4	8.9	10.3	14.0	23.2	23.3	22.9	18.1	18.9	16.6	15.7	15.5
Protection, administration et divers. ....	23.4	23.6	28.1	30.3	24.4	24.7	24.8	26.9	26.5	25.3	25.2	24.4
Service de la dette. ....	22.7	23.6	19.2	14.8	10.7	10.4	9.8	9.0	9.0	9.5	10.7	11.3
Provision pour rachat de la dette. ....	9.0	9.4	10.7	14.8	13.4	12.8	13.4	12.3	12.3	13.1	13.8	14.4
Instruction publique. ....	20.3	18.7	20.5	18.1	21.7	22.4	22.4	26.3	25.8	25.4	25.1	25.1
TOTAL. ....	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

(1) Estimation.

SOURCE: Voir tableau 7.

31 — Dépenses nettes des municipalités urbaines de la province de Québec autres que Montréal et ses satellites, par catégories de dépenses, exprimées en pourcentage du total des dépenses nettes de chaque catégorie pour toutes les corporations municipales et scolaires de la province de Québec, de 1930 à 1954

Catégories des dépenses nettes	1930	1933	1939	1944	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953 (1)	1954 (1)
Bien-être social.....	19.7	20.0	18.1	21.4	19.5	17.7	16.9	23.3	23.0	27.6	27.0	25.0
Voirie.....	31.5	33.3	37.7	33.9	49.1	49.4	50.0	45.0	45.1	41.5	38.5	39.5
Protection, administration et divers.....	22.3	19.7	23.6	27.2	23.9	25.1	25.5	25.8	26.7	26.3	25.9	24.1
Service de la dette.....	21.3	20.0	19.4	24.4	27.1	33.3	33.0	40.6	44.1	44.4	49.3	48.5
Provision pour rachat de la dette.....	26.8	30.0	27.1	28.7	34.1	27.4	31.1	33.1	27.5	37.1	34.1	36.6
Instruction publique.....	22.4	24.3	25.8	25.2	26.3	26.4	25.4	28.7	30.0	29.7	28.9	29.4
Toutes dépenses nettes.....	23.2	22.1	23.5	26.7	29.0	29.0	29.1	30.5	30.7	31.8	31.0	30.7

(1) Estimation.

SOURCE: Voir tableau 7.

32 — Indice des dépenses nettes des municipalités urbaines de la province de Québec autres que Montréal et ses municipalités satellites, selon la nature des dépenses, de 1930 à 1954  
(1939 = 100.0)

Catégories des dépenses nettes	1930	1933	1939	1944	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953 (1)	1954 (1)
Bien-être social.....	48.0	120.0	100.0	84.0	88.0	92.0	104.0	140.0	164.0	248.0	252.0	260.0
Voirie.....	126.1	73.9	100.0	160.9	339.1	360.9	387.0	373.9	447.8	447.8	456.5	473.9
Protection, administration et divers.....	61.9	71.4	100.0	127.0	130.2	139.7	152.4	203.2	230.2	249.2	266.7	274.6
Service de la dette.....	88.4	104.7	100.0	90.7	83.7	86.0	88.4	100.0	114.0	137.2	165.1	186.0
Provision pour rachat de la dette.....	62.5	75.0	100.0	162.5	187.5	191.7	216.7	245.8	279.2	337.5	383.3	425.0
Instruction publique.....	73.9	78.3	100.0	104.3	158.7	173.9	189.1	271.7	306.5	341.3	363.0	384.8
Toutes dépenses nettes.....	74.5	85.3	100.0	117.9	150.0	159.4	173.2	212.5	243.8	276.3	297.3	315.2

(1) Estimation.

SOURCE: Voir tableau 7.

33 — Dépenses nettes en dollars courants, des municipalités rurales de la province de Québec, selon la nature des dépenses, de 1930 à 1954  
(en millions de dollars)

Catégories des dépenses nettes	1930	1933	1939	1944	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953 (1)	1954 (1)
Bien-être social.....	0.3	0.8	0.6	0.5	0.5	0.5	0.6	0.5	0.6	0.5	0.5	0.5
Voirie.....	2.0	0.5	1.0	1.5	1.6	1.7	1.7	2.8	3.2	3.6	3.7	3.8
Protection, administration et divers.....	2.0	1.0	1.0	1.6	1.7	1.7	1.8	2.2	2.4	2.7	2.9	3.1
Service de la dette.....	0.6	0.5	0.4	0.4	0.4	0.4	0.5	0.6	0.7	0.8	1.0	1.3
Provision pour rachat de la dette.....	0.4	0.3	0.4	0.5	0.5	0.5	0.6	1.2	1.6	2.6	2.9	3.1
Instruction publique.....	3.2	2.5	3.4	4.4	5.1	5.4	5.8	7.5	7.5	8.3	8.6	8.9
TOTAL.....	8.5	5.6	6.8	8.9	9.8	10.2	11.0	14.8	16.0	18.5	19.6	20.7

(1) Estimation.

SOURCE: Voir tableau 7.

**34 — Catégories des dépenses nettes des municipalités rurales de la province de Québec, exprimées en pourcentage de la somme des dépenses nettes des mêmes municipalités, de 1930 à 1954**

Catégories des dépenses nettes	1930	1933	1939	1944	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953 (1)	1954 (1)
Bien-être social.....	3.5	14.3	8.8	5.6	5.1	4.9	5.5	3.4	3.8	2.7	2.6	2.4
Voirie.....	23.5	8.9	14.7	16.9	16.3	16.7	15.5	18.9	20.0	19.5	18.9	18.3
Protection, administration et divers.....	23.5	17.9	14.7	18.0	17.4	16.7	16.3	14.9	15.0	14.6	14.8	15.0
Service de la dette.....	7.1	8.9	5.9	4.5	4.1	3.9	4.5	4.0	4.4	4.3	5.1	6.3
Provision pour rachat de la dette.....	4.7	5.4	5.9	5.6	5.1	4.9	5.5	8.1	10.0	14.1	14.8	15.0
Instruction publique.....	37.7	44.6	50.0	49.4	52.0	52.9	52.7	50.7	46.8	44.8	43.8	43.0
<b>TOTAL.....</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>

(1) Estimation.

SOURCE: Voir tableau 7.

**35 — Dépenses nettes des municipalités rurales de la province de Québec par catégorie de dépenses, exprimées en pourcentage du total des dépenses nettes de chaque catégorie pour toutes les corporations municipales et scolaires de la province de Québec, de 1930 à 1954**

Catégories des dépenses nettes	1930	1933	1939	1944	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953 (1)	1954 (1)
Bien-être social.....	4.9	5.3	4.3	5.1	4.4	3.8	3.9	3.3	3.4	2.2	2.2	1.9
Voirie.....	21.7	9.8	16.4	13.8	10.1	10.1	9.5	14.7	14.0	14.5	13.6	13.8
Protection, administration et divers.....	11.4	4.4	3.7	5.4	5.0	4.8	4.8	4.4	4.4	4.5	4.5	4.3
Service de la dette.....	3.4	2.2	1.8	2.5	3.0	3.6	4.4	5.7	6.3	6.0	7.0	7.9
Provision pour rachat de la dette.....	7.1	5.1	4.6	3.7	3.8	3.0	3.6	6.7	6.5	11.9	10.7	11.1
Instruction publique.....	21.1	16.9	19.1	23.0	18.3	17.8	16.9	17.2	16.0	15.5	14.9	14.8
<b>Toutes dépenses nettes.....</b>	<b>11.9</b>	<b>6.5</b>	<b>7.1</b>	<b>9.0</b>	<b>8.5</b>	<b>8.3</b>	<b>8.2</b>	<b>9.5</b>	<b>9.0</b>	<b>9.5</b>	<b>9.1</b>	<b>9.0</b>

(1) Estimation.

SOURCE: Voir tableau 7.

**36 — Indice des dépenses nettes des municipalités rurales de la province de Québec, selon la nature des dépenses, de 1930 à 1954  
(1939=100.0)**

Catégories des dépenses nettes	1930	1933	1939	1944	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953 (1)	1954 (1)
Bien-être social.....	50.0	133.3	100.0	83.3	83.3	83.3	100.0	83.3	100.0	83.3	83.3	83.3
Voirie.....	200.0	50.0	100.0	150.0	160.0	170.0	170.0	280.0	320.0	360.0	370.0	380.0
Protection, administration et divers.....	200.0	100.0	100.0	160.0	170.0	170.0	180.0	220.0	240.0	270.0	290.0	310.0
Service de la dette.....	150.0	125.0	100.0	100.0	100.0	100.0	125.0	150.0	175.0	200.0	250.0	325.0
Provision pour rachat de la dette.....	100.0	75.0	100.0	125.0	125.0	125.0	150.0	300.0	400.0	650.0	725.0	775.0
Instruction publique.....	94.1	73.5	100.0	129.4	150.0	158.8	170.6	220.6	220.6	244.1	252.9	261.8
<b>Toutes dépenses nettes.....</b>	<b>125.0</b>	<b>82.4</b>	<b>100.0</b>	<b>130.9</b>	<b>144.1</b>	<b>150.0</b>	<b>161.8</b>	<b>217.6</b>	<b>235.3</b>	<b>272.1</b>	<b>288.2</b>	<b>304.4</b>

(1) Estimation.

SOURCE: Voir tableau 7.

**37 — Revenus provenant des taxes de toutes les municipalités de la province de Québec, de 1930 à 1954**  
(en millions de dollars)

Catégories des revenus	1930	1933	1939	1944	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953 (1)	1954 (1)
Taxe foncière.....	56.8	54.7	56.5	62.0	67.6	73.2	77.8	90.4	102.6	114.4	123.2	128.6
Taxe de vente.....	.....	.....	4.7	8.0	13.5	14.8	16.0	24.1	27.8	30.2	34.8	35.4
Autres taxes.....	5.4	4.3	7.3	6.6	9.5	11.2	12.2	12.9	15.6	16.4	17.3	18.2
<b>TOTAL.....</b>	<b>62.2</b>	<b>59.0</b>	<b>68.5</b>	<b>76.6</b>	<b>90.6</b>	<b>99.2</b>	<b>106.0</b>	<b>127.4</b>	<b>146.0</b>	<b>161.0</b>	<b>175.3</b>	<b>182.2</b>

(1) Estimation.

SOURCE: Documents non publiés du Gouvernement Fédéral; pour l'année 1930, Rapport de la Commission Royale des Relations entre le Dominion et les provinces, vol. III, tableau 60, pp. 162-165.

**38 — Catégories des revenus provenant des taxes exprimées en pourcentage du revenu total provenant des taxes, pour toutes les municipalités de la province de Québec, de 1930 à 1954**

Catégories des revenus	1930	1933	1939	1944	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953 (1)	1954 (1)
Taxe foncière.....	91.3	92.7	82.5	81.0	74.6	73.8	77.4	71.0	70.3	71.0	70.4	70.6
Taxe de vente.....	.....	.....	6.9	10.4	14.9	14.9	15.1	18.9	19.0	18.8	19.8	19.4
Autres taxes.....	8.7	7.3	10.6	8.6	10.5	11.3	11.5	10.1	10.7	10.2	9.8	10.0
<b>TOTAL.....</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>

(1) Estimation.

SOURCE: Voir tableau 37.

**39 — Revenus provenant directement du public autrement que par les taxes, pour toutes les municipalités de la province de Québec, de 1930 à 1954**  
(en millions de dollars)

Catégories des revenus	1930	1933	1939	1944	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953 (1)	1954 (1)
Licences, permis et droits..	3.1	2.1	2.6	2.6	3.3	3.6	3.8	5.4	5.6	5.9	6.4	6.3
Services publics rentables..	.....	2.1	4.0	7.3	7.3	7.7	10.7	12.0	14.8	16.5	18.3	18.4
Divers.....	6.7	10.0	8.6	9.6	10.1	11.6	12.7	12.0	12.0	12.9	13.5	13.3
<b>TOTAL.....</b>	<b>9.8</b>	<b>14.2</b>	<b>15.2</b>	<b>19.5</b>	<b>20.7</b>	<b>22.9</b>	<b>27.2</b>	<b>29.4</b>	<b>32.4</b>	<b>35.3</b>	<b>38.2</b>	<b>38.0</b>

(1) Estimation.

SOURCE: Documents non publiés du Gouvernement Fédéral; pour 1930, Rapport de la Commission Royale des relations entre le Dominion et les provinces, vol. III, tableau 60, pp. 166-168.

**40 — Catégories des revenus provenant directement du public autrement que par les taxes, exprimées en pourcentage du total de ces mêmes revenus pour toutes les municipalités de la province de Québec, de 1930 à 1954**

Catégories des revenus	1930	1933	1939	1944	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953 (1)	1954 (1)
Licences, permis et droits..	31.6	14.8	17.1	13.3	15.9	15.7	14.0	18.4	17.3	16.7	16.8	16.6
Services publics rentables..	.....	14.8	26.3	37.4	35.3	33.6	39.3	40.8	45.7	46.7	47.9	48.4
Divers.....	68.4	70.4	56.6	49.3	48.8	50.7	46.7	40.8	37.0	36.6	35.3	35.0
<b>TOTAL.....</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>

(1) Estimation.

SOURCE: Voir tableau 39.

**41 — Total des revenus provenant de toutes sources pour toutes les municipalités de la province de Québec, de 1930 à 1954**

(en millions de dollars)

Revenus selon les sources	1930	1933	1939	1944	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953 (1)	1954 (1)
Revenus provenant des taxes.....	62.2	59.0	68.5	76.6	90.6	99.2	106.0	127.4	146.0	161.0	175.3	182.2
Revenus provenant directement du public autrement que par les taxes.....	9.8	14.2	15.2	19.5	20.7	22.9	27.2	29.4	32.4	35.3	38.2	38.0
Revenus provenant des gouvernements.....	1.5	7.5	14.7	11.4	12.3	16.6	19.7	20.8	23.5	31.7	36.4 (2)	41.4 (2)
<b>TOTAL.....</b>	<b>73.5</b>	<b>80.7</b>	<b>98.4</b>	<b>107.5</b>	<b>123.6</b>	<b>138.7</b>	<b>152.9</b>	<b>177.6</b>	<b>201.9</b>	<b>228.0</b>	<b>249.9</b>	<b>261.6</b>

(1) Estimation.

(2) Les revenus provenant des gouvernements, sous forme de subsides, ne sont pas fournis pour les années 1953 et 1954 dans les documents originaux d'où proviennent les chiffres ayant servi au calcul des pourcentages de ce tableau. Afin d'établir les pourcentages pour ces deux années on a tenu compte de la progression des subsides depuis 1950; puis à l'aide d'une estimation assez sommaire, on a fixé à 36.4 millions de dollars les revenus provenant des gouvernements pour 1953 et à 41.4 millions de dollars ceux de 1954.

SOURCE: Documents non publiés du Gouvernement Fédéral; pour 1930, Rapport de la Commission Royale des relations entre le Dominion et les provinces, vol. III, tableaux 60 et 61, pp. 162-170.

**42 — Pourcentage de chaque catégorie de revenus des municipalités par rapport au revenu total de ces municipalités dans la province de Québec, de 1930 à 1954**

Catégories des revenus	1930	1933	1939	1944	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953 (1)	1954 (1)
Taxe foncière.....	77.7	67.8	57.4	57.7	54.7	52.8	50.8	50.9	50.8	50.2	49.3	49.1
Taxe de vente.....	....	....	4.8	7.4	10.9	10.6	10.4	13.6	13.8	13.2	13.9	13.5
Autres taxes.....	7.3	5.3	7.4	6.1	7.7	8.1	7.9	7.3	7.7	7.2	6.9	7.0
Licences, permis et droits..	4.1	2.6	2.6	2.4	2.7	2.6	2.5	3.0	2.7	2.6	2.6	2.4
Services publics rentables..	....	2.6	4.0	6.8	5.9	5.5	6.9	6.7	7.3	7.2	7.3	7.1
Divers.....	9.1	12.4	8.7	8.9	8.2	8.4	8.3	6.7	6.0	5.7	5.4	5.1
Provenant des gouvernements.....	1.8	9.3	14.9	10.6	10.0	12.0	12.9	11.7	11.6	13.9	14.6 (2)	15.8 (2)
<b>TOTAL DES REVENUS..</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>

(1) Estimation.

(2) Voir note (2) du tableau 41.

SOURCE: Voir tableau 41.

43 — Indice de chaque catégorie de revenus, du total de chaque groupe de catégories et de la somme de tous les revenus des municipalités de la province de Québec, de 1930 à 1954

(1939 = 100.0)

Catégories des revenus	1930	1933	1939	1944	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953 (1)	1954 (1)
A — Revenus provenant des taxes.....	90.8	86.1	100.0	111.8	132.3	144.8	154.7	186.0	213.1	235.0	255.9	266.0
Taxe foncière.....	100.4	96.8	100.0	109.7	119.6	129.6	137.7	160.0	181.6	202.5	218.1	227.6
Taxe de vente.....	.....	.....	100.0	170.2	287.2	314.9	340.4	512.8	591.5	642.6	740.4	753.2
Autres taxes.....	74.0	58.9	100.0	90.4	130.1	153.4	167.1	176.7	213.7	224.7	237.0	249.3
B — Autres revenus provenant directement du public.....	64.5	93.4	100.0	128.3	136.2	150.7	178.9	193.4	213.2	232.2	251.3	250.0
Licences, permis et droits.....	119.2	80.8	100.0	100.0	126.9	138.5	146.2	207.7	215.4	226.9	246.2	242.3
Services publics rentables.....	.....	52.5	100.0	182.5	182.5	192.5	267.5	300.0	370.0	412.5	457.5	460.0
Divers.....	77.9	116.3	100.0	111.6	117.4	134.9	147.7	139.5	139.5	150.0	157.0	154.7
C — Tous revenus provenant directement du public: A et B.....	86.0	87.5	100.0	114.8	132.9	145.9	159.1	187.3	213.1	234.5	255.1	263.1
D — Revenus provenant des gouvernements (subsidés).....	10.2	51.0	100.0	77.6	83.7	112.9	134.0	141.5	159.9	215.6	247.6 (2)	281.6 (2)
E — Tous revenus.....	74.7	82.0	100.0	109.2	125.6	140.9	155.4	180.5	205.2	231.7	254.0	266.0

(1) Estimation.

(2) Voir note (2) du tableau 41.

SOURCE: Voir tableau 41.

44 — Revenus provenant des taxes pour les corporations municipales (SEULES) de la province de Québec, de 1933 à 1952

(en millions de dollars)

Catégories des revenus	1933	1939	1944	1947	1948	1949	1950	1951	1952
Taxe foncière.....	37.7	37.5	38.5	37.9	40.2	41.5	50.8	60.5	66.0
Taxe de vente.....	.....	4.7	8.0	13.5	14.8	16.0	17.9	19.3	21.3
Autres taxes.....	4.3	7.3	6.6	9.5	11.2	12.2	12.9	15.6	16.4
TOTAL.....	42.0	49.5	53.1	60.9	66.2	69.7	81.6	95.4	103.7

SOURCES: Chiffres fournis par le Bureau Provincial de la Statistique et documents statistiques gouvernementaux non publiés.

**45 — Revenus provenant directement du public autrement que par les taxes pour les corporations municipales (SEULES) de la province de Québec, de 1933 à 1952**

(en millions de dollars)

Catégories des revenus	1933	1939	1944	1947	1948	1949	1950	1951	1952
Licences, permis et droits.....	2.1	2.6	2.6	3.3	3.6	3.8	5.4	5.6	5.9
Services publics rentables.....	2.1	4.0	7.3	7.3	7.7	10.7	12.0	14.8	16.5
Divers.....	8.5	6.8	7.6	7.9	9.3	10.3	9.5	9.4	10.0
<b>TOTAL.....</b>	<b>12.7</b>	<b>13.4</b>	<b>17.5</b>	<b>18.5</b>	<b>20.6</b>	<b>24.8</b>	<b>26.9</b>	<b>29.8</b>	<b>32.4</b>

SOURCES: Voir tableau 44.

**46 — Revenus de toutes catégories des corporations municipales (SEULES) de la province de Québec, de 1933 à 1952**

(en millions de dollars)

Catégories des revenus	1933	1939	1944	1947	1948	1949	1950	1951	1952
<b>A — REVENUS PROVENANT DES TAXES</b>									
Taxe foncière.....	37.7	37.5	38.5	37.9	40.2	41.5	50.8	60.5	66.0
Taxe de vente.....	....	4.7	8.0	13.5	14.8	16.0	17.9	19.3	21.3
Autres taxes.....	4.3	7.3	6.6	9.5	11.2	12.2	12.9	15.6	16.4
<b>B — REVENUS PROVENANT DIRECTEMENT DU PUBLIC AUTREMENT QUE PAR LES TAXES</b>									
Licences, permis et droits....	2.1	2.6	2.6	3.3	3.6	3.8	5.4	5.6	5.9
Services publics rentables....	2.1	4.0	7.3	7.3	7.7	10.7	12.0	14.8	16.5
Divers.....	8.5	6.8	7.6	7.9	9.3	10.3	9.5	9.4	10.0
<b>C — SUBSIDES OU REVENUS PROVENANT DES GOUVERNEMENTS.....</b>	<b>6.3</b>	<b>12.6</b>	<b>1.6</b>	<b>3.9</b>	<b>5.8</b>	<b>1.3</b>	<b>1.2</b>	<b>2.1</b>	<b>4.3</b>
<b>TOTAL.....</b>	<b>61.0</b>	<b>75.5</b>	<b>72.2</b>	<b>83.3</b>	<b>92.6</b>	<b>95.8</b>	<b>109.7</b>	<b>127.3</b>	<b>140.4</b>

SOURCES: Voir tableau 44.

**47 — Importance relative de chaque catégorie de revenus des corporations municipales (SEULES) de la province de Québec par rapport au revenu total de l'année, de 1933 à 1952**

Catégories des revenus	1933	1939	1944	1947	1948	1949	1950	1951	1952
<b>A — REVENUS PROVENANT DES TAXES</b>									
Taxe foncière.....	61.8	49.7	53.4	45.5	43.4	43.3	46.3	47.5	47.1
Taxe de vente.....	.....	6.2	11.1	16.2	16.0	16.7	16.3	15.2	15.2
Autres taxes.....	7.1	9.7	9.1	11.4	12.1	12.7	11.8	12.3	11.7
<b>B — REVENUS PROVENANT DIRECTEMENT DU PUBLIC AUTREMENT QUE PAR LES TAXES</b>									
Licences, permis et droits....	3.4	3.4	3.6	4.0	3.9	4.0	4.9	4.4	4.2
Services publics rentables....	3.4	5.3	10.1	8.8	8.3	11.2	10.9	11.6	11.7
Divers.....	14.0	9.0	10.5	9.5	10.1	10.7	8.7	7.4	7.1
<b>C — SUBSIDES OU REVENUS PROVENANT DES GOUVERNEMENTS.....</b>	<b>10.3</b>	<b>16.7</b>	<b>2.2</b>	<b>4.6</b>	<b>6.2</b>	<b>1.4</b>	<b>1.1</b>	<b>1.6</b>	<b>3.0</b>
<b>TOTAL.....</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>

SOURCES: Voir tableau 44.

**48 — Indice de chaque catégorie de revenus, du total de chaque groupe de catégories et de la somme de tous les revenus des corporations municipales (SEULES) de la province de Québec, de 1933 à 1952**

(1939 = 100.0)

Catégories des revenus	1933	1939	1944	1947	1948	1949	1950	1951	1952
<b>A — REVENUS PROVENANT DES TAXES.</b>	<b>84.8</b>	<b>100.0</b>	<b>107.3</b>	<b>123.0</b>	<b>133.7</b>	<b>140.8</b>	<b>164.8</b>	<b>192.7</b>	<b>209.5</b>
Taxe foncière.....	100.5	100.0	102.7	101.1	107.2	110.7	135.5	161.3	176.0
Taxe de vente.....	.....	100.0	170.2	287.2	314.9	340.4	380.9	410.6	453.2
Autres taxes.....	58.9	100.0	90.4	130.1	153.4	167.1	176.7	213.7	224.7
<b>B — AUTRES REVENUS PROVENANT DIRECTEMENT DU PUBLIC.....</b>	<b>94.8</b>	<b>100.0</b>	<b>130.6</b>	<b>138.1</b>	<b>153.7</b>	<b>185.1</b>	<b>200.7</b>	<b>222.4</b>	<b>241.8</b>
Licences, permis et droits....	80.8	100.0	100.0	126.9	138.5	146.2	207.7	215.4	226.9
Services publics rentables....	52.5	100.0	182.5	182.5	192.5	267.5	300.0	370.0	412.5
Divers.....	125.0	100.0	111.8	116.2	136.8	151.5	139.7	138.2	147.1
<b>C — TOUS REVENUS PROVENANT DIRECTEMENT DU PUBLIC (A ET B)...</b>	<b>87.0</b>	<b>100.0</b>	<b>112.2</b>	<b>126.2</b>	<b>138.0</b>	<b>150.2</b>	<b>172.5</b>	<b>199.0</b>	<b>216.1</b>
<b>D — REVENUS PROVENANT DES GOUVERNEMENTS.....</b>	<b>50.0</b>	<b>100.0</b>	<b>12.7</b>	<b>31.0</b>	<b>46.0</b>	<b>10.3</b>	<b>9.5</b>	<b>16.7</b>	<b>34.1</b>
<b>E — TOUS REVENUS.....</b>	<b>80.8</b>	<b>100.0</b>	<b>95.6</b>	<b>110.3</b>	<b>122.6</b>	<b>126.9</b>	<b>145.3</b>	<b>168.6</b>	<b>185.7</b>

SOURCES: Voir tableau 44.

**49 — Revenus de toutes catégories des corporations scolaires (SEULES) de la province de Québec, de 1933 à 1952**

(en millions de dollars)

Catégories des revenus	1933	1939	1944	1947	1948	1949	1950	1951	1952
<b>A — REVENUS PROVENANT DES TAXES</b>									
Taxe foncière.....	17.0	19.0	23.5	29.7	33.0	36.3	39.6	42.1	48.4
Taxe de vente.....	....	....	....	....	....	....	6.2	8.5	9.1
<b>B — AUTRES REVENUS PROVENANT DIRECTEMENT DU PUBLIC</b>									
Mensualités et autres revenus.	1.5	1.8	2.0	2.2	2.3	2.4	2.5	2.6	2.9
<b>C — OCTROIS SPÉCIFIQUES.....</b>	1.2	2.1	7.4	8.4	10.8	18.4	19.6	21.4	27.4
<b>TOTAL.....</b>	<b>19.7</b>	<b>22.9</b>	<b>32.9</b>	<b>40.3</b>	<b>46.1</b>	<b>57.1</b>	<b>67.9</b>	<b>74.6</b>	<b>87.8</b>

SOURCES: Voir tableau 44.

**50 — Importance relative de chaque catégorie de revenus des corporations scolaires (SEULES) de la province de Québec par rapport au revenu total de l'année, de 1933 à 1952**

Catégories des revenus	1933	1939	1944	1947	1948	1949	1950	1951	1952
<b>A — REVENUS PROVENANT DES TAXES</b>									
Taxe foncière.....	86.3	83.0	71.4	73.7	71.6	63.6	58.3	56.4	55.1
Taxe de vente.....	....	....	....	....	....	....	9.1	11.4	10.4
<b>B — AUTRES REVENUS PROVENANT DIRECTEMENT DU PUBLIC</b>									
Mensualités et autres revenus.	7.6	7.8	6.1	5.5	5.0	4.2	3.7	3.5	3.3
<b>C — OCTROIS SPÉCIFIQUES.....</b>	6.1	9.2	22.5	20.8	23.4	32.2	28.9	28.7	31.2
<b>TOTAL.....</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>

SOURCES: Voir tableau 44.

**51 — Indice de chaque catégorie de revenus, du total de chaque groupe de catégories et de la somme de tous les revenus des corporations scolaires (SEULES) de la province de Québec, de 1933 à 1952 (1939 = 100.0)**

Catégories des revenus	1933	1939	1944	1947	1948	1949	1950	1951	1952
<b>A — REVENUS PROVENANT DES TAXES.</b>	89.5	100.0	123.7	156.3	173.7	191.1	241.1	266.3	302.6
Taxe foncière.....	89.5	100.0	123.7	156.3	173.7	191.1	208.4	221.6	254.7
Taxe de vente.....	....	....	....	....	....	....	(1)	(1)	(1)
<b>B — AUTRES REVENUS PROVENANT DIRECTEMENT DU PUBLIC</b>									
Mensualités et autres revenus.	83.3	100.0	111.1	122.2	127.8	133.3	138.9	144.4	161.1
<b>C — TOUS REVENUS PROVENANT DIRECTEMENT DU PUBLIC (A ET B) ..</b>	88.9	100.0	122.6	153.4	169.7	186.5	232.2	255.8	290.4
<b>D — REVENUS PROVENANT DU GOUVERNEMENT.....</b>	57.1	100.0	352.4	400.0	514.3	876.2	933.3	1019.0	1304.8
<b>E — TOUS REVENUS.....</b>	86.0	100.0	143.7	176.0	201.3	249.3	296.5	325.8	383.4

(1) L'indice de la taxe de vente n'a pas été calculé parce que cette taxe n'a commencé à être imposée pour fin scolaire qu'en 1950. Même en 1950, 1951 et 1952 quelques commissions scolaires seulement, en dehors de la zone métropolitaine de Montréal et de Québec, tiraient des revenus de cette taxe.

SOURCES: Voir tableau 44.

**52 — Revenus provenant des taxes pour Montréal et ses municipalités satellites, de 1930 à 1954**  
(en millions de dollars)

Catégories des revenus	1930	1933	1939	1944	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953 (1)	1954 (1)
Taxe foncière.....	35.6	36.3	35.1	35.6	38.7	42.3	44.4	46.7	54.4	60.4	66.3	68.1
Taxe de vente.....	....	....	4.7	6.3	11.2	12.0	12.8	20.5	21.5	22.4	24.6	24.7
Autres taxes.....	3.3	2.6	5.3	4.5	5.7	6.7	7.4	7.8	9.6	10.3	10.7	11.4
<b>TOTAL.....</b>	<b>38.9</b>	<b>38.9</b>	<b>45.1</b>	<b>46.4</b>	<b>55.6</b>	<b>61.0</b>	<b>64.6</b>	<b>75.0</b>	<b>85.5</b>	<b>93.1</b>	<b>101.6</b>	<b>104.2</b>

(1) Estimation.

SOURCE: Documents non publiés du Gouvernement Fédéral; pour 1930, Rapport de la Commission Royale des relations entre le Dominion et les provinces, vol. III, tableau 60, pp. 162-165.

**53 — Catégories des revenus provenant des taxes pour Montréal et ses municipalités satellites, exprimées en pourcentage du revenu total provenant des taxes, de 1930 à 1954**

Catégories des revenus	1930	1933	1939	1944	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953 (1)	1954 (1)
Taxe foncière.....	91.5	93.3	77.8	76.7	69.6	69.3	68.7	62.4	63.7	64.9	65.3	65.4
Taxe de vente.....	....	....	10.4	13.6	20.1	19.7	19.8	27.4	25.2	24.1	24.2	23.7
Autres taxes.....	8.5	6.7	11.8	9.7	10.3	11.0	11.5	10.2	11.1	11.0	10.5	10.9
<b>TOTAL.....</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>

(1) Estimation.

SOURCE: Voir tableau 52.

**54 — Pourcentage de chaque catégorie de revenus provenant des taxes, perçus dans Montréal et les municipalités satellites, par rapport au total des revenus de chacune de ces catégories pour toutes les corporations municipales et scolaires de la province de Québec, de 1930 à 1954**

Catégories des revenus	1930	1933	1939	1944	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953 (1)	1954 (1)
Taxe foncière.....	62.7	66.4	62.1	57.4	57.2	57.8	57.1	51.7	53.0	52.8	53.8	53.0
Taxe de vente.....	....	....	100.0	78.8	83.0	81.1	80.0	85.1	77.3	74.2	70.7	69.8
Autres taxes.....	61.1	60.5	72.6	68.2	60.0	59.8	60.7	60.5	61.5	62.8	61.8	62.6
Toutes taxes.....	62.5	65.9	65.8	60.6	61.4	61.5	61.0	58.9	58.6	57.8	58.0	57.2

(1) Estimation.

SOURCE: Voir tableau 52.

**55 — Revenus provenant directement du public autrement que par les taxes pour Montréal et ses municipalités satellites, de 1930 à 1954**  
(en millions de dollars)

Catégories des revenus	1930	1933	1939	1944	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953 (1)	1954 (1)
Licences, permis et droits..	2.0	1.1	1.4	1.5	2.2	2.5	2.6	2.8	2.9	3.0	3.4	3.3
Services publics rentables..	...	1.6	3.0	5.8	6.1	6.1	8.5	9.1	11.7	13.2	15.0	15.0
Divers.....	5.5	7.0	5.9	6.9	5.1	6.0	6.8	8.3	8.0	8.0	8.1	7.6
<b>TOTAL.....</b>	<b>7.5</b>	<b>9.7</b>	<b>10.3</b>	<b>14.2</b>	<b>13.4</b>	<b>14.6</b>	<b>17.9</b>	<b>20.2</b>	<b>22.6</b>	<b>24.2</b>	<b>26.5</b>	<b>25.9</b>

(1) Estimation.

SOURCE: Documents non publiés du Gouvernement Fédéral; pour 1930, Rapport de la Commission Royale des relations entre le Dominion et les provinces, vol. III, tableau 60, pp. 166-168.

**56 — Catégories des revenus de Montréal et des municipalités satellites provenant directement du public autrement que par les taxes, exprimées en pourcentage du total des mêmes revenus par les mêmes municipalités, de 1930 à 1954**

Catégories des revenus	1930	1933	1939	1944	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953 (1)	1954 (1)
Licences, permis et droits..	26.7	11.3	13.6	10.6	16.4	17.1	14.5	13.9	12.8	12.4	12.8	12.7
Services publics rentables..	.....	16.5	29.1	40.8	45.5	41.8	47.5	45.0	51.8	54.5	56.6	57.9
Divers.....	73.3	72.2	57.3	48.6	38.1	41.1	38.0	41.1	35.4	33.1	30.6	29.4
<b>TOTAL.....</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>

(1) Estimation.

SOURCE: Voir tableau 55.

**57 — Pourcentage de chaque catégorie de revenus provenant directement du public autrement que par les taxes, perçus dans Montréal et les municipalités satellites, par rapport au total des revenus de chacune de ces catégories pour toutes les corporations municipales et scolaires de la province de Québec, de 1930 à 1954**

Catégories des revenus	1930	1933	1939	1944	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953 (1)	1954 (1)
Licences, permis et droits..	64.5	52.4	53.8	57.7	66.7	69.4	68.4	51.9	51.8	50.8	53.1	52.4
Services publics rentables..	....	76.2	75.0	79.5	83.6	79.2	79.4	75.8	79.1	80.0	82.0	81.5
Divers.....	82.1	70.0	68.6	71.9	50.5	51.7	53.5	69.2	66.7	62.0	60.0	57.1
Tous revenus provenant directement du public au- trement que par les taxes.	76.5	68.3	67.8	72.8	64.7	63.8	65.8	68.7	69.8	68.6	69.4	68.2

(1) Estimation.

SOURCE: Voir tableau 55.

**58 — Pourcentage de chaque catégorie de revenus de Montréal et des municipalités satellites par rapport au revenu total provenant directement du public pour les mêmes corporations, de 1930 à 1954**

Catégories des revenus	1930	1933	1939	1944	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953 (1)	1954 (1)
Taxe foncière.....	76.7	74.7	63.4	58.7	56.1	56.0	53.8	49.1	50.3	51.5	51.7	52.3
Taxe de vente.....	.....	.....	8.5	10.4	16.1	15.9	15.5	21.5	20.0	19.1	19.2	19.0
Autres taxes.....	7.1	5.3	9.6	7.4	8.3	8.9	9.0	8.2	8.9	8.8	8.4	8.8
Licences, permis et droits..	4.3	2.3	2.5	2.5	3.2	3.3	3.2	2.9	2.7	2.5	2.7	2.5
Services publics rentables..	.....	3.3	5.4	9.6	8.8	8.0	10.3	9.6	10.7	11.3	11.7	11.5
Divers.....	11.9	14.4	10.6	11.4	7.5	7.9	8.2	8.7	7.4	6.8	6.3	5.9
Total des revenus provenant directement du public...	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

(1) Estimation.

SOURCE: Voir tableau 55.

**59 — Indice de chaque catégorie de revenus, du total de chaque groupe de catégories et de la somme de tous les revenus (1) de Montréal et des municipalités satellites, de 1930 à 1954  
(1939 = 100.0)**

Catégories des revenus	1930	1933	1939	1944	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953 (2)	1954 (2)
<b>A — Revenus provenant des taxes.....</b>	86.3	86.3	100.0	102.9	123.3	135.3	143.2	166.3	189.4	206.4	225.3	231.0
Taxe foncière.....	101.4	103.4	100.0	101.4	110.3	120.5	126.5	133.0	155.0	172.1	188.9	194.0
Taxe de vente.....	.....	.....	100.0	134.0	238.3	255.3	272.3	436.2	457.4	476.6	523.4	525.5
Autres taxes.....	62.3	49.1	100.0	84.9	107.5	126.4	139.6	147.2	181.1	194.3	201.9	215.1
<b>B — Autres revenus provenant directement du public.....</b>	72.8	94.2	100.0	137.9	130.1	141.7	173.8	196.1	219.4	235.0	257.3	251.5
Licences, permis et droits.....	142.9	78.6	100.0	107.1	157.1	178.8	185.7	200.0	207.1	214.3	242.9	235.7
Services publics rentables.....	.....	53.3	100.0	193.3	203.3	203.3	283.3	303.3	390.0	440.0	500.0	500.0
Divers.....	93.2	118.6	100.0	116.9	86.4	101.7	115.3	140.7	135.6	135.6	137.3	128.8
<b>C Tous revenus provenant directement du public (A et B).....</b>	83.8	87.6	100.0	109.0	124.3	136.2	148.8	171.5	194.8	211.4	230.8	234.4

(1) Ces revenus ne comprennent pas les subsides qui ont pu être versés, parce que ces subsides ne sont pas fournis séparément pour chaque catégorie de municipalités dans les tableaux de la première partie de ce volume.

(2) Estimation.

SOURCE: Voir tableau 55.

**59a — Indice du revenu provenant de la taxe de vente pour Montréal et les municipalités satellites, de 1930 à 1954 (1944 = 100.0)**

Catégories des revenus	1930	1933	1939	1944	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953 (1)	1954 (1)
Taxe de vente.....	.....	.....	74.6	100.0	177.8	190.5	203.2	325.4	341.3	355.6	390.5	392.1

(1) Estimation.

SOURCE: Documents non publiés du Gouvernement Fédéral.

**60 — Revenus provenant des taxes pour les municipalités urbaines de la province de Québec autres que Montréal et ses municipalités satellites, de 1930 à 1954**

(en millions de dollars)

Catégories des revenus	1930	1933	1939	1944	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953 (1)	1954 (1)
Taxe foncière.....	13.3	13.1	15.9	18.8	20.0	21.4	23.2	30.1	33.5	37.8	39.6	42.4
Taxe de vente.....	....	....	....	1.6	2.1	2.5	2.8	3.4	6.1	7.6	9.9	10.3
Autres taxes.....	1.9	1.5	1.8	1.9	3.7	4.3	4.6	5.0	5.9	5.9	6.3	6.6
<b>TOTAL.....</b>	<b>15.2</b>	<b>14.6</b>	<b>17.7</b>	<b>22.3</b>	<b>25.8</b>	<b>28.2</b>	<b>30.6</b>	<b>38.5</b>	<b>45.5</b>	<b>51.3</b>	<b>55.8</b>	<b>59.3</b>

(1) Estimation.

SOURCE: Voir tableau 52.

**61 — Catégories des revenus provenant des taxes, pour les municipalités urbaines de la province de Québec autres que Montréal et ses satellites, exprimées en pourcentage du revenu total provenant des taxes dans ces municipalités, de 1930 à 1954**

Catégories des revenus	1930	1933	1939	1944	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953 (1)	1954 (1)
Taxe foncière.....	87.5	89.7	89.8	84.3	77.5	75.9	75.8	78.2	73.6	73.7	71.0	71.5
Taxe de vente.....	....	....	....	7.2	8.1	8.9	9.2	8.8	13.4	14.8	17.7	17.4
Autres taxes.....	12.5	10.3	10.2	8.5	14.4	15.2	15.0	13.0	13.0	11.5	11.3	11.1
<b>TOTAL.....</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>

(1) Estimation.

SOURCE: Voir tableau 52.

**62 — Pourcentage de chaque catégorie de revenus provenant des taxes, perçus dans les municipalités urbaines de la province de Québec autres que Montréal et ses satellites, par rapport au total de chacune de ces catégories pour toutes les corporations municipales et scolaires de la province, de 1930 à 1954**

Catégories des revenus	1930	1933	1939	1944	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953 (1)	1954 (1)
Taxe foncière.....	23.5	23.9	28.1	30.3	29.6	29.2	29.8	33.3	32.7	33.0	32.1	33.0
Taxe de vente.....	....	....	....	20.0	15.6	16.9	17.5	14.1	21.9	25.2	28.4	29.1
Autres taxes.....	35.2	34.9	24.7	28.8	38.9	38.4	37.7	38.8	37.8	36.0	36.4	36.3
Toutes taxes.....	24.4	24.7	25.8	29.2	28.5	28.4	28.9	30.2	31.2	31.9	31.8	32.5

(1) Estimation.

SOURCE: Voir tableau 52.

63 — Revenus provenant directement du public autrement que par les taxes, pour les municipalités urbaines de la province de Québec autres que Montréal et ses municipalités satellites, de 1930 à 1954  
(en millions de dollars)

Catégories des revenus	1930	1933	1939	1944	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953 (1)	1954 (1)
Licences, permis et droits..	0.8	0.8	0.9	1.0	0.9	1.0	1.1	2.2	2.3	2.5	2.6	2.7
Services publics rentables..	....	0.5	1.0	1.5	1.2	1.5	2.1	2.9	3.0	3.3	3.3	3.4
Divers.....	1.0	2.4	2.0	2.0	4.5	5.0	5.3	2.9	3.1	3.9	4.2	4.6
TOTAL.....	1.8	3.7	3.9	4.5	6.6	7.5	8.5	8.0	8.4	9.7	10.1	10.7

(1) Estimation.

SOURCE: Voir tableau 55.

64 — Catégories des revenus des municipalités urbaines de la Province de Québec autres que Montréal et ses satellites, provenant directement du public autrement que par les taxes, exprimées en pourcentage du total des mêmes revenus pour les mêmes municipalités, de 1930 à 1954

Catégories des revenus	1930	1933	1939	1944	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953 (1)	1954 (1)
Licences, permis et droits..	44.4	21.6	23.1	22.2	13.6	13.3	12.9	27.4	27.4	25.8	25.7	25.2
Services publics rentables..	.....	13.5	25.6	33.3	18.2	20.0	24.7	36.3	35.7	34.0	32.7	31.8
Divers.....	55.6	64.9	51.3	44.5	68.2	66.7	62.4	36.3	36.9	40.2	41.6	43.0
TOTAL.....	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

(1) Estimation.

SOURCE: Voir tableau 55.

65 — Pourcentage de chaque catégorie de revenus provenant directement du public autrement que par les taxes, perçus dans les municipalités urbaines autres que Montréal et ses satellites, par rapport au total des revenus de chacune de ces catégories pour toutes les corporations municipales et scolaires de la province de Québec, de 1930 à 1954

Catégories des revenus	1930	1933	1939	1944	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953 (1)	1954 (1)
Licences, permis et droits..	25.8	38.1	34.6	38.5	27.3	27.8	28.9	40.7	41.1	42.4	40.6	42.9
Services publics rentables..	....	23.8	25.0	20.5	16.4	19.5	19.6	24.2	20.3	20.0	18.0	18.5
Divers.....	14.9	24.0	23.3	20.8	44.6	43.1	41.7	24.2	25.8	30.2	31.1	34.6
Tous revenus provenant directement du public au- trement que par les taxes.	18.4	26.1	25.7	23.1	31.9	32.8	31.3	27.2	25.9	27.5	26.4	28.2

(1) Estimation.

SOURCE: Voir tableau 55.

66 — Pourcentage de chaque catégorie de revenus des municipalités urbaines autres que Montréal et ses satellites par rapport au revenu total provenant directement du public pour les mêmes municipalités, de 1930 à 1954

Catégories des revenus	1930	1933	1939	1944	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953 (1)	1954 (1)
Taxe foncière.....	78.2	71.6	73.6	70.1	61.7	59.9	59.3	64.7	62.2	62.0	60.1	60.6
Taxe de vente.....	.....	.....	.....	6.0	6.5	7.0	7.2	7.3	11.3	12.5	15.0	14.7
Autres taxes.....	11.2	8.2	8.3	7.1	11.4	12.1	11.8	10.8	10.9	9.7	9.6	9.4
Licences, permis et droits..	4.7	4.4	4.2	3.7	2.8	2.8	2.8	4.8	4.3	4.1	3.9	3.9
Services publics rentables..	.....	2.7	4.6	5.6	3.7	4.2	5.4	6.2	5.6	5.4	5.0	4.9
Divers.....	5.9	13.1	9.3	7.5	13.9	14.0	13.5	6.2	5.7	6.3	6.4	6.5
Total des revenus provenant directement du public...	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

(1) Estimation.

SOURCE: Voir tableau 55.

67 — Indice de chaque catégorie de revenus, du total de chaque groupe de catégories et de la somme de tous les revenus (1) des municipalités urbaines autres que Montréal et ses satellites, de 1930 à 1954 (1939 = 100.0)

Catégories des revenus	1930	1933	1939	1944	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953 (2)	1954 (2)
A — Revenus provenant des taxes.....	85.9	82.5	100.0	126.0	145.8	159.3	172.3	218.0	257.1	289.8	315.3	335.0
Taxe foncière.....	83.6	82.4	100.0	118.2	125.8	134.6	145.9	189.3	210.7	237.7	249.1	266.7
Taxe de vente (3) ..	.....	.....	.....	100.0	131.3	156.3	175.0	212.5	381.3	475.0	618.8	643.8
Autres taxes.....	105.6	83.3	100.0	105.6	205.6	238.9	255.6	277.8	327.8	327.8	350.0	366.7
B — Autres revenus provenant directement du public.....	46.2	94.9	100.0	115.4	169.2	192.3	217.9	205.1	215.4	248.7	259.0	274.4
Licences, permis et droits.....	88.9	88.9	100.0	111.1	100.0	111.1	122.2	244.4	255.6	277.8	288.9	300.0
Services publics ren- tables.....	.....	50.0	100.0	150.0	120.0	150.0	210.0	290.0	300.0	330.0	330.0	340.0
Divers.....	50.0	120.0	100.0	100.0	225.0	250.0	265.0	145.0	155.0	195.0	210.0	230.0
C — Tous revenus proven- nant directement du public (A et B).....	78.7	84.7	100.0	124.1	149.5	164.8	180.6	215.7	250.5	282.7	305.1	323.6

(1) Voir note (1) du tableau 59.

(2) Estimation.

(3) L'année indice, pour les revenus de la taxe de vente, est 1944 parce qu'en 1939 aucune municipalité autre que Montréal et quelques villes de la banlieue de Montréal ne retirait de revenus de la taxe de vente; par ailleurs, ces municipalités, pour quelques-unes d'entre elles, dont les plus importantes, notamment Québec, imposaient cette taxe depuis 1941.

SOURCE: Voir tableau 55.

**68 — Revenus provenant des taxes pour les municipalités rurales de la province de Québec, de 1930 à 1954**  
(en millions de dollars)

Catégories des revenus	1930	1933	1939	1944	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953 (1)	1954 (1)
Taxe foncière.....	7.8	5.3	5.5	7.5	8.9	9.5	10.2	13.6	14.7	16.2	17.2	18.1
Taxe de vente.....	...	...	...	0.1	0.2	0.4	0.4	0.2	0.2	0.2	0.3	0.4
Autres taxes.....	0.3	0.2	0.2	0.2	0.1	0.2	0.2	0.1	0.1	0.3	0.3	0.3
TOTAL.....	8.1	5.5	5.7	7.8	9.2	10.1	10.8	13.9	15.0	16.7	17.8	18.8

(1) Estimation.

SOURCE: Voir tableau 52.

**69 — Catégories des revenus provenant des taxes pour les municipalités rurales de la province de Québec, exprimées en pourcentage du revenu total provenant des taxes dans ces municipalités de 1930 à 1954**

Catégories des revenus	1930	1933	1939	1944	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953 (1)	1954 (1)
Taxe foncière.....	96.3	96.4	96.5	96.2	96.7	94.0	94.4	97.9	98.0	97.0	96.6	96.3
Taxe de vente.....	...	...	...	1.3	2.1	4.0	3.7	1.4	1.3	1.2	1.7	2.1
Autres taxes.....	3.7	3.6	3.5	2.5	1.1	2.0	1.9	0.7	0.7	1.8	1.7	1.6
TOTAL.....	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

(1) Estimation.

SOURCE: Voir tableau 52.

**70 — Pourcentage de chaque catégorie de revenus provenant des taxes, perçus dans les municipalités rurales de la province de Québec, par rapport au total de chacune de ces catégories pour toutes les corporations municipales et scolaires de la province, de 1930 à 1954**

Catégories des revenus	1930	1933	1939	1944	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953 (1)	1954 (1)
Taxe foncière.....	13.7	9.7	9.7	12.1	13.2	13.0	13.1	15.0	14.3	14.2	14.0	14.1
Taxe de vente.....	...	...	...	1.3	1.5	2.7	2.5	0.9	0.7	0.7	0.9	1.1
Autres taxes.....	5.6	4.7	2.7	3.0	1.1	1.8	1.6	0.8	0.6	1.8	1.7	1.6
Toutes taxes.....	13.0	9.3	8.3	10.2	10.2	10.2	10.2	10.9	10.3	10.4	10.2	10.3

(1) Estimation.

SOURCE: Voir tableau 52.

**71 — Revenus provenant directement du public autrement que par les taxes, pour les municipalités rurales de la province de Québec, de 1930 à 1954**  
(en millions de dollars)

Catégories des revenus	1930	1933	1939	1944	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953 (1)	1954 (1)
Licences, permis et droits..	0.3	0.1	0.2	0.1	0.1	0.1	0.1	0.3	0.4	0.4	0.4	0.4
Services publics rentables..	...	...	...	...	...	0.1	0.1	...	...	...	...	...
Divers.....	0.2	0.6	0.7	0.7	0.5	0.6	0.6	0.8	0.8	1.0	1.1	1.1
TOTAL.....	0.5	0.7	0.9	0.8	0.6	0.8	0.8	1.1	1.2	1.4	1.5	1.5

(1) Estimation.

SOURCE: Voir tableau 55.

**72 — Catégories des revenus des municipalités rurales de la province de Québec, provenant directement du public autrement que par les taxes, exprimées en pourcentage du total des mêmes revenus pour les mêmes municipalités, de 1930 à 1954**

Catégories des revenus	1930	1933	1939	1944	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953 (1)	1954 (1)
Licences, permis et droits..	60.0	14.3	22.2	12.5	16.7	12.5	12.5	27.3	33.3	28.6	26.7	26.7
Services publics rentables..	.....	.....	.....	.....	.....	12.5	12.5	.....	.....	.....	.....	.....
Divers.....	40.0	85.7	77.8	87.5	83.3	75.0	75.0	72.7	66.7	71.4	73.3	73.3
<b>TOTAL.....</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>

(1) Estimation.

SOURCE: Voir tableau 55.

**73 — Pourcentage de chaque catégorie de revenus provenant directement du public autrement que par les taxes, perçus dans les municipalités rurales de la province de Québec, par rapport au total des revenus de chacune de ces catégories pour toutes les corporations municipales et scolaires de la province de Québec, de 1930 à 1954**

Catégories des revenus	1930	1933	1939	1944	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953 (1)	1954 (1)
Licences, permis et droits..	9.7	4.8	7.7	3.8	3.0	2.8	2.6	5.6	7.1	6.8	6.3	6.3
Services publics rentables..	.....	.....	.....	.....	.....	1.3	0.9	.....	.....	.....	.....	.....
Divers.....	3.0	6.0	8.1	7.3	5.0	5.2	4.7	6.7	6.7	7.8	8.1	8.3
Tous revenus provenant directement du public autrement que par les taxes.....	5.1	4.9	5.9	4.1	2.9	3.5	2.9	3.7	3.7	4.0	3.9	3.9

(1) Estimation.

SOURCE: Voir tableau 55.

**74 — Pourcentage de chaque catégorie de revenus des municipalités rurales de la province de Québec par rapport au revenu total provenant directement du public pour les mêmes municipalités, de 1930 à 1954**

Catégories des revenus	1930	1933	1939	1944	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953 (1)	1954 (1)
Taxe foncière.....	90.7	85.5	83.3	87.2	90.8	87.2	87.9	90.7	90.7	89.5	89.1	89.2
Taxe de vente.....	.....	.....	.....	1.2	2.0	3.7	3.4	1.3	1.2	1.1	1.6	2.0
Autres taxes.....	3.5	3.2	3.0	2.3	1.0	1.8	1.7	0.7	0.6	1.7	1.6	1.5
Licences, permis et droits..	3.5	1.6	3.0	1.2	1.0	0.9	0.9	2.0	2.5	2.2	2.0	1.9
Services publics rentables..	.....	.....	.....	.....	.....	0.9	0.9	.....	.....	.....	.....	.....
Divers.....	2.3	9.7	10.7	8.1	5.2	5.5	5.2	5.3	5.0	5.5	5.7	5.4
<b>Total des revenus prove- nant directement du public.....</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>

(1) Estimation.

SOURCE: Voir tableau 55.

**75 — Indice de chaque catégorie de revenus, du total de chaque groupe de catégories et de la somme de tous les revenus (1) des municipalités rurales de la province de Québec, de 1930 à 1954 (1939 = 100.0)**

Catégories des revenus	1930	1933	1939	1944	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953 (2)	1954 (2)
<b>A — Revenus provenant des taxes.....</b>	<b>142.1</b>	<b>96.5</b>	<b>100.0</b>	<b>136.8</b>	<b>161.4</b>	<b>177.2</b>	<b>189.5</b>	<b>243.9</b>	<b>263.2</b>	<b>293.0</b>	<b>312.3</b>	<b>329.8</b>
Taxe foncière.....	141.8	96.4	100.0	136.4	161.8	172.7	185.5	247.3	267.3	294.5	312.7	329.1
Taxe de vente (3).....	.....	.....	.....	100.0	200.0	400.0	400.0	200.0	200.0	200.0	300.0	400.0
Autres taxes.....	150.0	100.0	100.0	100.0	50.0	100.0	100.0	50.0	50.0	150.0	150.0	150.0
<b>B — Autres revenus provenant directement du public.....</b>	<b>55.6</b>	<b>77.8</b>	<b>100.0</b>	<b>88.9</b>	<b>66.7</b>	<b>88.9</b>	<b>88.9</b>	<b>122.2</b>	<b>133.3</b>	<b>155.6</b>	<b>166.7</b>	<b>166.7</b>
Licences, permis et droits.....	150.0	50.0	100.0	50.0	50.0	50.0	50.0	150.0	200.0	200.0	200.0	200.0
Services publics rentables.....	.....	.....	.....	.....	.....	(4)	(4)	.....	.....	.....	.....	.....
Divers.....	28.6	85.7	100.0	100.0	71.4	66.7	66.7	88.9	88.9	142.9	157.1	157.1
<b>C — Tous revenus provenant directement du public (A &amp; B).....</b>	<b>130.3</b>	<b>93.9</b>	<b>100.0</b>	<b>131.8</b>	<b>150.0</b>	<b>163.6</b>	<b>175.8</b>	<b>228.9</b>	<b>247.0</b>	<b>274.2</b>	<b>292.4</b>	<b>307.6</b>

(1) Voir note (1) du tableau 59.

(2) Estimation.

(3) Voir note (3) du tableau 67.

(4) 1948 et 1949 étant les deux seules années où apparaissent des revenus dérivés des "utilités publiques", on n'a pas cru nécessaire de donner un indice; d'autant plus qu'il n'aurait correspondu en rien aux indices des autres catégories de revenus.

SOURCE: Voir tableau 55.

**76 — Dette globale nette des municipalités de la province de Québec, de 1930 à 1954, selon les catégories municipales, en dollars courants et en pourcentage du total**

Année	Total		Montréal et satellites		Autres municipalités urbaines		Municipalités rurales	
	\$'000,000	%	\$'000,000	% du total	\$'000,000	% du total	\$'000,000	% du total
1930.....	353.8	100.0	252.0	71.2	87.9	24.8	13.9	3.9
1933.....	480.5	100.0	348.6	72.6	117.0	24.3	14.8	3.1
1939.....	487.5	100.0	356.3	73.1	118.4	24.3	12.8	2.6
1944.....	429.0	100.0	313.4	73.0	105.0	24.5	10.7	2.5
1947 (1).....	437.9	100.0	302.7	69.1	122.6	28.0	12.6	2.9
1948 (1).....	387.9	100.0	245.6	63.3	128.2	33.1	14.1	3.6
1949 (1).....	396.2	100.0	232.8	58.8	145.6	36.7	17.9	4.5
1950.....	425.7	100.0	228.1	53.6	175.8	41.3	21.8	5.1
1951.....	462.5	100.0	236.7	51.2	200.2	43.3	25.6	5.5
1952.....	540.8	100.0	274.4	50.7	234.1	43.3	32.3	6.0
1953 (1).....	605.7	100.0	294.7	48.7	272.7	45.0	38.3	6.3
1954 (1).....	674.6	100.0	316.6	46.9	312.9	46.4	45.1	6.7

(1) Estimation.

SOURCE: Documents non publiés du Gouvernement Fédéral; pour 1930, Rapport de la Commission Royale des relations entre le Dominion et les provinces, vol. III, tableau 57, p. 154.

77 — Dette obligataire nette des municipalités de la province de Québec, de 1930 à 1954, selon les catégories municipales, en dollars courants et en pourcentage de la dette obligataire nette totale

Année	Toutes Municipalités = 100.0	Montréal et satellites		Autres municipalités urbaines		Municipalités rurales	
	\$'000,000	\$'000,000	%	\$'000,000	%	\$'000,000	%
1930.....	343.3	244.5	71.2	85.6	24.9	13.2	3.8
1933.....	428.0	316.2	73.9	102.9	24.0	8.9	2.1
1939.....	426.9	308.0	72.1	110.4	25.9	8.5	2.0
1944.....	419.4	310.1	74.0	102.0	24.3	7.3	1.7
1947 (1).....	417.6	292.2	70.0	117.0	28.0	8.4	2.0
1948 (1).....	364.1	229.5	63.0	124.0	34.1	10.6	2.9
1949 (1).....	377.6	223.3	59.1	140.6	37.2	13.7	3.7
1950.....	393.0	219.4	55.8	156.8	39.9	16.8	4.3
1951.....	426.3	224.6	52.7	180.5	42.3	21.2	5.0
1952.....	488.6	244.5	50.0	216.1	44.2	28.0	5.8
1953 (1).....	552.0	261.2	47.3	256.7	46.5	34.1	6.2
1954 (1).....	597.1	258.1	43.2	298.1	49.9	40.9	6.9

(1) Estimation.

SOURCE: Voir tableau 76.

78 — Éléments constitutifs de la dette obligataire brute des municipalités de la province de Québec, en dollars courants et en pourcentage de la dette obligataire brute totale des municipalités de 1930 à 1954

Année	Dette obligataire brute totale pour les municipalités de la Province = 100.0	Fins scolaires		Fins de voirie		Services publics rentables		Autres fins	
		\$'000,000	%	\$'000,000	%	\$'000,000	%	\$'000,000	%
1930 (1).....	479.9	71.4	14.9	99.0	20.6	87.6	18.3	221.9	46.2
1933.....	513.4	79.1	15.4	108.5	21.1	92.9	18.1	232.9	45.4
1939.....	451.1	85.3	18.9	75.0	16.6	84.6	18.7	206.2	45.8
1947 (2).....	441.6	83.0	18.8	70.5	15.9	80.2	18.2	207.9	47.1
1948 (2).....	385.5	24.9	6.5	73.6	19.1	82.6	21.4	204.4	53.0
1949 (2).....	398.0	25.4	6.4	78.6	19.7	86.7	21.8	207.3	52.1
1950.....	413.9	41.2	10.0	79.2	19.1	105.0	25.4	188.5	45.5
1951.....	447.2	53.4	12.0	85.7	19.2	112.2	25.0	195.9	43.8
1952.....	507.6	83.9	16.5	91.9	18.1	120.8	23.8	211.0	41.6
1953 (2).....	570.9	114.0	20.0	103.1	18.1	129.8	22.7	224.0	39.2
1954 (2).....	614.3	134.3	21.9	105.9	17.2	147.3	24.0	226.8	36.9

(1) Le Rapport de la Commission Royale des relations entre le Dominion et les provinces, d'où sont tirés les chiffres de 1930, ne donne pas la dette obligataire brute totale, ni la dette obligataire brute des utilités publiques.

(2) Estimation.

SOURCE: Documents non publiés du Gouvernement Fédéral.

**79 — Dette obligataire brute totale des corporations municipales et des commissions scolaires, par catégories municipales, de 1930 à 1954, dans la province de Québec**  
(en millions de dollars)

Année	Toutes les municipalités			Montréal et satellites		
	Total municipal et scolaire	Total municipal	Total scolaire	Total municipal et scolaire	Total municipal	Total scolaire
1930 (1).....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
1933.....	479.9	408.5	71.4	357.1	307.9	49.2
1939.....	513.4	434.3	79.1	379.2	323.8	55.4
1944.....	451.1	365.8	85.3	324.6	261.7	62.9
1947 (2).....	441.6	358.6	83.0	296.6	240.1	56.5
1948 (2).....	385.5	360.6	24.9	232.8	232.2	0.6
1949 (2).....	398.0	372.6	25.4	227.9	226.9	1.0
1950.....	413.9	372.7	41.2	223.9	219.3	4.6
1951.....	447.2	393.8	53.4	229.8	221.4	8.4
1952.....	507.6	423.7	83.9	249.5	235.5	14.0
1953 (2).....	570.9	456.9	114.0	265.3	247.3	18.0
1954 (2).....	614.3	480.0	134.3	261.0	237.8	23.2

Année	Autres municipalités urbaines			Municipalités rurales		
	Total municipal et scolaire	Total municipal	Total scolaire	Total municipal et scolaire	Total municipal	Total scolaire
1930 (1).....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
1933.....	113.8	93.4	20.4	9.0	7.1	1.9
1939.....	125.6	104.2	21.4	8.5	6.2	2.3
1944.....	119.2	98.4	20.8	7.3	5.7	1.6
1947 (2).....	136.4	112.3	24.1	8.5	6.2	2.3
1948 (2).....	142.0	121.7	20.3	10.6	6.7	3.9
1949 (2).....	156.3	136.3	20.0	13.8	9.4	4.4
1950.....	173.2	143.9	29.3	16.8	9.5	7.3
1951.....	196.3	161.5	34.8	21.2	11.0	10.2
1952.....	230.1	176.0	54.1	28.0	12.2	15.8
1953 (2).....	271.5	195.8	75.7	34.1	13.8	20.3
1954 (2).....	312.7	227.1	85.6	40.9	15.3	25.6

(1) Voir note (1) du tableau 78.

(2) Estimation.

SOURCE: Voir tableau 78.

80 — Pourcentage de la dette obligataire brute des corporations municipales et des commissions scolaires par rapport au total de la dette obligataire brute des deux institutions, de 1930 à 1954, dans la province de Québec et selon les catégories municipales

Année	Toutes les municipalités			Montréal et satellites		
	Total municipalités et commissions scolaires = 100.0	Municipalités proprement dites	Commissions scolaires	Total municipalités et commissions scolaires = 100.0	Municipalités proprement dites	Commissions scolaires
	\$'000,000	%	%	\$'000,000	%	%
1930 (1).....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
1933.....	479.9	85.1	14.9	357.1	86.2	13.8
1939.....	513.4	84.6	15.4	379.2	85.4	14.6
1944.....	451.1	81.1	18.9	324.6	80.6	19.4
1947 (2).....	441.6	81.2	18.8	296.2	81.0	19.0
1948.....	385.5	93.5	6.5	232.8	99.7	0.3
1949.....	398.0	93.6	6.4	227.9	99.6	0.4
1950.....	413.9	90.0	10.0	223.9	97.9	2.1
1951.....	447.2	88.1	11.9	229.8	96.3	3.7
1952.....	507.6	83.5	16.5	249.5	94.4	5.6
1953 (2).....	570.9	80.0	20.0	265.3	93.2	6.8
1954 (2).....	614.3	78.1	21.9	261.0	91.1	8.9

Année	Autres municipalités urbaines			Municipalités rurales		
	Total municipalités et commissions scolaires = 100.0	Municipalités proprement dites	Commissions scolaires	Total municipalités et commissions scolaires = 100.0	Municipalités proprement dites	Commissions scolaires
	\$'000,000	%	%	\$'000,000	%	%
1930 (1).....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
1933.....	113.8	82.1	17.9	9.0	78.9	21.1
1939.....	125.6	83.0	17.0	8.5	72.9	27.1
1944.....	119.2	82.5	17.5	7.3	78.1	21.9
1947 (2).....	136.4	82.3	17.7	8.5	72.9	27.1
1948.....	142.0	85.7	14.3	10.6	63.2	36.8
1949.....	156.3	87.2	12.8	13.8	68.1	31.9
1950.....	173.2	83.1	16.9	16.8	56.5	43.5
1951.....	196.3	82.3	17.7	21.2	51.9	48.1
1952.....	230.1	76.5	23.5	28.0	43.6	56.4
1953 (2).....	271.5	72.1	27.9	34.1	40.5	59.5
1954 (2).....	312.7	72.6	27.4	40.9	37.4	62.6

(1) Voir note (1) du tableau 78.

(2) Estimation.

SOURCE: Voir tableau 78.

81 — Pourcentage pour chaque catégorie municipale, de la dette obligataire (brute) municipale et scolaire, municipale seule, scolaire seule, par rapport à la dette obligataire brute TOTALE pour toutes les municipalités, de 1930 à 1954, dans la province de Québec

Année	Dette obligataire brute toutes municipalités = 100.0	Montréal et satellites			Autres municipalités urbaines			Municipalités rurales		
		Municipale et scolaire	Municipale seule	Scolaire seule	Municipale et scolaire	Municipale seule	Scolaire seule	Municipale et scolaire	Municipale seule	Scolaire seule
	\$'000,000	%	%	%	%	%	%	%	%	%
1930 (1).....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
1933.....	479.9	74.5	64.2	10.3	23.8	19.5	4.3	1.7	1.5	0.3
1939.....	513.4	73.8	63.1	10.8	24.5	20.3	4.2	1.7	1.2	0.4
1944.....	451.1	72.1	58.0	14.0	26.4	21.8	4.6	1.5	1.3	0.3
1947 (2).....	441.6	67.1	54.4	12.8	31.0	25.4	5.5	1.9	1.4	0.5
1948.....	385.5	60.4	60.2	0.2	36.8	31.6	5.3	2.8	1.8	1.0
1949.....	398.0	57.3	57.0	0.3	39.2	34.2	5.0	3.5	2.4	1.1
1950.....	413.9	54.0	53.0	1.1	41.9	34.8	7.1	4.1	2.3	1.8
1951.....	447.2	51.4	49.5	1.9	43.9	36.1	7.8	4.7	2.5	2.3
1952.....	507.6	49.2	46.4	2.8	45.3	34.7	10.6	5.5	2.4	3.1
1953 (2).....	570.9	46.5	43.3	3.2	47.6	34.3	13.3	6.0	2.4	3.6
1954 (2).....	614.3	42.5	38.7	3.8	50.9	37.0	13.9	6.7	2.5	4.2

(1) Voir note (1) du tableau 78.

(2) Estimation.

SOURCE: Voir tableau 78.

82 — Position relative de chaque catégorie municipale par rapport à la dette obligataire brute totale de toutes les municipalités, par rapport au total de la dette obligataire brute municipale seule et par rapport au total de la dette obligataire brute des commissions scolaires, de 1930 à 1954, dans la province de Québec

Année	Dette obligataire brute totale de toutes les municipalités = 100.0	Total de la dette obligataire brute municipale seule = 100.0	Total de la dette obligataire brute scolaire = 100.0	Montréal et satellites		
				Municipale et scolaire	Municipale seule	Scolaire
	\$'000,000	\$'000,000	\$'000,000	%	%	%
1930 (1).....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
1933.....	479.9	408.5	71.4	74.5	75.4	68.8
1939.....	513.4	434.3	79.1	73.8	74.6	70.0
1944.....	451.1	365.8	85.3	72.1	71.5	73.7
1947 (2).....	441.6	358.6	83.0	67.1	67.0	68.1
1948 (2).....	385.5	360.6	24.9	60.4	64.4	2.4
1949 (2).....	398.0	372.6	25.4	57.3	60.9	3.9
1950.....	413.9	372.7	41.2	54.0	58.8	11.2
1951.....	447.2	393.8	53.4	51.4	56.2	15.7
1952.....	507.6	423.7	83.9	49.2	55.6	16.7
1953 (2).....	570.9	456.9	114.0	46.5	54.1	15.8
1954 (2).....	614.3	480.0	134.3	42.5	49.5	17.3

Année	Autres municipalités urbaines			Municipalités rurales		
	Municipale et scolaire	Municipale seule	Scolaire	Municipale et scolaire	Municipale seule	Scolaire
	%	%	%	%	%	%
1930 (1).....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
1933.....	23.8	22.9	28.5	1.7	1.7	2.7
1939.....	24.5	24.0	27.1	1.7	1.4	2.9
1944.....	26.4	26.9	24.4	1.5	1.6	1.9
1947 (2).....	31.0	31.3	29.1	1.9	1.7	2.8
1949 (2).....	36.8	33.7	81.9	2.8	1.9	15.7
1949 (2).....	39.2	36.6	78.8	3.5	2.5	17.3
1950.....	41.9	38.6	71.1	4.1	2.6	17.7
1951.....	43.9	41.0	65.2	4.7	2.8	19.1
1952.....	45.3	41.5	64.5	5.5	2.9	18.8
1953 (2).....	47.6	42.9	66.4	6.0	3.0	17.8
1954 (2).....	50.9	47.3	63.7	6.7	3.2	19.1

(1) Voir note (1) du tableau 78.

(2) Estimation.

SOURCE: Voir tableau 78.

## FINANCES MUNICIPALES ET SCOLAIRES

83 — Dette scolaire brute, de chaque catégorie municipale, en pourcentage de la dette scolaire totale, en pourcentage de la dette obligataire brute de toutes les municipalités, en pourcentage de la dette brute — municipale et scolaire — de chaque catégorie municipale et en pourcentage de la dette brute municipale seule de la même catégorie, pour la période de 1930 à 1954, dans la province de Québec.

Année	Dette scolaire brute	% de la dette scolaire totale brute	% de la dette globale brute obligataire	% de la dette brute totale de la catégorie	% de la dette brute municipale seule de la catégorie
Montréal et satellites					
	\$'000,000	%	%	%	%
1930 (1).....	42.2	68.4	....	....	....
1933.....	49.2	68.8	10.3	13.8	16.0
1939.....	55.4	70.0	10.8	14.6	17.1
1944.....	62.9	73.7	14.0	19.4	24.0
1947 (2).....	56.5	68.1	12.8	19.0	23.5
1948.....	0.6	2.4	0.2	0.3	0.3
1949.....	1.0	3.9	0.3	0.4	0.4
1950.....	4.6	11.2	1.1	2.1	2.1
1951.....	8.4	15.7	1.9	3.7	3.8
1952.....	14.0	16.7	2.8	5.6	5.9
1953 (2).....	18.0	15.8	3.2	6.8	7.3
1954 (2).....	23.2	17.3	3.8	8.9	9.8
Autres municipalités urbaines					
	\$'000,000	%	%	%	%
1930 (1).....	18.5	30.0	....	....	....
1933.....	20.4	28.5	4.2	17.9	21.8
1939.....	21.4	27.1	4.2	17.0	20.5
1944.....	20.8	24.4	4.6	17.5	21.1
1947 (2).....	24.1	29.1	5.5	17.7	21.4
1948.....	20.3	81.5	5.3	14.3	16.7
1949.....	20.0	78.7	5.0	12.8	14.7
1950.....	29.3	71.1	7.1	16.9	20.4
1951.....	34.8	65.2	7.8	17.7	21.5
1952.....	54.1	64.5	10.7	23.5	30.7
1953 (2).....	75.7	66.4	13.3	27.9	38.7
1954 (2).....	85.6	63.8	13.9	27.4	37.7
Municipalités rurales					
	\$'000,000	%	%	%	%
1930 (1).....	1.0	1.6	...	....	....
1933.....	1.9	2.7	0.3	21.1	26.8
1939.....	2.3	2.9	0.4	27.1	37.1
1944.....	1.6	1.9	0.3	21.9	28.1
1947 (2).....	2.3	2.8	0.5	27.1	37.1
1948.....	3.9	15.7	1.0	36.8	58.2
1949.....	4.4	17.3	1.1	31.9	46.8
1950.....	7.3	17.7	1.8	43.5	76.8
1951.....	10.2	19.1	2.3	48.1	92.7
1952.....	15.8	18.8	3.1	56.4	129.5
1953 (2).....	20.3	17.8	3.6	59.5	147.1
1954 (2).....	25.6	19.1	4.2	62.6	167.3

(1) Seuls le montant brut de la dette scolaire et le pourcentage de la dette scolaire totale brute peuvent être obtenus du Rapport de la Commission Royale mentionné ci-dessous.

(2) Estimation.

SOURCE: Documents non publiés du Gouvernement Fédéral; pour 1930, Rapport de la Commission Royale des relations entre le Dominion et les provinces, vol. III, tableau 58, p. 155 à p. 158.

84 — Dette municipale brute pour fins de voirie de chaque catégorie municipale, en pourcentage de la dette totale brute pour fins de voirie et en pourcentage de la dette obligatoire brute de toutes les municipalités, en pourcentage de la dette brute — municipale et scolaire — de chaque catégorie municipale et en pourcentage de la dette brute municipale SEULE de la même catégorie, pour la période de 1930 à 1954, dans la province de Québec.

Année	Dette municipale brute pour fins de voirie	% de la dette totale brute pour fins de voirie	% de la dette globale brute obligatoire	% de la dette brute totale de la catégorie	% de la dette brute municipale seule de la catégorie
-------	--	--	---	--	--

## Montréal et satellites

	\$'000,000	%	%	%	%
1930 (1).....	38.9	60.0	....	....	....
1933.....	67.9	68.5	14.1	19.0	22.1
1939.....	70.0	64.5	13.6	18.5	21.6
1944.....	40.0	53.3	8.8	12.3	15.3
1947 (2).....	34.5	48.9	7.8	11.6	14.4
1948 (2).....	34.0	46.1	8.8	14.6	14.7
1949.....	33.9	43.1	8.5	14.9	14.9
1950.....	32.9	41.5	7.9	14.7	15.0
1951.....	34.9	40.7	7.8	15.2	15.8
1952.....	40.6	44.2	8.0	16.3	17.2
1953 (2).....	47.3	45.9	8.3	17.8	19.1
1954 (2).....	45.7	43.2	7.4	17.5	19.2

## Autres municipalités urbaines

	\$'000,000	%	%	%	%
1930 (1).....	25.9	40.0	....	....	....
1933.....	31.2	31.5	6.5	27.4	33.4
1939.....	38.5	35.5	7.5	30.7	36.9
1944.....	35.0	46.7	7.8	29.4	35.8
1947 (2).....	35.7	50.7	8.1	26.2	31.8
1948 (2).....	39.3	53.3	10.2	27.7	32.3
1949.....	44.2	56.2	11.1	28.3	32.4
1950.....	45.5	57.5	11.0	26.3	31.6
1951.....	50.0	58.3	11.2	25.6	30.9
1952.....	50.1	54.5	9.9	21.8	28.5
1953 (2).....	54.4	52.8	9.5	20.0	27.8
1954 (2).....	58.7	55.4	9.6	18.8	25.8

## Municipalités rurales

	\$'000,000	%	%	%	%
1930 (1).....	....	....	....	....	....
1933.....	....	....	....	....	....
1939.....	....	....	....	....	....
1944.....	....	....	....	....	....
1947 (2).....	0.3	0.4	...	3.5	4.8
1948 (2).....	0.4	0.6	0.1	3.8	6.0
1949.....	0.5	0.7	0.1	3.6	5.3
1950.....	0.8	1.0	0.2	4.8	8.4
1951.....	0.9	1.0	0.2	4.2	8.2
1952.....	1.2	1.3	0.2	4.3	9.8
1953 (2).....	1.5	1.5	0.3	4.4	10.9
1954 (2).....	1.6	1.5	0.3	3.9	10.5

(1) Voir note (1) du tableau 78.

(2) Estimation.

SOURCE: Documents non publiés du Gouvernement Fédéral; pour 1930, Rapport de la Commission Royale des relations entre le Dominion et les provinces, vol. III, tableau 58, pp. 155-156.

## FINANCES MUNICIPALES ET SCOLAIRES

85 — Dette municipale brute pour services publics rentables (1) de chaque catégorie municipale, en pourcentage de la dette totale brute pour ces services et en pourcentage de la dette obligataire brute de toutes les municipalités, en pourcentage de la dette brute — municipale et scolaire — de chaque catégories municipale et en pourcentage de la dette brute municipale SEULE de la même catégorie, pour la période de 1930 à 1954, dans la province de Québec.

Année	Dette municipale brute pour services publics rentables	% de la dette totale brute pour services publics rentables	% de la dette globale brute obligataire	% de la dette brute totale de la catégorie	% de la dette municipale seule de la catégorie
Montréal et satellites					
	\$'000,000	%	%	%	%
1930 (2).....	....	....	....	....	....
1933.....	52.0	59.4	10.9	14.6	16.9
1939.....	51.4	55.4	10.0	13.6	15.9
1944.....	44.7	52.9	10.0	13.8	17.1
1947 (3).....	44.8	55.9	10.1	15.1	18.7
1948 (3).....	43.6	52.8	11.3	18.7	18.8
1949 (3).....	42.6	49.1	10.7	18.7	18.8
1950.....	41.3	39.3	10.0	18.4	18.8
1951.....	41.3	36.8	9.2	18.0	18.7
1952.....	43.8	36.3	8.6	17.6	18.6
1953 (3).....	46.3	35.7	8.1	17.5	18.7
1954 (3).....	46.1	31.3	7.5	17.7	19.4
Autres municipalités urbaines					
	\$'000,000	%	%	%	%
1930 (2).....	....	....	....	....	....
1933.....	32.9	37.6	6.9	28.9	35.2
1939.....	39.3	42.3	7.7	31.3	37.7
1944.....	38.1	45.0	8.4	32.0	38.7
1947 (3).....	33.8	42.1	7.7	24.8	30.1
1948 (3).....	37.2	45.1	9.6	26.2	30.6
1949 (3).....	41.6	48.0	10.4	26.6	30.5
1950.....	58.7	55.9	14.2	33.9	40.8
1951.....	65.3	58.2	14.6	33.3	40.4
1952.....	71.6	59.3	14.1	31.1	40.7
1953 (3).....	77.1	59.4	13.5	28.4	39.4
1954 (3).....	94.1	63.9	15.3	30.1	41.4
Municipalités rurales					
	\$'000,000	%	%	%	%
1930 (2).....	...	...	...	...	...
1933.....	2.6	3.0	0.5	28.9	36.5
1939.....	2.1	2.3	0.4	24.7	33.9
1944.....	1.8	2.1	0.3	24.7	31.6
1947 (3).....	1.6	2.0	0.4	18.8	25.8
1948 (3).....	1.7	2.1	0.5	16.0	25.4
1949 (3).....	2.5	2.9	0.7	18.1	26.6
1950.....	5.0	4.8	1.2	29.8	52.6
1951.....	5.6	5.0	1.2	26.4	50.9
1952.....	5.4	4.5	1.1	19.3	44.3
1953 (3).....	6.4	4.9	1.1	18.8	46.4
1954 (3).....	7.1	4.8	1.2	17.4	46.4

(1) "Services publics rentables" comprend le réseau municipal d'aqueduc, l'organisation municipale de distribution d'électricité et de gaz, le système municipal de transport, le système municipal de téléphone et le système municipal de chauffage central.

(2) Le Rapport de la Commission Royale des relations entre le Dominion et les provinces, d'où sont tirés les chiffres de 1930, ne fournit que les chiffres de la dette nette des services publics municipaux.

(3) Estimation.

SOURCE: Documents non publiés du Gouvernement Fédéral.

## FINANCES MUNICIPALES ET SCOLAIRES

307

86 — Dette municipale brute pour fins diverses (1) de chaque catégorie municipale, en pourcentage de la dette totale brute pour telles fins et en pourcentage de la dette obligatoire brute de toutes les municipalités, en pourcentage de la dette brute — municipale et scolaire — de chaque catégorie municipale et en pourcentage de la dette brute municipale SEULE de la même catégorie, pour la période de 1930 à 1954, dans la province de Québec.

Année	Dette municipale brute pour fins diverses	% de la dette totale brute pour fins diverses	% de la dette globale brute obligatoire	% de la dette brute totale de la catégorie	% de la dette brute municipale seule de la catégorie
Montréal et satellites					
	\$'000,000	%	%	%	%
1930 (2).....	144.2	81.6	....	....	....
1933.....	188.0	84.7	39.2	52.7	61.1
1939.....	202.4	86.9	39.4	53.4	62.5
1944.....	177.0	85.8	39.3	54.5	67.6
1947 (3).....	160.8	77.3	36.4	54.2	67.0
1948 (3).....	154.6	75.6	40.1	66.4	66.6
1949 (3).....	150.4	72.5	37.8	66.0	66.3
1950.....	145.1	77.0	35.0	64.8	66.2
1951.....	145.2	74.1	32.5	63.2	65.6
1952.....	151.1	71.6	29.8	60.6	64.2
1953 (3).....	153.7	68.6	26.9	57.9	62.2
1954 (3).....	146.0	64.4	23.8	55.9	61.4
Autres municipalités urbaines					
	\$'000,000	%	%	%	%
1930 (2).....	23.4	13.2	....	....	....
1933.....	29.4	13.3	6.1	25.8	31.5
1939.....	26.4	11.3	5.1	21.0	25.3
1944.....	25.3	12.3	5.6	21.2	25.7
1947 (3).....	42.8	20.6	9.7	31.4	38.1
1948 (3).....	45.2	22.1	11.7	32.0	37.1
1949 (3).....	50.5	24.4	12.7	32.3	37.1
1950.....	39.7	21.0	9.6	22.9	27.6
1951.....	46.2	23.6	10.3	23.5	28.6
1952.....	54.3	25.7	10.7	23.6	30.9
1953 (3).....	64.3	28.7	11.3	23.7	32.8
1954 (3).....	74.3	32.8	12.1	23.8	32.7
Municipalités rurales					
	\$'000,000	%	%	%	%
1930 (2).....	9.1	5.1	....	....	....
1933.....	4.5	2.0	0.9	50.0	63.4
1939.....	4.1	1.8	0.9	48.2	66.1
1944.....	3.9	1.9	0.9	53.4	68.4
1947 (3).....	4.3	2.1	1.0	50.6	69.4
1948 (3).....	4.6	2.3	1.2	43.4	68.7
1949 (3).....	6.4	3.1	1.6	46.4	68.1
1950.....	3.7	2.0	0.9	22.0	38.9
1951.....	4.5	2.3	1.0	21.2	40.9
1952.....	5.6	2.4	1.1	20.0	45.9
1953 (3).....	5.9	2.6	1.0	17.3	42.8
1954 (3).....	6.6	2.9	1.1	16.1	43.1

(1) "Dettes pour fins diverses" incluent les dettes résultant des investissements dans les édifices municipaux, les égouts, les usines de traitement des déchets ou des égouts, les hôpitaux et les hospices municipaux, les maisons municipales pour infirmes et tous autres travaux n'étant pas classés dans la dette municipale sous d'autres rubriques.

(2) Voir note (1) du tableau 78.

(3) Estimation.

SOURCE: Voir tableau 83.

**87 — Dette obligataire brute des services publics non rentables (1), emprunts bancaires, dette brute globale des services publics non rentables, service de cette dette et taux d'intérêt, pour les municipalités de la province de Québec, de 1933 à 1952 (2)**

Années	Dette obligataire brute non rentable (A)	Emprunts bancaires (B)	Dette brute globale des services publics non rentables (A — B)	Somme des intérêts de la dette brute globale des services publics non rentables	Taux d'intérêt de la dette brute globale des services publics non rentables
	\$'000,000	\$'000,000	\$'000,000	\$'000,000	%
1933.....	392.3	48.7	441.0	22.6	5.12
1939.....	420.5	56.8	477.3	22.2	4.65
1944.....	366.5	6.9	373.4	16.0	4.28
1947 (3)...	361.4	15.8	377.2	13.3	3.52
1948 (3)...	302.9	18.1	321.0	11.1	3.46
1949.....	311.3	14.8	326.1	11.5	3.53
1950.....	308.9	26.8	335.7	10.6	3.16
1951.....	335.0	28.9	363.9	11.1	3.05
1952 (3)...	387.8	27.1	414.9	13.3	3.20

(1) Dette obligataire brute des municipalités moins la dette obligataire brute des services publics municipaux rentables.

(2) a) En 1953, la dette obligataire brute des services non rentables était évaluée à \$441.1 millions, celle des services publics municipaux rentables à \$129.8 millions et les emprunts bancaires à \$27.9 millions. On estimait le fonds d'amortissement de la dette obligataire de tous les services à \$18.8 millions et le service de la dette globale des services non rentables à \$18.8 millions. Pour 1954, l'estimation était la suivante: dette obligataire brute des services non rentables: \$467.0 millions; dette obligataire brute des services rentables: \$147.3 millions; fonds d'amortissement de la dette obligataire brute de tous les services: \$15.3 millions; les emprunts bancaires: \$26.2 millions; et le service de la dette des services non rentables: \$16.5 millions. Les documents d'où sont tirés les renseignements contenus dans ce tableau ne donnent malheureusement pas séparément la valeur du fonds d'amortissement de la dette des services non rentables et de la dette des services rentables, en 1953 et en 1954.

b) La dette bancaire peut varier beaucoup au cours de l'année; il peut aussi arriver qu'un emprunt obligataire ait été fait quelque temps seulement avant la fin de l'exercice fiscal. Comme le taux d'intérêt a été calculé ici sur la dette globale non rentable à la fin de chaque exercice seulement, on comprendra facilement qu'étant donné tous ces facteurs ce taux d'intérêt peut être influencé, à la hausse ou à la baisse, mais généralement plutôt à la baisse, par la présence de ces facteurs.

(3) Estimation.

SOURCE: Documents non publiés du Gouvernement Fédéral.

88 — Dépenses de capital effectuées à même le revenu annuel des corporations municipales et scolaires considérées séparément et pour les deux ensemble, dépenses de capital effectuées à même les emprunts des municipalités (1) et dépenses de capital globales pour toutes les municipalités, de 1945 à 1953, dans la province de Québec  
(en millions de dollars)

Année	Dépenses de capital effectuées à même le revenu annuel			Dépenses de capital effectuées à même les emprunts	Dépenses de capital globales
	Corporations municipales	Corporations scolaires	Corporations municipales et scolaires		
1945.....	4.6	1.5	6.1	6.8	12.9
1946.....	(2) 5.6	(2) 2.0	7.6	8.7	16.3
1947.....	(2) 6.6	(3) 2.6	8.8	10.6	19.4
1948.....	7.6	(3) 3.7	11.3	26.2	37.5
1949.....	(2) 7.6	(2) 4.6	12.2	27.1	39.1
1950.....	7.6	(2) 5.5	13.1	28.1	41.2
1951.....	8.8	6.5	15.3	38.5	53.8
1952.....	8.9	8.4	17.3	46.2	63.5
1953.....	9.2	9.6	18.8	80.7	99.5

(1) L'expression "municipalités" est toujours employée dans le même sens, c'est-à-dire qu'elle signifie à la fois "corporations municipales" et "corporations scolaires".

(2) Estimation.

(3) Commissions scolaires catholiques seulement.

SOURCE: Renseignements non publiés fournis par le Bureau provincial de la Statistique et documents non publiés du Gouvernement Fédéral.

89 — Dépenses de capital effectuées à même le revenu annuel, dépenses brutes totales, dépenses brutes d'administration courante, dépenses nettes totales, dépenses nettes d'administration courante des municipalités de la province de Québec, de 1947 à 1953  
(en millions de dollars)

Année	Dépenses de capital effectuées à même le revenu annuel	Dépenses brutes totales	Dépenses brutes d'administration courante	Dépenses nettes totales	Dépenses nettes d'administration courante
	(A)	(B)	C (B moins A)	(D)	E (D moins A)
1947.....	8.8	128.1	119.3	115.8	107.0
1948.....	11.3	139.8	128.5	123.2	111.9
1949.....	12.2	153.2	141.0	133.5	121.3
1950.....	13.1	176.6	163.5	155.8	142.7
1951.....	15.3	201.1	185.8	177.7	162.4
1952.....	17.3	226.3	209.0	194.9	177.6
1953.....	18.8	(1)	(1)	(2) 214.6	197.8

(1) Les dépenses brutes pour les corporations municipales seules n'étaient pas disponibles pour l'année 1953.

(2) Seul le chiffre des dépenses nettes pour l'année 1953 apparaissait dans les documents statistiques d'où ces chiffres ont été tirés.

SOURCE: Voir tableau 88.

**90 — Pourcentage de la somme de toutes les dépenses brutes, de la somme des dépenses brutes d'administration courante seules (1), de la somme de toutes les dépenses nettes et de la somme des dépenses nettes d'administration courante (1), représenté par les dépenses de capital effectuées à même le revenu annuel, pour les municipalités de la province de Québec, de 1947 à 1953**

Année	Pourcentage de la somme de toutes les dépenses brutes	Pourcentage de la somme des dépenses brutes d'administration courante	Pourcentage de la somme de toutes les dépenses nettes	Pourcentage de la somme des dépenses nettes d'administration courante
1947.....	6.9	8.1	7.6	8.2
1948.....	8.1	8.8	9.2	10.1
1949.....	8.0	8.7	9.1	10.1
1950.....	7.4	8.0	8.4	9.2
1951.....	7.6	8.2	8.6	9.4
1952.....	7.6	8.3	8.9	9.7
1953.....	(2)	(2)	8.8	9.5

(1) Les "dépenses d'administration courante" sont les dépenses des municipalités à l'exclusion des dépenses de capital.

Les "dépenses d'administration courante brutes" sont ces mêmes dépenses à l'exclusion des dépenses de capital desquelles on n'a pas soustrait les dépenses payées par des octrois spécifiques versés par les gouvernements.

Les "dépenses d'administration courantes nettes" sont ces mêmes dépenses, à l'exclusion des dépenses de capital dont on a soustrait les dépenses payées par des subsides spécifiques versés par les gouvernements.

(2) Voir note (1) du tableau 89.

SOURCE: Voir tableau 88.

**91 — Pourcentage de la somme des dépenses brutes et nettes représenté par les dépenses de capital effectuées à même le revenu annuel, pour les corporations municipales (SEULES) de la province de Québec, de 1947 à 1952 (1)**

Année	Pourcentage de la somme des dépenses brutes (2)	Pourcentage de la somme des dépenses nettes (3)
1947 (4).....	7.5	7.8
1948.....	7.8	8.3
1949 (4).....	7.7	7.8
1950.....	7.0	7.1
1951.....	6.9	7.1
1952.....	6.5	6.7

(1) L'année 1953 n'apparaît pas ici, parce que les chiffres des dépenses des corporations municipales seules n'étaient pas disponibles pour 1953.

(2) Voir tableau 12.

(3) Voir tableau 14.

(4) Estimation.

SOURCE: Voir tableau 88.

92 — Pourcentage de la somme des dépenses brutes et nettes représenté par les dépenses de capital effectuées à même le revenu annuel, pour les corporations scolaires (SEULES) de la province de Québec, de 1937 à 1952 (1)

Année	Pourcentage de la somme des dépenses brutes (2)	Pourcentage de la somme des dépenses nettes (3)
1947 (4).....	6.5	8.2
1948 (4).....	8.7	11.6
1949 (5).....	8.4	12.6
1950 (5).....	8.1	11.4
1951.....	8.8	12.3
1952.....	9.5	13.7

(1) Voir note (1) du tableau 91.

(2) Voir tableau 19.

(3) Voir tableau 22.

(4) Commissions scolaires catholiques seulement.

(5) Estimation.

SOURCE: Voir tableau 88.

93 — État comparatif de la somme annuelle des subsides versés aux corporations municipales seules de la province de Québec et des dépenses de capital effectuées par ces corporations à même leur revenu annuel, de 1947 à 1952  
(en millions de dollars)

Année	Somme annuelle des subsides	Somme des dépenses de capital effectuées à même le revenu annuel	Excédent des dépenses de capital sur les subsides
1947.....	3.9	6.6	2.7
1948.....	5.8	7.6	1.8
1949.....	1.3	7.6	6.3
1950.....	1.2	7.6	6.4
1951.....	2.1	8.8	6.7
1952.....	4.3	8.9	4.6

SOURCE: Voir tableau 88.

94 — État comparatif de la somme annuelle des subsides versés aux corporations scolaires de la province de Québec et des dépenses de capital effectuées par ces corporations à même leur revenu annuel, de 1947 à 1952

(en millions de dollars)

Année	Somme annuelle des subsides	Somme des dépenses de capital effectuées à même le revenu annuel	Excédent des subsides sur les dépenses de capital
1947.....	8.4	2.6	5.8
1948.....	10.8	3.7	7.1
1949.....	18.4	4.6	13.8
1950.....	19.6	5.5	14.1
1951.....	21.4	6.5	14.9
1952.....	27.4	8.4	19.0

SOURCE: Voir tableau 88.

95 — Pourcentage des dépenses brutes des municipalités de la province de Québec représenté par les dépenses totales de capital (1) faites par ces municipalités, de 1947 à 1952.

Année	Pourcentage des dépenses brutes représenté par les dépenses totales de capital
1947.....	15.1
1948.....	26.8
1949.....	25.5
1950.....	23.3
1951.....	26.7
1952.....	28.1

(1) Dépenses de capital effectuées à même le revenu annuel et dépenses de capital provenant du produit des emprunts.

SOURCE: Voir tableaux 88 et 89.

## APPENDICE II

# L'urbanisation de la population de la province de Québec

### *Introduction*

L'urbanisation d'une population est un phénomène social et culturel; il s'analyse, fondamentalement, en termes de cadres sociaux, de types de comportement, d'échelles de valeur, de structure d'occupation, etc.

Mais pour en discuter en ces termes, il faut disposer d'enquêtes qui font défaut en ce qui concerne le milieu canadien-français.

Cependant, le phénomène de l'agglomération de la population fournit une indication valable sur l'urbanisation de cette population : on présumera alors que l'urbanisation est fonction de l'agglomération ou, en tous cas, qu'une population sera d'autant plus urbanisée qu'elle sera plus agglomérée.

Dans la note qui suit, *population urbanisée* signifiera donc *population agglomérée*.

## I.—LES ASPECTS GÉNÉRAUX DE L'URBANISATION DE LA POPULATION DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

### *A—Le fait de l'urbanisation*

1. Pour juger de l'évolution du phénomène, il faut recourir à un indice. Nous utiliserons la définition de la population urbaine, telle

qu'elle est établie pour les fins du recensement de 1951, en la modifiant un peu cependant. En 1951 on avait en effet décidé de considérer comme faisant partie de la population urbaine "toutes les personnes vivant dans les cités, villes et villages de 1,000 habitants et plus, constitués ou non, ainsi que toutes les parties des zones métropolitaines de recensement." Nous négligerons ici les parties de zones métropolitaines non comprises dans des cités, villes ou villages, et ceci pour assurer la comparaison d'un recensement à l'autre. Comme nous transformerons la plupart des chiffres en indices ou en pourcentages, l'inconvénient d'une telle procédure se trouvera réduit.

2. Depuis la Confédération, ou plus précisément, depuis 1871, on peut caractériser l'évolution générale de la province de Québec comme suit :

a) la population totale de la Province s'est trouvée multipliée par à peu près trois et demi;

b) la population urbaine est passée de l'indice 100 à l'indice 984.

3. Le rythme d'accroissement de la population urbaine, à l'intérieur de ce qui constitue actuellement la zone métropolitaine de Montréal, s'est toujours trouvé en avance marquée sur le rythme d'évolution de la population urbaine dans le reste de la Province. Comme on trouvait déjà, en 1871, 137,000 personnes dans les centres de 1,000 habitants et plus formant actuellement la zone métropolitaine de Montréal, en regard de 128,000 environ dans le reste de la Province, un rythme d'accroissement plus rapide pendant près de  $\frac{3}{4}$  de siècle devait se traduire par une augmentation considérable du poids réel de la zone métropolitaine de Montréal dans l'ensemble de la population totale de la Province (Cf. ci-dessous : Concentration de la population urbaine, p. 6).

4. Ces mouvements se trouvent résumés dans les tableaux I et II ci-dessous. Pour prendre conscience de l'augmentation de la population urbaine dans l'ensemble de la population de la Province, il suffit de comparer les chiffres de la colonne 1 à ceux de la colonne 2. Pour mesurer la différence d'évolution de la population urbaine dans la zone métropolitaine actuelle de Montréal et dans le reste de la Province, il suffit de comparer les chiffres de la colonne 3 à ceux de la colonne 4 dans le Tableau I.

Tableau I

*Urbanisation de la province de Québec depuis la Confédération,  
selon la définition du recensement de 1951*

1	2	3	4
Evolution de la population totale de la P. de Q.	Population urbaine totale de la P. de Q. (y compris la zone métropolitaine de Montréal) <sup>1 2</sup>	Population urbaine moins la zone métropolitaine de Montréal.	Population urbaine de la zone métropolitaine de Montréal.
1871	100	100	100
1881	114	129	135
1891	125	153	198
1901	138	196	257
1911	168	272	403
1921	198	375	531
1931	241	527	737
1941	280	674	822
1951	340	955	1010

5. Ces rythmes différents d'accroissement devaient donner comme résultat une population de plus en plus concentrée dans les "villes" :

Tableau II

*Rapport de la population urbaine à la population totale  
de la province de Québec, 1871-1951*

1871	22 p.c.
1881	26 "
1891	32 "
1901	36 "
1911	45 "
1921	51 "
1931	59 "
1941	60 "
1951	64 "

(1) La zone métropolitaine de Montréal, telle que définie en 1951 est ici considérée comme une "région" dont les limites sont maintenues constantes dans les séries rétrospectives.

(2) La population vivant dans les limites de la zone métropolitaine de Montréal, mais hors des cités, villes et villages (constitués ou non) n'a pas été considéré ici comme urbaine.

### B—*Les phases de l'urbanisation*

1. Depuis les dernières périodes décennales du XIX<sup>ème</sup> siècle, le rythme d'urbanisation n'a cessé d'être rapide. Cependant, il est possible de déterminer certaines phases au cours desquelles on assiste à une accélération notable, alors qu'au cours d'autres périodes le ralentissement est sensible.

2. Les périodes de 1881 à 1891 et 1921 à 1931, semblent être celles au cours desquelles l'urbanisation de la population de la Province a été la plus intense. Par contre, c'est entre 1931-41 et 1871-81, que le mouvement semble avoir été le plus lent.

3. Ces données se trouvent réunies dans le tableau ci-dessous :

Tableau III

*Accroissement de la population urbaine en p.c. de l'accroissement de la population de la province de Québec*

#### *Au-dessus de la moyenne*

1881-1891	93 p.c.	Fin de l'émigration aux Etats-Unis et début de l'industrialisation (première révolution industrielle : main-d'oeuvre à bon marché)
1921-1931	93 p.c.	Métallurgie, électricité, mines (seconde révolution industrielle).
1911-1921	86 p.c.	Les deux guerres mondiales (diversification de la structure de l'économie et prospérité).
1941-1951	85 p.c.	
1901-1911	84 p.c.	Industrie de la pâte et papier, début de l'industrie lourde.
1891-1901	82 p.c.	
Moyenne	80 p.c.	

#### *Au-dessous de la moyenne*

1931-1941	78 p.c.	Crises cycliques (1929, retour à la terre;
1871-1881	51 p.c.	1871, émigration aux Etats-Unis).

4. Cette évolution du phénomène peut se relier à la situation économique de la Province : les périodes de prospérité donnent lieu à une poussée d'urbanisation, les phases de régression cyclique amènent un ralentissement marqué. Par exemple, la période qui va de 1871 à 1881 est marquée par la grande crise cyclique de 1874; la population

urbaine n'augmente que faiblement par rapport à la population totale, les excédents se déversant alors aux Etats-Unis. Entre 1931 et 1941, il n'y a pas de départ vers les Etats-Unis, mais un mouvement temporaire de retour à la terre qui vient contrebalancer partiellement l'accroissement de la concentration urbaine.

Par contre les deux périodes où l'urbanisation se fait la plus rapide sont celle de 1881 à 1891 et celle de 1921 à 1931, décennies de grande prospérité de l'économie.

5. Ce mouvement de l'urbanisation, en plus de se conformer à l'évolution du cycle économique, exprime aussi l'évolution de la structure économique de la Province, la période de progrès intense de l'industrie correspondant aux phases d'urbanisation les plus marquées.

La période de 1881 à 1891 voit s'installer chez nous, de façon définitive, certaines industries qui veulent profiter de l'abondance et du bas prix de la main-d'oeuvre, résultant de la pression démographique. Cette situation contribue à fixer cette population qui auparavant s'en allait aux Etats-Unis. De 1901 à la guerre de 1914, s'installe, avec l'électricité surtout, l'industrie de la pâte et du papier: il s'agit d'une grande industrie qui nécessite cependant des contingents de main-d'oeuvre relativement moins importants que dans les industries typiques de la phase précédente. La guerre vient ensuite accélérer le mouvement par la création d'une industrie plus diversifiée.

Dans l'entre-deux guerres, le domaine minier se trouve mis en exploitation en même temps que l'accroissement considérable des disponibilités en électricité permet l'implantation de l'électro-métallurgie, ce qui explique la poussée de 1921-1931, supérieure même à celle qu'avait provoquée l'implantation de l'industrie du textile et de la chaussure au tournant du siècle. Enfin, après le ralentissement dû à la stagnation des années 1931-1941, le mouvement s'est trouvé repris par la guerre, à cause d'une nouvelle diversification de la structure de l'économie amenée par le conflit lui-même. Il est fort probable que les statistiques du prochain recensement indiqueront une nouvelle accélération du phénomène par suite de la vague de prospérité de l'après-guerre et de l'intensification de la mise en valeur du domaine national.

6. Il semble donc que l'urbanisation de la population de la province de Québec se poursuivra à un rythme rapide dans la mesure où avancera l'exploitation de la Province et la diversification de sa structure industrielle, et dans la mesure également où on réussira à maintenir la conjoncture à un niveau élevé.

### **C—*Les causes de l'urbanisation***

1. Dans l'ensemble, comme on vient de le voir, et en négligeant pour le moment les circonstances particulières de lieu et de temps, il semble possible d'affirmer que l'urbanisation de la population de la province de Québec s'est effectuée sous l'influence de deux forces :

- a) d'abord une pression démographique qui a poussé les Canadiens français à émigrer aux Etats-Unis, et qui, ensuite, a attiré chez nous des industries qui ont utilisé et en même temps fixé cette population;
- b) en second lieu, une mise en valeur des ressources naturelles de la Province qui a fourni aux Canadiens français l'occasion de s'employer ailleurs que sur la terre : forêt, mine, usine.

2. Qu'on le considère sous l'angle de la main-d'oeuvre ou de l'exploitation des ressources, le phénomène de la croissance des villes apparaît étroitement relié à l'industrialisation.

3. Cependant, il n'est pas possible d'affirmer tout simplement que l'urbanisation *résulte de l'industrialisation* comme d'une cause : ce que l'on peut affirmer c'est que l'industrialisation a rendu possible la fixation chez nous d'une population qui ne trouvait pas à s'employer sur la ferme, et, qu'en même temps, la ville a attiré elle-même des gens

- soit par suite de la comparaison des niveaux de vie
- soit par l'action des entrepreneurs, soucieux de reconstituer sans cesse les contingents de main-d'oeuvre peu coûteuse et docile.

4. L'urbanisation apparaît donc à la fois comme la cause et l'effet de l'industrialisation; il est donc impossible d'établir une liaison simple de cause à effet entre les deux phénomènes.

### **D—*La concentration de la population urbaine***

1. L'un des caractères fondamentaux de ce processus d'urbanisation doit être noté : sa concentration très marquée sur l'agglomération montréalaise. A ce sujet, il serait trop long de retracer le développement historique du phénomène, surtout à cause du fait que les zones métropolitaines constituent des catégories extensibles avec les années.

2. Une comparaison de la situation actuelle dans l'Ontario et le Québec permet de se faire une idée valable de ce phénomène de la concen-

tration : il suffit pour cela de mettre en parallèle le nombre et le poids relatif des catégories d'agglomérations dans les deux provinces. Ce parallèle se trouve résumé dans le tableau ci-dessous.

Tableau IV

*Nombre d'agglomérations et pourcentage de la population  
dans chaque catégorie : Québec et Ontario - 1951*

	QUEBEC		ONTARIO	
	Nombre	% de population totale	Nombre	% de population totale
Centres de plus de 100,000 âmes	2	44	4	40
Centres de 30,000 à 100,000 âmes	5	9	12	24
Centres de moins de 30,000 âmes	—	13	—	7
		66		71

3. On constate donc dans le tableau IV que, dans la province de Québec, il n'y a que 5 centres de 30 à 100,000 âmes contre 12 en Ontario. Et dans le cas de la province de Québec, deux de ces centres font partie de la zone métropolitaine de Montréal elle-même. On a donc une attraction énorme exercée par Montréal, presque pas d'agglomérations intermédiaires, et 13% de la population de la Province éparpillée dans les petits centres. En Ontario, par contre, le quart de la population de la province réside dans une douzaine de centres de 30 à 100,000 âmes, avec, en plus, 4 agglomérations de plus de 100,000. Ce qui ne laisse que 7% de la population dans les centres de moins de 10,000 personnes. La concentration de la population urbaine de la province de Québec est donc autrement plus poussée qu'en Ontario. Ce qui fait que les moyennes ont peu de sens dans la province de Québec. Il faut discuter de l'urbanisation en mettant à part, l'énorme agglomération de Montréal. Et comme le reste de la Province se présente comme une juxtaposition de régions sans intercommunications,<sup>1</sup> cette discussion doit de plus se faire sur une base régionale.

(1) Du moins autres que celle passant par la vallée du St-Laurent.

## II.—LES CARACTERES REGIONAUX DE L'URBANISATION DE LA PROVINCE DE QUEBEC

### A—Les régions

1. Dans cette note le terme *région* a un sens voisin de celui que l'on trouve dans les études des géographes, particulièrement MM. B. Brouillette et R. Blanchard. Ce découpage repose sur la base physique de la géographie de la Province, en tenant ensuite compte de l'aménagement humain et des cadres administratifs. Ces derniers nous permettent de conserver une certaine homogénéité dans les séries statistiques utilisées; en somme les *régions* se ramènent ici à des groupements de comtés, en tenant compte de la géographie physique et humaine. Certains comtés ont cependant été subdivisés pour les fins de cette étude.

2. Les régions ainsi délimitées sont:

REGIONS	COMTES	No. sur la carte du recensement de 1951
I—Gaspésie	{ Gaspé	22 (E) et 23 (O)
	{ Bonaventure	9
	{ Matapédia	41
	{ Iles-de-la-Madeleine	24
II—Rive-sud de l'estuaire (Bas du Fleuve)	{ Matane	40
	{ Rimouski	58
	{ Témiscouata	69 et 70 (R. du L.)
	{ Kamouraska	30
	{ L'Islet	37
III—Rive-nord de l'estuaire	{ Montmagny	45
	{ Charlevoix	13 (E) et 14 (O)
	{ Saguenay	60
IV—Lac St-Jean- Saguenay	{ Chicoutimi	16
	{ Lac St-Jean	32 (E) et 33 (O)
V—Abitibi- Témiscamingue	{ Abitibi	1
	{ Témiscamingue	68

REGIONS	COMTES	No. sur la carte du recensement de 1951
VI—Québec	a rive gauche	Montmorency 46 et 47 (Ile d'Orléans)
		Québec 55
		Portneuf 54
	b rive droite	Bellechasse 7
		Lévis 36
		Dorchester 19
		Beauce 5
VII—Trois-Rivières	a rive gauche	Lotbinière 38
		Champlain 12
		St-Maurice 67
		Maskinongé 39
VIII—Zone métropoli- taine de Montréal	b rive droite	Nicolet 51
		Yamaska 75
		Ile de Montréal 49
		Ile Jésus 48
IX—Satellites urbaines de Montréal	a rive gauche	Chambly 11
		Berthier 8
		Joliette (partie) 29
		Terrebonne (partie) 71
		L'Assomption 35
		Deux-Montagnes 18
		Argenteuil 2
		Vaudreuil 72
		Soulanges 63
	b rive droite	Richelieu 56
		St-Hyacinthe 65
		Chambly (partie) 11
		Rouville 59
		Iberville 28
		St-Jean 66
		Napierville 50
		Laprairie 34
		Châteauguay 15
		Beauharnois 6
		Huntingdon 27
		Verchères 73

REGIONS	COMTES	No. sur la carte du recensement de 1951
X—Nord de Montréal (Laurentides)	Joliette (partie)	29
	Montcalm	44
	Terrebonne (partie)	71
	Labelle	31
XI—Cantons de l'Est	Mégantic	42
	Frontenac	21
	Compton	17
	Wolfe	74
	Arthabaska	3
	Drummond	20
	Bagot	4
	Richmond	57
	Sherbrooke	62
	Stanstead	64
	Brôme	10
	Shefford	61
XII—Vallée de l'Outaouais	Missisquoi	43
	Papineau	52
	Hull	25 et 26 (Gatineau)
	Pontiac	53

### B—La population urbaine par région

1. L'importance de la population urbaine par région peut se mesurer en prenant en considération soit le pourcentage de la population urbaine de la région par rapport au total de la population urbaine de la Province, soit le pourcentage de la population urbaine de la région par rapport au total de la population de la région elle-même.

2. Ces deux aspects du phénomène sont représentés dans le tableau ci-dessous:

Tableau V

*Répartition régionale de la population urbaine en 1951*

REGIONS	(1)		(2)	
	Importance de la population "urbaine" de la région par rapport à la population "urbaine" totale de la province de Québec.		Importance de la population "urbaine" de la région par rapport à la population totale de la région.	
I	.5		1.0	I
II	2.1		24.0	II
III	0.7		12.4	III
IV	4.5		59.2	IV
V	2.3		42.0	V
VI				VI
a	9.3	11.0	76.0	a
b	1.7		24.0	b
VII				VII
a	5.1	5.3	66.0	a
b	0.2		12.0	b
VIII	53.0		97.0	VIII
IX		7.5	(Plaine	IX
a	2.5	60.5	de	a
b	5.0		Montréal)	b
X	1.4		35.8	X
XI	8.7		51.6	XI
XII	3.0		54.4	XII

3. Sur ce tableau apparaît clairement:

a) la concentration de la population urbaine dans la zone métropolitaine de Montréal (53 p.c. du total).

b) la concentration par région du reste de la population urbaine. Ce dernier phénomène est apparent du fait du pourcentage élevé de l'urbanisation par région, malgré le poids peu considérable de cette population urbaine régionale dans le total de la population urbaine elle-même.

4. Nous nous attacherons maintenant à expliquer le sens des chiffres de la deuxième colonne de ce tableau, c'est-à-dire, à montrer comment s'est effectué l'agglomération de la population dans chacune des régions de la Province.

**C—Les développements particuliers****1—La Gaspésie (I)**

On n'y compte aucune agglomération notable avant 1911; au recensement de 1911, deux centres de 1,000 à 3,000 âmes.

Encore actuellement, aucune agglomération supérieure, mais cependant une multiplication de petits centres jusqu'en 1931, avec stabilisation ensuite.

1911: 2	1941: 6
1921: 4	1951: 7
1931: 7	

Cette multiplication des petits centres s'explique probablement par la mise en place du système routier: la Gaspésie devient pays de tourisme.

Il se constitue une série de petits centres aux points de jonction des vallées intérieures et de la vallée du St-Laurent: anciens villages transformés par la route.

**2—La côte sud de l'Estuaire (II)**

Dès 1871, on compte trois centres de 1,000 à 3,000 âmes dans cette région.

Par la suite, multiplication des petits centres et croissance marquée des anciens.

Il s'agit d'une région d'exploitation forestière orientée sur un gros centre: Rimouski, avec quelques agglomérations résultant du chemin de fer et une toute petite industrie dispersée.

Les petits centres, nombreux, semblent ici reliés à l'agriculture surtout.

**3—La rive nord de l'Estuaire (III)**

Aucun "village" avant le vingtième siècle hors les bourgades agricoles anciennes de Charlevoix: vieille région agricole au sud et pays désert au nord.

Aucun centre de plus de 3,000 âmes avant 1941, mais deux en 1951.

Ces agglomérations se situent surtout au nord; développement urbain:

- a) récent.
- b) résultant d'abord de l'exploitation forestière et ensuite des mines vers l'intérieur.
- c) villes:
  - centres de transformation du bois;
  - centres d'expédition du minéral.
- d) villes de frontières:
  - plantées en solitude;
  - sans liens avec le milieu ancien;
  - peuplées "d'immigrants".

#### 4—Conclusion sur le "bas du fleuve"

Zone où les "villes" restent peu nombreuses et peu considérables. Une partie des agglomérations s'expliquent par les progrès agricoles, mais surtout par la mise en valeur récente de la forêt (pâte et papier) et des ressources minérales.

Hors les villes de pâte et de mines, peu de développement sur les anciennes activités locales.

Régions d'émigration traditionnelle : pas de surplus sur place.

#### 5—La région du Saguenay—Lac-Saint-Jean (IV)

Région complètement isolée à l'intérieur du Plateau, mais très importante au point de vue urbain.

Progression lente avant le XXe siècle, mais s'accéléralant ensuite:

1871:	8 p.c.		pop. urbaine (définition 1951)
1901:	13 "	21%	période de mise en place,
1911:	25 "		de l'industrie de la pâte,
1921:	34 "		et du papier,
1931:	45 "	26%	consolidation du papier,
1941:	52 "		énergie électrique,
1951:	60 "		électro-métallurgie et constitution d'un marché "intérieur".

Au début, un pays d'agriculture avec scieries dispersées; puis apparaissent les fabriques de pâte, à Chicoutimi, au début du siècle; une ancienne ville administrative devient industrielle.

L'expansion de l'industrie de la pâte amène la création d'autres villes dans les environs de Chicoutimi.

Entre les deux guerres les progrès de l'énergie amènent l'aluminium, mais la crise de la pâte enlève son caractère industriel à Chicoutimi qui devient le centre d'un vaste marché régional.

Dans le Lac St-Jean, la prospérité touche l'agriculture et provoque la croissance des anciens centres administratifs mais sans création de villes nouvelles à caractère industriel, hors Riverbend.

Contrairement à ce qui se passe dans le groupe précédent, la croissance urbaine s'effectue ici en pleine zone agricole fertile.

#### 6—*L'Abitibi-Témiscamingue (V)*

Région de peuplement récent, mais où les progrès de l'urbanisation sont considérables, malgré l'extension de la colonisation agricole; quelques chiffres permettent d'en juger:

	pop. urbaine en p.c. de population totale	
1911	0	
1921	10	14
1931	24	
1941	29	5
1951	44	15

Cette progression est presque toute reliée à la mine:

1911-21: bourgs agricoles

1921-31: or et cuivre

1931-41: la crise ralentit l'exploitation minière et le "re-tour à la terre" gonfle la population rurale

1941-51: la guerre et la politique de soutien des prix d'après-guerre consacre la prédominance de la mine.

Les progrès de l'agriculture amènent la croissance de centres administratifs, mais les villes typiques sont sans liens avec le milieu rural: frontière.

Régions qui se compareraient un peu à la rive nord de l'estuaire, formées d'une zone agricole sans villes vraiment importantes juxtaposées à une zone minière donnant lieu aux développements urbains les plus importants.

La ville minière constitue cependant un centre d'expédition des produits agricoles et contribue à l'accroissement numérique de la population rurale.

### 7—*Région de Québec (VI)*

Région qui se trouve sous l'influence directe de la zone métropolitaine de Québec.

Déjà fortement urbanisée lors de la Confédération : 70,000 personnes environ dans les centres de plus de 1,000 habitants.

Progrès lents jusqu'à la fin du siècle, 7,700 âmes en 1891, ce qui s'explique surtout par le déclin de Québec comme port de mer et chantier maritime.

Sur la rive gauche, on ne trouve aucune agglomération notable avant le vingtième siècle; sur la rive droite : Lévis et Lauzon seulement : progrès lents jusqu'au début du siècle;

Au cours du vingtième siècle s'opèrent la consolidation de la zone métropolitaine de Québec et la multiplication des tout petits centres:

en 1951, dans l'ensemble de la région, 25 petites villes de 1,000 à 5,000 âmes:

les industries typiques de Québec essaient dans toute la région:

petits centres du textile et de la chaussure;

on recherche le travail à bon marché et docile hors Québec;

on se livre à l'exploitation des ressources forestières de la région:

—pâte du côté gauche;

—fabrique d'objets en bois du côté droit du fleuve.

### Conclusion

- urbanisation d'abord complètement axée sur Québec, vieux centre commercial
- le déclin de Québec comme centre commercial amène la stagnation, mais reprise d'urbanisation:
- par suite de l'industrialisation de Québec: essaimage
- par suite de la mise en exploitation des ressources régionales
- industrialisation de Québec:
  - par suite de la main-d'oeuvre libérée par l'activité maritime, et par l'électricité (pâte)
- actuellement la région contient environ 12% de population des centres de 3,000 âmes et plus de la Province dont 10% sur rive gauche
- second point de concentration après Montréal
- laisse cependant une plus forte population non urbaine que dans la plaine de Montréal;
- pas de centre vraiment important hors de la zone métropolitaine; aucune agglomération de plus de 6,000 âmes;
- rôle fortement réduit dans le total de la population urbaine depuis la Confédération, ce qui n'est pas le cas pour la plaine de Montréal:

	% de pop. urbaine de la Province	
	1871	1951
Région de Québec	22	11
Plaine de Montréal	62	61

### 8—*Région de Trois-Rivières* (VII)

Cette région, à cheval sur la vallée du fleuve comme la région de Québec, renferme à l'heure actuelle de 5 à 6% de la population de la Province agglomérée dans les centres de plus de 3,000 habitants, mais moins de 0.5% de ce total se trouve sur la rive droite du fleuve où l'on ne rencontre en fait que Nicolet, ville administrative ancienne mais à population presque stable. Les développements urbains de la région se situent sur la rive gauche, dans la vallée du St-Maurice où 62% de la population vit dans des centres de plus de 3,000 âmes.

Ce développement urbain commence avec Trois-Rivières, ville d'administration, qui ne compte pas encore 10,000 âmes au début du XXe siècle;

—il s'agit alors de la capitale régionale d'une zone agricole pauvre et du débouché d'une vallée forestière qui subit très durement le choc de la crise générale de 1874; la population émigre alors en masse vers les USA. Selon le Consul américain à Trois-Rivières, en 1879, par exemple, 2,500 personnes au moins quittent le district pour traverser la frontière de mars à juin; à ce moment la ville de Trois-Rivières régresse (1881: 8,700 âmes; 1891: 8,300 âmes).

Dans la suite les progrès reprennent lentement pour s'accélérer après 1911.

Deux éléments d'explication:

- a) développement de l'industrie à Trois-Rivières même: pâte, textile, etc.
- b) constitution d'une zone industrielle importante dans la vallée du St-Maurice, derrière Trois-Rivières.

L'arrière pays industriel s'édifie sur les deux grandes ressources locales: forêt, fabriques de pâte et énergie électrique (aluminium); mais l'abondance de main-d'oeuvre (cf. ci-haut) attire d'autres industries typiques de la Province, dont le textile.

Le développement de la région se compare à celui du Saguenay-Lac St-Jean. Même type d'activité de base. Mais comme il s'agit d'une région à sol pauvre (contrairement au Lac St-Jean qui dispose de ressources agricoles), c'est pendant longtemps une région à surplus démographique, ce qui attire une industrie exigeant du travail à bon marché, surtout le textile.

Au total, il s'agit ici d'un développement urbain typique de la province de Québec:

grâce aux ressources naturelles et de la

mise en exploitation par recours au capital étranger,

en utilisant la main-d'oeuvre à bon marché que donne l'excédent démographique,

dans des zones métropolitaines importantes (Trois-Rivières, Shawinigan) qui font ressortir, par contraste, le vide environnant.

### 9—*La Plaine de Montréal* (VIII et IX)

De tout temps, elle fut la zone la plus fortement urbanisée et qui maintint son rôle relatif, malgré l'urbanisation du reste de la Province:

en 1871, elle contenait 62% de la population urbaine du Québec,

elle en renferme 61% en 1951.

Le poids de la zone métropolitaine de Montréal reste lui aussi à peu près constant depuis un siècle.

Un phénomène intéressant: à côté de l'énorme métropole, une poussière de petits centres en 1951:

28 de 1,000 à 3,000 âmes

45 de 1,000 à 2,500 âmes

mais aucun au delà de 25,000, et 4 seulement de 15,000 à 25,000; *toute l'activité urbaine de la plaine est drainée par la métropole qui ne laisse subsister que de petites agglomérations.*

L'urbanisation s'explique elle-même cependant par une foule de facteurs complexes dont:

le rôle ancien de poste commercial que détient Montréal lui permet de grouper des populations qui :

fournissent un marché local pour une petite industrie et une main-d'oeuvre docile pour la grande industrie (textile et cuir, au début)

la situation à la tête de la navigation vers l'intérieur en fait un centre idéal de transformation

la plaine environnante est un réservoir à main-d'oeuvre qu'exploitent les capitalistes lorsque les Montréalais deviennent exigeants; mais la proximité de la métropole empêche la formation d'agglomérations importantes; l'industrie est émiettée dans le paysage rural, si l'on excepte certains points anciens de concentration un peu importants, surtout dans la vallée du Richelieu.

Dans l'ensemble, une région dont l'urbanisation ne s'explique par aucune ressource naturelle, mais par la seule présence de Montréal et des surplus démographiques locaux, avec cependant quelques activités locales, étant donné qu'il s'agit d'une région agricole riche. Les circonstances historiques (guerre de Sécession, ouverture de l'ouest, guerre de l'Afrique du

Sud, de 1914 et de 1939) permettaient la consolidation des industries anciennes et la diversification de la structure économique, mais sans amener la déconcentration.

#### 10—*Les Laurentides* (Nord de Montréal, X)

Cette région renferme une grosse agglomération (St-Jérôme) et sept ou huit petits centres.

Son histoire commence tard. En 1871, il n'y a encore qu'une agglomération : St-Jérôme, qui ne dépasse les 3,000 âmes qu'à la fin du siècle. Voici la progression dans le nombre des agglomérations :

	1,000—3,000	3,000 et plus	Total
1911 .....	1	1	2
1921 .....	4	1	5
1931 .....	4	1	5
1941 .....	5	1	6
1951 .....	7	2	9

Dans cette région on a donc un groupe de petites agglomérations et une "grosse" capitale régionale.

Les petites agglomérations se développent en deux étapes : 1911-1921  
1941-1951

la première étape semble correspondre à la consolidation temporaire de l'agriculture de la région;

la seconde au développement du tourisme.

L'industrie ne joue qu'un rôle effacé :

concentrée dans une ville : St-Jérôme  
avec des activités dispersées : Mont-Rolland.

Les ressources naturelles sont inexistantes actuellement par suite du déboisement.

Région comparable, en plus petit, à la vallée du St-Maurice, mais aux ressources dilapidées.

### 11—*Les Cantons de l'Est (XI)*

A l'heure actuelle, 40% de la population de la région vit dans des centres de plus de 3,000 âmes (soit 8% du total de la Province).

Ce qui est remarquable dans cette région, c'est l'abondance des centres :

en 1951, on en compte :

20 de	1,000 à 3,000
6 de	3,000 à 5,000
6 de	5,000 à 10,000
3 de	10,000 à 15,000
3 de	plus de 15,000 âmes

Soit 38 agglomérations notables

Ces développements sont anciens :

lors de la Confédération, 5 ou 6 centres de 1,000 à 3,000 âmes, plus Sherbrooke qui compte 4 à 5,000 habitants.

Par la suite croissance continue des petits centres et apparition de nouveaux :

en 1881 :	1	centre	de	plus	de	3,000
1891 :	2	"	"	"	"	"
1901 :	5	"	"	"	"	"
1911 :	7	"	"	"	"	"
1921 :	10	"	"	"	"	"
1951 :	18	"	"	"	"	"

Explication de cette croissance :

a) il s'agit d'une des meilleures régions agricoles de la Province et l'abondance des petits centres s'explique pour une part de ce fait;

b) pour les centres plus importants :

industrialisation précoce et continue.

**L'industrialisation :**

- a) sur les ressources naturelles forestières : bois durs surtout qui permettent la fabrication de nombreux objets;
- b) mais surtout grâce aux ressources minières et au textile.

**L'industrie textile :**

- a) la région est une des plus anciennes régions textiles du Canada : importance de cette industrie à Sherbrooke dès la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle;
- b) cette industrie s'y trouve attirée par suite d'une conjugaison de circonstances :
  - abondance de l'énergie hydraulique;
  - milieu anglo-saxon pouvant attirer des industriels ontariens :

compatriotes dans la région,

cadres sur place,

concentration progressive de population canadienne-française apte à fournir la main-d'oeuvre à bon marché à mesure que s'effectue la "reconquête des cantons"

donc :

initiative et capitaux anglais

énergie hydraulique

main-d'oeuvre

- c) de Sherbrooke le textile essaime dans le reste de la région :  
*en somme : prolongement au Canada de la Nouvelle-Angleterre et reconstitution des mêmes conditions* (Blanchard).

**Mines :**

- a) L'exploitation minière est postérieure au textile, mais vient assez tôt ajouter son effet.
- b) Un faux départ en 1865-69; le cuivre donne lieu à énormément de spéculation et à plusieurs petites agglomérations qui disparaissent vers 1875.

- c) L'amiante découverte vers la même époque mais qui ne suscite que peu d'intérêt : le cuivre accapare l'attention. On se met sérieusement à l'extraction de l'amiante une dizaine d'années plus tard; les progrès sont ensuite rapides.

Au total, une région privilégiée, dans la province de Québec :

- a) agriculture prospère
- b) industrialisation précoce
- c) ressources minérales abondantes : le cuivre relayé par l'amiante.

## 12—Régions de l'Outaouais (XII)

Région couvrant une surface considérable avec une population relativement faible.

Cependant la vie urbaine y est importante à cause de la forte concentration de cette faible population : presque la moitié de celle-ci se trouve groupée dans les centres de plus de 3,000 âmes, ce qui en fait une région plus fortement urbaine que les Cantons de l'Est.

Cette concentration est importante du fait qu'elle s'effectue autour d'un seul centre, Hull, lui-même compris dans une zone métropolitaine (Ottawa).

En somme : un énorme noyau avec quelques agglomérations secondaires et une population non agglomérée échelonnée le long de certains couloirs.

Explication : *région d'exploitation forestière*, mise en chantier très tôt, à un endroit privilégié (confluent de rivières apportant le bois et fournissant l'énergie pour le transformer); le site trop favorable facilite le drainage de l'activité.

Ce drainage est d'ailleurs aidé par deux circonstances :

l'une ancienne : le creusage du canal Rideau qui attire capitaux et population;

l'autre récente : le développement d'Ottawa comme centre administratif dont Hull devient un prolongement.

Particularité intéressante : nombre peu élevé d'agglomérations pendant longtemps et régression temporaire, avec accélération récente, mais autour de Hull surtout :

		Agglomérations de		
		1,000 à 3,000	3,000 à 5,000	plus de 5,000
1871	.....	2	1	—
1881	.....	2	—	1
1891	.....	2	—	1
1901	.....	4	—	1
1911	.....	3	2	1
1921	.....	2	1	1
1931	.....	7	1	1
1941	.....	8	2	1
1951	.....	8	3	3

La prépondérance de Hull apparaît sur ce tableau de même que la stagnation de la région jusqu'en 1921.

Avec 1931, la transformation est sensible, mais on trouve là une sorte de décalque, en plus petit, de la structure urbaine de la Province elle-même :

un très gros centre avec quelques centres moyens dans sa zone métropolitaine et une masse de tout petits centres.

Les petits centres sont typiques de la Province :

ou des bourgs agricoles,

ou des petites "villes" d'une seule industrie, la pâte normalement.



### APPENDICE III

## Acte de l'Amérique du Nord Britannique

#### *Note des commissaires*

Pour une meilleure intelligence du présent rapport, nous publions en annexe une version de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. Nous désirons préciser cependant, que la revision de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique ne constituait pas, comme telle, une des tâches assignées à notre commission, et que la version que nous publions n'a aucun caractère officiel.

La dernière version semi-officielle de ce texte en langue française que nous connaissons est celle de monsieur Maurice Ollivier (1952), intitulée "Actes de l'Amérique du Nord britannique", distribuée par l'imprimeur de la Reine à Ottawa.

Nous y avons inséré les principaux amendements et modifications mais la présente publication n'a pas la prétention de constituer une oeuvre historique et complète comme celles de messieurs Ollivier et Louis-Philippe Geoffrion qui l'ont précédées.



# Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867

30-31 Victoria, Chapitre 3

Acte ayant pour objet d'unir le Canada, la Nouvelle-Ecosse et le  
Nouveau-Brunswick, de régler le gouvernement de cette Union  
et de statuer sur des sujets qui s'y rattachent.

[29 mars 1867.]

## *Codification*

Considérant que les Provinces du Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick ont exprimé le désir de se fédérer en un dominion placé sous la couronne du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et régi par une constitution semblable en principe à celle du Royaume-Uni;

Considérant qu'une telle union contribuerait à la prospérité de ces Provinces et favoriserait les intérêts de l'Empire britannique;

Considérant qu'il est à propos que le Parlement, en décrétant cette union, déclare non seulement comment le pouvoir législatif sera constitué, mais aussi quelle sera la nature du gouvernement exécutif dans le Dominion;

Considérant qu'il convient de prévoir l'entrée éventuelle d'autres parties de l'Amérique du Nord britannique dans l'Union projetée;

## I.—Dispositions préliminaires

1. La présente loi pourra être citée sous le titre de "Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867".
2. Abrogé. 56, 57 Vict., ch. 14 (1893).

## II.—L'union

3. Il sera loisible à la Reine, sur et suivant l'avis du Conseil privé de Sa Majesté, de déclarer par une proclamation que les provinces du Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick formeront et constitueront un dominion sous le nom de Canada à partir d'un jour qui y sera fixé et qui ne devra pas être postérieur aux six mois qui suivront l'adoption du présent Acte; et, à partir de ce jour, les trois provinces susdites formeront et constitueront en conséquence un dominion sous le nom de Canada.

4. ...A moins de dérogations excessives ou implicites, le nom de Canada s'entendra du Canada tel qu'il est constitué par le présent Acte.

5. Le Canada sera divisé en quatre provinces, qui porteront les noms d'Ontario, de Québec, de Nouvelle-Ecosse et de Nouveau-Brunswick <sup>1</sup>.

6. Dans la province du Canada telle qu'elle existera lors de l'adoption de la présente loi, les deux parties qui constituaient autrefois, l'une la province du Haut-Canada, l'autre, la province du Bas-Canada, seront réputées n'être plus unies et formeront deux provinces distinctes. La partie qui constituait autrefois la province du Haut-Canada formera la province de l'Ontario et la partie qui constituait la province du Bas-Canada formera la province de Québec.

7. Les provinces de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick conserveront les frontières qu'elles auront lors de l'adoption de la présente loi.

8. Dans le recensement général de la population du Canada que la présente loi prescrit de faire en 1871 et, par la suite, tous les dix

---

(1) La province du Manitoba fut créé et la représentation lui fut accordée au Sénat et à la Chambre des Communes par l'Acte de la Terre de Rupert, 1868 (31-32 Vict. c. 105 des statuts du R.-U.) et par l'Acte du Manitoba, 1870 (33 Vict. c. 3 des Statuts du Canada).

La province de la Colombie Britannique devint partie de la fédération en y étant admise par arrêté en conseil de Sa Majesté la Reine Victoria en date du 16 mai 1871.

Le pouvoir d'établir de nouvelles provinces au sein du Dominion fut accordé par l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1871 (34-35 Vict., c. 28).

L'île du Prince-Edouard fut admise dans la fédération par arrêté en conseil de Sa Majesté en 1873.

Les provinces de l'Alberta et de la Saskatchewan furent respectivement établies par 4-5 Edouard VII, chapitres 3 et 42 (statuts du Canada).

Ces divers statuts et arrêtés en conseil accordèrent aux nouvelles provinces la représentation au Sénat et à la Chambre des Communes du Canada.

Terre-Nneuve : A.A.B.N. 1949.

ans, la population de chacune des quatre provinces sera dénombrée séparément.

### III.—Le pouvoir du Canada

9. Le gouvernement et le pouvoir exécutif, en Canada, continueront d'appartenir et seront attribués à la Reine.

10. Les dispositions du présent Acte qui se rapportent au gouverneur général seront applicables au gouverneur général du Canada alors en fonctions, ou à tout autre chef de l'exécutif ou administrateur qui, sous quelque titre qu'on le désigne, gouvernera temporairement le Canada au nom de la Reine.

11. Il existera, pour assister et conseiller le gouverneur général dans le gouvernement du Canada, un conseil appelé Conseil privé de la Reine au Canada. Les personnes qui en feront partie seront choisies et nommées par le gouverneur général, et elles prêteront le serment de conseiller privé. Le gouverneur général pourra, à l'occasion, révoquer les membres du Conseil privé.

12. Dans la mesure où ils subsisteront et demeureront susceptibles d'être exercés après l'union relativement au gouvernement du Canada, les pouvoirs, l'autorité et les fonctions que le Parlement de la Grande-Bretagne, le Parlement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, ou l'une des législatures du Haut-Canada, du Bas-Canada, du Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick auront, au moment de l'union, conférés par une loi au gouverneur ou lieutenant-gouverneur de ces provinces et que celui-ci aurait alors pu exercer en vertu de ladite loi, soit sur l'avis du Conseil exécutif de sa province, soit sur l'avis et avec l'assentiment de ce conseil, soit de concert avec ce conseil ou un certain nombre de ses membres, soit seul, seront conférés au gouverneur général, qui pourra les exercer, selon que le cas l'exigera, soit sur l'avis du Conseil privé de la Reine au Canada, soit sur l'avis et avec l'assentiment de ce conseil, soit de concert avec ce conseil ou un certain nombre de ses membres, soit seul. Le Parlement du Canada pourra, toutefois, supprimer ou modifier ces pouvoirs, cette autorité et ces fonctions, à moins qu'ils n'aient été établis dans une loi du parlement de la Grande-Bretagne ou du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande.

13. Les dispositions du présent acte qui se réfèrent au gouverneur général en conseil seront interprétées comme si elles se référaient

au gouverneur général agissant sur et suivant l'avis du Conseil privé de la Reine au Canada.

14. Il sera loisible à la Reine, si Sa Majesté le juge à propos, d'autoriser le gouverneur général à désigner, chaque fois qu'il y aura lieu, soit une personne, soit plusieurs personnes conjointement ou séparément, pour son délégué ou ses délégués dans une ou plusieurs parties du Canada, afin qu'elle exerce ou qu'elles exercent en cette qualité, suivant le bon plaisir du gouverneur général, toute partie de ses pouvoirs, de son autorité ou de ses fonctions que le gouverneur général jugera nécessaire ou à propos d'assigner à ce délégué ou à ces délégués, en tenant compte cependant des restrictions que la Reine aura imposées et des instructions qu'elle aura données. Mais la nomination de ce délégué ou de ces délégués n'empêchera pas le gouverneur général d'exercer lui-même tous ses pouvoirs, toute son autorité et toutes ses fonctions.

15. Le commandement en chef des milices de terre et de mer ainsi que de toutes les forces navales et militaires continuera d'appartenir et sera attribué à la Reine.

16. Jusqu'à ce que la Reine en ordonne autrement, Ottawa sera le siège du gouvernement du Canada.

#### IV—Le pouvoir législatif

17. Il y aura, pour le Canada, un parlement composé de la Reine, d'une chambre haute, appelée Sénat, et d'une Chambre des Communes.

18. Le Sénat, la Chambre des Communes et les membres de ces deux Chambres posséderont et exerceront les privilèges, les immunités et les droits que le Parlement du Canada aura, de temps à autre, déterminés par une loi; mais, en déterminant ces privilèges, immunités et droits, une loi du Parlement du Canada ne pourra en conférer de plus étendus que ceux que la Chambre des Communes du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et ses membres pourront alors posséder et exercer.

19. Le Parlement du Canada devra être assemblé dans les six mois qui suivront l'union.

20. Le Parlement du Canada tiendra au moins une session chaque année, de façon qu'il ne s'écoule pas douze mois entre la dernière séance d'une session et la première séance de la session suivante du parlement.

*Le Sénat*

21. Sauf les dispositions de la présente loi, le Sénat se composera de soixante-douze membres, appelés sénateurs.<sup>2</sup>

22. Pour les fins de la composition du Sénat, le Canada sera considéré comme formé de trois divisions :

(1) L'Ontario;

(2) Le Québec;

(3) Les provinces maritimes, ou la Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick.

Sauf les dispositions du présent Acte, ces trois divisions seront également représentées comme suit dans le Sénat : l'Ontario, par vingt-quatre sénateurs; le Québec, par vingt-quatre sénateurs; les provinces maritimes, par vingt-quatre sénateurs, dont douze représenteront la Nouvelle-Ecosse et douze, le Nouveau-Brunswick.

Dans le cas de Québec, un sénateur sera nommé pour chacune des vingt-quatre circonscriptions du Bas-Canada désignées dans l'annexe A du chapitre 1er des *Statuts refondus du Canada*<sup>3</sup>.

23. Les qualités requises d'un sénateur seront les suivantes :

(1) Avoir trente ans révolus;

(2) Etre sujet de la Reine, soit de naissance, soit par naturalisation conformément à une loi adoptée, avant l'union, par le Parlement de la Grande-Bretagne ou du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande ou par la législature de l'une des provinces du Haut-Canada, du Bas-Canada, du Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick, ou, après l'union, par le Parlement du Canada;

(3) Posséder en loi ou en équité à titre de franc tenancier, pour son propre compte et son profit, des biens-fonds tenus en

---

(2) Le nombre des sénateurs est maintenant augmenté à 102 mais il est prévu que le nombre n'excédera en aucun temps cent quatre.

Cela a été décrété par l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1915, (5-6 George V, ch. 45) et par l'Acte de l'Amérique du Nord britannique (No. 1), 1949 (12-13 George VI, ch. 22).

(3) Le Sénat comprend maintenant des représentants de l'Île du Prince-Edouard et aussi une quatrième division contenant les provinces de l'Ouest, soit le Manitoba, la Colombie Britannique et la Saskatchewan de même que six sénateurs pour la province de Terre-Neuve.

Le Parlement du Canada peut aussi pourvoir à la représentation de tous territoires qui ne sont pas compris dans aucune des provinces. Voir l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1886 (49-50 Vict., ch. 35).

franc et commun socage, ou bien être en saisine ou en possession, pour son propre compte et son profit, de biens-fonds tenus en franc alleu ou en roture; ces biens-fonds devant, dans l'un et l'autre cas, être situés dans la province pour laquelle on est nommé, et avoir une valeur de \$4,000 en sus de toutes rentes, dettes ou redevances exigibles ou payables sur ces biens-fonds et de toutes hypothèques ou charges les grevant;

- (4) Posséder des biens meubles et immeubles d'une valeur globale de \$4,000 en sus de ses dettes et obligations;
- (5) Avoir son domicile dans la province pour laquelle on est nommé;
- (6) Dans le cas du Québec, avoir son domicile ou posséder les biens-fonds requis dans la circonscription pour laquelle on est nommé.

24. Chaque fois qu'il y aura lieu, le gouverneur général au nom de la Reine et par instrument sous le grand sceau du Canada, nommera sénateurs des personnes possédant les qualités requises. Sauf les dispositions du présent acte, toute personne ainsi nommée deviendra et sera membre du Sénat et sénateur.

25. Abrogé. 56-57 Vict. c. 14.

26. Si, en aucun temps, la Reine juge à propos, sur la recommandation du gouverneur général, d'ordonner que le nombre des membres du Sénat soit augmenté de trois ou six, le gouverneur général pourra, selon le cas, nommer de surcroît sénateurs trois ou six personnes possédant les qualités requises, et choisies en nombre égal dans chacune des trois divisions du Canada. <sup>4</sup>

27. Lorsque le nombre des sénateurs aura été ainsi augmenté, le gouverneur général, tant que la représentation de chacune des trois divisions du Canada ne sera pas revenue au nombre normal de vingt-quatre, ne nommera aucun sénateur, si ce n'est sur un ordre semblable de la Reine donné à la suite d'une pareille recommandation. <sup>5</sup>

---

(4) Le nombre des personnes qui peuvent être ainsi appelées au Sénat a été augmenté de trois ou six à quatre ou huit représentant de façon égale les quatre divisions du Canada.

Voir l'article premier de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1915 (5-6 George V. ch. 45), sous-paragraphe (iii), qui se lit comme suit :

"(iii) Le nombre de personnes que le Gouverneur général du Canada peut, par ordre de Sa Majesté le Roi, et sous le régime de l'article vingt-six dudit acte, ajouter au Sénat, est augmenté de trois ou six à quatre ou huit, représentant également les quatre divisions du Canada;"

28. Le nombre des sénateurs ne dépassera jamais soixante-dix-huit.<sup>6</sup>

29. Sauf les dispositions de la présente loi, les sénateurs resteront en place leur vie durant.

30. Un sénateur pourra, par écrit, revêtu de signature et adressé au gouverneur général, résigner ses fonctions. Dès qu'il l'aura fait, son siège deviendra vacant.

31. Le siège d'un sénateur deviendra également vacant dans chacun des cas ci-après :

- (1) Si ce sénateur manque d'assister aux séances du sénat durant deux sessions consécutives;
- (2) S'il prête un serment ou fait une déclaration ou un acte reconnaissant d'allégeance, d'obéissance ou de fidélité à une puissance étrangère, ou s'il accomplit un acte qui le rend sujet ou citoyen ou lui permet de réclamer les droits et les avantages de sujet ou de citoyen d'une puissance étrangère;
- (3) S'il est déclaré insolvable ou en faillite, s'il réclame les bénéfices d'une loi concernant les débiteurs insolvable ou s'il se rend coupable de concussion;
- (4) S'il est déclaré coupable de trahison, de félonie ou d'un crime infamant;
- (5) S'il cesse de posséder les qualités requises quant à la propriété ou au domicile; toutefois, un sénateur ne sera pas réputé avoir cessé de posséder les qualités requises quant au domicile par cela seul qu'il aura son domicile au siège du gouvernement du Canada durant l'exercice de fonctions qui l'obligent à y demeurer.

---

(5) La loi de 1915, mentionnée plus haut, se trouve à remplacer cet article en vertu du sous-paragraphe (iv) qui se lit comme suit :

"(iv) Advenant que pareille addition soit faite en aucun temps, le Gouverneur général du Canada ne doit appeler aucune personne au Sénat, sauf sur nouvel ordre de Sa Majesté le Roi et sur pareille susdite recommandation pour représenter une des quatre divisions jusqu'à ce que pareille division soit représentée par vingt-quatre sénateurs et pas plus;"

(6) Cet article non plus n'est plus en vigueur du fait du sous-paragraphe (v) qui se lit comme suit :

"(v) Le nombre des sénateurs ne doit en aucun temps excéder cent quatre;"  
Il est prévu dans la loi de 1915 qu'advenant l'admission de Terre-Neuve dans l'union "le nombre normal des sénateurs doit être de cent deux, et le nombre maximum de cent dix".

32. En cas de vacance au Sénat pour cause de démission, de décès, ou pour toute autre cause, le gouverneur général y pourvoiera en nommant une personne compétente et possédant les qualités requises.

33. S'il s'élève quelque question au sujet d'une vacance au Sénat ou des titres d'un sénateur à y siéger, le sénat en délibérera et en décidera.

34. Chaque fois qu'il y aura lieu, le gouverneur général pourra, par instrument sous le grand sceau du Canada, nommer un des sénateurs président du Sénat. Il pourra révoquer ce président et en nommer un autre à sa place.

35. Jusqu'à ce que le Parlement du Canada en ordonne autrement, la présence d'au moins quinze sénateurs, y compris le président, sera nécessaire pour que le Sénat puisse exercer valablement ses pouvoirs.

36. Toute question, au Sénat, sera décidé à la majorité des voix. Le président aura voix délibérative dans tous les cas. Au cas de partage des voix, la question sera considérée comme décidée négativement.

#### *La Chambre des Communes*

37. Sauf les dispositions de la présente loi, la Chambre des Communes se composera de deux cents soixante-cinq députés, dont quatre-vingt-cinq seront élus dans l'Ontario, soixante-et-quinze dans le Québec, douze dans la Nouvelle-Ecosse, dix dans le Nouveau-Brunswick, quatorze dans le Manitoba, vingt-deux dans la Colombie Britannique, quatre dans l'Île du Prince-Edouard, dix-sept dans l'Alberta, dix-sept dans la Saskatchewan, sept dans Terre-Neuve, un dans le Territoire du Yukon et un dans le district de Mackenzie des Territoires du Nord-Ouest. (S.R.C. 1952 c. 334 Loi sur la députation.)<sup>7</sup>

38. Chaque fois qu'il y aura lieu, le gouverneur général, au nom de la Reine et par proclamation sous le grand sceau du Canada, convoquera et rassemblera la Chambre des Communes.

39. Un sénateur ne pourra ni être élu député à la Chambre des Communes, ni y siéger ou voter.

40. *Jusqu'à ce que le parlement du Canada en ordonne autrement, l'Ontario, le Québec, la Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick seront,*

---

(7) Texte original: 37. Sauf les dispositions de la présente loi, la Chambre des communes se composera de cent quatre-vingt-un députés dont quatre-vingt-deux seront élus dans l'Ontario, soixante-cinq dans le Québec, dix-neuf dans la Nouvelle-Ecosse et quinze dans le Nouveau-Brunswick.

*pour l'élection des députés à la Chambre des Communes, divisés en circonscriptions électorales ainsi qu'il suit :<sup>8</sup>*

### 1. L'Ontario

*L'Ontario sera divisé en comtés ou sections de comté, en cités ou sections de cité et en villes, selon l'énumération contenue dans la première annexe de la présente loi. Chaque division constituera une circonscription électorale, et chaque circonscription électorale mentionnée en cette annexe aura le droit d'élire un député.*

### 2. Le Québec

*Le Québec sera divisé en soixante-cinq circonscriptions électorales, constituées par les soixante-cinq circonscriptions électorales du Bas-Canada qui, lors de l'adoption de la présente loi, auront été établies en vertu du chapitre II des Statuts refondus du Canada, du chapitre LXXV des Statuts refondus du Bas-Canada, du chapitre 1er des lois de la Province du Canada votées dans la vingt-troisième année du règne de la Reine, ou de toute autre loi modificative en vigueur au moment de l'union. Chacune de ces circonscriptions électorales constituera, pour les fins de la présente loi, une circonscription électorale ayant le droit d'élire un député.*

### 3. La Nouvelle-Ecosse

*Chacun des dix-huit comtés de la Nouvelle-Ecosse constituera une circonscription électorale. Le comté d'Halifax aura droit d'élire deux députés, et chacun des autres comtés, un député.*

### 4. Le Nouveau-Brunswick

*Chacun des quatorze comtés du Nouveau-Brunswick (y compris celui qui est formé de la cité et du comté de Saint-Jean) constituera une circonscription électorale. La cité de Saint-Jean constituera en outre une circonscription électorale distincte. Chacune de ces quinze circonscriptions électorales aura le droit d'élire un député.*

(8) Pour le remaniement de la représentation à la Chambre des Communes voir la *Loi de 1947 sur la députation*, chapitre 71 des statuts de 1947, voir aussi l'article 52 du chapitre 6 des statuts de 1949 (1re session) et aussi l'annexe au chapitre 1 des mêmes statuts.

41. *Jusqu'à ce que le parlement du Canada en ordonne autrement, toutes les lois qui, au moment de l'union, seront en vigueur dans chacune des provinces sur toute matière ayant trait à l'éligibilité ou à l'inégalité des candidats, — à l'habilité ou à l'inhabilité à siéger ou à voter dans la chambre d'assemblée ou l'assemblée législative de la Province, — au droit de voter à l'élection des députés, — aux serments à exiger des votants, — aux présidents d'élection ainsi qu'à leurs fonctions et à leurs devoirs, — aux opérations électorales, — au temps que les élections peuvent durer, — à l'invalidation des élections ainsi qu'aux procédures auxquelles elle donne lieu, — à la démission des députés et à une nouvelle convocation des électeurs au cas de vacance occasionnée par d'autres causes qu'une dissolution, — seront applicables, dans cette province, à l'élection des députés à la Chambre des Communes.*

*Toutefois, jusqu'à ce que le parlement du Canada en ordonne autrement, seront habiles à voter dans l'élection d'un député à la Chambre des Communes pour la circonscription électorale d'Algoma, non seulement les personnes qui possèdent les qualités d'électeur en vertu de la loi de la Province du Canada, mais aussi tout sujet britannique du sexe masculin, âgé de vingt et un ans révolus et y tenant feu et lieu.<sup>9</sup>*

42. Abrogé. 56-57 Vict. c. 14 (1893).

43. Abrogé. 56-57 Vict. c. 14 (1893).

44. A sa première réunion après les élections générales, la Chambre des Communes procédera avec toute la diligence possible à élire un de ses membres président.

45. En cas de vacance de la présidence pour cause de décès, de démission, ou pour toute autre cause, la Chambre des Communes procédera avec toute la diligence possible à élire un autre de ses membres président.

46. Le président présidera toutes les séances de la Chambre des Communes.

47. Jusqu'à ce que le Parlement du Canada en ordonne autrement, la Chambre des Communes pourra, si le président, pour une raison ou pour une autre, s'absente de la Chambre durant quarante-huit heures consécutives, élire un autre de ses membres pour qu'il agisse à titre de

---

(9) Voir *Loi des élections fédérales, 1938*, chapitre 46 des statuts du Canada, 1938 et aussi le chapitre 46 des statuts de 1947-48 relativement aux qualifications des électeurs pour les élections de la Chambre des communes.

S. R. C. 1952 c. 23, c. 87, c. 143, c. 249.

président. Ce président temporaire possédera et exercera, durant l'absence du président, tous les pouvoirs, tous les droits et toutes les attributions de celui-ci.

48. La présence d'au moins vingt députés, y compris le président, sera nécessaire pour que la Chambre des Communes puisse exercer valablement ses pouvoirs.

49. Les questions, à la Chambre des Communes, seront décidées à la majorité des voix. Le président ne votera pas, à moins qu'il n'y ait partage des voix; mais, dans ce cas, il devra voter.

50. La durée de chaque Chambre des Communes sera limitée à cinq années, à compter du jour fixé pour le rapport des brefs ordonnant l'élection de cette Chambre. Le gouverneur général pourra, toutefois, dissoudre cette Chambre avant le terme de sa durée.

51. (1) Le nombre de membres de la Chambre des Communes est de deux cent soixante-trois et la représentation des provinces à ladite Chambre doit, dès l'entrée en vigueur du présent article et, dans la suite, sur l'achèvement de chaque recensement décennal, être rajustée par l'autorité, de la manière et à compter de l'époque que le Parlement du Canada prévoit à l'occasion, sous réserve et en conformité des règles suivantes :

1. Sous réserve des dispositions ci-après, il est attribué à chacune des provinces un nombre de députés calculé en divisant la population totale des provinces par deux cent soixante-et-un et en divisant la population de chaque province par le quotient ainsi obtenu, abstraction faite, sauf ce qui est prévu ci-après au présent article, du reste (s'il en est) consécutif à ladite méthode de division.

2. Si le nombre total de députés attribué à toutes les provinces en vertu de la règle 1 est inférieur à deux cent soixante-et-un, d'autres députés seront attribués (à raison d'un par province) aux provinces qui ont des quantités restantes dans le calcul visé par la règle 1, en commençant par la province possédant le reste le plus considérable et en continuant avec les autres provinces par ordre d'importance de leurs quantités restantes respectives jusqu'à ce que le nombre total de députés attribué atteigne deux cent soixante et un.

3. Nonobstant toute disposition du présent article, si, une fois achevé le calcul prévu par les règles 1 et 2, le nombre de députés à attribuer à une province est inférieur au nombre de sénateurs représentants ladite province, les règles 1 et 2 cesseront de s'ap-

plier à l'égard de ladite province, et il lui sera attribué un nombre de députés égal audit nombre de sénateurs.

4. Si les règles 1 et 2 cessent de s'appliquer à l'égard d'une province, alors, pour le calcul du nombre de députés à attribuer aux provinces concernant lesquelles les règles 1 et 2 demeurent applicables, la population totale des provinces doit être réduite du chiffre de la population de la province à l'égard de laquelle les règles 1 et 2 ne s'appliquent plus, et le nombre deux cent soixante et un doit être réduit du nombre de députés attribué à cette province sous le régime de la règle 3.

5. A l'occasion d'un tel rajustement, le nombre des députés d'une province quelconque ne doit pas être réduit de plus de quinze pour cent au-dessous de la représentation à laquelle cette province avait droit, en vertu des règles 1 à 4 du présent paragraphe, lors du rajustement précédent de la représentation de ladite province, et la représentation d'une province ne doit subir aucune réduction qui pourrait lui assigner un plus faible nombre de députés que toute autre province dont la population n'était pas plus considérable d'après les résultats du dernier recensement décennal d'alors. Cependant, aux fins de tout rajustement subséquent de représentation prévu par le présent article, aucune augmentation du nombre de membres de la Chambre des Communes, consécutive à l'application de la présente règle, ne doit être comprise dans le diviseur mentionné aux règles 1 à 4 du présent paragraphe. (1952 S.R.C. c. 304.)

6. Ce rajustement ne prendra effet qu'à la fin du Parlement alors existant.

(2) Le territoire du Yukon, tel qu'il a été constitué par le chapitre quarante et un du statut du Canada de 1901, avec toute partie du Canada non comprise dans une province qui peut, à l'occasion, y être incluse par le Parlement du Canada, aux fins de représentation au Parlement, a droit à un député.

"51a. Nonobstant quoi que ce soit en la présente loi, une province doit toujours avoir droit à un nombre de membres dans la Chambre des Communes non inférieur au nombre de sénateurs représentant cette province." (5-6 Geo. V, c. 45.)

52. Le Parlement du Canada pourra, chaque fois qu'il y aura lieu, augmenter le nombre des députés à la Chambre des Communes, mais à la condition de ne pas changer la proportion établie par la présente loi pour la répartition des sièges entre les provinces.

*Les matières d'ordre financier, la sanction royale*

53. Les projets de loi ayant pour objet d'affecter une partie du revenu public à quelque service ou d'établir soit une taxe soit un impôt seront présentés d'abord à la Chambre des Communes.

54. Il ne sera pas permis à la Chambre des Communes d'adopter une motion, une résolution, une adresse ou un projet de loi proposant d'affecter quelque partie du revenu public, d'une taxe ou d'un impôt à un objet que le gouverneur général n'aura pas au préalable recommandé par un message au cours de la session pendant laquelle cette motion, cette résolution, cette adresse ou ce projet de loi sera proposé.

55. Quant un projet de loi voté par les deux Chambres du Parlement sera présenté au gouverneur général pour qu'il le sanctionne au nom de la Reine, le gouverneur général, usant de sa discrétion dans les limites de la présente loi et des instructions de Sa Majesté, déclarera ou qu'il le sanctionne au nom de la Reine, ou qu'il lui refuse la sanction de la Reine, ou qu'il en réserve la sanction à la Reine.

56. Quand le gouverneur général aura sanctionné un projet de loi au nom de la Reine, il enverra, dès la première occasion favorable, une copie conforme de la loi à l'un des principaux secrétaires d'Etat de Sa Majesté. Si dans les deux années à partir du jour où le secrétaire d'Etat aura reçu la copie de la loi, la Reine en conseil juge à propos de désavouer celle-ci, ce désaveu, accompagné d'un certificat du secrétaire d'Etat attestant la date où la loi sera parvenue, annulera la loi à compter du jour où le gouverneur général aura annoncé le fait, soit dans un discours ou un message aux deux Chambres du Parlement, soit dans une proclamation.

57. Le projet de loi dont la sanction aura été réservée à la Reine ne deviendra loi que si le gouverneur général, dans les deux années à compter du jour où il lui aura été présenté pour être revêtu de la sanction royale, annonce, soit dans un discours ou un message aux deux Chambres du Parlement, soit dans une proclamation, que le projet de loi a reçu la sanction de la Reine en conseil.

Tout discours, message ou proclamation de ce genre sera consigné aux journaux de chaque Chambre, et un double, certifié conforme, en sera délivré au fonctionnaire qu'il appartiendra pour qu'il le conserve dans les archives du Canada.

### V.—La constitution des provinces

#### *Le pouvoir exécutif*

58. Il y aura, pour chaque province, un fonctionnaire appelé lieutenant-gouverneur, que le gouverneur général nommera par instrument sous le grand sceau du Canada.

59. Tout lieutenant-gouverneur restera en fonctions tant qu'il plaira au gouverneur général. Un lieutenant-gouverneur nommé après l'ouverture de la première session du Parlement du Canada ne sera pas révoquant dans le cours des cinq années qui suivront sa nomination, sauf pour quelque raison donnée. Cette raison lui sera notifiée par écrit dans le mois qui suivra la date du décret de révocation; elle sera ensuite, par message, communiquée au Sénat et à la Chambre des Communes dans la semaine suivante, si le Parlement est alors en session, ou dans la première semaine de la plus prochaine session, si le Parlement n'est pas alors en session.

60. Le Parlement du Canada fixera le traitement des lieutenants-gouverneurs et prendra des dispositions pour en assurer le paiement.

61. Tout lieutenant-gouverneur, avant d'entrer en fonctions, prêtera et souscrira devant le gouverneur général, ou un délégué de celui-ci, un serment d'allégeance et un serment professionnel semblables à ceux que prêtera le gouverneur général.

62. Les dispositions du présent acte qui se rapportent au lieutenant-gouverneur seront applicables au lieutenant-gouverneur de chaque province alors en fonctions, ou à tout autre chef de l'exécutif ou administrateur qui, sous quelque titre qu'on le désigne, gouvernera temporairement la province.

63. Dans l'Ontario et le Québec, le Conseil exécutif se composera des personnes que le lieutenant-gouverneur jugera, de temps à autre, à propos de nommer, et tout d'abord des fonctionnaires suivants : un procureur général, un secrétaire et registraire de la province, un trésorier de la province, un commissaire des terres de la couronne, un commissaire de l'agriculture et des travaux publics, avec en plus, dans le Québec, le président du Conseil législatif et un solliciteur général.<sup>10</sup>

(10) Pour l'Ontario, voir R.S.O., 1937, c. 14; 1944, c. 18; 1946, c. 26; 1950 c. 121. Pour Québec, voir S.R.Q., 1941, c. 7; 1942, c. 55; 1943, c. 39; 1944, c. 32; 1946, cc. 11, 22; 1949, c. 16; 1950, c. 16.

Il n'a pas été nécessaire de pourvoir aux Conseils exécutifs de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick dont les constitutions devaient continuer d'exister telles qu'auparavant.

64. Dans chacune des provinces de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick, la constitution du pouvoir exécutif, sauf les dispositions du présent acte, restera, jusqu'à ce qu'elle soit modifiée en vertu du présent acte, ce qu'elle sera au moment de l'union.<sup>11</sup>

65. Dans la mesure où ils subsisteront et demeureront susceptibles d'être exercés après l'union relativement au gouvernement de l'Ontario ou du Québec, selon le cas, les pouvoirs, l'autorité et les fonctions que le Parlement de la Grande-Bretagne ou du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, ou l'une des législatures du Haut-Canada, du Bas-Canada et du Canada auront, au moment de l'union, conférés au gouverneur ou lieutenant-gouverneur et que celui-ci aurait alors pu exercer en vertu dudit acte, soit sur l'avis du Conseil exécutif, soit sur l'avis et avec l'assentiment de ce Conseil, soit de concert avec ce Conseil ou un certain nombre de ses membres, soit seul, seront conférés au lieutenant-gouverneur, qui pourra les exercer selon que le cas l'exigera, soit sur l'avis du Conseil exécutif, soit sur l'avis et avec l'assentiment de ce Conseil, soit de concert avec ce Conseil ou un certain nombre de ses membres, soit seul. Les législatures de l'Ontario et du Québec pourront toutefois, chacune en ce qui la concerne, supprimer ou modifier ces pouvoirs, cette autorité et ces fonctions, à moins qu'ils n'aient été établis dans une loi du Parlement de la Grande-Bretagne ou du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande.

66. Les dispositions du présent acte qui se réfèrent au lieutenant-gouverneur en conseil seront interprétées comme si elles se référaient au lieutenant-gouverneur de la province agissant sur et suivant l'avis du Conseil exécutif de celle-ci.

67. Le gouverneur général pourra, au besoin, nommer un administrateur et le charger de remplir les fonctions du lieutenant-gouverneur durant l'absence, la maladie ou toute autre incapacité de celui-ci.

68. Jusqu'à ce que les exécutifs provinciaux en ordonnent autrement chacun en ce qui le concerne, le siège du gouvernement provincial sera la cité de Toronto, pour l'Ontario, la cité de Québec, pour le Québec, la cité d'Halifax, pour la Nouvelle-Ecosse, et la cité de Fredericton, pour le Nouveau-Brunswick.

---

(11) Pour la Nouvelle-Ecosse, voir R.S.N.S., 1923, c. 7; 1931, c. 14.  
Pour le Nouveau-Brunswick, voir R.S.N.B., 1927, c. 10; 1936, c. 10.

## *Le pouvoir législatif*

### 1. L'Ontario

69. Il y aura, pour l'Ontario, une législature composée du lieutenant-gouverneur et d'une chambre, appelée Assemblée législative de l'Ontario.

70. L'Assemblée législative de l'Ontario sera composée de quatre-vingt-deux députés élus pour représenter les quatre-vingt-deux circonscriptions électorales énumérées dans la première annexe du présent acte.<sup>12</sup>

### 2. Le Québec

71. Il y aura, pour le Québec, une législature composée du lieutenant-gouverneur et de deux chambres, appelés Conseil législatif du Québec et Assemblée législative du Québec.

72. A moins que la législature du Québec n'en ordonne autrement en vertu de la présente loi, le Conseil législatif du Québec sera composé de vingt-quatre membres, que le lieutenant-gouverneur nommera au nom de la Reine et par instrument sous le grand sceau du Québec, et qui représenteront à vie chacun une des vingt-quatre circonscriptions du Bas-Canada auxquelles renvoie le présent acte.<sup>13</sup>

73. Les qualités qu'un membre du Conseil législatif devra posséder seront les mêmes que celles qui seront exigées d'un sénateur du Québec.<sup>14</sup>

74. Le siège d'un membre du Conseil législatif de Québec deviendra vacant dans le cas où, *mutatis mutandis*, le siège d'un sénateur deviendrait vacant.

75. Au cas de vacance au Conseil législatif du Québec pour cause de démission, de décès, ou pour toute autre cause, le lieutenant-gouverneur y pourvoira en nommant, au nom de la Reine et par instrument sous le

---

(12) Le nombre de députés est actuellement de 90, voir R.S.O., 1937, c. 6, art. 2; 1950 c. 340.

(13) Voir, la Loi de la Législature, ch. 4 des S.R.Q., 1941; 1944, c. 6; 1945, cc. 12, 14; 1946, c. 11; 1947, c. 20; 1948, c. 14, *in re* le Conseil Législatif (sa composition, le président et les fonctionnaires du Conseil) articles 6 à 18.

(14) Voir, en ce qui a trait aux qualités requises, les articles 7 et 8 du chapitre 4 des S.R.Q., 1941.

grand sceau du Québec, une personne compétente et possédant les qualités requises.

76. S'il s'élève quelque question touchant une vacance au Conseil législatif du Québec ou les titres d'un membre du Conseil législatif du Québec à y siéger, le Conseil législatif en délibérera et en décidera.

77. Chaque fois qu'il y aura lieu, le lieutenant-gouverneur pourra, par instrument sous le grand sceau du Québec, nommer un des membres du Conseil législatif du Québec président de ce Conseil. Il pourra révoquer ce président et en nommer un autre à sa place.<sup>15</sup>

78. Jusqu'à ce que la législature du Québec en ordonne autrement, la présence d'au moins dix membres du Conseil législatif, y compris le président, sera nécessaire pour que ce Conseil puisse exercer valablement ses pouvoirs.

79. Toute question, au Conseil législatif du Québec sera décidée à la majorité des voix. Le président aura voix délibérative dans tous les cas. Au cas de partage des voix, la question sera considérée comme décidée négativement.

80. *L'Assemblée législative du Québec sera composée de soixante-cinq députés, élus pour représenter les soixante-cinq circonscriptions électorales du Bas-Canada mentionnées dans la présente loi, sauf les modifications que la législature de Québec pourra y apporter. Toutefois, il ne sera pas permis de présenter au lieutenant-gouverneur du Québec pour qu'il le sanctionne un projet de loi ayant pour objet de modifier les bornes d'une des circonscriptions électorales mentionnées dans la deuxième annexe du présent acte, à moins que la deuxième et la troisième lecture de ce projet de loi n'aient été adoptées à l'Assemblée législative avec le concours de la majorité absolue des députés qui représentent ces circonscriptions électorales; et la sanction ne sera pas donnée à ce projet de loi, à moins que l'Assemblée législative n'ait présenté au lieutenant-gouverneur une adresse déclarant qu'il a été ainsi adopté.*<sup>16</sup>

### 3. L'Ontario et le Québec

81. Abrogé. 56-57 Vict. c. 14 (1893).

82. Chacun des lieutenants-gouverneurs de l'Ontario et du Québec convoquera et rassemblera, aussi souvent qu'il y aura lieu, l'Assemblée

(15) Voir, relativement au président du Conseil Législatif, les articles 9-14 chapitre 4 des S.R.Q., 1941.

législative de sa province au nom de la Reine et par proclamation sous le grand sceau de sa province.

83. Jusqu'à ce que les législatures de l'Ontario et du Québec en ordonnent autrement chacune en ce qui la concerne, une personne ne sera pas éligible à l'Assemblée législative de cette province et ne pourra y siéger ni y voter comme député, si elle a accepté ou si elle occupe dans l'Ontario ou dans le Québec une fonction, une charge ou un emploi d'une nature permanente ou temporaire qui sera à la nomination du lieutenant-gouverneur et auquel seront attachés un traitement annuel ou des honoraires, appointements, émoluments ou bénéfices d'un genre ou d'un montant quelconque et provenant de la province. Toutefois, le présent article ne rendra pas inéligible une personne qui est membre du Conseil exécutif de la province ou qui remplit les fonctions de procureur général, de secrétaire et registraire de la province, de trésorier de la province, de commissaire des terres de la couronne ou de commissaire de l'agriculture et des travaux publics, et dans le Québec, les fonctions de solliciteur général; et il ne la rendra pas inhabile à siéger ou à voter dans la chambre pour laquelle elle aura été élue, pourvu qu'elle y ait été élue pendant qu'elle remplissait ces fonctions.<sup>17</sup>

84. Jusqu'à ce que les législatures de l'Ontario et du Québec en ordonnent autrement chacune en ce qui la concerne, les lois qui, au moment de l'union, y seront en vigueur sur toute matière ayant trait à l'égalité ou à l'inégalité des candidats, — à l'habileté ou à l'inhabileté à siéger ou à voter dans l'Assemblée du Canada, — à la capacité ou à l'incapacité des électeurs, — aux serments à faire prêter aux votants, — aux présidents d'élection ainsi qu'à leurs fonctions et à leurs devoirs, — aux opérations électorales, — au temps que les élections peuvent durer, — à l'invalidation des élections ainsi qu'aux procédures auxquelles elle donne lieu, — à la démission des députés et à une nouvelle convocation des électeurs au cas de vacance occasionnée par d'autres causes qu'une dissolution, — seront applicables à l'élection des députés à l'assemblée législative desdites provinces.

Toutefois, jusqu'à ce que la législature de l'Ontario en ordonne autrement, seront habiles à voter dans l'élection d'un député à l'Assemblée législative de l'Ontario pour la circonscription d'Algoma, non seulement

(16) L'Assemblée législative de Québec se compose maintenant de 92 députés. Voir l'article 19 du ch. 4 des S.R.Q., 1941 tel qu'édité par l'art. 1 du ch. 12 des Statuts de Québec, 1945.

(17) Pour Ontario voir "Legislative Assembly Act", R.S.O. 1950 c. 202.

Pour Québec voir "Loi de la Législature", S. R. Q. 1941, c. 4, modifié par 1944 c. 6; 1945 cc. 12, 14; 1946 c. 11; 1947 c. 20; 1948 c. 14.

les personnes qui auront les qualités d'électeurs en vertu de la loi de la Province du Canada, mais aussi tout sujet britannique du sexe masculin, âgé de vingt et un ans révolus et y tenant feu et lieu.

85. La durée de chaque Assemblée législative de l'Ontario et de chaque Assemblée législative du Québec sera limitée à quatre années, à compter du jour fixé pour le rapport des brefs ordonnant l'élection de cette Assemblée. Dans l'une et l'autre province, le lieutenant-gouverneur pourra, toutefois, dissoudre l'Assemblée législative avant le terme de sa durée.<sup>18</sup>

86. La législature de l'Ontario et la législature du Québec tiendront au moins une session chaque année, de manière qu'il ne s'écoule pas douze mois entre la dernière séance d'une session et la première séance de la session suivante.

87. Les dispositions du présent acte qui se rapportent à la Chambre des communes quant à l'élection d'un président et d'un président temporaire, aux devoirs du président, à l'absence du président, au quorum, au mode de votation, s'appliqueront aux législatures de l'Ontario et du Québec comme si elles étaient ici décrétées de nouveau et expressément déclarées applicables à chacune de ces assemblées.

#### 4. La Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick

88. Sauf les dispositions du présent acte, la constitution de la législature de chacune des Provinces de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick restera ce qu'elle sera au moment de l'union jusqu'à ce qu'elle soit modifiée en vertu des dispositions du présent acte.<sup>19</sup>

89. Abrogé. 56, 57 Vict. c. 14 (1893).

#### 6. Les quatre provinces

90. Les dispositions de la présente loi qui se rapportent au parlement du Canada quant aux projets de loi portant affectation de deniers publics à quelque service ou portant établissement d'impôts, à la recom-

(18) Pour l'Ontario: 5 ans R. S. O. 1950 c. 202.

Pour Québec: 5 ans S. R. Q. 1941 c. 4.

(19) Les dernières lignes de l'article 88 furent abrogées par la Loi de 1893 sur la revision du droit statutaire (56 Vict., ch. 14) des statuts du Royaume-Uni. Les lignes abrogées se lisaient ainsi:

*"A moins qu'elle ne soit dissoute plus tôt, la chambre d'assemblée du Nouveau-Brunswick en existence au moment de l'adoption du présent acte le restera jusqu'au terme de la période pour laquelle elle aura été élue."*

mandation des propositions d'ordre financier, à la sanction des projets de loi, au désaveu des lois et à la notification du bon plaisir de la Reine au sujet des projets de loi dont la sanction lui aura été réservée, s'appliqueront aux législatures des différentes provinces comme si ces dispositions étaient ici décrétées de nouveau et expressément déclarées applicables aux différentes provinces et à leur législature; l'application de ces dispositions se fera en substituant les termes "lieutenant-gouverneur de la province" à "gouverneur général", "gouverneur général" à Reine" et à "secrétaire d'Etat", "une année" à "deux années", et "province" à "Canada".

## VI.—LA DISTRIBUTION DES POUVOIRS LEGISLATIFS

### *Les pouvoirs du Parlement*

91. Il sera loisible à la Reine, sur l'avis et avec l'assentiment du Sénat et de la Chambre des Communes, de légiférer, en vue de la paix, de l'ordre public et de la bonne administration au Canada, sur toute matière ne rentrant pas dans les catégories de sujets que le présent acte attribue exclusivement aux législatures des provinces. Pour mieux préciser, sans la restreindre, la portée générale des termes ci-dessus du présent article, il est déclaré que, nonobstant toute disposition du présent acte, le Parlement du Canada aura le pouvoir exclusif de légiférer sur toute matière rentrant dans les catégories de sujets ci-après énumérées:

1. La modification, de temps à autre, de la constitution du Canada, sauf en ce qui concerne les matières rentrant dans les catégories de sujets que la présente loi attribue exclusivement aux législatures des provinces, ou en ce qui concerne les droits ou privilèges accordés ou garantis, par la présente loi ou par toute autre loi constitutionnelle, à la législature ou au gouvernement d'une province, ou à quelque catégorie de personnes en matière d'écoles, ou en ce qui regarde l'emploi de l'anglais ou du français, ou les prescriptions portant que le Parlement du Canada tiendra au moins une session chaque année et que la durée de chaque Chambre des Communes sera limitée à cinq années, depuis le jour du rapport des brefs ordonnant l'élection de cette chambre; toutefois, le Parlement du Canada peut prolonger la durée d'une Chambre des Communes en temps de guerre, d'invasion ou d'insurrection, réelles ou appréhendées, si cette prolongation n'est pas l'objet d'une opposition exprimée par les votes de plus du tiers des membres de ladite Chambre;

- 1<sup>a</sup> La dette publique et la propriété publique;
- 2° La réglementation du trafic et du commerce;
- 2<sup>a</sup> L'assurance-chômage;
- 3° Le prélèvement de deniers par tout mode ou système de taxation;
- 4° L'emprunt de deniers sur le crédit public;
- 5° L'administration des postes;
- 6° Les recensements et la statistique;
- 7° La milice, le service militaire, le service naval et la défense du pays;
- 8° La fixation des traitements et des allocations des fonctionnaires, civils ou autres, du gouvernement du Canada, ainsi que les dispositions à prendre pour en assurer le paiement;
- 9° Les balises, les bouées, les phares et l'île au Sable;
- 10° La navigation;
- 11° La quarantaine, ainsi que l'établissement et l'entretien d'hôpitaux de marine;
- 12° Les pêcheries côtières et intérieures;
- 13° Le transport par eau entre une province et un pays britannique ou étranger, ou entre deux provinces;
- 14° Le numéraire et la frappe de la monnaie;
- 15° La banque, la constitution des banques et l'émission du papier-monnaie;
- 16° Les caisses d'épargne;
- 17° Les poids et les mesures;
- 18° Les lettres de change et les billets à ordre;
- 19° L'intérêt de l'argent;
- 20° Le cours légal;
- 21° La faillite;
- 22° Les brevets d'invention;
- 23° Les droits d'auteur;
- 24° Les Indiens et les terres réservées aux Indiens;
- 25° La naturalisation et les aubains;
- 26° Le mariage et le divorce;
- 27° Le droit criminel, sauf la constitution des tribunaux de juridiction criminelle, mais y compris la procédure en matière criminelle;
- 28° L'établissement, l'entretien et l'administration des pénitenciers;

- 29° Les catégories de sujets expressément exceptées dans l'énumération des catégories de sujets que la présente loi attribue exclusivement aux législatures des provinces.

Une matière rentrant dans les catégories de sujets énumérées dans le présent article ne sera pas réputée rentrer dans la catégorie de matières d'une nature locale ou privée prévue à l'énumération des catégories de sujets que la présente loi attribue exclusivement aux législatures des provinces.

### *Les pouvoirs exclusifs des législatures provinciales*

92. Dans chaque province, la législature a le droit exclusif de légiférer sur les matières qui rentrent dans les catégories de sujets ci-après énumérées:

- 1° La modification (chaque fois qu'il y aura lieu et nonobstant toute disposition du présent acte) de la constitution de la province, sauf en ce qui concerne la fonction de lieutenant-gouverneur;
- 2° Les contributions directes dans la province en vue de prélever des revenus pour des fins provinciales;
- 3° L'emprunt de deniers sur le seul crédit de la province;
- 4° La création et l'exercice de fonctions provinciales, ainsi que la nomination et le paiement des fonctionnaires provinciaux;
- 5° L'administration et la vente des terres publiques appartenant à la province, ainsi que du bois et des forêts qui y poussent;
- 6° L'établissement, l'entretien et l'administration des prisons publiques et des maisons de correction dans les limites et pour la population de la province;
- 7° L'établissement, l'entretien et l'administration des hôpitaux, des asiles, des hospices et des refuges dans les limites et pour la population de la province, sauf les hôpitaux de marine;
- 8° Les institutions municipales dans la province;
- 9° Les licences de boutiques, de débits de boissons, de tavernes, d'encanteur et autres établies en vue de prélever des revenus pour des fins provinciales, locales ou municipales;
- 10° Les travaux et les ouvrages d'une nature locale, autres que ceux qui sont énumérés dans les catégories qui suivent:
  - a) Les lignes de vapeurs ou autres navires, les chemins de fer, les canaux, les lignes de télégraphe et autres travaux et ou-

vrages reliant la province à une autre ou à d'autres, ou s'étendant au delà des frontières de la province;

b) Les lignes de vapeurs entre la province et tout pays britannique ou étranger;

c) Les travaux qui, bien qu'entièrement situés dans la province, seront, avant ou après leur exécution, déclarés par le parlement du Canada profiter au Canada en général ou à deux ou plusieurs provinces;

11° La constitution des compagnies pour des objets provinciaux;

12° La célébration des mariages dans la province;

13° La propriété et les droits civils;

14° L'administration de la justice dans la province, y compris la constitution, le coût et l'organisation des tribunaux provinciaux, de juridiction tant civile que criminelle, ainsi que la procédure en matière civile devant ces tribunaux;

15° L'infliction de punitions par voie d'amendes, de peines ou d'emprisonnement en vue de faire respecter toute loi provinciale établie relativement à une matière rentrant dans une des catégories de sujets énumérées dans la présent article;

16° De façon générale, toutes les matières qui, dans la province, sont d'une nature purement locale ou privée.

### *L'enseignement*

93. Dans chaque province et pour chaque province, la législature peut exclusivement édicter des lois sur l'enseignement, sous réserve et en conformité des dispositions suivantes:

(1) Rien dans une telle législation ne doit porter préjudice à un droit ou privilège que la loi, lors de l'Union, attribue dans la province à une classe particulière de personnes quant aux écoles confessionnelles;

(2) Tous les pouvoirs, privilèges et devoirs conférés ou imposés par la loi aux écoles séparées et aux commissaires d'écoles des sujets catholiques romains de la Reine dans le Haut-Canada, lors de l'Union, doivent être et sont par les présentes étendus aux écoles dissidentes des sujets protestants et catholiques romains de la Reine dans la province de Québec;

(3) Si, dans quelque province, un système d'écoles séparées ou dissidentes existe, en vertu de la loi, lors de l'Union, ou est dans la suite établi par la législature de la province, un appel au gouverneur général en conseil est recevable contre tout acte ou

toute décision d'une autorité provinciale influant sur un droit ou privilège de la minorité protestante ou catholique romaine des sujets de la Reine en matière d'enseignement;

- (4) Si telle loi provinciale que le gouverneur général en conseil estime requise, à l'occasion, pour l'exécution voulue des dispositions du présent article, n'est pas édictée, ou si une décision rendue par le gouverneur général en conseil sur un appel prévu par le présent article n'est pas dûment exécutée par l'autorité provinciale compétente à cet égard, alors, dans chaque cas de cette nature et dans la seule mesure exigée par les circonstances de l'espèce, le Parlement du Canada peut édicter des lois réparatrices pour l'exécution voulue des dispositions du présent article et de toute décision du gouverneur général en conseil aux termes de cet article.<sup>20</sup>

*L'uniformité des lois de l'Ontario, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick*

94. Par dérogation aux dispositions du présent acte, le Parlement du Canada pourra décréter l'uniformité de toutes les lois ou de quelques-unes des lois relatives à la priorité et aux droits civils dans l'Ontario, la Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick, ainsi que celle de la procédure à suivre devant tous les tribunaux ou quelques tribunaux de ces trois provinces. A partir de l'adoption d'une loi à cet effet, le pouvoir du Parlement du Canada de légiférer sur les matières visées par une telle loi sera absolu, nonobstant toute disposition du présent acte; mais toute loi du Parlement du Canada décrétant cette uniformité n'aura d'effet dans une province qu'après avoir été adoptée et décrétée par la législature de celle-ci.

*Pensions de vieillesse*

94a. Il est déclaré, par les présentes, que le Parlement du Canada peut, à l'occasion légiférer sur les pensions de vieillesse au Canada, mais aucune loi édictée par le Parlement du Canada à l'égard des pensions de vieillesse ne doit atteindre l'application de quelque loi présente ou future d'une législature provinciale relativement aux pensions de vieillesse.<sup>21</sup>

(20) Modifié pour le Manitoba : 33 Vict. c. 3 a 22.

" pour l'Alberta : 4-5 Ed. VII c. 3 a 17.

" pour la Saskatchewan : 4-5 Ed. VII c. 42 a 17.

" pour Terre-Neuve : A.A.N.B. 1949, 12-13 G. VI c. 22.

(21) L'article 94A a été ajouté en 1951 par l'Acte de l'Amérique du Nord britannique (1951), 14-15 George VI, c. 32, art. 1.

*L'agriculture et l'immigration*

95. La législature de chaque province pourra légiférer sur l'agriculture et l'immigration dans cette province. Le Parlement du Canada pourra, chaque fois qu'il y aura lieu, légiférer sur l'agriculture et l'immigration dans toutes les provinces ou dans quelque'une ou quelques-unes en particulier. Une loi de la législature d'une province concernant l'agriculture et l'immigration n'y aura effet qu'aussi longtemps et autant qu'elle ne sera pas incompatible avec une loi du Parlement du Canada.

VII.—Le système judiciaire

96. Le gouverneur général nommera les juges des cours supérieures, des cours de district et des cours de comté établies dans chaque province, sauf ceux des cours de vérification des testaments établies dans la Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick.

97. Tant que l'uniformité des lois relatives à la propriété et aux droits civils dans l'Ontario, la Nouvelle-Ecosse, le Nouveau-Brunswick, et à la procédure dans les cours de ces provinces, n'aura pas été décrétée, les juges des cours de chacune de ces provinces que nommera le gouverneur général seront choisis parmi les membres du barreau de la province concernée.

98. Les juges des cours du Québec seront choisis parmi les membres du barreau de cette province.

99. Les juges des cours supérieures resteront en fonctions tant qu'ils n'auront pas démerité. A la suite d'une adresse du Sénat et de la Chambre des Communes, le gouverneur général pourra les révoquer.

100. Le Parlement du Canada fixera le traitement, les allocations et la pension des juges des cours supérieures, des cours de district et des cours de comtés (autres que les cours de vérification des testaments établies dans la Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick), ainsi que des cours de l'amirauté si les juges de celles-ci reçoivent un traitement, et il prendra des dispositions pour en assurer le paiement.

101. Par dérogation au présent Acte, le Parlement du Canada pourra, au besoin, prendre des dispositions pour instituer et organiser une cour générale d'appel pour le Canada et pour en défrayer la dépense, ainsi que pour établir d'autres tribunaux en vue d'assurer une meilleure exécution des lois du Canada.

**VIII.—Les revenus, les dettes, l'actif, les taxes**

102. Les droits et les revenus que les législatures du Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick auront eus avant l'union ou auront au moment de l'union le pouvoir d'affecter au service public (sauf la partie de ces droits et de ces revenus que la présente loi réserve aux législatures des provinces ou qui sera perçue par ces provinces conformément aux pouvoirs que le présent Acte leur confère) formeront ensemble un fonds général du revenu, qui pourra être affecté au service du Canada en la matière et sauf les charges prévues par la présente loi.

103. Le fonds général du revenu du Canada sera permanemment grevé des frais, des déboursés et des dépenses que la perception, la gestion et la rentrée de ce revenu occasionneront. Ces frais, ces déboursés et ces dépenses constitueront la première charge sur le fonds, sauf révision et vérification en la manière que le gouverneur général en conseil pourra prescrire jusqu'à ce que le Parlement en ordonne autrement.

104. Le service des intérêts annuels sur les dettes publiques des provinces du Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick au moment de l'union constituera la deuxième charge sur le fonds général du revenu du Canada.

105. A moins que le Parlement du Canada ne le change, le traitement du gouverneur général sera de dix mille livres sterling en monnaie du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, payables sur le fonds général du revenu du Canada. Il constituera la troisième charge sur ce fonds.<sup>22</sup>

106. Sauf les différents paiements dont il est grevé en vertu du présent Acte, le fonds général du revenu du Canada sera affecté au service public selon que le prescrira le Parlement du Canada.

107. Les effets publics, le numéraire, le reliquat des comptes de banque et les valeurs qui appartiendront à chaque province au moment de l'union deviendront tous, sauf les prescriptions du présent Acte, la propriété du Canada et seront déduits du montant auquel s'élèvera la dette de cette province au moment de l'union.

108. Les travaux publics et les propriétés publiques de chaque province qui sont énumérés dans la troisième annexe du présent Acte appartiendront au Canada.

---

(22) Modifié par Loi concernant le Gouv. Général S.R.C. 1952 c. 139.

109. Les terres, les mines, les minéraux et les redevances tréfoncières qui appartiendront, au moment de l'union, aux différentes provinces du Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick, ainsi que les sommes d'argent alors dues et payables pour ces terres, mines, minéraux et redevances tréfoncières, appartiendront tous à celle des provinces de l'Ontario, du Québec, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick dans laquelle ils seront situés ou exigibles, sans préjudice des fidéicommiss existants et des droits acquis autres que ceux de la province.

110. Tout actif accessoire de cette partie de la dette publique d'une province que celle-ci prendra à son compte lui appartiendra.

111. Le Canada sera responsable des dettes et des obligations de chaque province au moment de l'union.

112. L'Ontario et le Québec seront conjointement responsables envers le Canada de la somme dont la dette de la province du Canada pourra dépasser, au moment de l'union, le chiffre de soixante-deux millions cinq cent mille dollars, et, s'il y a un excédent, elles seront tenues de payer l'intérêt sur celui-ci au taux de cinq pour cent par an.

113. L'actif énuméré dans la quatrième annexe du présent Acte qui, au moment de l'union, appartiendra à la province du Canada deviendra la propriété commune de l'Ontario et du Québec.

114. La Nouvelle-Ecosse sera responsable envers le Canada de la somme dont sa dette publique pourra dépasser, au moment de l'union, le chiffre de huit millions de dollars, et, s'il y a un excédent, elle sera tenue de payer l'intérêt sur celui-ci au taux de cinq pour cent par an.<sup>23</sup>

115. Le Nouveau-Brunswick sera responsable envers le Canada de la somme dont sa dette publique pourra dépasser, au moment de l'union, le chiffre de sept millions de dollars, et, s'il y a un excédent, il sera tenu de payer l'intérêt sur celui-ci au taux de cinq pour cent par an.<sup>24</sup>

116. Si, au moment de l'union, la dette publique de la Nouvelle-Ecosse ne s'élève pas à huit millions et celle du Nouveau-Brunswick, à sept millions de dollars, ces provinces recevront chacune du gouvernement du Canada, par versements semestriels et par anticipation, un intérêt de cinq pour cent par an sur la différence entre le chiffre réel de leur dette respective et le chiffre ci-dessus déterminé.<sup>25</sup>

---

(23-24-25) Cf. Loi des subventions aux provinces; S.R.C. 1952, c. 221.

117. Les différentes provinces conserveront celles de leurs propriétés publiques sur lesquelles il n'est pas statué dans la présente loi, sauf le droit du Canada de s'emparer de tout terrain ou de toute propriété publique dont il aura besoin pour des fins de fortification ou pour la défense du pays.

118. *Le Canada paiera annuellement aux différentes provinces les sommes suivantes en vue de subvenir aux dépenses de leur gouvernement et de leur législature :* à l'Ontario, quatre-vingt mille dollars; au Québec, soixante-dix mille dollars; à la Nouvelle-Ecosse, soixante-mille dollars; au Nouveau-Brunswick, cinquante-mille dollars; soit une somme totale de deux cent soixante mille dollars.

*De plus, chaque province aura le droit à une subvention annuelle de quatre-vingts cents par tête de sa population constatée au recensement de 1871, et, en ce qui concerne la Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick, constatée à chaque recensement décennal subséquent jusqu'à ce que la population de chacune de ces deux provinces atteigne le chiffre de quatre cent mille âmes, chiffre auquel la subvention restera dès lors fixée. Ces subventions libéreront pour toujours le Canada de toute réclamation. Elles seront payées à chaque province par versements semestriels et par anticipation; mais le gouvernement du Canada déduira de la subvention de cette province toute somme d'intérêt que celle-ci devra payer sur l'excédent de dette publique déterminé par la présente loi.<sup>26</sup>*

## ACTE DE L'AMERIQUE DU NORD BRITANNIQUE, 1907

### 7 Edouard VII, Chapitre 11

Acte à l'effet de prendre des mesures au sujet des sommes que le Canada doit payer aux diverses provinces du Dominion.

[9 août 1907.]

Considérant qu'une adresse a été présentée à Sa Majesté par le Sénat et les Communes du Canada dans les termes énoncés à l'annexe du présent acte:

Sa très excellente Majesté le Roi, sur l'avis conforme et avec l'assentiment

---

(26) L'article 118 de la loi originale se trouve périmé du fait de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1907 (7 Edouard VII, ch. 11, art. 1).

Quant aux subsides et allocations aux provinces, voir aussi la *Loi des subventions aux provinces*, chapitre 192 des Statuts révisés du Canada, 1927, et la *Loi de 1942 sur les subventions supplémentaires aux Provinces maritimes*. (Ch. 14 du Statut du Canada, 1942-43).

De plus, une indemnité spéciale est payée aux provinces qui ont consenti à délaïsser, pour la durée de la guerre, les domaines d'imposition sur le revenu personnel et sur les corporations. Voir la *Loi de 1942 sur les accords fiscaux entre le Dominion et les provinces* (chapitre 13 du Statut du Canada, 1942-43).

des lords spirituels et temporels et des communes assemblés en session du présent parlement, et en vertu de l'autorité de celui-ci, décrète et ordonne ce qui suit :

1. (1) Les sommes ci-dessous mentionnées seront payées annuellement par le Canada à chaque province qui au commencement du présent acte est une province du Dominion, pour ses fins locales, et pour le soutien de son gouvernement et de sa législature:—

(a) Un subside fixe—

- si la population de la province est de moins de cent cinquante mille, de cent mille dollars;
- si la population de la province est de cent cinquante mille, mais ne dépasse pas deux cent mille, de cent cinquante mille dollars;
- si la population de la province est de deux cent mille, mais ne dépasse pas quatre cent mille, de cent quatre-vingt mille dollars;
- si la population de la province est de quatre cent mille mais ne dépasse pas huit cent mille, de cent quatre-vingt-dix mille dollars;
- si la population de la province est de huit cent mille, mais ne dépasse pas un million cinq cent mille, de deux cent vingt mille dollars;
- si la population de la province dépasse un million cinq cent mille, de deux cent quarante mille dollars;

(b) Subordonnément aux dispositions spéciales du présent acte touchant les provinces de la Colombie Britannique et de l'Ile du Prince-Edouard, un subside au taux de quatre-vingts cents par tête de la population de la province jusqu'à deux millions cinq cent mille, et au taux de soixante cents par tête de la population qui dépasse ce nombre.

(2) Un subside additionnel de cent mille dollars sera payé annuellement à la province de la Colombie Britannique durant dix ans à compter du commencement du présent acte.

(3) La population d'une province sera constatée de temps à autre dans le cas des provinces du Manitoba, de la Saskatchewan et d'Alberta respectivement, d'après le dernier recensement quinquennal ou estimation statutaire de la population faite en vertu des lois constitutives de ces provinces ou de toute autre loi du parlement du Canada statuant à cet effet, et dans le cas de toute autre province par le dernier recensement décennal pour le temps d'alors.

(4) Les subsides payables en vertu du présent acte seront versés semi-annuellement à l'avance à chaque province.

(5) Les subsides payables en vertu du présent acte seront substitués aux subsides (désignés subsides actuels dans le présent acte) payables pour les mêmes fins lors de la mise en force du présent acte aux diverses provinces du Dominion en vertu des dispositions de l'article cent dix-huit de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, ou de tout arrêté en conseil constituant une province ou de toute loi du Parlement du Canada, contenant des instructions pour le paiement de tout tel subside, et les susdites dispositions cesseront leur effet.

(6) Le gouvernement du Canada aura le même pouvoir de déduire de ces subsides les sommes imputées sur une province à compte de l'intérêt sur la dette publique dans le cas du subside payable en vertu du présent acte à la province, qu'il a dans le cas du subside actuel.

(7) Rien de contenu au présent acte n'invalidera l'obligation du Canada de payer à une province tout subside qui est payable à cette province, autre que le subside actuel auquel est substitué le présent subside.

(8) Dans le cas des provinces de la Colombie Britannique et de l'Ile du Prince-Edouard, le montant payé à compte du subside payable par tête de la population aux provinces en vertu du présent acte, ne sera jamais moindre que le montant du subside correspondant payable au commencement du présent acte; et s'il est contesté lors de tout recensement décennal que la population de la province a diminué depuis le dernier recensement décennal, le montant payé à compte du subside ne sera diminué au-dessous du montant alors payable, nonobstant la diminution de la population.

2. Le présent acte pourra être cité sous le titre "Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1907", et entrera en vigueur à compter du premier jour de juillet mil neuf cent sept.

119. Le Nouveau-Brunswick recevra du Canada, par versements semestriels et par anticipation, pendant une période de dix années à partir de l'union, une subvention supplémentaire de soixante-trois mille dollars par an. Mais tant que la dette publique de cette province n'aura pas atteint sept millions de dollars, il sera déduit de cette subvention de soixante-trois mille dollars une somme égale à l'intérêt au taux de cinq pour cent par an sur la différence entre le chiffre de cette dette et celui de sept millions.

120. Tous les paiements prescrits par la présente loi ou destinés à acquitter des obligations que la province du Canada, la Nouvelle-Ecosse ou le Nouveau-Brunswick auront contractées en vertu d'une loi et que le Canada aura pris à son compte, seront, jusqu'à ce que le parlement du Canada en ordonne autrement, faits en la forme et en la manière que le gouverneur général en conseil pourra déterminer, le cas échéant.

121. Tout objet qui aura crû, aura été produit ou aura été fabriqué dans une des provinces sera, à partir de l'union, admis en franchise dans chacune des autres provinces.

122. Sauf les dispositions de la présente loi, les lois de chaque province sur la douane et sur l'accise resteront en vigueur tant que le parlement du Canada ne les aura pas modifiées.

123. Si, au moment de l'union, des droits de douane sont imposables sur des effets, des denrées ou des marchandises dans deux des provinces, ces effets, denrées ou marchandises pourront, à partir de l'union, être importés de l'une dans l'autre de ces provinces sur preuve du paiement des droits de douane dont ils auront été frappés dans la province d'où ils seront exportés et sur paiement, s'il y a lieu, de tout supplément de droits de douane imposable dans la province où ils seront importés.

124. Nulle disposition de la présente loi ne portera atteinte au droit du Nouveau-Brunswick de lever sur le bois scié les droits prévus au chapitre trois du titre trois des *Statuts refondus* du Nouveau-Brunswick, ou dans une loi modifiant ce chapitre avant ou après l'union mais n'augmentant pas le chiffre de ces droits. Les bois sciés des provinces autres que le Nouveau-Brunswick ne seront pas frappés de ces droits.

125. Les immeubles et les biens appartenant au Canada ou l'une des provinces ne seront pas imposables.

126. Les droits et les revenus que la législature de la province du Canada, de la Nouvelle-Ecosse ou du Nouveau-Brunswick aura eu, avant l'union, le droit d'affecter au service public et qui seront, aux termes de la présente loi, réservés au gouvernement ou à la législature d'une province, de même que les droits et les revenus que cette législature lèvera en conformité des pouvoirs qui lui seront conférés par la présente loi, formeront ensemble un fonds général du revenu, qui pourra être affecté au service public de la province.

#### IX.—Dispositions diverses

##### *Le Dominion*

127. Abrogé. 56, 57 Vict. c. 14.

128. Tout membre du Sénat ou de la Chambre des Communes du Canada, avant d'y prendre séance, prêtera et souscrira devant le gouverneur général ou son commissaire-délégué, et tout membre du Conseil législatif ou de l'Assemblée législative d'une province, avant d'y prendre séance, prêtera et souscrira devant le lieutenant-gouverneur de la province ou son commissaire-délégué le serment d'allégeance contenu en la cinquième annexe de la présente loi. De plus, tout membre du Sénat du Canada ou du Conseil législatif de Québec, avant d'y prendre séance, fera et souscrira devant le gouverneur général ou son commissaire-délégué la déclaration d'aptitude contenue en la même annexe.

129. A moins de disposition contraire de la présente loi, toutes les lois qui seront en vigueur dans le Canada, la Nouvelle-Ecosse ou le Nouveau-Brunswick au moment de l'union, tous les tribunaux de juridiction civile ou criminelle qui y seront alors en existence, toutes les charges, tout pouvoir et toute autorité qui pourront alors y être exercés, tous les fonctionnaires de l'ordre judiciaire, administratif ou exécutif qui y seront alors en exercice seront maintenus dans l'Ontario, le Québec, la Nouvelle-Ecosse ou le Nouveau-Brunswick comme si l'union n'avait pas eu lieu. Le Parlement du Canada ou la législature de la Province concernée pourra, toutefois, conformément à l'autorité que la présente loi lui confère, les abroger, révoquer, abolir ou modifier, selon le cas, à moins qu'ils n'aient été établis dans une loi du Parlement de la Grande-Bretagne ou du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande ou qu'ils n'existent en vertu d'une telle loi.

130. Tant que le Parlement du Canada n'en aura pas ordonné autrement, tous les fonctionnaires qui ont des fonctions à remplir relativement à des matières autres que celles qui rentrent dans les catégo-

ries de sujets exclusivement attribués par la présente loi aux législatures des provinces, seront fonctionnaires du Canada et continueront à remplir les devoirs de leurs charges respectives aux mêmes conditions, avec les mêmes responsabilités et sous les mêmes peines que si l'union n'avait pas eu lieu.

131. Tant que le Parlement du Canada n'en aura pas ordonné autrement, le gouverneur général en conseil pourra, au besoin, nommer les fonctionnaires qu'il croira nécessaires ou utiles à l'exécution efficace de la présente loi.

132. Le Parlement et le gouvernement du Canada auront tous les pouvoirs nécessaires ou utiles pour remplir envers les pays étrangers les obligations que des traités entre l'Empire britannique et ces pays étrangers pourront imposer au Canada ou à quelque'une de ses provinces comme partie de l'Empire.

133. Dans les chambres du parlement du Canada et de la législature du Québec, chacun pourra, dans les débats, faire usage de la langue anglaise ou de la langue française; mais les registres et les procès-verbaux des chambres susdites devront être tenus dans ces deux langues. Dans tout procès porté devant un tribunal du Canada établi en vertu de la présente loi ou devant un tribunal du Québec, chacun pourra faire usage de l'une ou de l'autre de ces langues dans les procédures et les plaidoyers qui y seront faits ou dans les actes de procédure qui en émaneront.

Les lois du Parlement du Canada et de la Législature du Québec devront être imprimées et publiées dans l'une et l'autre de ces langues.

#### *L'Ontario et le Québec*

134. Tant que la législature de l'Ontario ou du Québec n'en aura pas ordonné autrement, les lieutenants-gouverneurs de l'Ontario et du Québec pourront, chacun en ce qui le concerne, nommer sous le grand sceau de la province les fonctionnaires suivants pour le temps qu'il leur plaira : le procureur général, le secrétaire et registraire de la province, le trésorier de la province, le commissaire des terres de la couronne et le commissaire de l'agriculture et des travaux publics, et, en ce qui concerne le Québec, le solliciteur général; ils pourront aussi, en conseil, déterminer à l'occasion les attributions de ces fonctionnaires, ainsi que les attributions des départements placés sous leur administration ou auxquels ils seront attachés, et celles des fonctionnaires et employés de leurs départements; de plus, ils pourront nommer d'autres

fonctionnaires pour le temps qu'il leur plaira, déterminer à l'occasion les attributions de ceux-ci, ainsi que les attributions des départements placés sous leur administration ou auxquels ils seront attachés, et celles des fonctionnaires et des employés de leurs départements.<sup>27</sup>

135. Tant que la législature de l'Ontario ou du Québec n'en aura pas ordonné autrement, tout droit, tout pouvoir, tout devoir, toute fonction, toute obligation et toute autorité qu'une loi ou une ordonnance du Haut-Canada, du Bas-Canada ou du Canada attribuera ou, selon le cas, imposera au moment de l'adoption de la présente loi au procureur général, au solliciteur général, au secrétaire et registraire de la province du Canada, au ministre des finances, au commissaire des terres de la couronne, au commissaire des travaux publics, au ministre de l'agriculture et au receveur général et qui ne seront pas incompatibles avec les dispositions de la présente loi seront attribués ou, selon le cas, imposés à tout fonctionnaire nommé par le lieutenant-gouverneur pour remplir ces fonctions ou une de ces fonctions. Le commissaire de l'agriculture et des travaux publics remplira les fonctions que la loi de la province du Canada confèrera au commissaire de l'agriculture au moment de l'adoption de la présente loi, aussi bien que celles de commissaire des travaux publics.

136. Tant que le lieutenant-gouverneur en conseil ne les aura pas changés, les grands sceaux de l'Ontario et du Québec seront les mêmes ou seront d'après le même modèle que ceux qui ont été en usage dans les provinces du Haut-Canada et du Bas-Canada avant leur union en province du Canada.

137. Les mots "et de là jusqu'à la fin de la prochaine session de la législature" ou autres analogues employés dans une loi temporaire de la province du Canada qui sera encore en vigueur au moment de l'union seront réputés s'étendre et s'appliquer à la prochaine session du Parlement du Canada si l'objet de la loi est du ressort de celui-ci d'après le présent acte ou à la prochaine session de la législature de l'Ontario ou du Québec, selon le cas, si l'objet de la loi est du ressort de celle-ci d'après le présent acte.

138. A partir de l'union, l'emploi des termes "Haut-Canada", au lieu d'Ontario, ou "Bas-Canada", au lieu de Québec, dans un acte, un bref, une procédure, une pièce de procédure, un document, une affaire ou une question, n'aura pas pour effet de l'invalider.

(27) Pour l'Ontario, voir R.S.O., 1937, c. 14; 1944, c. 18; 1946, c. 26; 1950 c. 121. Pour le Québec, voir S.R.Q., 1941, c. 7; 1942, c. 55; 1943, c. 39; 1944, c. 32; 1946, cc. 11, 12; 1949, c. 16; 1950, c. 16.

139. Toute proclamation sous le grand sceau de la province du Canada lancée avant l'union mais devant prendre effet postérieurement à l'union, qu'elle ait trait à cette province, au Haut-Canada ou au Bas-Canada, de même que toute matière ou chose qui y sera déclarée auront et continueront d'avoir la même autorité et le même effet que si l'union n'avait pas eu lieu.

140. Toute proclamation qu'une loi de la législature de la province du Canada autorise à lancer sous le grand sceau de la province du Canada, qu'elle doive se rapporter à cette province, au Haut-Canada ou au Bas-Canada, et qui n'aura pas été lancée avant l'union pourra être lancée par le lieutenant-gouverneur de l'Ontario ou du Québec, selon le besoin, et sous le grand sceau de la province concernée. Dès qu'elle aura été lancée, cette proclamation ainsi que toute matière ou chose qui y sera déclarée auront et continueront d'avoir la même autorité et le même effet que si l'union n'avait pas eu lieu.

141. *Tant que le Parlement du Canada n'en aura pas ordonné autrement, le pénitencier de la province du Canada sera et continuera d'être le pénitencier de l'Ontario et du Québec.*<sup>28</sup>

142. Le partage et la répartition des créances, des avoirs, du passif, des biens et de l'actif du Haut-Canada et du Bas-Canada seront renvoyés à la décision de trois arbitres, choisis l'un par le gouvernement de l'Ontario, un autre par le gouvernement du Québec et le troisième par le gouvernement du Canada. Le choix des arbitres ne devra pas avoir lieu tant que le parlement du Canada et les législatures de l'Ontario et du Québec ne se seront pas réunis. L'arbitre choisi par le gouvernement du Canada ne devra avoir son domicile ni dans l'Ontario ni dans le Québec.

143. Le gouverneur général en conseil pourra, à l'occasion, ordonner que les archives, livres et documents de la province du Canada qu'il jugera à propos de déterminer soient remis et livrés à l'Ontario ou au Québec. Ils deviendront dès lors la propriété de cette province. Toute copie et tout extrait de ces documents, à condition d'être certifiés conformes par le fonctionnaire qui aura la garde des originaux, seront reconnus comme probants.

144. Le lieutenant-gouverneur du Québec pourra à l'occasion, par proclamation sous le grand sceau de la province et devant prendre effet à compter du jour qui y sera fixé, établir des cantons dans les

---

(28) En ce qui a trait aux pénitenciers du Canada, voir la *Loi de 1939 sur les pénitenciers* (3 George VI, c. 6), modifiée par le chapitre 37 du Statut de 1940; ch. 28 de 1945 (2e session); ch. 41 de 1947; et le ch. 6 de 1949 (1ère session).

parties de la province de Québec dans lesquelles il n'en aura pas encore été établi et fixer les tenants et aboutissants de ces cantons.

145. Abrogé. 56, 57 Vict. c. 14.

#### XI.—L'entrée d'autres colonies dans l'Union

146. A la suite d'adresses des Chambres du Parlement du Canada et des chambres de la législature de l'une ou l'autre des colonies ou provinces de Terre-Neuve, de l'Île du Prince-Edouard ou de la Colombie Britannique, il sera loisible à la Reine, sur et suivant l'avis du conseil privé de Sa Majesté, de décréter l'entrée de cette colonie ou province dans l'Union, et, à la suite d'adresses des chambres du parlement du Canada, de décréter l'entrée de la Terre de Rupert et du Territoire du Nord-Ouest, ou de l'une ou de l'autre, dans l'Union. L'entrée se fera, dans chaque cas, aux conditions qui seront stipulées dans les adresses et que la Reine jugera à propos d'approuver, sauf les dispositions du présent acte. Les dispositions de tout décret pris en conseil à cet égard auront le même effet que si elles avaient été décrétées par le Parlement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande.

147. Terre-Neuve, ainsi que l'Île du Prince-Edouard, aura droit, dès son entrée dans l'Union, d'être représentée par quatre membres dans le Sénat du Canada. Par dérogation aux dispositions du présent acte, le nombre normal des sénateurs sera soixante-seize et leur nombre maximum, quatre-vingt-deux, si Terre-Neuve entre dans l'Union; mais l'Île du Prince-Edouard, lorsqu'elle y entrera, sera réputée faire partie de la troisième des trois divisions qui, aux termes du présent acte, composent le Canada pour les fins de la représentation au Sénat. En conséquence, après l'entrée de l'Île du Prince-Edouard dans l'Union, que Terre-Neuve en fasse partie ou non, la représentation de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick dans le Sénat sera réduite, pour chacune de ces provinces, de douze à dix membres, à mesure que des sièges deviendront vacants. La représentation de chacune de ces provinces ne sera jamais portée à plus de dix membres, sauf en vertu des dispositions du présent acte qui autorisent à nommer de surcroît trois ou six sénateurs, sur les instructions de la Reine.<sup>29</sup>

(29) L'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1886, pourvoyait à la représentation au Parlement du Canada des territoires qui, tout en faisant partie du Dominion, ne se trouvaient inclus dans aucune province (49-50 Vict., ch. 35).

L'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1915 pourvoyait à la représentation de Terre-Neuve au Sénat au cas de son admission dans l'Union (5-6 George V, ch. 45, alinéa (VI) du paragraphe un de l'article un).



## APPENDICE IV

# Le statut de Westminster

## 22 George V, Chapitre 4

Loi donnant suite à certains voeux émis aux Conférences impériales  
1926 et de 1930.

*[Sanctionnée le 11 décembre 1931]*

Considérant que les délégués des gouvernements de Sa Majesté pour le Royaume-Uni, le Dominion du Canada, le Commonwealth d'Australie, le Dominion de la Nouvelle-Zélande, l'Union sud-africaine, l'Etat libre d'Irlande et Terre-Neuve aux Conférences impériales tenues à Westminster en 1926 et en 1930, ont, d'un commun accord, fait les déclarations et émis les voeux énoncés dans les procès-verbaux desdites Conférences;

Considérant que la Couronne est le symbole de la libre association des membres du Commonwealth des nations britanniques, que le lien qui unit ceux-ci tient à leur commune allégeance à la Couronne, et qu'il y a, en conséquence, lieu de déclarer par manière de préambule à la présente loi qu'il conviendrait, eu égard à la situation bien établie dont les différents membres du Commonwealth jouissent au point de vue constitutionnel dans leurs rapports mutuels, de n'apporter désormais à la loi aucun changement touchant la succession au Trône ou les titres de Sa Majesté, sans que les Parlements de tous les Dominions aussi bien que celui du Royaume-Uni y aient donné leur assentiment;

Considérant qu'il convient, eu égard à cette situation bien établie au point de vue constitutionnel, qu'aucune loi ultérieure du Parlement du Royaume-Uni ne devienne partie de la législation d'un desdits Dominions, si ce n'est à la demande et avec l'assentiment de ce Dominion;

Considérant que, pour ratifier, confirmer et sanctionner certaines déclarations et certains vœux desdites Conférences, il est nécessaire que le Parlement du Royaume-Uni, usant de son autorité, fasse et édicte une loi dans les formes requises:

Considérant que le Dominion du Canada, le Commonwealth d'Australie, le Dominion de la Nouvelle-Zélande, l'Union sud-africaine, l'Etat libre d'Irlande et Terre-Neuve ont, chacun pour soi, demandé et consenti de saisir le Parlement du Royaume-Uni d'un projet de loi sur les sujets susdits et portant adoption des dispositions législatives ci-après;

A ces causes, Sa très excellente Majesté le Roi, sur l'avis conforme et avec l'assentiment des Lords spirituels et temporels et des Communes assemblés en session du présent parlement, et en vertu de l'autorité de celui-ci, décrète ce qui suit :

1. Le mot "Dominion" employé dans la présente loi s'entendra de chacun des Dominions ci-après énumérés, savoir : le Dominion du Canada, le Commonwealth d'Australie, le Dominion de la Nouvelle-Zélande, l'Union sud-africaine, l'Etat libre d'Irlande et Terre-Neuve.

2. (1) Le *Colonial Laws Validity Act* de 1865 ne s'appliquera à nulle loi que le Parlement du Dominion édictera postérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi.

(2) Nulle loi ou disposition législative que le Parlement d'un Dominion édictera postérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi ne sera nulle ou inopérante à raison de son incompatibilité, soit avec le droit anglais, soit avec les dispositions d'une loi existante ou ultérieure du Royaume-Uni, soit avec un arrêté pris, une règle établie ou un règlement rendu en vertu d'une telle loi du Royaume-Uni; et les pouvoirs du Parlement d'un Dominion comprendront la faculté d'abroger ou de modifier une telle loi, un tel arrêté, une telle règle et un tel règlement dans la mesure où ils feront partie de la législature de ce Dominion.

3. Il est déclaré et décrété que le Parlement d'un Dominion a plein pouvoir pour édicter des lois ayant une portée extraterritoriale.

4. Nulle loi du Parlement du Royaume-Uni édictée postérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi ne fera partie ni ne sera considérée comme faisant partie de la législation d'un Dominion, à moins qu'il n'y soit formellement déclaré qu'elle a été édictée à la demande et avec l'assentiment dudit Dominion.

5. Sans préjudice de la portée générale des dispositions précédentes de la présente loi, les articles 735 et 736 du *Merchant Shipping*

*Act* de 1894 seront interprétés comme si la mention qui y est faite de la législature d'une possession britannique ne visait pas le Parlement d'un Dominion.

6. Sans préjudice de la portée générale des dispositions précédentes de la présente loi, article 4 du *Colonial Courts of Admiralty Act* de 1890, qui prescrit que la sanction de certaines lois doit être réservée au bon plaisir de Sa Majesté ou qu'elles doivent contenir une clause en suspendant l'entrée en vigueur, et cette partie de l'article 7 de la même loi qui prescrit que tout règlement établi par une cour relativement à la pratique et à la procédure d'une cour coloniale d'amirauté doit être approuvé par Sa Majesté en conseil, cesseront d'avoir force de loi dès l'entrée en vigueur de la présente loi.

7. (1) Nulle disposition de la présente loi ne sera censée s'appliquer à l'abrogation ou la modification des actes de l'Amérique du Nord britannique, 1867 à 1930, ou de tout arrêté pris, de toute règle établie ou de tout règlement rendu en vertu de ces lois.

(2) Les dispositions de l'article 2 de la présente loi seront applicables aux lois édictées par toute province du Canada, ainsi qu'aux pouvoirs des législatures des provinces canadiennes.

(3) Les pouvoirs que la présente loi confère au Parlement du Canada ou aux législatures des provinces canadiennes ne les autorisent à légiférer que sur des sujets qui sont de leur compétence respective.

8. Rien dans la présente Loi n'est censé conférer le pouvoir d'abroger ou de modifier la Constitution ou la Loi constitutionnelle du Commonwealth d'Australie ou la Loi constitutionnelle du Dominion de la Nouvelle-Zélande autrement qu'en conformité de la loi existant avant la mise à effet de la présente Loi.

9. (1) Rien dans la présente Loi ne doit être considéré comme autorisant le Parlement du Commonwealth d'Australie à légiférer sur quoi que ce soit qui tombe sous l'autorité des Etats de l'Australie et qui échappe à l'autorité du Parlement ou du gouvernement du Commonwealth d'Australie.

(2) Rien dans la présente Loi ne doit être considéré comme exigeant le consentement du Parlement ou du gouvernement du Commonwealth d'Australie à une loi quelconque du Parlement du Royaume-Uni touchant quoi que ce soit qui tombe sous l'autorité des Etats de l'Australie et qui échappe à l'autorité du Parlement ou du gouvernement du Commonwealth d'Australie, dans tout cas où l'adoption de cette loi par le Parlement du Royaume-Uni sans ledit consentement

aurait été conforme à la coutume constitutionnelle existant antérieurement à la mise en vigueur de la présente Loi.

(3) Dans l'application de la présente Loi au Commonwealth d'Australie, la demande et le consentement visés à l'article quatre sont la demande et le consentement du Parlement et du gouvernement du Commonwealth d'Australie.

10. (1) Aucun des articles suivants de la présente Loi, savoir les articles deux, trois, quatre, cinq et six, ne doit s'étendre à un Dominion auquel s'applique le présent article comme partie de la législation de ce Dominion, à moins que l'article en question ne soit adopté par le Parlement du Dominion, et toute loi de ce Dominion adoptant un article quelconque de la présente Loi peut pourvoir à ce qu'elle prenne effet, soit le jour de la mise en vigueur de la présente Loi, soit à telle date ultérieure que la loi d'adoption spécifiera.

(2) Le Parlement de tout Dominion susdit peut en tout temps abroger tout article visé à l'alinéa (1) du présent article.

(3) Les Dominions auxquels s'applique le présent article sont le Commonwealth d'Australie, le Dominion de la Nouvelle-Zélande et Terre-Neuve.

11. Par dérogation aux dispositions de l'*Interpretation Act* de 1889, le mot "Colony" employé dans toute loi du Parlement du Royaume-Uni édictée postérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi ne s'entendra d'aucun Dominion, non plus que d'aucune Province ou d'aucun Etat faisant partie d'un Dominion.

12. La présente loi pourra être citée sous le titre de "Statut de Westminster de 1931".

**Troisième partie**

*Bibliographie*

*Liste alphabétique des mémoires*

*Liste des témoins*



## Bibliographie des ouvrages, articles et documents ayant servi au travail des commissaires

	Page
A) Ouvrages généraux .....	383
B) Rapports .....	391
I.—Rapports des Commissions royales d'Enquête et leurs annexes :	
a) (Dominion) — 1. sur les relations entre le Dominion et les provinces;	
2. sur l'avancement des Arts, des Lettres et des Sciences au Canada.	
b) (Provinces) — Nouvelle-Ecosse,	
Nouveau-Brunswick,	
Ontario,	
Manitoba,	
Saskatchewan,	
Colombie Britannique.	
II.—Report of the Commission on financing higher Education in the United States.	
III.—Rapports divers.	
C) Conférences fédérales-provinciales .....	394
D) Documentation statistique .....	395
E) Jurisprudence et autorités .....	396
F) Autres documents .....	402



## A) OUVRAGES GENERAUX

- |  |   |
|--|---|
| ADARKAR, B. P.                             | <i>The Principles and Problems of Federal Finance</i> ,<br>London, 1933.  |
| ALLEN, Edward D. et<br>BROWNLEE            | <i>Economics of Public Finance</i> ,<br>Prentice-Hall Inc., New York, 1947.   |
| ANDERSON, William et<br>WEIDNER, Edward W. | <i>American City Government</i> ,<br>Holt & Company, New York, 1950.  |
| ANDERSON, W. H.                            | <i>Taxation and the American Economy</i> ,<br>Prentice-Hall, New York, 1952.  |
| ARES, Richard, s.j.                        | <i>Le Fédéralisme</i> , Institut Social Populaire, no 441,<br>Montréal, février 1951.   |
| BARTHE, Ulric                              | <i>Wilfrid Laurier à la Tribune</i> , Québec, 1890.   |
| BAUDIN, Louis                              | <i>Pour une économie libérée</i> , Spid, Paris, 1946.   |
| BEARD, C. A.                               | <i>An Economic Interpretation of the Constitution</i> ,<br>MacMillan C., New York, 1935.  |
| BERTIL, Ohlin                              | <i>The Problem of Employment Stabilization</i> ,<br>Columbia University Press, New York, 1949.  |
| BEVERIDGE, Sir William                     | <i>Social Insurance and Allied Services</i> ,<br>MacMillan, New York, 1942.   |
| BIGGAR, C. R. W.                           | <i>Sir Oliver Mowat</i> , 2 vol., Toronto, 1905.  |
| BLADEN, Vincent Wheeler                    | <i>Money and the Price System</i> ,<br>University of Toronto Press, Toronto, 1942.  |
| BLEURY, C. C. Sabrevois de                 | <i>Réfutation de l'écrit de Louis-Joseph Papineau</i> ,<br>Lovell, Montréal, 1839.  |
| BONENFANT, Jean-Charles                    | <i>Les institutions politiques canadiennes</i> ,<br>Les Presses Universitaires Laval, Québec, 1954.   |
| BOOS, A. W.                                | <i>The Financial arrangement between the Provinces<br/>and the Dominion</i> , McGill University Economic<br>Studies No. 12, Macmillan, Toronto, 1930. |
| BOURINOT, J. G.                            | <i>How Canada is governed</i> , Toronto, 1895.  |
| BOYD, John                                 | <i>Sir Georges-Etienne Cartier, Baronnet</i> ,<br>Librairie Beauchemin, Montréal, 1918.   |
| BRANDSHAW, F.                              | <i>Self Government in Canada and how it was<br/>achieved</i> , London, 1903.  |
| BRADY, Alexander                           | <i>Democracy in the Dominion</i> ,<br>University of Toronto Press, Toronto, 1952.   |
| BRENTON, Crane                             | <i>The Shaping of the modern mind</i> ,<br>Mentor Book, 1953.   |
| BRITTAIN, Horace L.                        | <i>Local Government in Canada</i> ,<br>The Ryerson Press, Toronto, 1951.  |
| BRUCHESI, Jean                             | <i>Influences américaines sur la politique du<br/>Bas-Canada 1820-1867, dans Les Canadiens-français<br/>et leurs voisins du Sud</i> , Montréal, 1941. |
| BUCK, A. E.                                | <i>Financing Canadian Government</i> ,<br>Chicago, 1949.  |

- BURDEAU, Georges *Traité de Science Politique*, 5 vol., Paris, 1949-1953.
- BURPEE, L. J. *Joseph Howe and the Anti-Confederation League*, Trans. R.S.C. 3rd ser., vol. X.
- CAMERON, Ed. R. *The Canadian Constitution as interpreted by the Privy Council*, 2 vol., Toronto, 1915.
- CASGRAIN, Ph. B. *Luc Letellier et son temps*, Québec, 1885.
- CHAMBERS, E. T. D. "Provincial Taxation and Finance" (Québec), dans *Canada and its Provinces* 15: 239-50-1914 vol. 8.
- CHAPPAIS, Thomas *Cours d'Histoire du Canada, 1861-1867*, Montréal, 1944.
- CLEMENT, W. P. H. *The Law of the Canadian Constitution*, Toronto, 1904.
- CLOKIE, H. McD. *Canadian Government and Politics*, Longmans, Greens Co., Toronto-New York, 1944.
- COLBY, M. P. *Parliamentary Government in Canada*, Dawson, Montreal, 1886.
- COLE, C. D. H. *Local and Regional Government*, Cassell and Company, Toronto, 1947.
- COLQUHOUN, A. H. U. *The Fathers of Confederation*, Toronto, 1916.
- COLSON, Charles *Cours d'Economie Politique, Volume V, Les finances publiques et le Budget de la France*, Félix Alcan, Paris, 1931.
- CORRY, J. A. *Democratic Government and Politics*, Toronto, 1946.
- CORWIN, E. S. *Court over Constitution*, Princeton University Press, Princeton, 1938.
- CRYSLER, Alfred Cosby *Labor Relations and Precedents in Canada*, The Carswell Company Limited, Toronto, 1949.
- CURRIE, A. W. *Canadian Economic Development*, Toronto, 1951.
- DAFOE, John W. *Clifford Sifton in Relation to His Times*, Toronto, 1931.
- DARESTE, F.-R. *Les Constitutions modernes 1891*, 6 vol., Paris, 1933.
- DAWSON, R. MacGregor *Government of Canada*, Toronto, 1952.
- DELOS, J.-T., o.p. *La Nation*, Tomes 1 et 2, Editions de l'Arbre, Montréal, 1944.
- DELOS, J.-T. et SOLAGES, B. de *Essai sur l'ordre politique*, Paris, 1947.
- DE MAN, Henri *L'Idée Socialiste*, Grasset, Paris, 1935.
- DENUCE, Raymond *Le Crédit Communal de Belgique*, Les Annales de l'Economie Collective, Nos 451-452, Genève, janvier-février 1951.
- DESPRES, Jean-Pierre *Le mouvement ouvrier canadien*, Bibliothèque Economique et Sociale, Montréal, 1946.

- 
- DEWEY, John *Liberalism and Social Action*, Putnam, New York, 1935.
- DICEY, A. V. *Introduction to the Study of the Law of the Constitution*, 9e édition, Macmillan, Londres, 1939.
- " " *Introduction à l'étude du droit constitutionnel*, Paris, 1902.
- DODDS, Harold W.,  
HACKER, Louis M. et  
ROGERS, Lindsay *Government Assistance to Universities in Great Britain*, Columbia University Press, N.Y., 1952.
- DOUGLAS, Paul Howard *Social Security in the U.S.*, McGraw-Hill, New York, 1939.
- DOUTRE, Joseph *Constitution of Canada*, Montréal, 1880.
- DURAND, Paul *La Politique contemporaine de la Sécurité Sociale*, Librairie Dalloz, Paris, 1953.
- DURAND, Paul et  
JAUSSAUD, R. *Traité de Droit du Travail*, vol. I et II, Librairie Dalloz, Paris, 1947.
- EGERTON, H. E. *Canadian Constitutional Development*, Shown by Speeches and Despatches, London, 1907.
- EGGLESTON, Wilfrid *The Road to Nationhood*, Oxford University Press, Toronto, 1946.
- ELLIOTT, George Alexander *Tariff Procedures and Trade Barriers*, Toronto, Canadian Institute of International Affairs, 1955.
- ELWOOD, P. E. et  
SMITH, H. A. *Canada and World Politics*. A study of the constitutional and international relations of the British Empire, Toronto, 1928.
- EWART, J. S. *Kingdom Papers*, Ottawa, 2 vol., Toronto, 1908.
- FALARDEAU, Jean-C. *Essais sur le Québec Contemporain*, Les Presses Universitaires Laval, Québec, 1953.
- FINER, Herman *Theory and Practice of Modern Government*, Henry Holt and Company, New York, 1949.
- FISHER, A. G. B. *Economic Progress and Social Security*, Macmillan, Londres, 1946.
- FISHER, Marguerite J. et  
BISHOP, Donald G. *Municipal and Other Local Governments*, Prentice-Hall, New York, 1950.
- FLEMING, Sandford *The Intercolonial*, Montreal, 1876.
- FORTIER, de la Bruère *Fiscalité Municipale-Provinciale*, Québec, 1953.
- FREEMAN, E. A. *History of Federal Government in Greece and Italy*, 2nd edition by J. B. Bury, London, 1893.
- FREUND, Paul A. *On Understanding the Supreme Court*, Boston, 1951.
- GAVAN, E. S. L. *Residence and Responsibility*, Canadian Welfare Council, Ottawa, 1952.
- GERIN-LAJOIE, Paul *Réflexions sur la Constitution Canadienne*, Institut Social Populaire, no 455, juin, Montréal, 1952.
- " *Constitutional Amendment in Canada*, University of Toronto Press, Toronto, 1950.

- GETTEL, R. G. *Political Science*, Boston, 1933.
- GREGORY, Charles O. *Labor and the Law*, W. W. Norton & Co. Inc., New York, 1946.
- GROULX, Abbé Lionel *La Confédération canadienne*, Montréal, 1918.
- HABERLER, Gootfried *Prospérité et dépression*, Genève, 1943.
- HANSEN, A. H. *Fiscal Policies and Business Cycles*, Norton, New York, 1941.
- " " *Economic Policy and Full Employment*, McGraw-Hill, New York, 1947.
- HANSEN, Alvin H. et PERLOFF, Harvey S. *State and Local Finance in the National Economy*, W. W. Norton & Company Inc., New York, 1944.
- HARE, Paul et autres *Small Groups*, Knopf, New York, 1955.
- HARRIS, Seymour *The New Economics, Keynes' influence on Theory and Public Policy*, Alf. A. Knopf, New York, 1947.
- HAUSTON, W. *Canadian Constitution*, Carswell, Toronto, 1911.
- HAYEK, F.-A. *La route de la servitude*, Librairie de Médicis, Paris, 1943.
- HOLCOMBE, Arthur N. *Our more Perfect Union*, Harvard University Press, Cambridge, 1950.
- HOLLINSHED, Byron S. *Who Should Go to College*, Columbia University Press, N.Y., 1952.
- HOMANS, George C. *The Human Group*, Harcourt & Bran, New York, 1950.
- HOPKINS, J. C. *Canadian Constitutional History & Development*, Cf. "Canada, An Encyclopedia of the Country", Toronto, 1928.
- INNIS, M. Q. *An Economic History of Canada*, The Ryerson Press, Toronto, 1945.
- JENNING, Sir W. Ivor *Principles of Local Government Law*, University of London Press, London, 1947.
- KEITH, A. Berriedale *Responsible Government in the Dominions*, 2nd edition, Oxford, 1928, 2 vol.
- " " *The Dominions as Sovereign States*, London, 1938.
- " " *Dominion Autonomy in Practice*, Oxford University Press, London, 1929.
- KENNEDY, W. P. M. *The Constitution of Canada*, 2nd Edition, Oxford University Press, London, 1938.
- " " *The Nature of Canadian Federalism*, Toronto, 1921.
- KENNEDY, W. P. M. et WELLS, D. C. *The Law of the Taxing Power in Canada*, Toronto, 1931.
- KENYON, E. Poole *Fiscal Policies and the American Economy*, Prentice-Hall, 1952.
- KEYNES, J. M. *The General Theory of Employment Interest and Money*, Macmillan, 1936.
- KEYNES, J. M. *How to Pay for the War*, Macmillan, Toronto, 1940.

- KEYNES, J. M. *The General Theory of Employment Interest and Money*, Harcourt, Brace & Company, N.Y., 1936.
- LACHANCE, Louis, o.p. *L'Humanisme politique de Saint Thomas*, Recueil Sirey, Paris et Editions du Lévrier, Ottawa, 1939.
- LAFERRIERE et WALINE *Traité de Sciences et de Législation Financière*, Librairie générale de Droit et de Jurisprudence, Paris, 1952.
- LAMBERT, J. *Histoire Constitutionnelle de l'Union Américaine*, Paris, 1930.
- LAMONTAGNE, Maurice *Le Fédéralisme Canadien*, Les Presses Universitaires Laval, Québec, 1954.
- LASKI, Harold J. *Grammaire de la Politique*, Paris, 1933.
- LASKIN, Bora *Canadian Constitutional Law*, Toronto, 1951.
- LAUFENBERGER, Henry *L'Intervention de l'Etat*, Soufflot, Paris, 1939.
- LEFROY, A. H. F. *Canada's Federal System*, Toronto, 1913.
- " " *The Law of the Legislative Power in Canada*, Toronto, 1897.
- " " *Leading Cases in Canadian Constitutional Law*, Toronto, 1914.
- \* LERNER, ABBA P. *The Economics of Control*, Macmillan, New York, 1944.
- LEVESQUE, Georges-H. o.p., et  
DESPRES, J.-P. *Mémoire sur la Législation du Travail et de la Sécurité Sociale dans la Province de Québec*, Québec, s. éd., 1943.
- LINTON, Ralph *The Study of Man*, Appleton-Century Co., New York, 1936.
- " " *The Tree of Culture*, Knopf, New York, 1955.
- LOGAN, Harold Amos *Trade union in Canada, their Development and Functioning*, MacMillan, Toronto, 1948.
- LOWER, A. R. M. *Two Ways of Life, The Primary Antithesis of Canadian History*, Canadian Historical Association, 1943.
- " " *Colony to Nation*, Longmans, Greens, Toronto, 1946.
- MacGREGOR, D. C. *The Proposed Old Age Pension*, Toronto, 1951.
- MACKENZIE, A. *Life and Speeches of G. Brown*, The Globe Print Co., Toronto, 1882.
- " " *(The) Makers of Canada*, Ed. by Duncan, Campbell Scott (and Others), Toronto, 1903-1911.
- MALLORY, J. R. *Social Credit and the Federal Power in Canada*, University of Toronto Press, Toronto, 1954.
- MANNING, H. E. *Assessment and Rating: Municipal Taxation in Canada*, 3rd edit., Cartwright, Toronto, 1951.
- MARITAIN, Jacques *Les Droits de l'Homme et la Loi Naturelle*, Les Editions de la Maison Française, New-York, 1942.
- MARITAIN, Jacques *L'Homme et l'Etat*, Paris, 1953.

- 
- MASTER, D. C. *The Reciprocity Treaty of 1854, London, Longmans Greens, New York, 1937.*
- MAXWELL, J. A. *Federal Subsidies to the Provincial Government in Canada, Harvard University Press, Cambridge, Mass., 1937.*
- " " *The Fiscal Impact of Federalism in the United States, Harvard University Press, Cambridge, 1946.*
- " " *Recent Developments in the Dominion, Provincial Fiscal Relations in Canada, N.Y., 1948.*
- McDIARMID, O. J. *Commercial Policy in the Canadian Economy, Harvard University Press, Cambridge, Mass., 1946.*
- McILWAIN, Charles Howard *Constitutionalism, Ancient and Modern, Cornell University Press, 1940.*
- McLAUGHLIN, A. C. *A Constitutional History of the United States, Cambridge Harvard University Press, 1946.*
- MEADE, J. E. *Planning and the Price Mechanism, George Allen, Londres, 1948.*
- MENDELSON, Ronald *Social Security in the British Commonwealth, University of London, Londres, 1954.*
- MERIAM, Lewis *Relief and Social Security, The Brookings Institution, Washington, 1946.*
- MESSUER, J. *Social Ethics, Natural Law in the Modern Mind, St. Louis, 1948.*
- METZLER et autres *Income, Employment and Public Policy, Norton Co., New York, 1948.*
- MIGNAULT, P.-B. *Manuel de Droit Parlementaire, Montréal, 1889.*
- MINVILLE, Esdras *Le Citoyen canadien-français, 2 vol., Montréal, 1946.*
- MIRKINE-GUETZEVITCH, *Les Constitutions des Nations Américaines, Delagrave, Paris, 1932.*
- MITCHELL, W. C. *Business Cycles. The Problem and Its Letting, National Bureau of Economic Research Inc., New York, 1949.*
- MOORE, A. Milton et  
PERRY, J. H. *Financing Canadian Federation, Canadian tax papers, No. 6, 1953.*
- MORRIS, Alexander *Nova Britania, Montreal, 1858.*
- MUMFORD, Lewis *Technics and Civilization, Harcourt Bros., New York, 1934.*
- MUNRO, J. E. C. *The Constitution of Canada, Cambridge, 1889.*
- ODUM & MOORE *American Regionalism, Holt & Co., New York, 1938.*
- OLLIVIER, Maurice *L'Avenir Constitutionnel du Canada, Editions Albert Lévesque, 1935.*
- " " *Colonial and Imperial Conferences, 3 vol., Ottawa, 1954.*
- PERRY, J. Harvey *Taxation in Canada, Toronto, 1951.*

- PERRY, J. Harvey *Taxes, Tariffs & Subsidies*, 2 vol., University of Toronto Press, Toronto, 1955.
- PLAXTON, C. P. et VARCOE, F. P. *A Treatise on the Dominion Income Tax Law*, Carswell, Toronto, 1921.
- POPE, J. *Memoirs of Sir J. A. Macdonald*, Ottawa, 1894.
- " *Confederation Documents*, Carswell, Toronto, 1895.
- PORRIT, Edward *Evolution of Canada. Its Government and its Politics*, New York, 1918.
- REYNOLD, Gonzague de *Conscience de la Suisse*, 5e édition, Neuchâtel, 1938.
- RIDDELL, W. R. *Some origins of the British North America Act, 1867*, Proceedings and Transactions of the Royal Society of Canada, 1918.
- " " *The Canadian Constitution in its History and Practical Working*, New Haven, 1917.
- RIPERT, Georges *Aspect Juridique du Capitalisme Moderne*, Imprimerie générale du Droit et de la Jurisprudence, Paris, 1946.
- ROGERS, M. N. *The Compact Theory of Confederation*, Papers and Proceedings of the Canadian Political Science Association, 1931.
- ROUAST, André et DURAND, Paul *Précis de Législation Industrielle (Droit du Travail)*, 3e édition, Librairie Dalloz, Paris, 1948.
- RUMILLY, Robert *L'Autonomie Provinciale*, Editions de l'Arbre, Montréal, 1948.
- SANAGAN, Gerald D. *Labour Relations—Canada 1948*. Richard de Boo Limited, Toronto, 1948.
- SCELLE, G. *Précis élémentaire de Législation industrielle*, Recueil Sirey, 22 rue Soufflot, Paris, 1927.
- SCHUMPETER, Joseph A. *Business Cycles*, McGraw-Hill Book, Londres, 1939.
- SELIGMAN, Edwin-R.-A. *Essais sur l'Impôt*, Giard, Paris, 1914.
- " " *Théorie de la Répercussion et de l'Incidence de l'Impôt*, Giard, Paris, 1910.
- SEYMOUR, E. Harris et Autres *The New Economics*, Alfred A. Knopf, New York, 1948.
- SHERWOOD, Henry *Federative Union of the British North America Provinces*, Toronto, 1850.
- SHIRRAS, G. F. *Federal Finance in Peace and War*, with Special Reference to the United States of America and the British Commonwealth, Macmillan, London, 1944.
- SKELTON, O. D. *Life and Times of Sir Alexander Tillock Galt*, Toronto, 1920.
- SMITH et Autres *The Limits of Taxable Capacity*, Tax Institute, Princeton, 1953.
- SMITH, H. A. *Federalism in North America*, Boston, 1923.

- 
- SMITHIES, Arthur      *Federal Budgeting and Fiscal Policy*, dans *Survey of Contemporary Economics*, Howard S. Ellis, édit., The Blackiston Company, Philadelphie et Toronto, 1948.
- SOMERS, Harold M.      *Public Finance and National Income*, The Blackiston Company, Toronto.
- SOUTHALL, A. E.      *Imperial Year Book for Dominion of Canada, 1917-18*, Canadian Government, Ottawa, 1918.
- SURANYI-UNGER, Theo.      *Private Enterprise and Governmental Planning and Integration*, McGraw-Hill Book Company Inc., New York, 1950.
- SWISHER, C. B.      *American Constitutional Development*, Cambridge, U.S.A., 1943.
- TACHE, J.-C.      *Des Provinces de l'Amérique du Nord et d'une Union Fédérale*, Québec, 1858.
- TAYLOR, A. G.      *Labor Problems and Labor Law*, Prentice-Hall Inc., New York, 1944.
- TAWNEY, R. H.      *La Religion et l'Essor du Capitalisme*, Rivière, Paris, 1951.
- TREMBLAY, Arthur      *Les Collèges et les Ecoles Publiques : Conflit ou Coordination ?* Les Presses Universitaires Laval, Québec, 1954.
- TROTTER, R. G.      *Canadian Federation. Its Origin and Achievement*, A Study in Nation Building, London, Dent. 1924.  
*An Early Proposal for the Federation in British North America*,
- VARCOE, Frederick      *Legislative Power in Canada*, Toronto, 1954.
- VENEBERG, Solomon      *Provincial and Local Taxation in Canada*, New York, 1912.
- WATSON, Samuel J.      *Constitutional History of Canada*, Toronto, 1874.
- WEBER, Max      *The Protestant Ethic and the Spirit of Capitalism*, Charles Scribner's Sons, N.Y., 1930.
- WHEARE, K. C.      *Federal Government*, 3rd Edition, Oxford University Press, 1953.
- WHELAN, Edward      *Confederation of the Provinces*, Charlottetown, 1865.
- WHITELAW, W. M.      *The Maritimes and Canada before Confederation*, Toronto, 1934.
- WILLISON, J. S.      *Sir Wilfrid Laurier and the Liberal Party*, Toronto, 1903.
- WILSON, C. H.      *Essays in Local Government*, Oxford (Blackwell), 1948.
- WORMUTH, Francis D.      *The Origins of Modern Constitutionalism*, Harper and Brothers, N.Y., 1949.
- WRONG, G. M.      *The Canadians, The Story of a People*, Toronto, 1939.
- Etudes sur le Fédéralisme*, 7 vol., Edition du Mouvement Européen, Bruxelles, 1952-53.
- Studies in Federalism*, Boston, 1953.

## B) RAPPORTS

I—RAPPORTS DES COMMISSIONS ROYALES D'ENQUETE  
ET LEURS ANNEXES

## A) DOMINION :

## 1. Sur les relations entre le Dominion et les provinces:

- a) Rapport, Vol. 1: Canada 1867-1939;  
Vol. 2: Recommendations;  
Vol. 3: Documentation.
- b) Appendices au Rapport:
  - app. 2: L'Amérique britannique du Nord à l'époque de sa Confédération (D. G. Creighton).
  - app. 3: Le fondement économique des relations entre le Dominion et les provinces (W. A. Mackintosh).
  - app. 4: Revenu national (D. C. MacGregor, J. B. Rutherford, G. E. Britnell, J. J. Deutsch).
  - app. 5: La législation ouvrière et le régime social dans la province de Québec (Esdras Minville).
  - app. 6: Assistance publique et assurance sociale (A. E. Grauer).
  - app. 7: Difficultés inhérentes au partage des pouvoirs (J. A. Corry).
  - app. 8: Expédients constitutionnels adoptés par le Dominion et les provinces (L.-M. Gouin et Brooke Claxton).
- c) Etudes préparées pour la Commission:
  - Politique monétaire du Canada 1929-1934 (F. A. Knox).
  - Histoire économique des provinces maritimes (S. A. Saunders).
  - Hygiène publique (A. E. Grauer).
  - L'expansion des services administratifs depuis la Confédération (J. A. Corry).
  - Finances municipales au Canada (H. Carl Goldenberg).
  - Histoire financière des gouvernements canadiens (Stewart Bates).
  - Logement (A. E. Grauer).
  - Perspectives de peuplement des prairies (W. J. Waines).
  - Législation ouvrière (A. E. Grauer).
  - Subventions et allocations du Dominion aux provinces (Wilfrid Eggleton et C. T. Kraft).
  - Dominion du Canada et chemins de fer nationaux et gouvernements provinciaux, Etats comparatifs des finances publiques 1913, 1921, 1925 à 1937.
  - Province de l'Ile du Prince-Edouard, Etat comparatif des finances publiques, 1913, 1921, 1925 à 1937.

Province de la Nouvelle-Ecosse, Etat comparatif des finances publiques, 1913, 1921, 1925 à 1937.

Province du Nouveau-Brunswick, Etat comparatif des finances publiques 1913, 1921, 1925 à 1937.

Province de Québec, Etat comparatif des finances publiques, 1913, 1921, 1925 à 1937.

Province d'Ontario, Etat comparatif des finances publiques, 1913, 1921, 1925 à 1937.

Province du Manitoba, Etat comparatif des finances publiques, 1913, 1921, 1925 à 1937.

Province de Saskatchewan, Etat comparatif des finances publiques, 1913, 1921, 1925 à 1937.

Province d'Alberta, Etat comparatif des finances publiques, 1913, 1921, 1925 à 1937.

Province de Colombie Britannique, Etat comparatif des finances publiques, 1913, 1921, 1925 à 1937.

2. Sur l'avancement des arts, des lettres et des sciences au Canada :

- a) Rapport de la Commission, 1951.
- b) Recueil de quelques études spéciales pour la Commission royale d'Enquête sur l'avancement des arts, lettres et sciences au Canada, (1949-51).

B) PROVINCES :

Nouvelle-Ecosse:	Report of the Nova Scotia Municipal Bureau "The Reorganization of Provincial-Municipal Relations in Nova Scotia", Halifax, September 1949.
	Report of the Royal Commission on public School Finance in Nova Scotia, Halifax, 1954.
Nouveau-Brunswick:	Report of the Royal Commission on the Financing of Schools in New Brunswick, Fredericton, 1955.
Ontario:	Ontario Provincial-Municipal Relations Committee "Progress Report", Toronto, July 1953.
Manitoba:	Manitoba Provincial-Municipal Committee Report, Winnipeg, February 1953.
Saskatchewan:	Report of the Committee on Provincial-Municipal Relations, Saskatchewan, 1950.
Colombie Britannique	Provincial-Municipal Relations in British Columbia, (Report of the Commissioner: H. Carl Goldenberg), Victoria, 1947.

## II—REPORT OF THE COMMISSION ON FINANCING HIGHER EDUCATION IN THE UNITED STATES

- Nature and Needs of Higher Education*,  
Columbia University Press, 1952.
- ALLEN, H. L. *State Public Finance and State Institutions of Higher Education in the United States.*
- AXT, Richard G. *The Federal Government and Financing Higher Education.*
- CAMPBELL, William V.  
ENGLISH, Robert J., et  
LAMPROS, George *Current Operating Expenditures and Income of Higher Education in the United States 1930, 1940, 1950.*
- DODDS, Harold W.  
HACKER, Louis M. et  
ROGERS, Lindsay *Government Assistance to Universities in Great Britain.*
- HOFSTADTER, Richard, et  
HARDY, C. De Witt *The Development and Scope of Higher Education in the United States.*
- HOLLINSHEAD, Byron S. *Who Should Go to College.*
- MILLET, John D. *Financing Higher Education in the United States.*
- MILLET, John D.  
KOTSCHAR, Vincent F., et  
CAMPBELL, William V. *An Atlas of Higher Education in the United States.*
- OSTHEIMER, Richard H. *Student Charge and Financing Higher Education.*  
*A Statistical Analysis of the Organization of Higher Education in the United States, 1948-1949.*

## III—RAPPORTS DIVERS

*Commission des Assurances Sociales de Québec*, 1er, 2e, 3e, 4e Rapports, deuxième édition, publiés par ordre du Ministre du Travail, Québec, 1933.

*Defence Against Recession: Policy for Greater Economic Stability*, New York, March 1954.

*Extracts from Commonwealth of Australia*,  
Hansard, Dealing with Taxing Powers, February 26th, 1953.

*Federal, State and Local Government Fiscal Relations*, Senate Document 69, 78th Congress, 1st Session, Washington, 1952.

*Federal, State and Local Government Fiscal Relations*, Report of the Committee No. 2519, Union Calendar No. 806, 82nd Congress, 2nd Session, Washington 1953.

*Housing and Community Planning*, Final Report of the Subcommittee, Advisory Committee on Reconstruction, Ottawa, 1944.

*Rapport sur la Sécurité Sociale au Canada*,  
Imprimeur du Roi, Ottawa, 1943, (préparé par L. C. Marsh).

*Rapport du Sénat au sujet de la mise en vigueur de L'A.A.N.B. de 1867, de l'incompatibilité entre ses dispositions et leur interprétation judiciaire et des matières connexes*,  
Ottawa, 1939, (W. F. O'Connor).

*Rapport du Sous-Comité de Coordination de l'Enseignement à ses divers degrés au Comité Catholique du Conseil de l'Instruction publique,* Québec, Novembre 1953.

*Rapport de la Fédération Canadienne des Maires et des Municipalités,* Congrès tenu à Montréal du 20 au 24 septembre 1953.

*Rapport du Comité Spécial d'Enquête sur l'Acte de l'Amérique du Nord britannique,* Chambre des Communes, Session 1935.

*Rapport du Comité Spécial de la Sécurité Sociale sur l'Assurance-Santé,* Chambre des Communes, Session 1943.

*Report of the Canadian School Trustee's Association,* School Finance Research Committee: (Dr. M. E. Lazerte, Research Director)

A) School Finance in Canada, February 1955,

B) The Road Ahead to Better Education, February 1955, University of Saskatchewan, Alberta.

*Report of the Committee* appointed to study the apportionment of taxes and obligations between the City of Montreal and the Higher Governments, November 1953.

*Report of the Joint Committee of the American Bar Association, The National Tax Association, and the National Association of Tax Administrators, The Coordination of Federal, State, and Local Taxation,* Department of State, Washington, 1953.

*Report of the Seasonal Unemployment Survey,* for the National Employment Committee, document préliminaire mimeographié, Economics and Research Branch, Department of Labour, Ottawa, 1953.

*Report to the Mayor's Committee on Management Survey,* The Financial Problem of the City of New York, New York, June 1952, (préparé par C. Haig, M. Robert et C. S. Sharp).

*Resumption of Income Tax by the States—Commonwealth of Australia,* Report by the Commonwealth and States Treasury Officers, January 19th, 1953.

### C)—CONFÉRENCES FÉDÉRALES-PROVINCIALES

Conférences Fédérales-Provinciales et Conférences Interprovinciales de 1887 à 1926 :

—Conférence interprovinciale de Québec 1887,

—Conférence interprovinciale de Québec 1902,

—Conférences fédérales-provinciales de 1906, 10, 13, 18, 26, Ottawa 1951.

Conférences fédérales-provinciales :

—Conférences de 1927, 1935 et 1941, Ottawa 1951.

Conférence fédérale-provinciale de 1945 :

—Mémoires du Dominion et des provinces et délibérations de la conférence plénière, Ottawa 1946.

—Propositions du gouvernement canadien, Ottawa 1946.

—Statistiques comparées des finances publiques, 1933, 1937, 1939, 1941, 1943.

—Dominion du Canada, les provinces et les municipalités, Ottawa 1946.

Conférence fédérale-provinciale de 1950 :

—Compte-rendu des délibérations, Ottawa 1951.

Conférence fédérale-provinciale au sujet de la constitution, janv. et sept. 1950, Ottawa 1950.

## D)—DOCUMENTATION STATISTIQUE

- Annuaire Statistique de la Province de Québec, Québec.
- Annuaire du Canada, Ottawa.
- Annual Report of Municipal Statistics, Department of Municipal Affairs, Toronto, Ontario.
- Annual Reports of the Minister of Education, Toronto.
- Bank of Canada Statistical Summaries and Supplements.
- Commission du Rétablissement.
- Comptes Publics, Province de Québec.
- Comptes Nationaux — Revenus et dépenses, B.F.S., Ottawa.
- Documents non publiés de la Banque du Canada.
- Enquête sur la Maladie, 1950-51, B.F.S., Ottawa.
- Etat Financier des corporations scolaires, B.S.Q., Québec.
- Financial Statistics of Provincial Governments, D.B.S., Ottawa.
- Financial Statistics of Municipal Governments, D.B.S., Ottawa.
- Government Transactions related to the National Accounts, 1926-51, D.B.S., Ottawa.
- Joint Committee on Health Insurance — "Financing Health Service in Canada", Toronto, February 1954.
- Les Comptes publics du Canada, Ottawa.
- Les Comptes publics de l'Ontario, Toronto.
- Les discours sur le Budget, Canada, Québec et Ontario.
- Principal Taxes and Rates — Federal, Provincial and selected Municipal governments, D.B.S., Ottawa.
- Private and Public investment in Canada, 1926-1951, D.B.S., Ottawa.
- Rapport annuel du service des estimations et du bureau de revision des estimations de la Ville de Montréal pour l'année financière 1953-54.
- Rapports annuels sur les placements du Canada, B.F.S., Ottawa.
- Rapport de la Commission des Ecoles Catholiques de Montréal, 1951-52.
- Recensements du Canada, Ottawa.
- Recensements annuels de l'Industrie et de la Construction, B.F.S., Ottawa.
- Revue Statistique du Canada, Ottawa.
- Statistiques municipales, B.S.Q., Québec.
- Statistiques comparées de finance publique, 1933, 1937, 1939, 1941, 1943 — Dominion du Canada, Provinces et municipalités, Ottawa.

Statistiques de l'enseignement, B.S.Q., Québec.  
Statistique des Hôpitaux, B.F.S., Ottawa.  
Statistique de la tuberculose, B.F.S., Ottawa.  
Statistique de l'Hygiène mentale, B.F.S., Ottawa.  
Statistique de l'état civil (Antérieurement Statistiques Vitales), B.F.S., Ottawa.  
Taxation Statistics, Department of National Revenue.

### E)—JURISPRUDENCE

L'Union St-Jacques de Montréal v. Dame Julie Bélisle  
(1874) L.R., 6 P.C. 31  
James Dow et al v. William T. Black et al  
(1875) L.R., 6 P.C. 272  
Attorney General for Quebec v. The Queen Insurance Company  
(1878) 3 A.C. 1090  
Valin v. Langlois  
(1880) 5 A.C. p. 115  
Charles Cushing v. Louis Dupuy  
(1880) 5 A.C. 409  
The Citizens Insurance Company of Canada et The Queen Insurance Company  
v. William Parsons  
(1881) 7 A.C. 96  
Arthur Rankin Blackwood v. Her Majesty The Queen  
(1882) 8 A.C. 82  
Attorney General for Canada v. Mercer  
(1882) 8 A.C. p. 767  
Charles Russell v. The Queen  
(1882) 7 A.C. 829  
The Colonial Building and Investment Association v. Attorney General of Quebec  
(1883) 9 A.C. 157  
Attorney General for Quebec v. Reed  
(1884) 10 A.C. 141  
Bank of Toronto v. Lambe  
(1887) 12 A.C. 575  
Maritime Bank of Canada v. Receiver General of New Brunswick  
(1892) A.C. p. 437  
City of Winnipeg v. Barrett et al  
(1892) A.C. 445  
Tennant v. The Union Bank of Canada  
(1894) A.C. 31

- Attorney General of Ontario v. Attorney General for the Dominion of Canada  
(1894) A.C. 189
- Brophy et al v. Attorney General of Manitoba  
(1895) A.C. 202
- Attorney General for Ontario v. Attorney General for the Dominion  
& The Distillers and Brewers' Association of Ontario  
(1896) A.C. 548
- Brewers and Maltsters' Association of Ontario v. Attorney General for Ontario  
(1897) A.C. 231
- Attorney General for the Dominion of Canada v. Attorney General for Ontario & al  
(1898) A.C. 700
- Canadian Pacific Railway Company v. Corporation of the Parish  
of Notre-Dame de Bonsecours  
(1899) A.C. 367
- Union Colliery Company of British Columbia, Limited v. Dryden  
& Attorney General for British Columbia  
(1899) A.C. 580
- Madden & al v. Neilson and Fort Sheppard Railway Company & al  
(1899) A.C. 626
- Attorney General of Manitoba v. Manitoba License Holders' Association  
(1902) A.C. 73
- Cunningham & Attorney General for British Columbia v. Tomey Homma  
& Attorney General for Canada  
(1903) A.C. 151
- Ontario Mining Company v. Seybold  
(1903) A.C. p. 73-75
- Lambe & al v. Manuel & al  
(1903) A.C. 68
- Corporation of the City of Toronto v. Bell Telephone Company of Canada  
(1905) A.C. 52
- Attorney General for Canada v. Cain & al  
(1906) A.C. 542
- Attorney General for British Columbia v. Canadian Pacific Railway Company  
(1906) A.C. 204
- Toronto Railways v. City of Toronto  
(1906) A.C. p. 117
- McGregor v. Esquimalt Nanaimo Railway Company  
(1907) A.C. 462
- Alfred S. Woodruff & Al v. Attorney General for Ontario  
(1907) A.C. 65
- Alfred S. Woodruff & Al v. Attorney General for Ontario  
(1908) A.C. 508
- Crown Grain Co. v. Day  
(1908) A.C. 504
- Corporation of the City of Toronto v. Canadian Pacific Railway Company  
(1908) A.C. 54
- The King v. Irvine A. Lovitt & al  
(1912) A.C. 212

In the matter of a reference to the Supreme Court of Canada  
of certain questions concerning marriage  
(1912) A.C. 880

City of Montreal v. Montreal Street Railway & Attorney General for Canada & al  
(1912) A.C. 333

Royal Bank of Canada & al v. The King & al  
(1913) A.C. 283

Charles S. Cotton & al v. The King  
(1914) A.C. 176

British Columbia Electric Railway Company Limited v. Vancouver, Victoria and  
Eastern Railway and navigation Company and Corporation of the City of Vancouver  
(1914) A.C. 1067

John Deere Plow Company Limited v. Théodore F. Wharton  
(1915) A.C. 330

Attorney General for the Province of Alberta v. Attorney General for the Dominion  
of Canada & Canadian Pacific Railway Company  
(1915) A.C. 363

Attorney General for the Dominion of Canada v. Attorney General  
for the Province of Alberta & al  
(1916) 1 A.C. 588

Smith v. Council of the Rural Municipality of Vermillion Hills & al  
(1916) 2 A.C. 569

Hamilton, Grimsby and Beamsville Railway Company v. Attorney General  
for Ontario & al  
(1916) 2 A.C. 583

Bonanza Creek Gold Mining Company Limited v. The King & Attorney General  
for the Province of Quebec & al  
(1916) 1 A.C. 566

Insurance Reference Case  
(1916) 1 A.C. 588

Trustees of the Roman Catholic Separate Schools for Ottawa v. Ottawa  
Corporation & al  
(1917) A.C. 76

Trustees of the Roman Catholic Separate Schools for the City of Ottawa  
v. MacKeel & al  
(1917) A.C. 62

Toronto General Trusts Corporation v. The King  
(1919) A.C. 679

Workmen's Compensation Board v. Canadian Pacific Railway Company  
(1920) A.C. 185

Toronto Railway Company v. Corporation of the City of Toronto  
(1920) A.C. 426

Star Chrome Case  
(1920) A.C. p. 40

Paquet & al v. Corporation of Pilots for and below the harbour of Quebec  
& Attorney General for Canada  
(1920) A.C. 1029

Trustees of the Roman Catholic Separate Schools for the City of Ottawa  
v. The Quebec Bank & al & Attorney General for Ontario  
(1920) A.C. 230

- Canadian Pacific Wine Co. v. Tuley  
(1921) 2 A.C. p. 417
- Quebec Fisheries Case  
(1921) Vol. 7, A.C. p. 413
- Great West Saddlery Company Limited v. The King & Attorney General for Canada  
(1921) 2 A.C. 91
- Pulp & Power Company v. Manitoba Press  
(1922) A.C. p. 695
- In re: Board of Commerce  
(1922) A.C. vol. 7, p. 200
- King v. National Beel Liquors Limited  
(1922) 2 A.C. p. 128
- In re: The Board of Commerce Act, 1919, and The Combines and Fair Prices Act, 1919  
(1922) 1 A.C. 191
- Burland & Alleyn v. The King  
(1922) 1 A.C. 215
- City of Montreal v. Attorney General for Canada & Attorney General for Quebec  
(1923) A.C. 136
- In re: Bedard v. Dawson  
C.L.R. (1923) 681
- Fort Frances Pulp and Power Company Limited v. Manitoba Free Press Company Limited & al  
(1923) A.C. 695
- Attorney General for Ontario v. Ririprocal Insurers & al  
(1924) A.C. 328, p. 336
- Attorney General of British Columbia v. Attorney General for Canada & al  
(1924) A.C. 222
- Caron v. The King  
(1924) A.C. 999
- Attorney General for Manitoba v. Attorney General for Canada  
(1925) A.C. 561
- Brassard v. Smith & al  
(1925) A.C. 371
- His Majesty the King v. Eastern Terminal Elevator Company  
(1925) S.C.R. 434
- In re: Draft Convention Limiting the hours of work in Industrial Undertakings  
(1925) S.C.R. p. 505
- Toronto Electric Commissioners v. Snyder & al & Attorney General for Canada & al  
(1925) A.C. 396
- Attorney General for Quebec v. Nipissing Central Railway Company & Attorney General for Canada  
(1926) A.C. 715
- Montreal City v. Montreal Harbour Commissioners  
(1926) A.C. p. 312
- Nadan v. The King  
(1926) A.C. p. 492

- City of Toronto Corporation v. Trustees of the Roman Catholic Separate Schools of Toronto  
(1926) A.C. 81
- Attorney General for British Columbia v. Canadian Pacific Railway Company  
(1927) A.C. 934
- Luscar Collieries, Limited v. McDonald & al & Attorney General for Canada & al  
(1927) A.C. 925
- City of Halifax v. Estate Fairbanks & al  
(1928) A.C. 117
- The King v. Caledonian Collieries Limited  
(1928) A.C. 358
- Attorney General for Alberta v. Attorney General for Canada  
(1928) A.C. 475
- Royal Bank of Canada & al v. Larue & al & Attorney General for Canada  
(1928) A.C. 187
- Hirsch & al v. Protestant Board of School Commissioners of Montreal & al  
(1928) A.C. 200
- Roman Catholic Separate School Trustees for Tiny & al v. The King  
(1929) A.C. 363
- Attorney General for British Columbia v. McDonald Murphy Lumber Co. Limited  
(1930) A.C. 357
- In re: Regulation of fish Canneries  
(1930) A.C. p. 111
- Erie Beach Company Limited v. Attorney General for Ontario  
(1930) A.C. 161
- Shell Co. of Australia v. Federal Commissioner of taxation  
(1931) A.C. p. 275
- In re: Proprietor Trade Articles Association v. Attorney General for Canada  
(1931) A.C. 310
- In re: The Regulation and Control of aeronautics in Canada  
(1932) A.C. 54
- In re: The Regulation and Control of Radiocommunication in Canada  
(1932) A.C. 304
- J. F. Lymburn & al v. A. H. Mayland & al  
(1932) A.C. 318
- Martineau v. Cité de Montréal  
(1932) A.C. p. 113
- In re: The Insurance Act of Canada  
(1932) A.C. 41
- In re: Silver Brothers Limited, Attorney General for Quebec v. Attorney General for Canada  
(1932) A.C. 514
- Lower Mainland Dairy Products Sales Adjustment Committee v. Criptol Dairy Ltd.  
(1933) A.C. 168
- Provincial Treasurer of Alberta & al v. C. E. Kerr & al  
(1933) A.C. 710

- Attorney General for British Columbia v. Kingcome Navigation Company Limited  
(1934) A.C. 45
- British Coal Corporation v. The King  
(1935) A.C. p. 500
- In re: Attorney General for Quebec v. Nipissing Central Railway  
& Attorney General for Canada  
(1936) A.C. 715
- In re: Natural Products Marketing Act  
(1936) S.C.R. 398
- Attorney General for Canada v. Attorney General for Ontario & al  
(1937) A.C. 355
- Forbes v. Attorney General for Manitoba  
(1937) A.C. 260
- The Judges v. Attorney General for Saskatchewan  
(1937) 53 T.L.R. 464
- The King v. Eastern Terminal Elevator Co.  
(1937) A.C. 377
- Attorney General for Canada v. Attorney General for Ontario & al  
(1937) A.C. 326
- Attorney General for British Columbia v. Attorney General for Canada & al  
(1937) A.C. 391
- Shannon & al v. Lower Mainland Dairy Products Board & Attorney General  
for British Columbia  
(1938) A.C. 708
- Ladore & al v. Bennett & al  
(1939) A.C. 468
- Alberta Bank Taxation Case  
(1939) A.C. p. 117
- Board of Trustees of the Lethbride Northern Irrigation District & al  
v. Independent Order of Foresters & Attorney General for Canada  
(1940) A.C. 513
- Rex v. Williams & al  
(1942) A.C. 541
- Atlantic Smoke Shops Limited & Conlon & al v. Attorney General for Canada & al  
(1943) A.C. 550
- Attorney General for Alberta v. Attorney General for Canada & al  
(1943) A.C. 356
- Abitibi Power & Paper Co. Limited v. Montreal Trust Company & al  
& Attorney General for Ontario  
(1945) A.C. 536
- Brown v. Brock and Rentals Administrators  
(1945) 3 D.L.R. p. 324
- Treasurer of Ontario v. Blonde & al & Aberdeen & al  
(1947) A.C. 24
- Attorney General for Canada v. Attorney General for Quebec & al  
(1947) A.C. 33
- Can. Wheat Board v. Manitoba Pool Elevator  
(1948) 2 D.L.R., p. 760

- Attorney General for Saskatchewan v. Attorney General for Canada & al  
(1949) A.C. 110
- Attorney General for British Columbia v. Esquimalt and Nanaimo Railway Co. & al  
(1950) A.C. 87
- Canadian Pacific Railway Company v. Attorney General for British Columbia & al  
(1950) A.C. 122
- Canadian Federation of Agriculture v. Attorney General for Quebec & al  
(1951) A.C. 179
- Attorney General for Ontario & al v. Israel Winsser  
(1954) 2 W.L.R. 418

A cette liste s'ajoutent nombre d'autres jugements rapportés dans :  
*Decisions of the judicial Committee of the Privy Council relating to the British America Act, 1867 and the Canadian Constitution 1867-1954*, 3 vol.  
 Arranged by A. Olmsted, Q.C., of the Department of Justice, Ottawa, 1955.

Plusieurs de ces jugements ainsi que d'autres documents sont également mentionnés dans le "*Répertoire de jurisprudence sur les pouvoirs de taxation*", préparé par Me Gaëtan Legault pour la Commission.

#### F)—AUTRES DOCUMENTS

- |                          |   |
|--------------------------|---|
| ABBOTT, Douglas          | <i>Federal-Provincial Fiscal Relation</i> , Nov. 1953, address to the Canadian Club of Montreal.  |
| " "                      | <i>The Economic and Financial Demands of Defense</i> , Address by Minister of Finance to Couchiching Conference, August 2, 1952.  |
| " "                      | <i>Savings and Inflation: The Problem and its setting</i> , Address by Minister of Finance to Conference on Saving, Inflation and Economic Progress, Univ. of Minnesota, Minneapolis, May 15, 1952. |
| APPLETON, John           | <i>After War Financial Problems of Western Municipalities</i> —Journal of the Canadian Bankers' Association 27: (62-76 jan. 1920).  |
| ASSELIN, J.-O.           | <i>Problems of Municipal Finance and Taxation</i> , Address to the Union of Municipalities of the Province of Quebec, July 1953.  |
| BARTON, George           | <i>Planning for an efficient Street Transportation System</i> , Northwestern University, Illinois.  |
| BELANGER, Marcel         | <i>Quebec Corporations</i> , The Prevent Tax Position, Canadian Tax Journal — Nov.-Dec. 1953.   |
| BELLEAU, Hon. Sir. N. F. | <i>Discours du 14 février 1865</i> , Débats sur la Confédération.   |
| BIRCH, A. H.             | <i>Federalism and Finance</i> —Manchester School of Economics and Social Science 17: (63-85) May, 1949.   |

BIT	Série	M. Ass. Sociales	No. 1, Genève, 1925—Les problèmes généraux de l'assurance sociale.
"	"	"	No. 2, " 1925—La réparation des accidents du travail.
"	"	"	No. 3, " 1925—La réparation des maladies professionnelles.
"	"	"	No. 4, " 1925—L'assurance-maladie.
"	"	"	No. 5, " 1926—La réparation des accidents du travail aux Etats-Unis, par Ralph-H. Blanchard, Ph.D.
"	"	"	No. 6, " 1927—L'assurance-maladie obligatoire.
"	"	"	No. 7, " 1927—L'assurance-maladie libre.
"	"	"	No. 8, " 1928—Les prestations de l'assurance-maladie allemande du point de vue de l'hygiène sociale, par Franz Goldmann et Alfred Grotjahn.
"	"	"	No. 9, " 1933—Pensions non contributives.
"	"	"	No. 10, " 1933—L'assurance invalidité — vieillesse — décès obligatoire.
"	"	"	No. 11, " 1933—Les services sociaux.
"	"	"	No. 12, " 1936—L'organisation internationale du travail et les assurances sociales.
"	"	"	No. 13, " 1936—Vol. I—Les services sociaux en 1933. Vol. II—Les services sociaux en 1933.
"	"	"	No. 14, " 1937—L'évaluation de l'incapacité permanente de gain dans les assurances sociales.
"	"	"	No. 15, " 1938—L'organisation économique des prestations médicales et pharmaceutiques dans l'assurance-maladie.
"	"	"	No. 16, " 1939—L'investissement des fonds des institutions d'assurances sociales.
"	"	"	No. 17, " 1940—Technique actuarielle et organisation financière des assurances sociales, par Lucien Féraud.
"	"	"	No. 18, Montréal, 1942—Approaches to Social Security.

BIT, La Sécurité Sociale — Etude Internationale, Genève, 1950.

BIT, Norme minimum de la sécurité sociale (35e session), Rapport V-a (1), Genève 1952.

- BIT, Objectifs et normes supérieures de la sécurité sociale, Rapport V (b),  
Genève 1952.
- BIT, Objectifs et normes minima de la sécurité sociale, Rapport IV (1),  
Genève, 1954.
- BRADSHAW, Thomas      *Municipal Finance* — Municipal Review of Canada  
29: 12-15 (Dec. 1933); 30: 24-26 (Jan. 1934).
- BRUNET, Michel      *Canadians et Canadiens* — Fides, Montréal, 1955.
- BRUNET, Michel      *Monsieur Maurice Lamontagne et sa conception du  
fédéralisme canadien*,  
Revue d'histoire de l'Amérique française,  
septembre 1954.
- BUCK, A. E.      *Financing Canadian Government*,  
Public Administration Service, Chicago, 1949.
- CANADIAN CHAMBER  
OF COMMERCE      *Submission of the Minister of Finance and the  
Minister of National Revenue regarding the Income  
Tax Act, the Excise Tax Act and the Dominion  
Succession Duty Act*, Montreal, Dec. 1953.
- CANADIAN FEDERATION  
OF MAYORS AND  
MUNICIPALITIES      *Submission to the Government of Canada with  
respect to the Problems of Municipal Finance*,  
Montreal 1953.
- CANADIAN SICKNESS  
SURVEY      1950-51 (nov. 4), Ottawa 1954; (No. 2) D.B.S.,  
(No. 3), No. 1, mai 1953.
- CARROTHERS, W. A.      *Problems of the Canadian Federation*,  
Canadian Journal of Economics and Political  
Science 1: 26-40 (Feb. 1935).
- CAUCHON, Hon. M.      *Discours du 6 mars 1865, Débats sur la  
Confédération*, Québec, 1865.
- CLARK, Robert M.      *The Municipal Business Tax in Canada*,  
Canadian Tax Foundation, No. 5, February 29, 1952.
- COLM, Gerhard,      *Comment on Extraordinary Budgets*,  
Social Research, An International Quarterly of  
Political and Social Science, Vol. V, No. 2,  
May 1938.
- COMITE SPECIAL  
D'ENQUETE SUR L'AANB      *Procès-Verbal, témoignages et rapports*,  
Chambre de Commerce, Session 1935.
- CONSEIL CANADIEN  
DU BIEN-ETRE SOCIAL :      1. Mémoire au gouvernement fédéral touchant le  
projet des allocations destinées aux invalides,  
Janvier 1954, Ottawa.  
2. Mémoire pour la Conférence nationale sur la  
réadaptation des invalides,  
Avril 1950, Ottawa.  
3. L'Assistance publique et chômage,  
Décembre 1952, Ottawa.  
4. Assistance publique : un exposé de principes,  
Ottawa, 1954.  
5. Pour une politique nationale de logement au  
Canada,  
Ottawa, septembre 1947.  
6. Assistance financière,  
Ottawa, 1954.

- CRONKITE, F. D. *Federal Aid for Roads — A proposal for Federal Grants, Canadian Tax Journal, March-April 1954.*
- CURTIS, Clifford A. *Canadian Municipal Finance—The Present Problem in Perspective. Canadian Tax Journal, nov.-déc. 1953.*
- DEHEM, R. and WOLFE, J. N. *The Principles of Federal Finance and The Canadian Case, The Canadian Journal of Economic and Political Science—février 1955.*
- DOUGLAS, Mounteath *Welfare and Redistribution, The Canadian Journal of Economic and Political Science — août 1953.*
- " " *Taxable Capacity, British and Canadian Experience, Canadian Tax Journal, janv.-fév. 1953.*
- DREW, Hon. George *Discours sur l'autonomie provinciale, 20 juillet 1953.*
- DUE, John F. *Provincial Sales Taxes, Canadian Tax Foundation, Tax Paper No. 7, Toronto, 1953.*
- EGGLESTON, Wilfrid *The Road to Nationhood: A chronicle of Dominion-Provincial Relations, Oxford University Press, Toronto, 1946.*
- GATHERCOLE, George *"Co-Ordination of Tax Systems in Canada and the United States: A Provincial Viewpoint", Tax Bulletin 2: 334-43 (Nov. Dec. 1952).*
- GERIN-LAJOIE, Paul *Origines de nos problèmes constitutionnels et fiscaux actuels, dans Relations, mai 1953.*
- " " *Impasse ou bifurcation dans l'histoire du Canada, dans Relations, mai 1953.*
- " " *Les Recommandations de la Commission Sirois et les accords fiscaux, dans Relations, juin 1953.*
- " " *Critique des accords fiscaux actuels, dans Relations, juillet 1953.*
- GREY, Rodney *Federal Grants—A Critique, Canadian Tax Journal, (mai-juin 1953) mars-avril 1954.*
- GROVES, Harold M. *New Sources of Light on Intergovernmental Fiscal Relations, National Tax Journal, Vol. 5: 234-8 (sept. 1952).*
- HARDY, Eric *Are we reaching a crisis in Local Government Financing in Canada? Address to the Dominion Mortgage and Investment Associations, Toronto, mai 1944.*
- HELLER, Walter W. *Observation on Federal Fiscal Policy in United States, Canadian Tax Journal, mai-juin 1953.*
- HURD, W. B. *The Trend of Federal Taxation and Expenditures, Journal of the Canadian Bankers' Association, 36: 19-21 (Oct. 1928).*
- IRWIN, F. R. *Personal Income Tax, Canadian Tax Journal, juillet-août 1953.*

- 
- IRWIN, F. R. *Sales Taxes, Manufacturer's or Retail?*  
Canadian Tax Journal, janvier-février 1950.
- JOINT COMMITTEE ON HEALTH INSURANCE *Financing Health Service in Canada*,  
Toronto, février 1954.
- KEIRSTEAD, W. C. *Taxation for School Purposes*,  
Canadian Chartered Accountant (fév. 1937).
- KEMPT, H. R. *Dominion and Provincial Taxation in Canada*.  
Annals of the Academy of Political and Social  
Science 107: 216-20 (May 1923).
- " " *The Sales Tax*—Canadian Forum 3 (July 1923).
- KREMB, Franklin M. *An Administrative Program for Traffic Control*,  
Address, Northwestern University, Illinois.
- LABRIE, F. E. *Farm Taxation, Alberta's Trial and Error*,  
Canadian Tax Journal, mars-avril 1953.
- LANGEVIN, Hector Discours du 21 février 1865,  
*Débats sur la Confédération*.
- LAPOINTE, Ernest Discours fait le 18 février 1925 à la  
Chambre des Communes,  
*Débats des Communes* pp. 312-317.
- LASKIN, Bora *Peace, Order and Good Government Reexamined*,  
The Canadian Bar Review, 1947. Vol. 25.
- LAZERTE, M. E. *The Cost of Education*,  
Canadian Tax Journal, nov.-déc. 1954.
- LELAND, Siméon-E. *Needed New Municipal Revenues: A second Look  
After 20 Years*, Address. Northwestern University.
- LERNER, Abba P. *Functional Finance and the Federal Debt*, Social  
Research, An International Quarterly of Political and  
Social Science, Vol. X, No. 1, février 1943.
- MacAULAY, J. A. *Destructive or Constructive Taxation*,  
Canadian Bar Review 23: 424-34 (May 1945).
- MacGREGOR, D. C. *Provincial Tax Fields*,  
Canadian Tax Journal, janv.-fév. 1953.
- " " *Federal-Provincial Financial, Relations in Canada*,  
Economic Journal 46: 171-8 (March 1936).
- MacKINNON, Frank *The Establishment of the Supreme Court of Canada*,  
Canadian Bar Review, Vol. XXIV, 1946.
- MacKINTOSH, W. A. *Federal Finance*,  
Canadian Tax Journal, juillet-août 1953.
- MARCUS, Edward *Cyclical Turning Points: Canada, 1927-1939*,  
The American Economic Review, Vol. XLIII, No. 4,  
Part 1, septembre 1953.
- MAXWELL, J. A. *The Adjustment of Federal-Provincial Financial  
Relations*, Canadian Journal of Economics and  
Political Science 2: 374-89 (Aug. 1936).
- McNAIR, Hon. J. B. *Synoptic Report of the Proceedings of the  
Legislative Assembly of New Brunswick*,  
17 mars 1939 — Session 1939.

- McQUEEN, R. *The Economic Aspects of Federalism*, Canadian Journal of Economics and Political Science 1: 348-67 (Aug. 1935).
- MEMOIRES : *de la Chambre de Commerce de Québec sur les passages à niveau*, avril 1948.  
*de la Chambre de Commerce sur l'aqueduc*, janvier 1950.  
*de la Chambre de Commerce sur le problème de la circulation et du stationnement à Québec*, avril 1951.  
*de la Chambre de Commerce sur certains problèmes d'Education*, mai 1952.  
*de la Chambre de Commerce sur le problème du logement*, septembre 1950.  
*soumis au T.H. Saint-Laurent sur les Relations Fédérales-Provinciales en matière d'Impôts par la Chambre de Commerce de la Province de Québec*, février 1953.
- Ministère de la Santé Nationale et du Bien-Etre Social *Programme National d'Hygiène*, Rapport quinquennal, du 14 mai 1948 au 14 mai 1953, Ottawa.
- Montreal Board of Trade and Chambers of Commerce of North-Western Quebec *An Economic Survey of the North Western Quebec*, juillet 1953.
- MOORE, Milton A. *Sales Taxes—Why not a Bold Approach?* Canadian Tax Journal, janv.-fév. 1955.
- " " *The Dividend Tax Credit—A suggested Modification*, Canadian Tax Journal, mai-juin 1953.
- NEWCOMER, Mabel and HUTCHISON, R. G. *Taxation of Land Values in Canada*, Journal of Political Economy 40: 366-78 (June 1932).
- PERRY, J. Harvey *Federal Tax Credit*, Conflict with Quebec Corporation Profit Tax Canadian Tax Journal, janvier-février 1954.
- " " *Income Tax Rates*, Canadian Tax Journal, janv.-fév. 1953.
- PIGEON, Louis-Philippe *The Meaning of Provincial Autonomy*, Canadian Bar Review, 1951, Vol. XXIV.
- PLANTE, Albert, s.j. *Education et Octrois Statutaires*, dans *Relations*, octobre 1953.
- " " " *La loi pour assurer le progrès de l'Education*, dans *Relations*, juillet 1953.
- " " " *Les faiblesses d'une loi*, dans *Relations*, août 1953.
- " " " *Réformes Fiscale et Commissions Scolaires*, dans *Relations*, mai 1953.
- Public Archives of Canada *Index of the Confederation Debates of 1865*, Ottawa, 1951.

- Rapport du Premier Congrès des Relations Industrielles de Laval* —  
publié par le département des Relations industrielles  
de la Faculté des Sciences sociales de l'Université  
Laval, Québec, 1946.
- Rapport du Neuvième Congrès des Relations Industrielles de Laval* —  
Le Règlement des Conflits de Droit, Les Presses  
Universitaires Laval, Québec, 1954.
- Recent Development in Tax Coordination in Canada* —  
In "Proceedings of the 34th Annual Conference of  
the National Tax Association" 1941, pp. 673-7.
- Recent Developments in Dominion-Provincial Relations in Canada*—  
(Occasional Paper, No. 5, New York)  
National Bureau of Economic Research, 1948.
- ROWATT, Donald C. *Federal Grants—A Commentary*,  
Canadian Tax Journal, mars-avril 1954.
- Semaines Sociales du Canada *La Sécurité Sociale*, I.S.P., Montréal, 1952.
- SHINK, G. H. *The Sales and Use Tax Laws in the Province of  
Quebec*, National Tax Association, Forty Second  
National Conference, Boston, 1949.
- " " *Coordination of Tax Systems in Canada and United  
States: The Viewpoint of Quebec*,  
Tax Bulletin 2: 344-52 (Nov.-Dec. 1952).
- SMITH, E. H. *Coordination of Tax Systems: The Federal  
Viewpoint*, Tax Bulletin 2: 326-33 (Nov.-Dec. 1952).
- STANTON, Roger H. *Sales Taxation in the Provincial and Municipal Fields*,  
*The Institute of Public Administration of Canada*,  
Winnipeg, septembre 1951.
- The Federal Budget *Federal-Provincial Relations*,  
Canadian Tax Journal, mars-avril 1953.
- Ville de Montréal *Manuel d'estimation des biens fonds*, 1954.
- WARD, Norman *The Redistribution of 1952*, The Canadian Journal  
of Economics and Political Science, août 1953.
- WAINES, W. J. *Dominion-Provincial Financial Arrangements:  
An examination of Objectives*.  
The Canadian Journal of Economics and Political  
Science, août 1953.
- WHITELAW, W. *Reconstructing the Quebec Conference*,  
The Canadian Historical Review, 1938, p. 136.
- WILLIS, John *The Mitigation of the Tax Penalty on Fluctuating  
or Irregular Incomes*,  
Canadian Tax Foundation No 2, sept. 1, 1951.
- " " *Recent Trends—Income Tax Law*,  
Canadian Tax Journal, juillet-août 1953.
- WOLFE, J. N. *The Rentals and Provincial Autonomy*,  
Canadian Tax Journal, Nov.-Dec. 1954.
- Acte de l'Amérique du Nord britannique et modifications y apportées 1867-1951,  
(Ottawa 1952).
- The Constitution of India,  
as modified up to 1st. of September 1951 — DELHI, 1951.

The Federal Constitution of Switzerland,  
traduction et commentaires par Christopher Hughes, Oxford,  
Clarendon Press, 1954.

Statut de Westminster, 1931.

The Constitution of the United States of America,  
Library of Congress, E. S. Corwin, Editor, Washington, 1953.

Les collections complètes des revues suivantes ont aussi été abondamment  
utilisées :

*L'Actualité économique*, 1925-1955;

*The Canadian Historical Review*, 1920-1955;

*The Canadian Journal of Economics and Political  
Science*, 1935-1955;

*Canadian Tax Journal*, 1953-1955.

*La Gazette du Travail* :

périodique mensuel du Ministère du Travail,  
Ottawa, Canada.

*Labour Organization in Canada*:

Annual reports (1911-1953), Department of Labour,  
Ottawa, Canada.

*La Revue des Relations Industrielles* :

revue trimestrielle, publiée par les Presses  
Universitaires Laval, Québec, Canada.



**Liste alphabétique des institutions et personnes qui  
ont présenté des mémoires à la Commission Royale  
d'enquête sur les Problèmes Constitutionnels**

— A —

Académie Canadienne-Française  
Académie de Québec  
Alliance des Professeurs catholiques de Montréal  
Aluminum Company of Canada Limited  
Amis de l'Art  
Anciennes élèves des Collèges classiques de Jeunes Filles  
Anciens de Laval  
Archives de Folklore de l'Université Laval  
Association des Architectes de la province de Québec  
Association canadienne des Bibliothécaires de langue française  
Association canadienne-française pour l'Avancement des sciences  
Association des collèges commerciaux de la province de Québec  
Association des Commissions scolaires du diocèse d'Amos  
Association des Commissions scolaires du diocèse d'Ottawa  
Association des Educateurs catholiques de Montréal  
Association forestière du Bas St-Laurent et de la Gaspésie Inc.  
Association forestière québécoise Incorporée  
Association générale des étudiants de l'Université Laval de Québec Inc.  
Association générale des étudiants de l'Université de Montréal  
Association des Infirmières catholiques du Canada  
Association des Infirmières de la province de Québec  
Association des Ingénieurs forestiers de la province de Québec  
Association de la Jeunesse Canadienne-Française  
Association des Marchands détaillants du Canada-Québec Inc.  
Association des Orienteurs professionnels  
Association des Parents catholiques de Ville Mt-Royal  
Association patronale des Services hospitaliers de Québec Inc.  
Association des Professeurs de carrière de l'Université Laval  
Association professionnelle des Industriels

Association professionnelle des Professeurs laïcs de l'enseignement  
secondaire de la province de Québec, Inc.  
Association des Propriétaires d'Autobus de Québec  
Association des Propriétaires de Hull  
Association du Transport routier du Québec Inc.

— B —

Benson & Hedges (Canada) Limited  
Bibliothèque des enfants (section des caisses voyageuses)  
Bourse d'Immeuble de Montréal Inc.

— C —

Campbell, Roy  
Canadian Manufacturers' Association Inc. (Quebec Div.)  
Canadiens de naissance de la province de Québec  
Centre de Service social de Trois-Rivières  
Chambre de Commerce  
    d'Arvida  
    de Chicoutimi  
    du district de Montréal  
    de Hull  
    des Jeunes d'Amos  
    des Jeunes du district de Montréal  
    des Jeunes du district de Ste-Anne de la Pocatière  
    des Jeunes de Granby  
    des Jeunes de Jonquière-Kénogami Inc.  
    des Jeunes du Nord-Ouest Québécois  
    des Jeunes de St-Jean-Port-Joli  
    de Port-Alfred  
    de la province de Québec  
    de Québec  
    de la région du Richelieu-Lac Champlain  
    de Roberval  
    de St-Vincent-de-Paul  
    de Val d'Or  
Chambre des Notaires  
Children's Memorial Hospital

**Cités et Villes**

Alma  
Arvida  
Bagotville  
Cap-de-la-Madeleine  
Chicoutimi  
Granby  
Grand'Mère  
Hull  
Isle-Maligne  
Jonquière  
Kénogami  
Lachine  
La Tuque  
Lévis  
Montmagny  
Montréal  
Mistassini  
de l'Ouest du Québec  
Port-Alfred  
Québec  
Rimouski  
Riverbend  
Rivière-du-Loup  
Roberval  
St-Joseph d'Alma  
Sillery  
Trois-Rivières  
City Improvement League Inc.  
Collèges classiques de Jeunes Filles  
Collège  
Jean-de-Brébeuf  
Laval  
de Lévis  
Loyola  
Lycée Pierre Corneille  
Marianapolis  
Marie-Médiatrice (Hull)  
des Médecins et Chirurgiens de la province de Québec  
des Médecins vétérinaires de la province de Québec  
Mont Saint-Louis  
Notre-Dame

- des Optométristes et Opticiens de la province de Québec
- Roussin
- Saint-Alexandre de la Gatineau
- du Sacré-Coeur de Sherbrooke
- Sacré-Coeur de Montmagny
- de Ste-Anne-de-la-Pocatière
- Saint-Denis
- Saint-Joseph de Berthierville
- Sainte-Marie
- Séraphique (Séminaire Saint-Antoine)
- Sir George Williams
- Supérieur de Sherbrooke
- Commission des Ecoles catholiques
  - d'Arvida
  - de Montréal
  - de Québec
  - de Trois-Rivières
- Commission sur les problèmes hospitaliers
- Commission scolaire
  - du Cap-de-la-Madeleine
  - de Chicoutimi
  - de Granby
  - de Jonquière
  - de Montmagny
  - de Rivière-du-Loup
  - de Roberval
  - de Saint-Germain de Rimouski
  - de Saint-Joseph d'Alma
  - de Sherbrooke
  - du village de Mistassini
  - de Ville Mont-Royal
- Community Planning Association of Canada (Quebec division)
- Concerts Symphoniques de Montréal
- Confédération des Travailleurs Catholiques du Canada
- Conférence Catholique Canadienne du Bien-Etre (section française)
- Congrès Canadien-Juif
- Conseil
  - Central des Oeuvres de Québec
  - Central des Ligues de citoyens des quartiers de Limoilou-est et de Limoilou-ouest
  - Central des Syndicats Nationaux du diocèse d'Ottawa (CTCC)
  - de la Coopération du Québec

d'Orientation économique du Saguenay  
de stratégie du Canada français  
de la Vie française  
Coopératives d'Habitation de la Cité de Granby  
Corporation  
des Agronomes de la province de Québec  
de l'Ecole Polytechnique  
de l'Externat Classique de Rivière-du-Loup  
générale des Instituteurs et Institutrices de la province de Québec  
des Ingénieurs professionnels de la province de Québec  
Corporations municipales  
rurales de l'Abitibi-Est et de l'Abitibi-ouest  
du Canton Delisle  
de Naudville  
de la paroisse St-Joseph d'Alma  
de St-Jean-Port-Joli  
Corporations scolaires de Ville St-Joseph, St-Simon, St-Jean-Baptiste  
(comté de Drummond)  
Corporation de Téléphone de Québec

## — D —

Dehem, Roger, professeur à l'Université de Montréal  
Desmarais, Mgr J.-A., évêque d'Amos

## — E —

Ecole Normale Secondaire  
Ecole des Sciences Domestiques de l'Université Laval  
Ecole Supérieure d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière  
Ecole Vincent d'Indy  
Engineering Institute of Canada

## — F —

Fabrique de la Paroisse St-Yves de Rimouski  
Fédération  
des Associations d'Anciens des Maisons d'enseignement secondaire  
classique

Chambre de Commerce des Jeunes de la province de Québec  
des Collèges Classiques  
des Commissions Scolaires Catholiques du Québec  
des Coopératives d'Habitation  
of English-Speaking Catholic Teachers Inc.  
des Frères Enseignants de Québec  
des Mouvements de Jeunesse du Québec  
Nationale Saint-Jean-Baptiste  
des Scouts catholiques de la province de Québec  
des Sociétés St-Jean-Baptiste du Québec  
du Travail du Québec  
des Unions Industrielles du Québec

Fenston, John, avocat  
Ferland, Philippe, avocat  
Fort Chambly (Blanchet, N.-J.-N.)  
Fortier, R. de la Bruyère et Thibodeau, J.-R.  
Foyer Coopératif (Chicoutimi)  
Frères du Sacré-Coeur

— G —

Gaspésie (Blanchard, G.-E.)  
Gazette des Campagnes (Fortin, L.-de-G.)  
Greater Montreal Economic Council

— H —

Hôpital Sainte-Justine

— I —

Iles de la Madeleine  
Imperial Tobacco Company of Canada Limited  
Industrie laitière  
Institut d'Action Politique  
Institut des Comptables Agréés de Québec

— J —

Jeunesses Musicales du Canada  
Jeunesse Ouvrière Catholique

## — L —

Labrie, Mgr N.-A., évêque du Golfe St-Laurent

Ligue

d'Action Nationale

Anti-Pollution

des Femmes Propriétaires de Montréal Inc.

des Propriétaires d'Arvida

des Propriétaires de Sherbrooke

des Propriétaires de Verdun

de Sécurité de la province de Québec

ouvrière catholique

Loisirs de Granby Inc.

## — M —

Magill, Roswell, président, Tax Foundation, New-York

Montreal Board of Trade

Montreal Council of Social Agencies

Montreal Young Women's Christian Association

Musée des Beaux-Arts de Montréal

## — O —

Orchestre Symphonique de Québec

Organisation Provinciale de la Récréation

Ouest Commercial et Professionnel (Montréal)

## — P —

Parti Ouvrier-Progressiste

Petits Séminaires de Communauté

Poliquin, Fred

Pouliot, Marcel, avocat

Protestant School Board of Greater Montreal

## — Q —

Quebec Association of Protestant School Boards

## — R —

Rousseau, Jacques

## — S —

Saguenay Power Company Ltd.  
Savard, Mgr Félix-Antoine  
School for Crippled Children  
Séminaire Oblat de Marie-Immaculée  
Séminaire de Rimouski  
Séminaire St-Charles Borromée  
Service de Préparation au Mariage du diocèse de Montréal  
Service de Santé du Québec  
Smith, Rogers  
Société  
    d'Assistance aux immigrants  
    des Editeurs canadiens du livre français  
    canadienne d'éducation des adultes  
    canadienne d'Histoire naturelle  
    coopérative agricole de tabac du district de Joliette  
    coopérative agricole de la vallée d'Yamaska  
    d'études linguistiques  
    d'études rurales  
    historique de Montréal  
    généalogique canadienne-française  
    d'Histoire naturelle  
    du Parler français au Canada  
    de Pédagogie de Montréal  
    St-Jean-Baptiste d'Alma  
    St-Jean-Baptiste du diocèse de Nicolet  
    St-Jean-Baptiste de Hull et du Nord de l'Outaouais  
    St-Jean-Baptiste de Montréal  
    St-Jean-Baptiste de Québec  
Symphonie féminine de Montréal

## — T —

Théâtre du Nouveau Monde  
Thomas More Institute for Adult Education

## — U —

Union Catholique des Fermières

Union Catholique des Cultivateurs

Union

des Chambres de Commerce de l'Ouest de la province de Québec

des Conseils de Comté de la province de Québec

des Libertés civiles de Montréal

des Ligues de Propriétaires de la province de Québec, Inc.

des Municipalités de la province de Québec

Université

Laval

McGill

de Montréal

## — V —

Vachon, Stanislas

## — Y —

Young Women's Christian Association of Quebec City



## **Liste alphabétique des témoins et experts consultés**

### **A) AU COURS DE REUNIONS TENUES A MONTREAL**

<b>ANGERS, François-Albert,</b>	<b>professeur à l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales, Montréal;</b>
<b>BERTRAND, Rév. Père Hector, s.j.,</b>	<b>président du Comité des Hôpitaux du Québec;</b>
<b>BONENFANT, Jean-Charles,</b>	<b>bibliothécaire de la Législature de la province de Québec;</b>
<b>CARON, Me Maximilien,</b>	<b>vice-doyen de la Faculté de Droit de l'Université de Montréal;</b>
<b>COURTOIS, Rosaire,</b>	<b>ancien président de l'Institut des Comptables agréés de la province de Québec;</b>
<b>DESAULNIERS, Omer-Jules,</b>	<b>surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec;</b>
<b>DIONNE, Jean,</b>	<b>directeur du service des taxes sur la gazoline et de la taxe d'hôpital sur les repas, de la province de Québec;</b>
<b>DOUCET, Eugène,</b>	<b>président de la Commission des Ecoles catholiques de Montréal;</b>
<b>DUCHARME, J.-Omer,</b>	<b>directeur général du service de taxe sur le tabac et sur la vente, de la province de Québec et percepteur du revenu à Montréal;</b>
<b>GELLY, Georges,</b>	<b>directeur du service des licences de la province de Québec;</b>
<b>GERIN-LAJOIE, Me Paul,</b>	<b>avocat de Montréal;</b>
<b>GIGNAC, Michel,</b>	<b>directeur du service des Amusements de la province de Québec;</b>
<b>HODGSON, John,</b>	<b>statisticien au département de l'Instruction publique;</b>
<b>LATOUR, Gilbert,</b>	<b>directeur général de la Chambre de Commerce du district de Montréal;</b>
<b>LAURENT, Edouard,</b>	<b>secrétaire et chef de cabinet du Ministre des Finances de la province de Québec;</b>
<b>LEGAULT, Me Gaétan,</b>	<b>avocat de Montréal;</b>
<b>LEROUX, Me Lionel,</b>	<b>ancien président de la Chambre des Notaires du district de Montréal;</b>
<b>LORTIE, Léon,</b>	<b>directeur de l'Extension de l'enseignement de l'Université de Montréal;</b>
<b>MAGILL, Roswell,</b>	<b>président de la Tax Foundation, New-York;</b>
<b>McGEE, Jean-C.,</b>	<b>directeur du Bureau des Statistiques de la province de Québec;</b>

PARE, Me René,	président de la Société des Artisans;
PARENTEAU, Roland,	secrétaire de la revue <i>Actualité Economique</i> ;
PILLER, Me Josef,	juriste; ancien professeur à l'Université de Fribourg, Suisse;
PLANTE, Robert,	directeur du commissariat industriel de la province de Québec;
POULIOT, J. A.,	assistant-directeur du service des véhicules Automobiles de la province de Québec;
RIOUX, Albert,	membre de l'Office de l'Electrification rurale de la province de Québec;
RIVARD, Eugène,	percepteur des droits sur les successions de la province de Québec;
ROUSSEAU, Zéphirin,	doyen de la Faculté de Génie forestier de l'Université Laval;
TRUDEL, Me Gérard,	avocat de Montréal;
TURCOT, Wilfrid, c.a.,	chef du service des Corporations de la province de Québec, et directeur de l'impôt provincial sur le revenu;
TURNER, J. Gilbert,	directeur du Royal Victoria Hospital, de Montréal;
URBAIN, Yves,	professeur aux universités de Louvain et de Montréal;
VACCARI, Vittorio,	secrétaire général de l'Association Patronale Italienne;
VINETTE, Roland,	directeur général des Ecoles Normales de la province de Québec.

B) AU COURS DE REUNIONS TENUES A QUEBEC

BEDARD, Avila,	sous-ministre, Ministère des Terres et Forêts;
BEGIN, Stanislas,	sous-ministre, Ministère de la Colonisation;
BELANGER, C.	trésorier adjoint de la Cité de Québec;
BERGERON, Arthur,	sous-ministre, Ministère de la Voirie;
BILLINGS, H.-S.,	fonctionnaire spécial, section protestante, département de l'Instruction publique de la province de Québec;
BONENFANT, Me Jean-C.,	bibliothécaire de la Législature de la province de Québec;
CODERRE, Louis,	sous-ministre, Ministère de l'Industrie et du Commerce;
DARVEAU, Me Lucien,	conseiller juridique, Secrétariat de la province;
De KONINCK, Charles,	doyen de la Faculté de Philosophie de l'Université Laval;
DESAULNIERS, Omer-Jules,	surintendant, département de l'Instruction publique de la province de Québec;
DOUCET, Jean-Louis,	sous-ministre, Ministère des Affaires municipales de la province de Québec;
DUFRESNE, A.-O.,	ingénieur professionnel, sous-ministre, Ministère des Mines;
DUPUIS, Gabriel,	sous-ministre adjoint, Ministère des Affaires municipales;
DUSSAULT, Me Adjutor,	sous-ministre, département des Ressources hydrauliques;
FILTEAU, B.-O.,	ancien secrétaire français du département de l'Instruction publique de la province de Québec;
FONTAINE, C.-R.,	trésorier et chef des services de la Cité de Québec;
GREGOIRE, Dr Jean,	sous-ministre, Ministère de la Santé;
GUAY, Edouard,	sous-ministre adjoint, Ministère des Terres et Forêts;
LABRIE, Dr Arthur,	sous-ministre, Ministère des Pêcheries;
LAFRANCE, Georges,	surintendant des Assurances de la province de Québec;
LAURENT, Edouard,	secrétaire et chef de cabinet du Ministre des Finances;
LEVEILLE, Georges,	directeur de l'Office de Publicité de la province de Québec;
MARTIN, Jean-Marie,	directeur du Service des Relations extérieures de l'Université Laval;

---

<b>MATTE, Joseph,</b>	sous-ministre suppléant, Ministère de la Voirie;
<b>McGEE, Jean-C.,</b>	directeur du Bureau des Statistiques de la province de Québec;
<b>MIGNAULT, Me C. de L.,</b>	président de la Commission municipale, Hôtel du Gouvernement;
<b>MORIN, Me Maxime,</b>	conseiller juridique, Ministère des Travaux publics de la province de Québec;
<b>PAGE, Joseph,</b>	secrétaire français adjoint du département de l'Instruction publique de la province de Québec;
<b>PARROT, Dr Paul,</b>	démographe de la Province, Ministère de la Santé;
<b>PERCIVAL, W.P.,</b>	secrétaire anglais du département de l'Instruction publique de la province de Québec;
<b>PLANTE, Robert,</b>	directeur du Commissariat industriel de la province de Québec;
<b>POISSON, Gustave,</b>	sous-ministre, Ministère du Bien-Etre social et de la Jeunesse;
<b>POULIN, R. P. Gonzalve, o.f.m.,</b>	directeur de l'Ecole de Service social de l'Université Laval;
<b>QUIMPER, Donat,</b>	sous-ministre adjoint, Ministère du Travail;
<b>RIOUX, Albert,</b>	membre de l'Office de l'Electrification rurale de la province de Québec;
<b>ROUSSEAU, Zéphirin,</b>	doyen de la Faculté de Génie forestier de l'Université Laval;
<b>SAVARD, Michel,</b>	inspecteur général des Ecoles catholiques de la province de Québec;
<b>TREMBLAY, Arthur,</b>	directeur adjoint de l'Ecole de Pédagogie et d'Orientation de l'Université Laval;
<b>TREMBLAY, Gérard,</b>	sous-ministre, Ministère du Travail;
<b>TREPANIER, René,</b>	sous-ministre, Ministère de l'Agriculture;
<b>TURGEON, Maurice,</b>	secrétaire de la Commission municipale de la province de Québec;
<b>VINETTE, Roland,</b>	secrétaire du Comité de Coordination de l'Enseignement de la province de Québec;
<b>WOOD, Norman,</b>	membre de la section protestante du département de l'Instruction publique de la province de Québec.

*Ce volume a été achevé d'imprimer  
sur les presses de Eugène Doucet Limitée, Montréal,  
le premier février mil-neuf-cent-cinquante-six.*

# Rapport

## COMMISSION ROYALE D'ENQUÊTE SUR LES PROBLÈMES CONSTITUTIONNELS

**VOLUME I :**   Aperçu historique  
                  Les finances publiques

**VOLUME II :**   La province de Québec et le cas canadiens-français  
                  Le fédéralisme

**VOLUME III :** Analyse des besoins et recommandations :  
                  *Tome I :* La juridiction provinciale  
                  *Tome II :* Les problèmes municipaux et scolaires  
                          Les relations fiscales et financières

**VOLUME IV :** Documentation

## Annexes

Nom de l'auteur	Titre
1 Charles de Koninck,	<i>La Confédération, rempart contre le grand Etat.</i>
2 Gonzalve Poulin,	<i>L'assistance sociale dans la province de Québec.</i>
3 François-Albert Angers,	<i>La sécurité sociale et les problèmes constitutionnels.</i> (2 volumes).
4 Arthur Tremblay,	<i>Contribution à l'étude des problèmes et des besoins de l'enseignement dans la province de Québec.</i>
5 François-Albert Angers,	<i>Le problème fiscal et les relations fédérales- provinciales.</i>
6 Gérard Trudel et Jean Gagné,	<i>La législation du travail dans la province de Québec.</i>
7 Albert Rioux,	<i>Le problème rural.</i>
8 Roland Parenteau,	<i>Les aspects financiers de l'inégalité économique des provinces.</i>
9 Patrick Allen,	<i>Tableau de l'activité économique de la province de Québec.</i>
10 Secrétariat de la Commission,	<i>Table analytique des mémoires et autres documents consultés par la Commission.</i>
11 François-Albert Angers,	<i>La centralisation et les relations fédérales- provinciales.</i>